

Large victoire des travaillistes en Israël

Une chance pour la paix

AVANT les élections israéliennes, les Palestiniens, et les Arabes en général, ne voulaient guère voir de différence entre les deux Itzhak - Shamir et Rabin, - entre une coalition gouvernementale formée par le Likoud et celle qui pourrait constituer le Parti travailliste. Toutefois, M. Fayçal Hussein, principale personnalité politique dans les territoires occupés, confiait, si on insistait : « Je pense qu'avec les travaillistes nous aurions peut-être un peu plus de marge de manœuvre... »

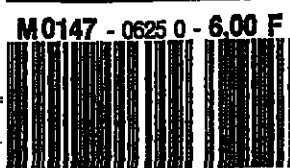
Aussitôt après un scrutin qui donne à M. Rabin un avantage plus important que prévu, les Palestiniens se sont montrés moins réservés. D'abord parce que M. Shamir est sévèrement battu, lui qui, avec ses partisans de la droite ultranationaliste, ne cessait de développer la colonisation des territoires occupés et ne proposait à leurs habitants qu'une autonomie encore plus limitée que celle acceptée par le même Likoud au moment des accords de Camp David.

Le vainqueur du 23 juin 1992 fut aussi celui de juin 1987, le général en chef de la conquête des « territoires ». M. Rabin est loin de passer pour beaucoup plus souple que M. Shamir, et il a quelque peu surpris en déclarant qu'il entendait « gouverner au centre », comme s'il se méfiait des « colombes » de son propre parti. En dépit de cela, M. Yasser Abed Rabbo, « ministre » de l'information de l'OLP, s'est risqué à dire que « les Palestiniens accueillent favorablement le changement ».

Pour sa part, M^{me} Hanane Achraoui, porte-parole de la délégation palestinienne aux négociations, a affirmé attendre que « les travaillistes fassent des progrès ». Elle a cependant souligné qu'avant de manifester davantage d'optimisme, il faudrait considérer « les prises de position concrètes » du nouveau gouvernement, au sujet notamment des colonies israéliennes, considérées actuellement, jusqu'à Washington, comme le « principal obstacle » au processus de paix lancé à Madrid.

AVEC, bien sûr, beaucoup plus de sympathie envers Israël et de soulagement, les premières réactions aux États-Unis traduisent aussi le constat d'un « changement » et l'espoir, plus sincère encore, d'une relance des négociations de paix pratiquement bloquées depuis des mois. M. Rabin a la réputation d'être nettement plus attaché à d'étroites relations avec Washington que ne l'était M. Shamir, tenu outre-Atlantique pour premier responsable de la détérioration de ces rapports, de l'impasse dans les pourparlers et, partant, des pressions que l'administration Bush a récemment exercées à l'encontre d'Israël.

Si M. Rabin, en souhaitant entraîner une large majorité d'Israéliens vers de réels progrès pour la paix, on ne pourra que l'approuver, sinon on pourra lui reprocher de n'avoir pas saisi la chance que lui offre ce succès électoral et d'avoir maintenu les inconvénients d'un système politique bloqué depuis plusieurs scrutins. Aux Israéliens comme aux Palestiniens de ne pas attendre, pour faire un pas, d'autres élections, à coup sûr décisives, celles qui auront lieu aux États-Unis en novembre.



Quinze ans après avoir perdu le pouvoir, le parti de M. Rabin remporte les législatives à la satisfaction des États-Unis et des Palestiniens

Démentant les sondages qui, à la veille du scrutin, ne le créditaient que d'une faible majorité, le Parti travailliste israélien, quinze ans après avoir perdu le pouvoir, a remporté haut la main les élections législatives du mardi 23 juin, selon les résultats encore officiels portant sur 95 % des suffrages. Alors que la presse israélienne parle d'un véritable séisme, le chef du parti, M. Itzhak Rabin, a annoncé qu'il s'efforcerait de former une coalition qui traduise le « courant centriste majoritaire ». Les responsables américains cachent mal leur satisfaction. Prudents, les Palestiniens des territoires occupés n'en espèrent pas moins des progrès dans les négociations de paix, et l'OLP a accueilli la nouvelle « avec plaisir ».

« Gouverner au centre »

JÉRUSALEM

de notre correspondant

« Une ère nouvelle s'ouvre aujourd'hui en Israël. » Vaincu par la liesse populaire qui l'entourait et qui chantait sa gloire à tue-tête dans la nuit triomphale de mardi à mercredi, le généraliste qui a conduit les travaillistes à la victoire, s'est, pour une fois, laissé aller à un zeste de grandiloquence.

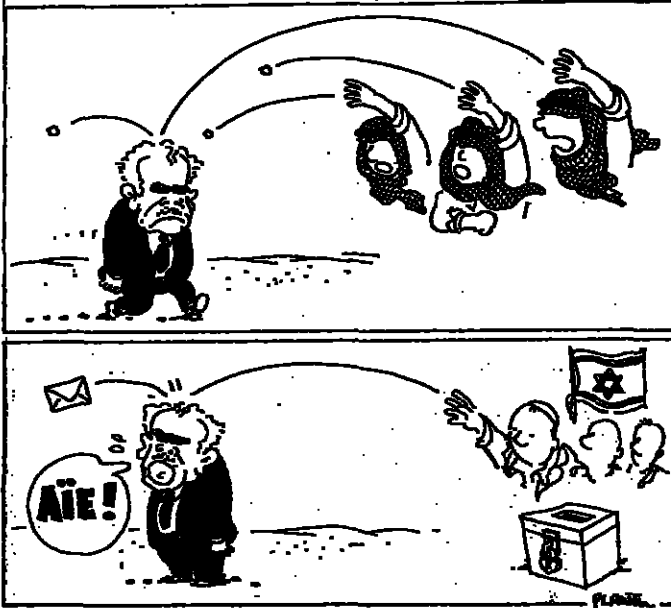
L'occasion est unique en effet. Itzhak Shamir est tombé, Itzhak Rabin va lui succéder à la tête du gouvernement. Quinze années après avoir perdu le pouvoir au

profit du cartel des droites, la gauche israélienne, emmenée par le vieux parti de Ben Gourion, revient aux affaires, autrement que par le biais d'un gouvernement d'union nationale.

« Bouleversement ! Tremblement de terre », titraient avec emphase les quotidiens hébreux mercredi 24 juin. Et tous, ou presque, de consacrer leurs éditoriaux à « la chance pour la paix », « le progrès en faveur de la paix », que la victoire de M. Rabin symboliserait.

PATRICE CLAUDE

Lire la suite page 3



Lire aussi

- Les travaillistes ont les coudées franches
- M. Itzhak Rabin : un « faucon » réaliste
- L'administration Bush laisse transparaître sa satisfaction

par MOUNA NAM

par HENRI PIERRE

pages 3 et 4

La paysannerie piégée

Le monde agricole s'est laissé enfermer dans le productivisme et les aides de Bruxelles

par Eric Fottorino

Les paysans ont perdu. Un encadrement réussi de Paris n'y aurait rien changé. La défaite a été récoltée depuis longtemps, et voilà qu'ils la consomment, « voyez comme nous allons mourir bientôt ». Les slogans sont là qui meublent une pensée vide. Ils ne savent pas bien ce qu'ils sont devenus avec leurs rendements vertigineux, leurs machines futuristes, leur endettement souvent colossal. Ils ne savent pas bien ce qu'ils vont devenir, sans objectif de production, sans mission à remplir, sans idéal - rappelons-nous : on leur avait dit de nourrir le monde et ils y croyaient.

Ils étaient 100 000 il y a tout juste dix ans sous les fenêtres de M^{me} Edith Cresson, alors ministre de l'Agriculture, criant leur mal de vivre avec des prix trop bas. Qu'ont-ils appris en dix ans ? A crier plus fort (en vain), si fort que même les organisations syndicales majoritaires en sont gênées, qui se désolidarisent d'une base hétéroclite dont le plus petit commun dénominateur est la détresse à tout bout de champ.

Deuxième puissance agricole du monde - derrière l'Amérique - la France verte brille à l'exportation, mais il ne faut pas y regarder de trop près.

Lire la suite et nos informations page 18

Le triple succès de Versailles

L'adoption de la révision constitutionnelle par le Congrès sert l'Europe, le Parlement et M. Mitterrand

par Thierry Bréhier

La victoire est totale ; elle est même plus large que ne pouvait l'espérer le président de la République lorsqu'il avait choisi le lieu et le terrain de l'affrontement : le RPR ayant déserté le champ de bataille, ce sont 89 % des parlementaires ayant participé au vote de Versailles qui ont approuvé, mardi 23 juin, la révision de la Constitution nécessaire à la ratification du traité de Maastricht ; en tout état de cause, il est vrai, la barre constitutionnelle des trois cinquièmes des suffrages exprimés aurait été facilement franchie même si les compagnons de M. Jacques Chirac avaient émis au Congrès un vote négatif, comme ils l'avaient fait au Sénat (sans aucune abstention, elle aurait été de

538 voix, et il y a eu 592 voix pour).

Cette victoire est, bien entendu, celle de tous ceux qui pensent que la construction d'une Europe unie est le préalable indispensable aux autres débats, qu'ils soient diplomatiques, militaires, économiques ou sociaux. Leur armée forme l'immense majorité de la classe politique ; le référendum de ratification devra montrer s'ils sont aussi nombreux dans le pays ; la suite permettra de savoir s'ils ont envie de gouverner ensemble pour mettre en place le cadre institutionnel ou s'ils estiment que ce qui les divise est plus important que ce qui les unit, auquel cas une partie d'entre eux devrait s'associer avec certains de ceux qui ont refusé l'Europe qu'ils souhaitent. La reconstitution du paysage politique français est posée ; elle n'est pas inéluctable. Cette victoire est aussi, en partie, celle de M. François Mitterrand.

Il avait besoin d'un éclatant succès de la droite ; la division de celle-ci est flagrante. Il voulait surtout placer son deuxième septennat sous le signe de l'Europe ; il y est parvenu. Il espérait laisser une trace dans l'Histoire qui aille au-delà de celle d'un homme ayant permis aux socialistes de gouverner, pour la première fois, la France dans la durée ; si, par un succès au référendum, il permet aux Français de choisir enfin dans la clarté de s'engager dans la construction d'une union politique de l'Europe, nul ne pourra contester sa place dans l'Histoire.

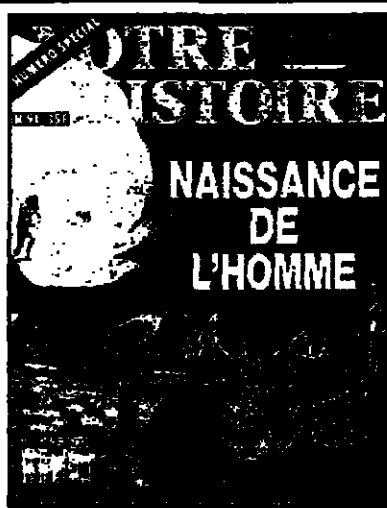
Lire la suite page 10 et nos informations pages 9 et 10

D'OU VENONS-NOUS ?

Un numéro spécial
Notre Histoire
Naissance
de l'Homme

Une aventure
de trois millions
d'années

Deux entretiens
exceptionnels avec
Yves Coppens
et
Jean-Pierre Molen



En vente 38 F chez vos marchands de journaux à partir du 25 juin 92, pendant deux mois, ou par correspondance à :
Notre Histoire, 13 rue Ampère, 75017 Paris.

D'où venons-nous ?
Depuis quand
sommes-nous des hommes ?
Comment le savons-nous ?

Des Australopitèques
à l'Homo sapiens
Sa lente conquête
de la terre
Qui invente la guerre ?
D'où vient la famille ?
L'origine du langage
Sa face à face
avec la mort
L'art en son enfance
Xéandertal l'Européen
Les premiers paysans
Gro-Magnon en Dordogne
Dolmens et menhirs
L'histoire
de la préhistoire...

Un entretien avec M. Pierre Arpaillange

A l'occasion de la publication du rapport de la Cour des comptes, le premier président de cette institution, M. Pierre Arpaillange, regrette, dans un entretien au Monde, que les propositions et recommandations faites aux administrations, collectivités ou entreprises publiques ne soient pas suffisamment suivies d'effet. Pour une meilleure efficacité, M. Arpaillange suggère des améliorations tant pour la Cour que pour le gouvernement et le Parlement.

Lire page 16 les propos recueillis
par DOMINIQUE GALLOIS et MICHEL NOBLECOURT

Pour une Cour européenne de conciliation et d'arbitrage

M. Robert Badinter renouvelle son appel pour l'instauration de mécanismes de prévention des conflits en Europe.

page 2

CAMPUS ♦ ÉDUCATION

■ Supérieur : ramène-ménage chez les privés : M. Charles Pasqua s'offre une université. ■ Les handlopes de la fac. ■ Entrer à l'école dès cinq ans. ■ Point de vue : La tour de France de la recherche.

pages 13 à 15

« Sur le rif » et le sommaire complet se trouvent page 26

DÉBATS

Guerres

Pour une Cour européenne de conciliation et d'arbitrage

par Robert Badinter

VOILA un an, j'en appelle, dans les colonnes du *Monde* (1), à la création « sans plus attendre, en Europe et pour tous les États du continent, d'une juridiction européenne qui, pratiquant aussi bien la conciliation que l'arbitrage, permettrait de prévenir et de résoudre les conflits entre États européens ». Le projet pouvait apparaître comme l'expression d'un vœu pieux, la vision idéale d'une Europe enfin libérée des tentations de la violence et repudiant le recours à la force pour régler ses conflits selon les principes du droit. Mais la création d'une instance permanente de conciliation et d'arbitrage en Europe répond si précisément à une exigence fondamentale de notre temps, particulièrement en Europe centrale et orientale, qu'en un an ce projet a pris corps, en même temps que la tragédie éprouvée depuis lors par les peuples de la Yougoslavie en montrant l'absolue nécessité pour l'avenir européen.

Point n'est besoin de rappeler longuement les raisons qui commandent d'établir une telle institution. Pour la première fois dans sa sanglante histoire, l'Europe ne compte plus en son sein un ou plusieurs États qui rêvent d'asservir le continent par la force des armes. Pour la première fois, il n'existe plus en Europe de conflits idéologiques, politiques ou religieux irréductibles. Pour la première fois, tous les pays d'Europe se réclament des mêmes principes : les droits de l'homme, la démocratie, l'économie de marché plus ou moins sociale ou libérale selon les États, mais répondant aux mêmes exigences fondamentales d'efficacité et de solidarité. Pour la première fois, les peuples européens convoient leur avenir dans une construction européenne qui, quelle que soit sa forme institutionnelle, sera nécessairement fondée sur le respect des droits de chaque État. Mais chacun sait aussi que de

nombreuses causes de différends subsistent en Europe, et plus particulièrement en Europe centrale et orientale : problèmes brûlants de minorités, linguistiques, religieux, culturels, problèmes de sauvegarde de l'environnement, d'accès aux sources d'énergie, de libre circulation des personnes, de flux migratoires, de rapports économiques découlant de l'intégration forcée dans le COMECON. Tous ces différends doivent être résolus pour éviter qu'ils ne dégénèrent en hostilité irréductible. Or les négociations directes par la voie diplomatique peuvent être rendues plus difficiles par l'émergence de passions nationalistes, promptes à s'enflammer chez des peuples fiers qui connaissent, à peine libérés de la dictature, l'épreuve de la misère, du chômage et l'humiliation d'avoir à solliciter le concours indispensable des États occidentaux. Dans ces pays où la démocratie est encore fragile, ces passions nationalistes sont aisément exploitables par les démagogues. C'est dire combien il importe que les différends entre États puissent être soumis à une instance européenne de conciliation et d'arbitrage, offrant les garanties nécessaires d'objectivité et de compétence, et qui permettrait aux gouvernements d'éviter des affrontements stériles et des surenchères dangereuses.

De ce projet de créer une Cour européenne de conciliation et d'arbitrage, le premier auquel je m'ouvrais fut, en mars 1991, le président Václav Havel, parce que son pays à l'histoire douloureuse est au cœur de l'Europe. Son accueil chaleureux me conforta dans ma conviction. Le président Mitterrand me fit connaître qu'il répondait à ses vœux de voir s'instaurer un système permanent et souple de solution des conflits entre les États européens, sur la base des principes du droit international. Avec l'appui amical de Roland Dumas,

j'entrepris alors un long périple pour exposer mon projet aux chefs de gouvernement ou ministres des affaires étrangères. Presque partout, l'accueil fut favorable. M. Genscher, que je visitai en juillet 1991, se montra particulièrement intéressé. Il souligna que la prévention et la solution amiable des conflits s'inscrivaient parmi les objectifs proclamés par la déclaration d'Helsinki de 1975 et la charte de Paris de 1989. Ainsi naquit le projet franco-allemand de créer une Cour de conciliation et d'arbitrage au sein de la CSCE. À la réunion de Prague des ministres des affaires étrangères, en janvier 1992, il fut arrêté que le projet serait présenté à la conférence d'Helsinki des chefs d'État et de gouvernement de la CSCE en juillet 1992.

Sept avis

Le texte d'une convention définissant la compétence, la composition et les modalités de fonctionnement de la Cour de conciliation et d'arbitrage fut élaboré à Paris par des juristes réputés, issus de douze pays, dont six d'Europe centrale et orientale. Il fut ensuite soumis à un groupe d'experts lors des travaux préparatoires à la conférence d'Helsinki. À l'heure actuelle, ce projet de convention a recueilli le coparrainage de quatorze États européens au côté de la France et de l'Allemagne. Si ajoute le soutien de plusieurs autres.

Parmi les défenseurs du projet figurent notamment la quasi-totalité des États de l'Europe centrale et orientale : Pologne, Hongrie, Tchécoslovaquie, Roumanie, Bulgarie, Russie, Ukraine, Lituanie. Rien n'est plus significatif que l'adhésion unanime de ces États à la création d'une instance susceptible de résoudre pacifiquement leurs différends, sinon ce qui constitue en quelque sorte son antithèse : la tragédie yougoslave.

Il ne faut d'abord marquer une précision. Ce projet n'avait pas pris corps lorsque le conflit éclata entre Serbes et Croates, puis Croates et Serbes. Sans doute, en septembre 1991, quand fut instituée par le conseil des ministres de la Communauté européenne la conférence sur la paix en Yougoslavie, sous la présidence de lord Carrington, une commission internationale d'arbitrage fut créée, à l'initiative de la France. Elle réunissait les cinq présidents des cours ou conseils constitutionnels d'Allemagne, Belgique, Espagne, France, Italie. Sa mission était double : elle pouvait être saisie par les parties au conflit d'une demande d'arbitrage sur un différend précis, par exemple le tracé d'une frontière ou la circulation des personnes. Ou bien, à l'initiative de lord Carrington ou du conseil des ministres, elle pouvait être amenée à rendre des avis fondés sur les principes du droit international.

A ce jour, la commission d'arbitrage n'a pas encore rendu d'avis. Elle n'est pas étée sans effet, s'agissant notamment des garanties des minorités en Croatie ou de la possibilité d'une reconnaissance internationale de la Macédoine. En revanche, à aucun moment, les parties au conflit yougoslave n'ont accepté ensemble de soumettre quelque différend que ce soit à l'arbitrage de la commission. Il est vrai que lorsque l'on échangeait bulles et obus, le temps de la conciliation et de l'arbitrage est révolu, et qu'il ne peut revenir qu'avec la paix ou au moins la cessation des hostilités. Mais de ce conflit, deux enseignements peuvent être tirés : d'abord, pour être efficace, une instance de conciliation et d'arbitrage doit préexister au différend. Il est vain en effet d'espérer que lorsqu'un conflit atteint un certain seuil de gravité, les parties acceptent de conclure un accord spécial pour recourir à la

conciliation et à l'arbitrage, alors que les négociations directes ont échoué. C'est dès l'origine du différend, et avant qu'il ne soit devenu trop intense, qu'une des parties doit pouvoir, à son gré, citer l'autre devant l'instance compétente pour rechercher une solution équitable et conforme aux principes du droit international. Sans doute, un État, même s'il s'y est engagé par traité, peut toujours refuser de comparaître. Mais tous les États sauront alors qu'ils sont en Europe le « moulin noir » qui entend s'en tenir aux rapports de force, qui ont si longtemps divisé et parfois ensanglanté notre continent. Dans une Europe où l'interdépendance des nations, notamment dans le domaine économique, est irréversible, aucun État ni aucun régime ne peut espérer prospérer s'il est tenu à l'écart des autres, par défiance et soupçon né de son attitude. L'ostracisme qui entourerait cet État serait vite fatal à son crédit moral et international, sans lequel il n'est point d'espérance de développement aujourd'hui.

La paix garantie

Le deuxième enseignement découle d'un constat : chaque fois que les parties dans le conflit yougoslave évoquent leur avenir, elles s'accordent à demander qu'une instance internationale soit instituée pour régler les différends qui ne manqueraient pas de surgir entre elles, notamment du fait de la présence permanente de minorités au sein de chacun des États nés de l'ex-Yougoslavie. Ainsi, aux lieux mêmes de la plus cruelle violence, qu'on se doit de dénoncer et de combattre, on ne conçoit la paix que garantie par des institutions de conciliation et d'arbitrage.

La conclusion s'impose d'elle-même. A instaurer une telle Cour en

Europe, les États membres de la CSCE n'ont rien à perdre, et la cause de la paix en Europe peut gagner beaucoup. Lors de mes entretiens dans tant de capitales, il m'est arrivé, et là, de percevoir hésitations ou réticences. Certains croient encore que le seul jeu de la diplomatie classique doit gouverner les rapports entre les États sans mesurer que la conciliation et l'arbitrage internationaux complètent et relaient heureusement les efforts des diplomates, sans jamais prétendre se substituer à eux. D'autres, sans l'avouer, répugnent à tout progrès de ce que j'appellerai la juridictionnalisation progressive des rapports entre États européens. Ils négligent par là la grande contribution de la Cour de Luxembourg et de celle de Strasbourg à la construction d'une Europe respectueuse du droit. Certains enfin, conscients de leur puissance, considèrent qu'ils n'ont point lieu de promouvoir des institutions où le fort ne pèserait pas plus que le faible, et où chaque État serait pris en compte, non selon sa puissance mais selon ses droits. Ils méconnaissent ainsi que l'Europe ne connaît la paix que le jour où tous ses États seront considérés à égalité de dignité, sinon de richesses et de forces. Ces réactions passées, frileuses ou égoïstes ne doivent pas cependant interdire ou entraver la réalisation de l'ambition des grands européens de jadis : construire les institutions qui assureront enfin la solution pacifique des conflits en Europe.

(1) « Pour une Cour de la grande Europe », *Le Monde* du 21 juin 1991.

Robert Badinter, président du Conseil constitutionnel, est président de la commission d'arbitrage de la conférence pour la paix en Yougoslavie instituée par la CEE.

« Dézolant » Finkelkraut

par Edgar Morin

ALAIN FINKELKRAUT est un imprécateur. J'essaie d'être un explicateur. On ne parle pas la même langue. Finkelkraut préfère évoquer d'imaginaires imputations de racisme pour éviter de dialoguer sur le fond. Le fond, le voici : Alain Finkelkraut a pris parti pour la reconnaissance sans conditions d'une Croatie à la démocratie fragile et limitée, héritière d'un passé inquiétant en ce qui concerne le sort de ses minorités serbes, qui ont subi les massacres oustachis en 1941-1945, avant de se venger, aussi cruellement, mais moins massivement, à la fin de la dernière guerre. Pour ma part, j'ai dès le début du conflit apporté mon soutien au comité anti-guerre de Belgique, comme je l'apporte aujourd'hui au Mouvement démocratique serbe, qui s'oppose radicalement à la guerre de Mitosevic. Sur les principes, j'ai écrit dans le *Monde* (« L'agonie yougoslave ») : « La reconnaissance d'une Croatie à n'importe quel prix ne règle rien, de même que n'aurait

rien réglé le maintien d'une Yougoslavie à n'importe quel prix... Il y a certes le droit des petites nations, mais il y a aussi le droit des toutes petites nations enfermées dans ces petites nations.

« Il y a un quadruple impératif. Droit des peuples. Droit des minorités. Droit des individus. Droit de l'Europe. Le quadruple impératif ne peut être respecté que par des formules à la fois démocratiques et associatives entre nations, qui s'inter-assurent le respect de leurs minorités, et l'intégration de ces formules associatives dans des associations plus amples. »

Le problème se trouve à nouveau posé en Bosnie-Herzégovine, qui est comme un concentré de Yougoslavie, puisqu'elle réunit toutes ses nations, ethnies et religions. Finkelkraut est-il, en vertu du principe qui l'a amené à défendre inconditionnellement l'indépendance de la Croatie, partisan de morceler la Bosnie-Herzégovine en micro-nations comme veut le faire Mitosevic, ou bien est-il partisan

d'y sauvegarder un État qui serait polyethnique, ce qu'il a refusé inconditionnellement pour la Yougoslavie ?

Finkelkraut nous reproche de la froideur alors que dès le début nous nous sommes souciés de toutes les nations, toutes les ethnies, tous les peuples de l'ex-Yougoslavie. Sa chaleur faribolique pour la Croatie le laisse glacé devant d'autres malheurs et d'autres souffrances. L'at-on vu soutenir le droit des Palestiniens à l'indépendance comme il l'a fait pour les Croates ? Il pourrait dire, à juste titre, qu'il faut lier la reconnaissance de la Palestine à des garanties pour la sécurité d'Israël. Alors pourquoi n'a-t-il pas lié la reconnaissance de la Croatie à des garanties (autres que verbales) pour la sécurité des minorités serbes ? Une fois de plus, le regard de Finkelkraut est borgne. N'est pas Zola, mais « dézolant » qui vocifère « l'accuse » à tort et à travers.

L'Europe commence à Sarajevo

La guerre franco-prussienne fut, en 1870-1871, l'acte fondateur de l'unité allemande, le moment où, fussent-ils déjà porteurs d'un fonds culturel et linguistique communs, les Bavarois, les Prussiens, les Saxons et autres peuples issus de l'antique Germanie se sentirent désormais, et avant tout, des Allemands décidant de vivre et de prospérer ensemble.

En une espèce d'inversion des schémas jalonnant au cours des siècles l'émergence des États-nations, c'est d'abord le refus d'envahir le retour au courage entre eux, le succès collectif, qui a imprimé la démarche des pères de l'Europe au lendemain de la seconde guerre mondiale. Là est la première et la plus belle réussite de la construction européenne, extirpation de la violence.

Et cependant, il manque à cette entreprise l'acte fondateur à partir duquel les hommes composent chacune des nations assemblées par son génie, sans renier leurs identités propres, doivent se sentir fiers et meilleurs d'être aussi, d'être surtout des Européens. Comment croire en une Europe incapable de juguler en son propre flanc, à Sarajevo, l'un des

COURRIER

conflits les plus barbares qu'elle ait eu à connaître, d'empêcher que des peuples de tout temps entravés ne s'entraient, l'unique motif de leurs différences ?

Voilà où est la plaie, voilà où se joue, durant les semaines et les mois à venir, et d'une manière décisive, la capacité de ceux qui pensent et bâtissent l'Europe par-dessus nos têtes à faire s'enthousiasmer pour elle les hommes et les femmes qui en sont la substance.

JEAN-MARIE CACCARELLI
Auchy-les-Orchies

Histoire suisse

L'aventure se passe dans la nuit du dimanche 24 au lundi 25 mai. Il est 1 heure du matin. Le train Paris-Florence s'arrête à la gare frontière de Vallorbe, puisque l'itinéraire de la SNCF prévoit de gagner l'Italie en traversant une partie du territoire suisse. A bord, une classe de seconde d'un lycée parisien qui part avec ses professeurs découvrir les arts de la Renaissance à Florence.

Dans le paquet des cartes d'identité rassemblées pour le groupe figure le passeport, vert - vite repéré par le douanier suisse d'une lieue alpine. La jeune fille est munie d'une autorisation de sortie du territoire visée par le consulat d'Algérie et de sa carte de résidente. Mais on exige un visa de transit pour son parcours en Suisse - qui dure une heure et demie, sans halte. Ses professeurs, convoqués, essaient d'obtenir un peu de

compréhension, mais qu'on établit la pièce requise sur place. Rien n'y fait. Karima est confiée à la police française et réexpédiée à 3 heures du matin vers Paris. Elle a seize ans ; elle rêvait de ce voyage qui a été largement pris en charge par la caisse de solidarité du lycée.

Est-ce vraiment urgent que cette Suisse, si accueillante, soit assaunie sans visé dans la Communauté européenne ?

GUY FONTAINE

Date commune

Les différents chefs d'État de la future Communauté européenne ne pourraient-ils pas se mettre d'accord pour fixer une date commune à un référendum sur Maastricht ?

Même si peu de pays font un référendum, le fait de pouvoir suivre le même jour, dans un même élan, le résultat des votes donnerait un réel coup d'envoi européen dans nos esprits.

Il permettrait, entre autres, aux citoyens consultés en dernier de ne pas être perturbés par les résultats précédents. Cela deviendrait véritablement un acte de dimension européenne et effacerait cette connotation politico-policienne que nous avons tous tendance à lui donner.

Ne pouvez-vous pas user de votre influence auprès du monde politique pour lui soumettre cette idée ?

PHILIPPE ROLLER
Paris

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert-Beuve-Méry

Société anonyme des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises, M. Jacques Lesourne, gérant.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 37 437 ISSN : 0395-2037

PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les abonnements et index du Monde sur (1) 40-65-25-99

Imprimerie du Monde 12, r. M-Gumbourg 94852 IVRY-CEDEX 1991

REDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-99

Télécopieur : (1) 40-65-25-99

Téléc : 208.808 F

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-99

Télécopieur : (1) 40-65-30-10

Téléc : 281.311 F

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE			
3 mois	<input type="checkbox"/>	6 mois	<input type="checkbox"/>
1 an	<input type="checkbox"/>		

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Envoyer avec l'abonnement d'urgence tous les bons propres en capitales d'imprimerie.

201 MON 01

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Comité de direction : Jacques Lesourne, gérant directeur de la publication Bruno Frappet, directeur de la rédaction Jacques Gulu, directeur de la gestion Manuel Lucbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef : Jean-Marie Colombani, Robert Solé (adjoints au directeur de la rédaction)

Yves Agnès, Jacques Amalric, Thomas Ferenzi, Philippe Herremann, Jacques-François Simon

Daniel Vermet (directeur des relations internationales)

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1988), Jacques Fauvet (1989-1992) André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)

REDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-99

Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-99

Télécopieur : 40-65-30-10

ABONNEMENTS

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-32-90

Tarif	FRANCE	SUR-SEIN, LUXEMBOURG, PAYS-BAS	AUTRES PAYS
3 mois	480 F	570 F	780 F
6 mois	890 F	1 120 F	1 580 F
1 an	1 680 F	2 080 F	2 980 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande. Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

Le Monde PUBLICITE

Jacques Lesourne, président Michel Croc, directeur général Philippe Dupuis, directeur

15-17, rue de Colonne-Pierre-Aria 75992 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-72-72

Téléc : 40-65-72-72

Société filiale de la SARL Le Monde et de Médias et Régions Europe SA.

Le Monde

TELEMATIQUE

Composés 38-15 - Tapez LEMONDE ou 38-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS PAR MINITEL 36-15 - Tapez LEMONDE code d'accès ABO

ISRAËL : après la victoire du Parti travailliste

Satisfaction prudente chez les Palestiniens et les Jordaniens

La victoire du dirigeant travailliste Itzhak Rabin n'a pas provoqué de débordements de joie dans les territoires occupés mais a reçu un accueil prudent, une satisfaction circonspecte. Les Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza ne sont cependant pas indifférents au choix du futur premier ministre israélien et aux nouvelles perspectives que ce dernier est susceptible d'ouvrir pour le processus de paix israélo-arabe.

Le porte-parole de la délégation palestinienne à ces négociations, M. Hanane Achraoui, déclarait mardi qu'il ne fallait pas s'attendre à des solutions rapides ni à un coup de baguette magique. Mais, ajoutait-elle, « nous attendons que les travaillistes,

avec un gouvernement de coalition, fassent des progrès dans le processus de paix, qu'ils cessent la colonisation, parce que cela prouvera leurs bonnes intentions, et qu'ils permettent des élections palestiniennes dans les territoires ».

Pour M. Achraoui, « le peuple israélien a décidé de donner ses voix à l'opposition pour réussir le processus de paix. (...) Nous avons devant nous des négociations difficiles, mais au moins vont-elles commencer libérées des tentatives de destruction du Likoud ». Elle table sur « une plus grande ouverture » des nouveaux dirigeants israéliens, ces derniers ayant dit qu'ils étaient prêts à négocier avec tout Palestinien.

De même, l'OLP et la Jordanie ont exprimé une certaine satisfaction, tout en restant vigilants sur les « véritables intentions » de M. Rabin. « Nous accueillons ce changement avec plaisir », a déclaré le chef du département de l'information de l'OLP, M. Yasser Abed Rabbo, ajoutant que « la direction de l'OLP est prête à entamer immédiatement un dialogue avec le nouveau gouvernement israélien afin de donner un élan aux négociations de paix ».

Se gardant de tout optimisme, le dirigeant palestinien attend des travaillistes qu'ils prouvent leur sérieux (...) en cessant immédiatement les colonies de peuplement et en s'engageant en faveur du principe du retrait total de tous [les territoires occu-

pés]. Estimant également que le nouveau gouvernement est « un pas dans la bonne direction », le ministre jordanien des affaires étrangères, M. Kamel Aboujaber, souhaite « voir comment [celui-ci] se comportera envers le processus de paix, le plus important étant de savoir si Israël, dans sa nouvelle direction, est prêt à appliquer les résolutions de l'ONU » stipulant le retrait des territoires occupés.

Le directeur de cabinet du président égyptien Hosni Moubarak, M. Oussama El Baz, a déclaré, mercredi, que l'Égypte souhaite que la victoire de M. Rabin « donne un puissant élan aux efforts de paix au Proche-Orient ». — (AFP, Reuters.)

« Gouverner au centre »

Suite de la première page

C'est un fait qu'avec un nombre de sièges à la Knesset théoriquement suffisant pour lui permettre de constituer un gouvernement homogène et se passer, si tel est son désir, des traditionnels marchandages avec les petits partis, la gauche enregistre globalement son meilleur score depuis très longtemps. Sur le papier, la dérive droite qui avait caractérisé les vingt dernières années de la vie politique israélienne peut paraître enrayée. Dans les faits, la situation est moins simple.

Que s'est-il passé ? D'abord, et comme prévu par les sondages, les nouveaux immigrants russes ont majoritairement voté contre le Likoud de M. Shamir, accusé, à tort ou à raison, de les avoir laissés croupir sans travail dans des centres d'absorption souvent surpeuplés. Laïcs jusqu'au tréfonds de leur âme, les « Russes » — environ deux cent mille voix — ont également voté en masse contre les partis religieux qu'ils considéraient, ou du moins ne comprennent pas l'utilité. Ensuite, il s'est indéniablement produit un glissement, léger mais suffisant, dans l'électorat traditionnel et majoritaire du Likoud, à savoir les sépharades.

Les juifs venus d'Orient — par opposition aux ashkénazes qui eux viennent d'Europe — ont apparemment voté massivement pour le Likoud. Mais, il s'est indéniablement produit un glissement, léger mais suffisant, dans l'électorat traditionnel et majoritaire du Likoud, à savoir les sépharades.

Face au pragmatisme solide et décidé d'un Rabin, de surcroît favori des Américains, principaux pourvoyeurs d'armes, de fonds et d'alliances de l'Etat juif, M. Shamir a perdu. On ne peut pas dire pour autant que le paysage politique soit profondément bouleversé. D'abord parce que, globalement, l'écart de voix entre les deux grandes familles politiques du pays et leurs alliés traditionnels est minime. Ensuite parce que, « faucon réaliste », M. Rabin a fait une campagne résolument axée sur les questions de sécurité et habilement ciblé sur la partie de l'électorat de droite qui en avait assez du Likoud et de ses échecs répétés dans le domaine économique. Il n'est pas sûr que le nouveau premier ministre virtuel ait véritablement envie de se séparer de ses partenaires de gauche. « Nous gouvernerons au cen-

tre », a d'ailleurs annoncé, sans ménagement pour ses alliés, l'ancien général. Et pour être sûr d'être bien compris par le partenaire de millions de sépharades qui chantaient son couronnement au bas de la tribune, — « Rabin, roi d'Israël ! » — il a ajouté, de cette célèbre voix rauque qui filtre tout, et d'abord l'émotion : « Le peuple d'Israël connaît nos engagements. Nous y serons fidèles ! Pour le reste, nous aspirons à la formation d'une coalition qui exprime le courant centriste majoritaire dans le peuple. » Il y eut alors dans la salle comme une éphémère hésitation. Et puis l'assistance s'est remise à hurler en chœur : « Sans le Likoud ! Sans le Likoud ! ». « Ne vous inquiétez pas de cela », a lancé, un peu agacé, M. Rabin, avant de poursuivre son premier discours-programme de gouvernement.

Au siège du Meretz, regroupement homogène de trois petits partis de gauche — Ratz, Shinoui, Mapam, — on a compris le message. « Si M. Rabin voulait bien comprendre, a déclaré l'une des vedettes de ce mouvement, M. Yossi Sarid, il constituerait une coalition sans le Likoud. Malheureusement, a-t-il ajouté, très dubitatif, je ne suis pas sûr qu'il va m'écouter. » Favorable à l'autodétermination des Palestiniens et partisan d'une lutte à outrance contre « l'influence dévastatrice des partis religieux », le Meretz, largement soutenu par les jeunes et une partie de l'électorat arabe, a fait un bon score, puisqu'il devrait emporter treize sièges contre dix en 1988.

L'extrême droite améliore ses positions

Les partis dits « arabes », c'est-à-dire l'ancien Parti communiste — Rached — et le Parti démocratique arabe, ont été, pour leur part et comme d'habitude, victimes de leurs querelles intestines. Ils n'ont emporté, à eux deux, que cinq sièges — une troisième liste n'a pas passé la barre des 1,5 % nécessaires à l'obtention d'un mandat de député — alors que leur électorat traditionnel en représente arithmétiquement plus du double.

Malgré l'appel à voter, lancé par les islamistes qui ne se présentaient pas en tant que tels, le taux de participation, traditionnellement plus bas chez eux que dans la circonscription juive, n'a été que de 70,5 % contre 77,5 % au niveau national. « Théoriquement, a déclaré M. Rabin, les élus arabes, représentant plus de huit cent mille citoyens d'Israël, n'ont jamais participé à aucun gouvernement. Il en sera de même cette fois-ci puisque M. Rabin s'y était engagé pendant sa campagne. « Pas parce qu'ils sont Arabes », avait-il pris soin de préciser.

Les estimations de la télévision israélienne 62 sièges (sur 120) pour la gauche

Selon le calcul établi par la télévision israélienne à partir du dépouillement de 95 % des suffrages, les travaillistes et leurs alliés de la gauche compteraient 62 députés dans la nouvelle Knesset.

Gauche	62 sièges (55)
Travailliste	46 (39)
Meretz	12 (10)
Liste communiste	2 (1)
Parti démocratique arabe	2 (1)
Liste démocratique pour la paix	0 (0)
Droite	41 sièges (47)
Likoud	32 (40)
Tzomet	7 (2)
Molodet	2 (2)
Telny	0 (0)
Partis religieux (alliés à la droite dans le Parlement sortant)	17 (18)
Shass	7 (8)
Parti national religieux	6 (6)
Parti unifié de la Thora	4 (4)

(entre parenthèses, le nombre de sièges obtenus en 1988)

Ces estimations ne tiennent pas compte du vote des militaires israéliens, mais leur addition ne porterait que sur l'attribution d'un siège, selon les spécialistes. — (AFP.)

mais en raison de leurs positions. » Il est vrai que les intéressés se sont tous déclarés en faveur d'un Etat palestinien, une hypothèse qui reste taboue pour l'ensemble des autres partis d'Israël.

A droite, le premier enseignement à tirer des résultats est qu'à l'exception du parti « attrape-tout » qu'est un peu le Likoud, les partis les plus acharnés de la colonisation des territoires occupés, non seulement ne désarment pas, mais amoindrissent singulièrement leurs positions, passant de 11,9 % des voix en 1988, à moins de 1 % aujourd'hui. Ainsi, si les trois députés de Tzviya (Renaissance) du scientifique Yoram Neuman et de la passionaria du « Grand Israël », M. Gueula Cohen, disparaissent corps et biens, ne parvenant même pas à franchir la barre fatidique des 1,5 %, le Molodet (Patrie) de M. Rahavani Zeevi consolide sa position avec deux élus et le Tzomet (Carrefour) de l'ancien général Rafail Eytan passe de deux à sept élus.

Nul doute que la rhétorique bourgeoise et le parler-vrai de cet ancien soldat, personnellement très populaire un peu partout, ont fait miracle. Bien que « Rayon », comme on l'appelle ici, soit fermement pour la poursuite des implantations juives dans les territoires arabes, son image de baroudeur est avant tout anti-religieuse. Comme le Meretz, avec lequel il partage aussi une conception « générale » de la politique

sociale, Rafouel veut que cesse la coercition des « hommes en noir ». Ceux-ci, c'est l'autre grande leçon de ce scrutin, ont perdu une bonne part de leur capacité de nuisance puisque, globalement, ils perdent quatre sièges sur les dix-huit qu'ils contrôlaient. Seul le parti national religieux (PNR), une organisation sioniste et nationaliste qui déplaît profondément aux orthodoxes et qui fut, jusqu'en 1977, le partenaire régulier des travaillistes, maintient ses positions.

Largement identifiés depuis quinze ans au Likoud, parisien, eux aussi de la colonisation massive des territoires sous des prétextes bibliques — c'est dans le vif du PNR que naquit l'idéologie extrémiste du Gush Emounim, le « Bloc de la foi », — les dirigeants du Mafdal (PNR en hébreu), toute honne bue, n'excluaient pas, dans la nuit de mardi à mercredi, de se joindre à une coalition sous l'autorité de M. Rabin. Aucune des autres formations orthodoxes non plus. Il faut bien vivre.

Reste à savoir avec qui le nouveau premier ministre va tenter de « rééquilibrer » au centre la coalition qui soutiendra son gouvernement à la Knesset. Mercredi matin, aucune configuration n'était exclue. Pas même un nouveau cabinet « d'union nationale » avec le Likoud. Les nationalistes qui pourraient accepter de représenter leur parti dans un tel cabinet ne manquent pas. A com-

mencer par l'actuel chef de la diplomatie, M. David Lévy, naguère « maltraité » par ses pairs en raison, disait-il, de son appartenance ethnique aux sépharades. Mais on n'est pas encore là. Aux petites heures du matin, mercredi, quand M. Shamir s'est présenté au quartier général de son parti à Tel-Aviv, il était curieusement accompagné de M. Lévy. Les mauvaises langues en ont conclu que le ministre autodidacte se plaçait en position de dauphin pour l'avenir.

« Le Likoud n'est pas mort »

Il est vrai qu'à la tribune se trouvaient déjà ses trois collègues auto-désignés pour remplacer Shamir le vaincu, à savoir M. Moshe Arens, M. Benny Begin, fils de l'ancien premier ministre et le redoutable Ariel Sharon. Essayant de remonter le moral des troupes, lesquelles, apparemment stupéfiées par le résultat, désertaient rapidement la salle prévue pour les réjouissances post-électorales, ce dernier a d'ailleurs fait comme à son habitude un discours musqué. « Il nous faudra lutter contre l'abandon d'une partie de notre patrie — les territoires occupés, — ce qui constituerait une véritable menace de mort pour notre pays tout entier ».

Cependant, dans la plus étonnante combative pour un homme de terre, c'est M. Sha-

mir lui-même qui devait la prononcer. Atteint d'une extinction de voix, — « j'ai perdu ma voix mais pas ma foi dans ce parti ! » — le vieux chef du gouvernement en place, trébuchant de colère et d'émotion, s'est déclaré « fier de tout ce qui a été fait » sous son règne. « Tout ! » a-t-il répété avec force gesticulations. « Cette nuit, devait-il ensuite s'exclamer, dans le monde entier et au Proche-Orient en particulier, beaucoup de gens explosent de joie. Ah ! Ce redoutable Likoud, qui a porté si haut le prestige du peuple d'Israël ! Et bien le leur dis à ces gens de ne pas se réjouir trop vite. Le Likoud n'est pas mort, il vit et il continuera son juste combat pour la libération totale du peuple d'Israël sur sa terre d'Eretz-Israël ! »

Intransigeant jusqu'au bout, le héros de la colonisation. Tout le monde comprit qu'il parlait d'Israël, territoires occupés compris. Il ajouta d'ailleurs qu'il était fier de n'avoir jamais cédé une parcelle de la « terre nationale », d'avoir « fait avancer la colonisation ». Et puis il invita ses partisans à « ne pas désespérer », à poursuivre la lutte « pour empêcher ceux qui veulent éradiquer tout ce qui nous est sacré ». Interrogé un peu plus tard sur son éventuel départ en retraite, le vieux combattant s'est offert un dernier petit plaisir. « Bof. Qui je partirai bientôt, mais ça n'a rien à voir avec le résultat des élections. Vous savez, je suis de tous les camps à la fois de ma carrière politique. »

PATRICE CLAUDE

M. Itzhak Rabin

Un « faucon » réaliste

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Visage buriné, voix rocailleuse, œil azur et idées simples : à soixante-deux ans, malgré sa chevelure blanche clairsemée, son teint légèrement coupéroulé et son tempérament taciturne, l'homme qui dirige aujourd'hui la première formation politique d'Israël incarne la quintessence du sabra. Premier chef de gouvernement né en Israël, le « fils du pays » a grandi à Jérusalem dans une famille de l'aristocratie sioniste de gauche, venue d'Ukraine.

Manières rugueuses, parler dur et poigne de fer, le légendaire Rabin, soldat de haut vol et politicien ombreux, se confond avec celle de l'Etat juif et de Tshahal, son armée.

Commandant en 1945 d'un bataillon du Palmach, l'unité d'élite de la Hagannah, l'armée secrète des juifs de la Palestine sous mandat britannique, colonel à vingt-six ans dans la nouvelle armée populaire d'Israël, il gravira tous les échelons jusqu'à devenir, en 1984, chef de l'état-major général. Trois ans plus tard, c'est lui, à ce poste prestigieux, qui sera, avec Moshe Dayan, le maître d'œuvre de la guerre de six jours, cette victorieuse campagne militaire qui permettra à l'Etat hébreu de prendre le Sinaï à l'Égypte, le Golan à la Syrie, Jérusalem-Est et la Cisjordanie au royaume de Jordanie. De cette époque, en dépit de la terrible défaillance dont il fut victime pendant quarante-huit heures, juste avant le combat, datent l'admiration et la sympathie dont jouit, aujourd'hui encore, le « général Rabin » chez les officiers de carrière.

Nommé ambassadeur à Washington au début de 1988, le « héros des six jours » retirera deux choses de son long séjour américain (six années). D'abord la réputation — jamais démontrée mais largement utilisée par ses adversaires pendant la campagne électorale — de ne pas détester le

whisky, ensuite, et c'est capital, la conviction que le destin d'Israël est indissolublement lié à celui de l'Amérique. Selon lui, et il l'a souvent laissé entendre pendant cette campagne, il convient de tout faire, en toutes circonstances, pour garder une relation privilégiée avec la Maison Blanche.

Soucieux des rapports avec Washington

L'Amérique de George Bush exige-t-elle l'arrêt des implantations juives dans les territoires occupés ? Sans paraître céder à un « inacceptable diktat », Itzhak Rabin répond qu'il gèlera la colonisation pendant au moins une année et que seules les implantations dites « de sécurité » (autour de Jérusalem, sur le Golan et dans la vallée du Jourdain) seront renforcées. De l'Amérique et de ses dollars dépendent à ses yeux la poursuite et la bonne intégration de l'immigration juive de l'ex-URSS en Israël. A l'opposé, l'Europe, à laquelle il n'accorde qu'une confiance limitée, n'occupe qu'une place très marginale dans ses préoccupations.

Il faut leur briser les os...

Absent de la scène intérieure lors du quasi-désastre militaire d'octobre 1973 — la guerre du Kippour, — Itzhak Rabin est appelé l'année suivante par Golda Meir, démissionnaire, à prendre la direction du Parti travailliste et, un peu plus tard, la tête du gouvernement. Parvenu aux affaires en juin 1974 « avec la confiance et la sympathie du pays », écrit Elie Barnavi dans son Histoire moderne d'Israël, il en repartira trois ans après, non sans avoir « dilapidé, avec ténacité, et l'une et l'autre ». Le scandale provoqué par la découverte du compte en devises que son épouse Leah avait conservé aux États-Unis, en infraction avec la très stricte législation israélienne de l'époque, a provoqué sa démission.

Mais ce n'est pas cela que l'opinion lui reproche le plus. Itzhak Rabin, qui se décrit volon-



festants, les lanceurs de pierres ou de cocktails Molotov. Pour autant, le militaire qui sommeille en lui n'aveugle point la politique. Dès 1988, toujours ministre de la défense, il explique à l'opinion que les Palestiniens en révolte ne sont « pas des terroristes », mais « des nationalistes », qui luttent contre d'autres nationalistes, les juifs d'Israël.

« La question (palestinienne) n'a pas de solution militaire », répète-t-il et, conséquemment avec lui-même, il fera adopter par le gouvernement, en mai 1989, un nouveau « plan de paix ». Profondément pragmatique, peu concerné par les arguments « bibliques » développés par une partie du Likoud pour coloniser le « Grand Israël », le chef des travaillistes, jadis favorable aux implantations juives dans les territoires occupés, a évolué.

Convaincu qu'après la guerre du Golfe et l'effondrement du communisme international il existe « une formidable opportunité » de régler politiquement le conflit israélo-arabe, il estime possible d'octroyer un statut d'autonomie « personnelle » au 1,8 million de Palestiniens de Cisjordanie et du territoire de Gaza « dans les six à neuf mois ». Quitte à s'attaquer ensuite, « et ensuite seulement », au problème « particulier » que pose la Syrie. Toujours un peu énigmatique, il s'affirme artisan de l'échange de « certains territoires » contre la paix, projet sacré pour M. Shamir et les siens.

P. C.

PROCHE-ORIENT

ISRAËL : après deux périodes de cohabitation avec le Likoud

Les travaillistes ont les coudées franches

Les résultats officiels des élections législatives israéliennes, qui donnent une nette majorité aux travaillistes, devraient leur permettre, pour la première fois depuis 1977, de former le gouvernement de leur choix.

Battus il y a quinze ans par le Likoud, pour la première fois depuis la création de l'État d'Israël, les travaillistes ont obtenu l'opposition pendant sept ans. Les législatives de 1984 ne leur ayant donné qu'une courte victoire, ils durent composer avec le Likoud, au prix de ce que les purs et durs de la gauche qualifiaient alors de dérive centriste, notamment à propos des colonies de peuplement dans les territoires occupés et de la solution du problème palestinien. Cinquante-trois jours furent nécessaires pour former un gouvernement, au sein duquel les deux for-

mations se partageaient les sièges à parité.

Quatre ans plus tard, en 1988, la crise fut plus aiguë encore dans la mesure où, désigné en premier pour former le gouvernement, M. Shamir, après des tractations ardues, avait dû céder la place à M. Pèrès, dont les consultations ne connurent pas davantage de succès avant de passer à nouveau le relais à M. Shamir. Au total, sept semaines de crise à l'issue desquelles un gouvernement était enfin formé, les portefeuilles étant répartis à égalité, une fois de plus, entre travaillistes et Likoud, deux ministères revenant au Shas. Il devait tomber quinze mois plus tard, en raison de divergences entre MM. Shamir et Pèrès sur le processus de paix encore à l'état de projet.

Aujourd'hui, même s'il devrait

pouvoir former un gouvernement de gauche, comme l'y invite instamment son principal allié, le Meretz, et même si le premier ministre sortant considère qu'il « est difficile d'envisager maintenant » l'hypothèse d'un gouvernement de coalition, M. Rabin peut être tenté par une équipe d'« union nationale ». Car sa victoire n'est pas le résultat d'un match nul avec le Likoud et le place en position de force.

Le chef de l'État juif, M. Haim Herzog, doit en principe confier à M. Rabin, dès la publication des résultats officiels, la tâche de former un gouvernement. Il disposera d'un délai de vingt et un jours, renouvelable une seule fois, pour mener ses consultations.

M. N.

Espérant une relance du processus de paix et une limitation de la colonisation

Washington laisse transparaitre sa satisfaction

WASHINGTON

correspondance

Après comme avant le scrutin, on s'est montré discret dans les allées du pouvoir à Washington. Quelques heures après les premiers résultats, on ne pouvait pas encore, mais, en attendant de savoir sur quelle base les travaillistes pourraient gouverner, les officiels exprimaient en privé une grande satisfaction devant la « divine surprise » d'un résultat assez inattendu, considéré comme un événement capital annonçant un redémarrage du processus de paix.

S'ils avaient été soucieux d'éviter que M. Rabin apparaisse aux yeux de ses adversaires comme le candidat des États-Unis lors de la campagne électorale, les dirigeants américains n'en demeurent pas moins aujourd'hui circonspects quant aux véritables intentions du nouveau premier ministre. Plus spécifiquement, on voudrait éci-

der ses premières déclarations laissant entrevoir la possibilité d'inclure le Likoud dans son administration, bref de reconstruire un gouvernement d'union nationale comme en 1984 et 1988. Les services du département d'État estiment en effet cette formule démodée, pronostiquant la rapide paralysie d'un tel gouvernement dès lors qu'il serait appelé à prendre des décisions importantes. Il reste que l'on espère que le parti au pouvoir honorerait ses engagements antérieurs de négocier un règlement fondé sur un échange de territoires occupés contre la paix.

Dans l'immédiat, on souhaite que reprenne au plus vite la négociation sur un statut d'autonomie pour les Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza.

M. Itzhak Rabin, jadis ambassadeur à Washington, est bien connu et apprécié dans les milieux dirigeants américains qui le considéraient comme un réaliste, beaucoup moins motivé par l'idéologie que M. Shamir. On sait que cet ancien chef d'état-major et ministre de la

défense s'est acquis une réputation de grande fermeté pour la sécurité d'Israël. Mais on estime qu'il a davantage conscience de la nécessité d'améliorer les relations passablement tendues avec les États-Unis.

Ainsi l'effacement de M. Rabin laisserait pressager aux dirigeants américains sinon un abandon du programme d'installation des nouveaux colons dans les territoires occupés, du moins une réduction très sensible de ce programme. Cette nouvelle politique permettrait à l'administration Bush de revenir sur son refus de fournir annuellement, pendant cinq ans, 2 milliards de dollars à Israël en garantie de prêts pour assurer l'intégration des immigrants d'origine soviétique.

L'accession au pouvoir d'un gouvernement travailliste, dit-on, crée une situation nouvelle débloquant le mécanisme grippé de la négociation.

HENRI PIERRE

LIBYE : l'extradition des responsables présumés de l'attentat de Lockerbie

Le Parlement n'a pas accepté les conditions de la Grande-Bretagne et des États-Unis

Au terme de onze jours de réunions, le Congrès général du peuple (Parlement) libyen a annoncé qu'il n'avait « pas d'objections » à ce que les deux ressortissants libyens, tenus par les États-Unis et la Grande-Bretagne pour responsables de l'attentat de Lockerbie, soient jugés « devant un tribunal juste et équitable » choisi par la Ligue arabe ou les Nations unies. Or Washington et Londres réclamaient l'extradition des deux présumés coupables.

Tous les espoirs étaient permis jusqu'au mardi 23 juin, dans la mesure où, d'un bout à l'autre des travaux du Congrès, certains journaux ont donné l'impression qu'un débat était en cours, au sein de l'appareil libyen, entre partisans et adversaires de l'extradition. Le Congrès ayant par ailleurs joué les prolongations par rapport à ses sessions habituelles - d'une semaine - Tripoli a réussi à maintenir en haleine tous ceux que l'affaire intéressait, principalement Washington et Londres, mais aussi Paris, dans la mesure où de « lourdes présomptions » pèsent sur quatre ressortissants libyens dans l'attentat contre un DC-10 d'UTA en septembre 1989 au-dessus du Niger.

Qu'il se soit agi d'un simple écran de fumée ou que le débat fut réel, le résultat est bien en deçà des exigences des États-Unis et de la Grande-Bretagne, pour qui les deux suspects, MM. Abdelbasset Al-Me-

grahi et Amine Khalifah Fhima, doivent être livrés aux justes américains et britanniques sans autre forme de procès. Au demeurant, même si elle est différemment formulée et si elle émane de la plus haute instance de l'appareil d'État, la proposition libyenne n'est guère nouvelle.

Plusieurs responsables, notamment le ministre des affaires étrangères, M. Ibrahim Al-Bishari, avaient déjà fait des suggestions dans le même sens au cours des derniers mois. Présente en termes ambigus, elle ne permet pas de savoir si, aux yeux de Tripoli, les tribunaux britanniques et américains peuvent être tenus pour « justes et équitables » alors que, depuis le début de l'affaire, ils sont vus à tous les niveaux. Elle est néanmoins présentée comme une concession, dans la mesure où les quelque mille membres du Congrès acceptent de céder sur un point de la loi fondamentale du pays, qui interdit l'extradition de citoyens libyens.

Dans le même esprit, le Parlement a décidé de mettre sur pied une commission chargée de prendre contact avec Londres, Washington et Paris pour tenter de trouver une solution au différend qui les oppose à la Libye. Il a invité Américains et Britanniques à rétablir leurs relations diplomatiques avec la Libye - rompues en 1986 pour cause de terrorisme - et le Conseil de sécurité de l'ONU à lever les sanctions imposées depuis le 15 avril dernier en vertu de la résolution 748.

Les calculs du colonel Kadhafi

Dans cet ensemble de décisions, le colonel Mouammar Kadhafi, qui demeure maître du jeu politique selon des sources diplomatiques concordantes, semble s'être livré à un calcul à courte vue. Il miserait sur les différences entre Occidentaux, entretenant le faux espoir qu'après l'élection présidentielle américaine les États-Unis pourraient assouplir leur attitude.

L'embargo, aérien et militaire, imposé par l'ONU est en effet supportable aussi longtemps qu'il n'est pas étendu aux exportations pétro-

lières, principale source de revenu de la Libye (10 milliards de dollars en 1991). Or le dirigeant libyen serait convaincu, non sans quelque raison peut-être, que plusieurs pays s'opposeraient au boycottage pétrolier de son pays, notamment l'Italie, son principal client avec l'Allemagne.

Une fois de plus, au demeurant, la justice allemande est venue conforter les thèses libyennes. En annonçant, à la fin de la semaine dernière, qu'il n'existait pas de preuves suffisantes pour établir la culpabilité des deux accusés libyens, le procureur du parquet de Francfort - qui enquêtait sur l'affaire parce que le Boeing de la Panam était parti de cette ville - a versé une pièce au dossier de Tripoli. En 1986 déjà, l'enquête allemande sur l'attentat contre le discothèque La Belle à Berlin-Ouest, imputé à la Libye par Washington, avait conclu à la responsabilité de la Syrie. L'aviation américaine n'en avait pas moins, en représailles, bombardé les villes de Tripoli et Benghazi.

Tous les pays arabes ne sont pas non plus convaincus de la nécessité de sévir contre Tripoli. Déjà, à l'exception du Koweït, les autres États arabes n'appliquent pas le volet de la résolution 748 prévoyant des réductions du personnel diplomatique libyen.

Tripoli, qui a lancé une campagne de charme en direction de la Grande-Bretagne, à qui elle a notamment livré, selon le Sunday Times, des renseignements importants sur l'IRA (Armée républicaine irlandaise), vient de s'engager à cesser toute propagande subversive. Le Congrès a condamné le terrorisme et la dissolution de l'association de la Daawa islamique, qui diffuse les thèses libyennes dans le monde. Et ce n'est pas un hasard si le « prix Mouammar Kadhafi des droits de l'homme » a été consacré cette année à une cause non politique, la création d'un institut de lutte contre le Sida en Afrique, alors que les précédents lauréats étaient le dirigeant noir sud-africain Nelson Mandela, l'intifada palestinienne, et les Amérindiens.

MOUNA NAIM

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : après le massacre de Boipatong

Le Congrès national africain pose des conditions à la reprise du dialogue avec le pouvoir



Le Congrès national africain (ANC) a fait le choix de la fermeté. Sa plus haute instance, le Comité national exécutif (NEC), a décidé, mardi 23 juin, de suspendre les discussions avec le pouvoir et d'interrompre les négociations au sein de la Convention pour une Afrique du Sud démocratique (CODESA).

M. Nelson Mandela avait laissé entendre qu'il en serait ainsi, dimanche, après s'être rendu à Boipatong, le ghetto noir où quarante-deux personnes ont été assassinées il y a une semaine (le Monde des 20 et 23 juin).

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Dans une déclaration rendue publique mardi, l'ANC a cependant précisé que « des réponses et des actes du régime De Klerk » dépendraient « la rapidité avec laquelle des négociations fondées sur la bonne foi pourraient reprendre. La porte n'est donc pas totalement fermée. L'ANC a simplement formulé une série de conditions que le gouvernement du président Frederik De

Klerk devra remplir avant que le dialogue ne reprenne.

L'ANC rappelle, en préalable, que le gouvernement doit accepter l'élection au suffrage universel d'une assemblée constituante et l'instauration d'un gouvernement intérimaire incluant des ministres noirs. L'organisation exige en outre que « le régime » abandonne toutes ses « opérations secrètes » ; qu'il « désarme et confie dans leurs casernes les forces spéciales » ; qu'il « poursuive en justice tous les officiers et membres des forces de sécurité impliqués dans les violences » ; et qu'il mette fin à « la répression dans les homelandes autonomes ou indépendantes ».

Une médiation internationale ?

L'organisation demande également que les accords, conclus l'an passé avec le gouvernement, sur la transformation des « hostels » (foyers pour travailleurs migrants célibataires) en résidences familiales, et sous leur stricte surveillance, soient enfin appliqués. Le secrétaire général du mouvement, M. Cyril Ramaphosa, a insisté sur la création d'une commission d'enquête internationale qui statuerait sur les responsabilités dans le massacre de Boipatong. Il a redemandé la libération des prisonniers politiques toujours incarcérés et l'abrogation de l'arsenal juridique

répressif. Et il a précisé que l'ANC consulterait les fédérations sportives avant d'arrêter sa position sur la participation d'athlètes sud-africains aux grandes compétitions à venir.

Le gouvernement est désormais acculé aux concessions. M. De Klerk, qui a écourté sa visite officielle en Espagne pour présider un conseil des ministres de crise mercredi, a répliqué, de Madrid, qu'il n'y avait pas de solution alternative aux négociations. Une position qui rejoint celle de l'ANC, puisque le mouvement a réaffirmé son attachement au principe d'une solution négociée.

Les négociations sont suspendues. Si elles viennent à être rompues, le pays plongerait dans le chaos. Un retour à l'état d'exception, pour le gouvernement, et un retour à la lutte armée, pour l'ANC, ne sont pas raisonnablement envisageables. L'un comme l'autre ont fait la preuve de leur inefficacité au cours des quatre dernières années. Le recours à une médiation internationale n'est plus totalement exclu. Mais M. De Klerk et Mandela savent bien qu'il leur faudra de nouveau s'asseoir autour de la même table pour parler du futur. Leur avenir politique en dépend, celui du pays et de leurs communautés respectives aussi.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

ÉTHIOPIE : après avoir boycotté les élections

Le principal parti oromo s'est retiré du gouvernement

ADDIS-ABEBA

correspondance

Les quatre ministres membres du Front de libération oromo (FLO) ont démissionné du gouvernement de transition dirigé par le président Melles Zenawi, mardi 23 juin, soit deux jours après les élections régionales. Un porte-parole du FLO a justifié ce geste en dénonçant les attaques du Front démocratique et révolutionnaire du peuple éthiopien (FDREPE, au pouvoir) contre des soldats oromos de l'ancien régime. Avec cette démission, les relations entre le principal parti oromo et les dirigeants d'Addis-Abeba ont peut-être atteint leur point de rupture.

La politique de régionalisation lancée par le gouvernement - peut-être pour justifier la sécession érythréenne - a été l'occasion, pour certains responsables oromos, d'en-

visager publiquement l'indépendance de l'Oromia, un territoire vaste comme la moitié de l'Éthiopie. Aujourd'hui, la dégradation de la situation dans cette région inquiète plus d'un diplomate, et l'annonce, dans quelques jours, du résultat des élections ne va pas apaiser les choses.

Le FLO, comme l'Organisation populaire de tous les Amharas (OPTA), a boycotté ces élections. Le scrutin, par ailleurs, ne semble pas avoir remporté le succès auquel la commission électorale prétendait en estimant à 90 % le taux de participation. Les rares observateurs neutres qui acceptent de parler sous couvert de l'anonymat font état de 20 % de participation chez les Oromos et de l'omniprésence des partis inféodés au pouvoir, ce que ceux-ci sont souvent réjoints par la population.

JEAN HÉLÈNE

CÔTE-D'IVOIRE : après le retour du président Houphouët-Boigny

Le verdict du procès des principaux opposants a été reporté d'une semaine

ABIDJAN

correspondance

A la surprise générale, mardi 23 juin, le verdict du procès en appel de M. Laurent Gbagbo, secrétaire général du Front populaire ivoirien (FPI), du président de la Ligue ivoirienne des droits de l'homme (LIDHO), et de douze autres membres de l'opposition, condamnés en première instance pour des « destructions » lors d'une manifestation le 18 février, a été reporté d'une semaine.

Après avoir fait attendre les quotidiens prévenus et le public pendant plus d'une heure et demie, le président du tribunal, visiblement gêné, tapotant nerveusement son micro, a déclaré à voix basse : « La cour est profondément désolée de ne pas être en mesure de rendre sa décision ; le verdict est reporté au 30 juin. » Murmures de réprobation dans la salle. Puis le public, largement acquis à la cause des prévenus, se levait en fai-

sant le V de la victoire. « On a gagné ! », lançait un sympathisant du FPI.

Le box des accusés a été immédiatement cerné par les forces de l'ordre, mais le président de la Ligue ivoirienne des droits de l'homme a eu le temps de lancer : « C'est une décision éminemment politique. » A l'extérieur, le secrétaire général par intérim du FPI, M. Abou Dramane Sangaré, s'enthousiasmait : « Ce procès est politique ; son report n'est pas étranger au retour du chef de l'État. » Le président Félix Houphouët-Boigny a, en effet, regagné Abidjan dimanche dernier, après une absence de plus de quatre mois et demi.

Le chef de l'État s'est engagé à entamer « sans retard des entretiens avec toutes les délégations des principales couches socio-économiques du pays » pour tenter de désamorcer, par « le dialogue », la crise politique que traverse la Côte d'Ivoire.

J.-K. F.

SOMALIE : échoués sur les côtes du Yémen

Plusieurs milliers de réfugiés sont menacés de mort

GENÈVE

de notre correspondant

Trois bateaux de réfugiés somaliens qui avaient fui leur pays en proie à la guerre et à la famine, se sont échoués près de la côte d'Aden (Yémen), à l'indiqué, mardi 23 juin, à Genève, le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). La plus importante de ces embarcations a été en mer pendant seize jours avec trois mille réfugiés à bord, surtout des femmes et des enfants.

Le nombre des victimes d'inondation, de faim et de soif au cours des trois derniers jours ne saurait être évalué. Plus de sept cents « passagers » auraient sauté par-dessus bord sans savoir nager ; la plupart seraient morts noyés. Mardi, deux mille réfugiés se trouvaient encore à bord, sous une chaleur de 50°, sans eau potable, ni nourriture, ni aide médicale. Le HCR a alerté les autorités d'Aden, qui ont promis de prendre toutes les mesures en leur pouvoir. Une équipe de Médecins sans frontières prodigue aux rescapés les premiers secours.

I.V.

o ALGERIE : un tribunal incendié. - Selon l'agence officielle de presse APS, un groupe d'inconnus a attaqué, mardi 23 juin, le tribunal de Larbaa, à 25 kilomètres au sud d'Alger, incendiant entièrement l'immeuble. Cet attentat a été commis quatre jours avant le procès des dirigeants du FIS, qui doit s'ouvrir, samedi prochain, devant le tribunal militaire de Blida, ville distante d'une trentaine de kilomètres de Larbaa. - (AP, Reuters.)

o DJIBOUTI : le gouvernement s'apprête à annuler les élections. - Le gouvernement djiboutien a approuvé, mardi 23 juin, un projet de loi d'amnistie pour toutes les personnes impliquées dans les événements déclenchés en novembre dernier par le Front pour la restauration de l'unité et de la démocratie (FRUD), opposition armée, a annoncé Radio-Djibouti. - (AFP.)

Le Monde ÉDITIONS

ENQUÊTES

SUR LA

DROITE

EXTRÊME

RENÉ MONZAT

EN VENTE EN LIBRAIRIE

مركز من الامم المتحدة

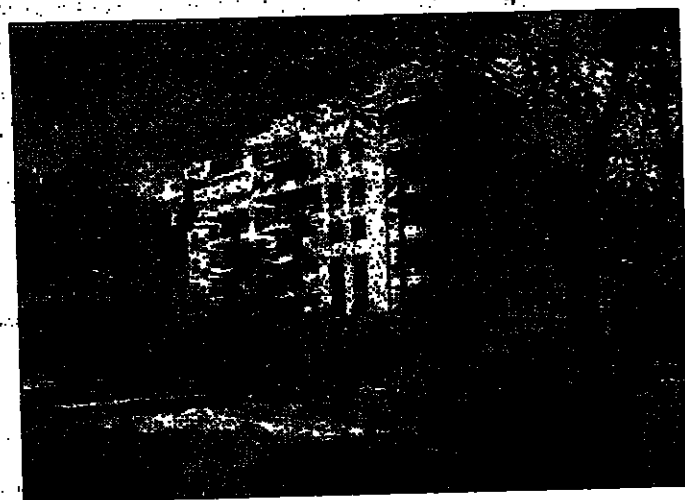
GRACE A COGEDIM EMPRUNTEZ, JUSQU'AU 31 JUILLET, A

7,50%

SUR 15 ANS*

Cogedim prend à sa charge la différence de taux d'un prêt - pouvant aller jusqu'à 15 ans - et atteindre 70% du prix d'acquisition du logement neuf. L'avantage financier de cette offre est exceptionnel, aussi bien pour votre résidence principale que pour un investissement. De plus, vous profiterez des prix actuels très attractifs.

Venez nous voir ou appelez-nous. Nous étudierons ensemble la solution la mieux adaptée à votre cas.



La résidence du Jardin des Plantes, Paris V*



Modèle Maintenon - Les Coteaux de Seine à Vernouillet

LES APPARTEMENTS

- PARIS V*
- RÉSIDENCE DU JARDIN DES PLANTES
35 rue Buffon
- PARIS XV*
- RÉSIDENCE ALLERAY CONVENTION
52, rue d'Alleray
- LE PARC DE VAUGIRARD
Rue Vaugelas
- PARIS XVI*
- 53, RUE DE LA TOUR

- RÉSIDENCE SEINE MIRABEAU
133, bis av. de Versailles
- LES JARDINS MICHEL-ANGE
222, avenue de Versailles
- PARIS XVIII*
- RÉSIDENCE VAUVENARGUES
CHAMPIONNET
186, rue Championnet
- LEVALLOIS
- LES TERRASSES DE SEINE
Quai Michelet
- LE PARC A LEVALLOIS
106, rue du Pdt Wilson

- MONTROUGE
- VILLA D'ORLÉANS
63, av. de la République
- CHÂTILLON
- DOMAINE DES CÈDRES
Rue des Pierrettes
- CROISSY-SUR-SEINE
- RÉSIDENCE DES IMPRESSIONNISTES
7, rue des Ponts
- RUEIL-MALMAISON
- PROMENADE DE SEINE
Rue Guy-de-Maupassant

LES MAISONS

- LA CELLE SAINT-CLOUD
(terrains à bâtir)
- SAINT-RÉMY-LES-CHEVREUSE
LES HAUTS DE SAINT-RÉMY
- VERNUILLET
LES COTEAUX DE SEINE
- L'ÉTANG-LA-VILLE
LE PARC DES VOLANDERIES

* Pour 10.000 F empruntés : coût total du crédit (hors capital) : 6 686 F. Taux effectif global (hors frais de garantie et frais de dossier, hors assurance) : 7,50%. Chiffres correspondant à un prêt principal du Comptoir des Entrepreneurs de 15 ans, à taux fixe et mensualités constantes, après bonification d'intérêts par Cogedim. L'emprunteur dispose d'un délai de réflexion de 10 jours ; la vente est subordonnée à l'obtention du prêt. Si celui-ci n'est pas obtenu, Cogedim s'engage à rembourser les sommes versées. Offre valable du 16 juin au 31 juillet 1992 pour une signature de contrat de réservation ou promesse de vente avant le 31 juillet 1992, à l'exclusion de toute autre action promotionnelle.

COGEDIM
41 05 30 30

Envoyez ce bon à COGEDIM, 44, rue Jacques-Ibert 75835 PARIS Cedex 17. Vous recevrez une documentation sur la résidence de votre choix.

Nom : _____ Adresse : _____
Tél : _____ Résidence choisie : _____

EUROPE

MOLDAVIE : tandis que les combats diminuent d'intensité

Les cadavres jonchent les rues de Bendery

L'accalmie était toute relative, mercredi matin 24 juin, entre forces moldaves et russophones, en attendant le sommet qui doit réunir, jeudi à Istanbul, les présidents russe, moldave, ukrainien et roumain. Mais à Bendery, ville « russophone » isolée sur la rive ouest de Dniestr, des francs-tireurs sévissaient toujours et des cadavres des combats de ces derniers jours gisaient encore dans les rues, selon un envoyé spécial de l'AFP.

Lors d'une journée de relative accalmie, mardi 23 juin, où les affrontements sporadiques se sont poursuivis sans offensive majeure, les deux capitales moldaves en guerre, Tiraspol, la russophone à l'est du Dniestr, et Chisinau, la roumainophone à l'ouest, ont enterré leurs morts et se sont rejoints la responsabilité des violations du cessez-le-feu de la nuit passée.

Aucun bilan exact ne peut être établi après quatre jours de violents combats à Bendery et dans le reste de la région du Dniestr. Cent ou cinq cents victimes? Trente-cinq « volontaires » russophones ont en tout cas été enterrés mardi à Tiraspol dans « l'allée de la gloire » inaugurée dans le cimetière. Mais à Bendery, aux rues désertes, où les incendies continuent de se consumer, des cadavres de policiers moldaves et de gardes de Transnistrie, mais aussi de civils,

attendaient toujours le passage de fossyeurs bloqués par les francs-tireurs, a constaté un envoyé spécial de l'AFP.

Le maire russophone de la ville, Viatcheslav Kogou, et le chef de la police moldave, Viktor Gouslikov, sont toutefois convenus de « ne pas tirer les premiers ». Un accord qui était respecté mardi soir, malgré les salves d'armes lourdes et les échanges de tirs des armes des francs-tireurs qui résonnaient périodiquement. Les Moldaves qui habitaient cette ville de quelque cent mille habitants avaient déjà commencé à fuir vers Chisinau avant les combats.

Guerre des bilans

Des milliers de Russes ou d'Ukrainiens, pratiquement tous, sont partis ensuite vers Tiraspol par le pont, sans rien emporter et bien décidés à revenir. Tous se demandaient pourquoi la XIV^e armée russe n'intervenait pas pour sauver les familles de ses officiers. Celles-ci forment en effet une partie importante de la population de la ville de Bendery, aux portes de laquelle se trouve une forte garnison de cette XIV^e armée. Le ministère russe de la Défense a répliqué mardi que « les divisions russes observent la neutralité », tout en reconnaissant que certains éléments « échappent au contrôle ». Comme l'a constaté le journaliste de l'AFP, Volodia et ses camarades d'une unité de volontaires basée à Bendery ont ainsi « emprunté », mardi comme les autres jours, deux blindés et tous les équipements nécessaires pour tenir la

ville. Comme toujours, les informations lancées par les deux camps et reprises par leurs médias jettent de l'huile sur le feu, comme l'intervention de Mig 29 moldaves annoncée à Tiraspol et démentie à Chisinau, nous indique notre correspondant à Bucarest Jean-Baptiste Naudet. Un porte-parole de Tiraspol, a déclaré que les combats à Bendery, avaient fait, depuis vendredi, « des milliers de morts ». Le ministère moldave de la Santé a fait état mardi, de 96 morts et de plus de cent blessés, pour les dernières 48 heures, « dans la zone du conflit ». L'enjeu de la bataille des bilans est, pour Moscou, de justifier son intervention, plus ou moins ouverte, par le « massacre » de la population russe du Dniestr, notamment à Bendery. Mais, quel que soit leur nombre, les victimes civiles des affrontements entre militaires comptent aussi des Moldaves, première ethnie de la « république » autoproclamée de Transnistrie (46 % de Russes et 28 % d'Ukrainiens) et sont majoritaires.

De leur côté, les autorités moldaves se sont employées à tenter de démontrer, contre toute vraisemblance, qu'elles n'avaient pas mis le feu aux poudres, vendredi dernier, en lançant massivement leurs forces pour « rétablir l'ordre constitutionnel » à Bendery, c'est-à-dire, pour reprendre la ville par la force. Selon la télévision de Chisinau, reçue à Bucarest, les forces moldaves contrôlent encore « 30 % de Bendery, au sud » et fortifient leurs positions dans la banlieue.

Accord entre la Russie et l'Ukraine

M. Eltsine et M. Kravtchouk ont jeté les bases d'un partage de la flotte de la mer Noire

Les présidents russe et ukrainien ont signé, mardi 23 juin, un accord « sur le développement ultérieur des relations inter-étatiques » entre leurs deux pays, jetant notamment les bases d'un futur partage de la flotte de la mer Noire.

TCHÉCOSLOVAQUIE : selon M. Meciar

La souveraineté de la Slovaquie sera proclamée en juillet

Le dirigeant slovaque, M. Vladimir Meciar, a annoncé, mardi 23 juin, que la souveraineté de la Slovaquie serait proclamée le mois prochain, tout en soulignant que cela n'équivaudrait pas à une déclaration d'indépendance. « La souveraineté n'est pas l'indépendance, il ne faut pas enterrer la Tchécoslovaquie », a indiqué M. Meciar, le président du Mouvement pour une Slovaquie démocratique (HZDS), lors de la session inaugurale du nouveau Conseil national (Parlement) slovaque à Bratislava.

M. Meciar a précisé que le Conseil national slovaque, où le HZDS n'a manqué la majorité absolue que de deux sièges, adopterait une Constitution slovaque en août. Le Parlement slovaque a élu à sa présidence M. Ivan Gasparovic, ancien procureur général de Tchécoslovaquie, limogé il y a trois mois par le président Havel. M. Peter Weiss, chef du Parti de la gauche démocratique (ex-communiste) a été désigné vice-président du Conseil national. — (Reuters, AFP)

■ TURQUIE : plus de quarante morts en deux jours dans le sud-est anatolien. — Plus de quarante personnes, militaires, combattants kurdes et villageois, ont trouvé la mort dans l'est et le sud-est agatolien à majorité kurde depuis le dimanche 21 juin, a-t-on appris de sources officielles, mardi 23 juin à Ankara. Figurent dans ce bilan une femme de soixante-dix ans et une fille d'un mois tuées lors d'une attaque de la guérilla kurde. Selon la presse turque de mardi, les maquisards kurdes responsables d'actes de violence à la frontière avec l'Iran venaient du territoire turcien et appartenaient au Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), principale organisation séparatiste kurde de Turquie, de tendance marxiste-léniniste. — (AFP)

Souriant et détendus, les présidents Eltsine et Kravtchouk ont montré, par une promenade en bras de chemise sur la plage de Dagomys, au bord de la mer Noire, que l'ambiance était bonne. Ils ont jeté les bases d'un accord qui prévoit un partage de la flotte de la mer Noire, entre la Russie et l'Ukraine, et pas une flotte de la CEI, a souligné, pour sa part, M. Kravtchouk au cours de la même conférence de presse.

A défaut de mesures très concrètes, cet accord en dix-huit points fournit le cadre politique de véritables relations d'Etat à Etat entre la Russie et l'Ukraine, qualifiées « d'états amis », propos de la flotte de la mer Noire, les deux parties, a déclaré M. Eltsine lors d'une conférence de presse, sont convenues de poursuivre les négociations, mais ont fait d'ores et déjà « un pas en avant : les bases navales de la flotte seront exploitées et financées conjointement ». « Il y aura une flotte de la Russie et une flotte de l'Ukraine, et pas une flotte de la CEI », a souligné, pour sa part, M. Kravtchouk au cours de la même conférence de presse.

« Nos relations au cours des dix-huit derniers mois ont connu des hauts et des bas », a reconnu M. Eltsine. Il y a eu des désaccords, qui ont inquiété les deux peuples et les présidents. Ces discussions ont désormais complètement modifié la situation.

Le sort de la Crimée, que se disputent la Russie et l'Ukraine, ne figurait pas à l'ordre du jour du sommet de Dagomys. Les deux diri-

geants se sont engagés à coopérer pour mettre un terme aux conflits ethniques dans les régions où les intérêts de leurs deux pays sont en jeu. MM. Eltsine et Kravtchouk ont notamment participé au sommet des pays de la mer Noire à Istanbul, cette semaine, où la guerre en Moldavie sera évoquée. Le président Kravtchouk a indiqué que l'Ukraine souscrivait aux accords de désarmement signés à Washington par les présidents Eltsine et Bush.

L'accord signé à Dagomys prévoit par ailleurs le transfert à l'Ukraine d'une partie des biens de l'ex-URSS à l'étranger après la création d'une commission conjointe des ministères des affaires étrangères. Le texte contient également des dispositions à caractère économique, dont l'utilisation des prix mondiaux pour les échanges commerciaux bilatéraux.

M. Kravtchouk s'est une fois de plus, mardi, défendu d'ouvrir contre la CEI : « Contrairement à ce que l'on essaie de faire croire, a-t-il dit, l'Ukraine n'a pas été et n'est pas une force destructrice de la CEI ». Mais le peu de cas que l'accord signé par les deux plus grandes Républiques de l'ex-URSS fait de la Communauté des Etats indépendants, en particulier à propos du partage de la flotte de la mer Noire, fragilise un peu plus cette structure. — (Iur-Tass, AFP, Reuters)

GRÈCE : mis en cause pour des cas de tortures dans les prisons

Le gouvernement rejette les accusations d'un rapport d'Amnesty International

ATHÈNES

de notre correspondant

Le gouvernement grec a rejeté catégoriquement, mardi 23 juin, les accusations portées par Amnesty International, qui fait état, dans son rapport sur la Grèce pour 1991, de trente-cinq cas de tortures par coups de pied, de matraque ou de décharges électriques, dans les postes de police. « Il est clair que les rédacteurs de ce rapport ont été trompés par des accusateurs qui cherchent à nuire », a souligné, mardi soir, un communiqué du gouvernement, ajoutant que ces accusations « n'ont pas fait l'objet d'une enquête en profondeur, comme le rapport lui-même le reconnaît », et que les droits de l'homme en Grèce « sont inscrits non seulement dans la Constitution et les lois mais aussi principalement dans la nature, le caractère et la structure de la société grecque ».

Le gouvernement rétorque, à la demande de l'organisation internationale de défense des droits de

l'homme d'instaurer une commission d'enquête publique, qu'il « n'a rien à cacher » et qu'il « n'est pas opposé » à la constitution d'une telle commission. Il relève cependant que cela « constituerait une profonde provocation pour le régime démocratique du pays et la libre conscience du peuple grec ».

« Voilà, soulignait mercredi l'influent quotidien libéral Kathimerini, presque vingt ans après la chute de la junte des « colonels » [1967-1974] et la fin des tortures systématiques des prisonniers politiques, que notre démocratie permet encore des méthodes inhumaines pour briser le moral des délinquants et leur arracher des aveux. » « Une chose sont les lois et autre chose la pratique », ajoute le journal, en notant que « beaucoup d'officiers accusés de tortures de prisonniers n'ont jamais été sanctionnés et qu'il semble que certains magistrats n'enquêtent pas [sur] les accusations qu'on leur soumet ».

D. K.

Dans un appel à l'ONU

La Bosnie-Herzégovine demande « l'usage de la force » contre la Serbie

BELGRADE

de notre correspondant

« La Bosnie-Herzégovine est transformée en un camp de concentration où abus, missiles et armes chimiques sont utilisés contre la population civile alors que la famine fait des victimes en raison du blocus des villes. » C'est dans ces termes que le ministre des affaires étrangères de Bosnie-Herzégovine, M. Haris Silajdzic, a décrit, lundi soir 22 juin, la situation dans laquelle se trouve cette république de l'ex-Yougoslavie en proie à la guerre civile depuis début avril.

Dans un nouvel appel au conseil de sécurité de l'ONU, le chef de la diplomatie bosniaque réclame « l'usage de la force militaire pour mettre fin à l'agression de la Serbie contre la Bosnie-Herzégovine ». Les autorités bosniaques ont, par ailleurs, décidé, mardi 23 juin, d'appliquer la résolution 757 votée le 30 mai par le conseil de sécurité des Nations unies et de décréter par conséquent l'embargo commercial pétrolier et aérien contre la Serbie et le Monténégro.

Toutefois, ces mesures risquent de rester sans effet concret dans les territoires contrôlés par les sécessionnistes serbes de Bosnie-Herzégovine qui ne reconnaissent pas l'autorité du pouvoir central bosniaque, dirigé par le président

musulman, M. Alija Izetbegovic. Certains de ces territoires sous contrôle serbe se trouvent en l'occurrence adossés à la frontière serbe et monténégrine qui reste, en dépit des sanctions, parfaitement perméable au troc de tous genres.

L'agonie de Sarajevo

Alors que Sarajevo et Zagreb réclament une fois de plus une intervention militaire « urgente, décisive et efficace », les habitants de la capitale bosniaque sont retournés, mardi matin, aux abris après une nouvelle canonnade sur le centre de la ville et des combats de rue dans le quartier ouest de Dobrinja situé près de l'aéroport. Dans la soirée, la situation restait inchangée.

Dans l'impossibilité de quitter Sarajevo assiégée, le président de Bosnie-Herzégovine, M. Alija Izetbegovic, a réitéré le report de la réunion prévue, jeudi 25 juin à Strasbourg par le président de la conférence de la CEE sur la Yougoslavie, Lord Carrington. Convié avec les présidents serbes Slobodan Milosevic et croate Franjo Tudjman, le leader bosniaque a fait dépendre sa venue de la réouverture de l'aéroport de Sarajevo.

L'agonie des quelque quatre cent mille habitants de la capitale bosniaque a été ostensiblement oubliée

par plusieurs milliers de manifestants rassemblés, mardi après-midi, à Belgrade devant le siège principal de la FORPRONU (Forces de protection des Nations unies). En raison de l'embargo décrété par la communauté internationale, les milieux officiels yougoslaves tiennent la FORPRONU responsable de la mort de douze nouveau-nés à l'hôpital de Banja Luka à la suite de pénurie d'oxygène dans les couveuses. La Serbie, soumise à un embargo aérien, réclame la réouverture du pont aérien entre le chef-lieu de l'entité serbe du nord de la Bosnie et Belgrade pour convoier l'aide humanitaire à cet hôpital. « Ne tuez pas nos bébés, assassins, fascistes », vitrifierait la foule contre les soldats de l'ONU qui n'ont pas le mandat d'accorder une dérogation à l'application des sanctions votées par le conseil de sécurité.

FLORENCE HARTMANN

■ Appel à une manifestation à Paris pour « sauver Dubrovnik et Sarajevo ». — Une dizaine d'intellectuels français appellent à manifester, jeudi 25 juin à 19 h 00, place de l'Odéon à Paris, contre « la guerre de conquête et de destruction ». Parmi les signataires figurent Pascal Bruckner, M^{me} Carrière d'Encausse, François Fejtó et François Furet.

Les Etats-Unis envisagent de nouvelles sanctions contre le régime de Belgrade

NEW-YORK

de notre correspondant

A l'occasion de son audition par la commission des affaires étrangères du Sénat, le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, a annoncé, mardi 23 juin, que de nouvelles sanctions allaient être prises contre le régime de Belgrade pour responsable des massacres perpétrés en Bosnie-Herzégovine.

Qualifiant de véritable « cauchemar » la situation « barbare et inhumaine » que vivent les habi-

tants de Sarajevo, il a indiqué que les diplomates serbes accrédités par Belgrade ne seraient plus considérés dorénavant comme les représentants d'un gouvernement légal. Précisant que l'ambassadeur yougoslave à Washington devrait bientôt quitter la capitale américaine, M. Baker a également annoncé la suspension du dernier conseil yougoslave encore ouvert aux Etats-Unis, celui de Chicago, et demandé que la Serbie et le Monténégro, qui continuent à occuper le siège de l'ex-Yougoslavie dans plusieurs instances internationales, dont les Nations unies,

en soient écartés. Le secrétaire d'Etat a également indiqué que des stratégies militaires américaines avaient procédé à des « consultations intensives » avec d'autres membres du Conseil de sécurité de l'ONU pour étudier les moyens de parvenir à « l'arrêt de l'aide humanitaire à Sarajevo », y compris en accusant « le régime » sous forme « d'opérations militaires » menées sous l'égide des Nations unies. M. Baker a toutefois écarté toute idée d'engagement des Etats-Unis au-delà de ces actions à caractère humanitaire.

M. Martin Fitzwater, le porte-parole de la Maison-Blanche, a précisé que la possibilité de renforcer les sanctions contre la Serbie « était en cours de discussion », ajoutant que « les Nations unies sont le canal que nous privilégions sur cette question ».

Au siège de l'ONU, on indiquait, mardi dans la soirée, qu'aucune initiative en ce sens n'avait été envisagée pour l'instant au sein du Conseil de sécurité. « Mais il est vrai que Washington avait déjà voulu faire sortir la « nouvelle Yougoslavie » des Nations unies à l'occasion de la résolution 757 instaurant un embargo commercial et aérien à l'encontre de Belgrade », reconnaît un diplomate occidental, affirmant que la Russie et la France s'étaient alors opposées à la demande américaine.

S. M.

La police serbe a empêché la réunion du « Parlement » du Kosovo

BELGRADE

de notre correspondant

Les autorités serbes, qui avaient feint d'ignorer les élections législatives et présidentielles organisées le 24 mai dernier par les Albanais de souche du Kosovo, lesquels constituent plus de 90 % de la population de cette province qui bénéficie jusqu'en 1990 d'un statut d'autonomie vis-à-vis de la Serbie, ont empêché, mardi 23 juin, la tenue de la session inaugurale du « Parlement » de la « République du Kosovo ».

Les cent trente députés de ce Parlement, qui devait concrétiser l'existence de cette république autoproclamée par la majorité albanaise, ne se sont réunis que mardi matin à la maison de l'école musulmane de Pristina où devait se tenir la session. Depuis la veille au soir, le bâtiment était encerclé par d'importantes forces de police qui opéraient des contrôles systématiques d'identité.

L'intervention des forces de l'ordre serbes s'est soldée par l'arrestation d'une dizaine de personnes à Pristina et l'interpellation de plusieurs leaders syndicalistes et du conseil des droits de l'homme dans d'autres villes de province. Le nombre un de la Ligue démocratique du Kosovo, M. Ibrahim Rugova, élu président de la « République du Kosovo » à l'issue des élections du 24 mai dernier, a annoncé, mardi, que les Albanais « ne répondraient pas par la violence ». La « Gandhi albanaise », qui a prouvé la résistance pacifique au Kosovo face aux mesures discriminatoires et répressives des Serbes, a déclaré que les Albanais « continueront ».

■ Rectificatif. — Dans notre première édition du 24 juin, nous avons attribué par erreur un reportage à notre envoyé spécial (Haut-Karabagh) à notre envoyé spécial de l'Agence France-Presse.

ront à lutter pacifiquement pour atteindre leurs objectifs : l'indépendance et la démocratie.

La session inaugurale du « Parlement », où doivent être élus le président de l'Assemblée et le chef du gouvernement, a été reportée.

Les Albanais sont contraints à une prudence extrême au moment où le régime de Slobodan Milosevic, de plus en plus contesté à Belgrade, pourrait tirer profit d'une configuration dans cette province, considérée comme le « berceau de la nation serbe ».

FLORENCE HARTMANN

ALLEMAGNE : le débat sur le projet Eurofighter

Bonn propose à ses partenaires européens de construire un avion moins coûteux

Le ministre britannique de la Défense s'est dit opposé, mardi 23 juin, à une proposition de l'Allemagne de modifier le projet d'un avion de combat européen pour le rendre plus léger et moins coûteux. Baptisé EFA (European Fighter aircraft) ou Eurofighter, ce programme d'un avion de 21 tonnes, qui n'a pas encore fait son premier vol, concerne, outre l'Allemagne et le Royaume-Uni, l'Italie et l'Espagne, et il est concurrent du Rafale français qui est déjà en essai.

A l'issue d'une rencontre avec le chancelier Helmut Kohl à Bonn, M. Volker Rühe, ministre allemand de la Défense, s'est prononcé pour « un redimensionnement » du projet EFA en vue de concevoir un avion plus léger, donc moins cher. Selon lui, ce « redimensionnement » doit être précédé par la décision de ne pas passer à la phase de production. Depuis 1988, les quatre pays en sont au stade des études et du développement, qui durera jus-

qu'en 1993. Les Allemands estiment le coût d'un tel avion à 134 millions de marks l'unité (quelque 500 millions de francs).

M. Rühe a évoqué cette perspective d'une réduction du projet à l'issue d'une réunion des parlementaires CDU-CSU (chrétiens-démocrates et chrétiens-sociaux) bavarois, membres de la coalition gouvernementale. Il a expliqué que l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne et le Royaume-Uni devaient rassembler ensemble à ce programme et utiliser les fonds à la conception d'un nouveau modèle d'avion de combat.

A Londres, le ministre britannique de la Défense a aussitôt indiqué que la Grande-Bretagne était opposée à une modification de l'EFA. C'est, en principe, la semaine prochaine que les dirigeants allemands doivent adopter une position définitive sur l'EFA.

J. L.

مركز الامن الوطني

...égovine demande
...ce » contre la Serbie

...ent de nouvelles sanc
...ime de Belgrade

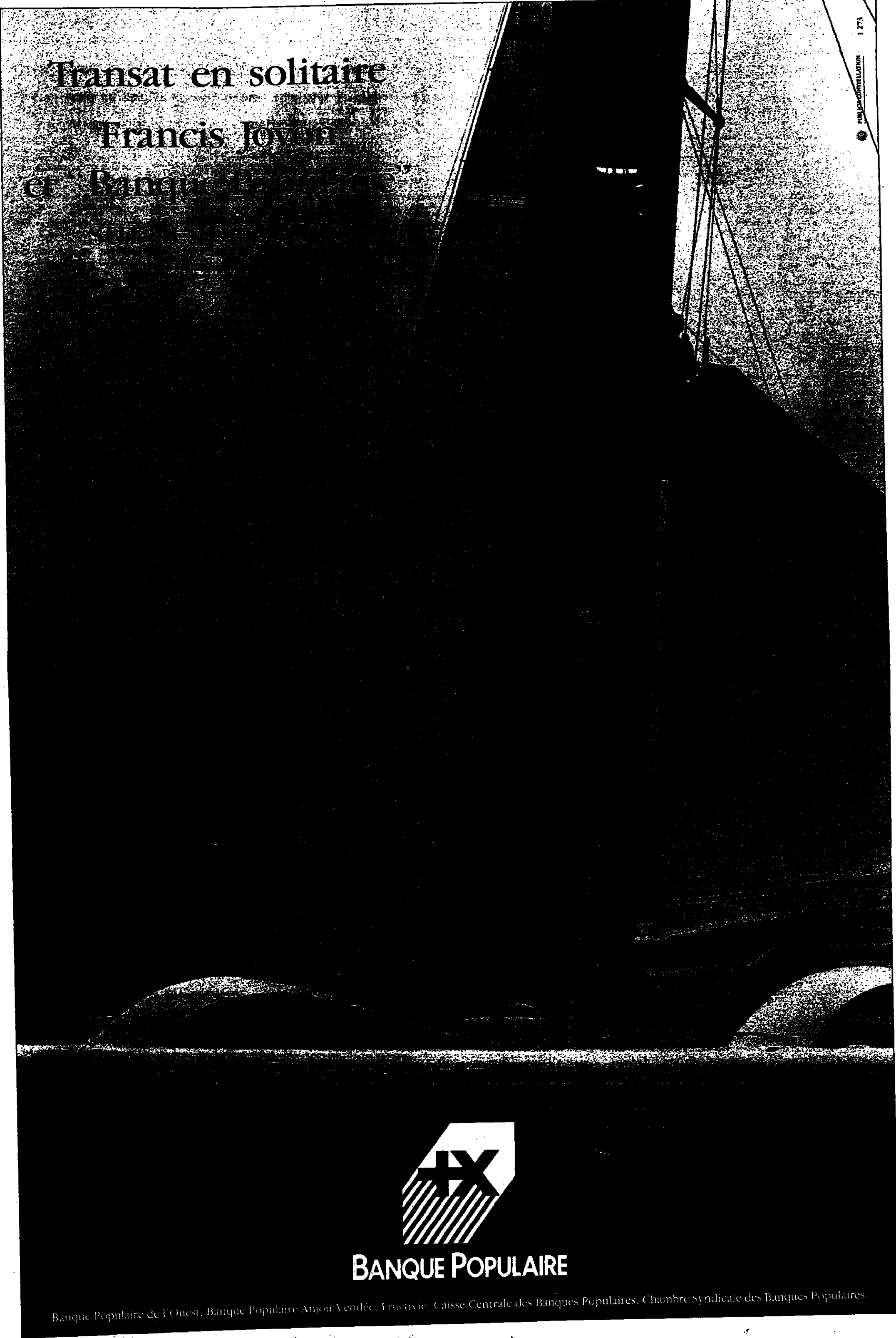
LA RÉPUBLIQUE

... à ses partenaires
... et les autres

Transat en solitaire

Francis Joyon

et Banque Populaire



BANQUE POPULAIRE

Banque Populaire de l'Ouest, Banque Populaire Anjou Vendée, Franchyse, Caisse Centrale des Banques Populaires, Chambre Syndicale des Banques Populaires.

DIPLOMATIE

La ratification du traité de Maastricht d'un pays à l'autre

Grèce : au second plan

ATHÈNES

de notre correspondant

Accaparés par l'affaire macédonienne, les Grecs ne se sont pas encore occupés du traité de Maastricht. Il n'existe pas de véritable débat sur la question, si l'on excepte quelques rares interventions politiques et quelques timides enquêtes dans la presse. « Ce que nous savons du traité de Maastricht, nous l'avons lu dans des journaux, nous n'avons même pas connaissance du texte », reconnaissent, la semaine dernière, dans un grand journal athénien du soir, quelques députés grecs.

Le chef du gouvernement, M. Constantinos Mitsotakis, a annoncé, le 18 juin, qu'il n'était « pas nécessaire » selon la Constitution et qu'il n'était « pas question » de soumettre le traité à référendum. Il s'est dit convaincu qu'une large majorité — selon lui, plus de 290 députés sur les 300 parlementaires grecs — votera pour la ratification, qu'il souhaite conclure le plus rapidement possible, peut-être dans le courant de l'été. Les conservateurs de la Nouvelle Démocratie (ND), les socialistes du PASOK et la coalition de gauche et de progrès (extrême gauche non communiste), qui représentent à eux trois 287 députés, ont annoncé leur intention d'adopter le texte.

Seul le parti communiste (KKE, sept sièges) souhaite l'organisation d'une consultation populaire sur la question. Les communistes estiment que Maastricht signifie l'adoption d'une politique d'austérité plus dure qui

entraînerait de multiples conséquences douloureuses pour la Grèce et son peuple, qui devra littéralement s'agenouiller ». Selon un sondage réalisé au début du mois dans la région d'Athènes, 54 % des personnes interrogées étaient également favorables à un référendum.

Une condition : adhérer à l'UEO

Les conservateurs de la Nouvelle Démocratie, au pouvoir depuis avril 1990, présentent le traité de Maastricht comme « un triomphe » pour la politique grecque, qui voit « ses objectifs entièrement satisfaits ». M. Mitsotakis a cependant posé une condition à la ratification : l'adhésion de la Grèce à l'Union de l'Europe occidentale (UEO), l'institution chargée dans le traité d'élaborer une politique de défense européenne commune. Cette adhésion pourrait être effective au mois de juillet prochain. Les socialistes du PASOK estiment, quant à eux, que « le compromis politique de Maastricht saupoudré de la perspective d'une Europe unie » et que « toutes les questions pour la Grèce restent ouvertes ».

Le désaveu des électeurs danois, le 2 juin, n'a pas provoqué en Grèce les mêmes états d'âme que dans d'autres pays de la Communauté. Au contraire, il a été interprété comme un avertissement bénéfique du point de vue des intérêts nationaux grecs, dans la mesure où il incite la Communauté à restaurer l'image de sa cohésion et donc à

ne pas isoler Athènes sur la question macédonienne.

Pour de nombreux commentateurs grecs, la nécessité d'éviter que de nouveaux déchirements apparaissent a largement contribué à ce que les ministères des affaires étrangères, réunis le 15 juin à Luxembourg, se donnent un nouveau délai pour la reconnaissance de l'ex-République yougoslave de Macédoine. Le climat est désormais, selon ces mêmes commentateurs, plus favorable à la Grèce qui refuse à Skopje le droit d'utiliser le nom de Macédoine.

La visite du président en exercice de la CEE, le premier ministre portugais António Cavaco Silva, venu à Athènes le 16 juin, a d'ailleurs été centrée sur l'affaire macédonienne. Les Grecs espèrent un règlement conforme à leurs positions lors du sommet de Lisbonne.

Maastricht, avec la convergence économique et l'union politique, passe donc au second plan des préoccupations hellènes, voire même au troisième plan si l'on compte le regain d'intérêt pour l'affaire de Chypre, avec les négociations entreprises à New-York par le secrétaire général des Nations unies. Le rapprochement gréco-turc est toujours aussi difficile. Anxiosité par les développements régionaux, les Grecs ont remis à plus tard, semble-t-il, leurs préoccupations européennes. Skopje, Ankara et Nicosie restent pour eux beaucoup plus proches que Maastricht et Bruxelles.

DIDIER KUNZ

Italie : un « européenisme » de façade

ROME

de notre correspondant

Le coup de semonce anti-européen des Danois et le tir de rectification des Irlandais ont été accueillis en Italie dans un climat de paisible sérénité : la bataille pour Maastricht n'y est toujours pas engagée. Comment pourrait-elle l'être, d'ailleurs, dans un pays où le gouvernement démocratique sortant expédie, depuis plus de trois mois, les affaires courantes, où l'épuisante élection du président de la République et la formation aujourd'hui de la nouvelle équipe dirigeante ont monopolisé toute l'attention, et où les principaux partis, en pleine crise, ne parviennent plus à occuper les carences constitutionnelles ?

Evocuer ici une contagion possible du virus danois relève de la provocation : les Italiens affichent avec une belle unanimité leur « vocation à l'Europe ». Pour avoir émis des doutes, au lendemain de l'incident danois, l'expression est un patron de Fiat, M. Giovanni Agnelli, en première page du *Manifesto*, dans un article intitulé « Hamlet a résolu son dilemme : non merci, l'Europe », le journaliste Marco D'Eramo s'est vigoureusement fait remettre à sa place par ses propres confrères. Deux articles ont suivi pour dénoncer les « graves erreurs politiques » que s'approprie à commettre une certaine gauche inconsciente de la nouvelle dimension offerte par l'Europe à l'Italie.

Pourtant, potentiellement, il existe bien un « parti souterrain » de résistance à la construction communautaire. Ne serait-ce que la vieille garde de Rifondazione comunista (refondateurs) qui a fait scission, il y a quelques mois, du PSD (ex-PCI) pour poursuivre, légèrement rafraîchi tout de même, ses idéaux communistes. Elle tient des discours, en demi-teinte, contre « l'Europe des monopoles » assez proches finalement de ceux de M. Chevenement en France. Tandis que, de leur côté, les responsables des organisations agricoles ont pris assez d'assurance pour oser, dans ce non-débat, formuler de vives critiques « corporatistes » contre la politique agricole commune.

De même peut-on sans doute s'attendre à assister plus tard à un véritable débat sur le Mezzogiorno dont la condition ne sem-

ble pas devoir s'améliorer avec la construction européenne. Certains font déjà remarquer que le fonds de cohésion communautaire exclut pratiquement l'Italie au profit de pays comme la Grèce et le Portugal, les calculs fondés sur le PIB ne rendant évidemment pas compte du déséquilibre italien. Cela ne facilitera pas la tâche de Rome au moment où l'avancée des lignes séparatistes au Nord rend justement plus polémique le débat sur l'assistance au Mezzogiorno.

Enfin, il y a fort à parier que, devant les efforts d'ajustement demandés par Maastricht, les nombreuses industries tenues à bout de bras par l'Etat feront grise mine, tandis que les syndicats ne resteront pas indifférents au chômage qui pourrait en découler. D'une manière générale, comme le dit pour une fois, avec un certain réalisme, le ministre des affaires étrangères, M. Gianni De Michelis, ce beau consensus va se lézarder d'« édes que les Italiens regarderont le traité de plus près ».

Un consensus fragile

L'« européenisme » forcé de la péninsule n'est guère, en effet, qu'un enchaînement enfilé d'« eurothousiasmes » et d'« eurofrustrations », fondés sur une vision plutôt abstraite de ce qu'est vraiment la construction européenne. À prouver, justement, les conclusions d'une importante étude sur l'Europe des Italiens, publiée, au début de l'année, par le bureau italien de la Communauté européenne, en collaboration avec le journal *Il Sole 24 Ore*. Cette ambiguïté émerge nettement : l'Italie, seul pays de la CEE à avoir approuvé à 90 % par voie référendaire, en 1989, l'attribution au Parlement européen de pouvoirs constitutifs (il s'agissait d'un référendum purement consultatif), est sans doute aussi l'Etat qui a absorbé le moins de directives communautaires...

Si l'union politique n'a jamais soulevé la moindre discussion en Italie, la perspective de l'union économique et monétaire est, pour sa part, à l'origine de l'embryon de débat actuel. Elle est devenue le « noyau dur » de la foi européenne pour beaucoup d'Italiens qui, sans avoir jamais lu le traité, estiment à 59 % que Maastricht « est la seule chance

pour le pays de redresser l'économie ». Ce credo est partagé par 68 % de ceux que l'on appelle les « décideurs ». Ils estiment aussi à 89 % (77 % pour l'opinion générale) que c'est la seule façon d'obliger le gouvernement italien à respecter les normes communautaires et à faire enfin les réformes nécessaires.

Un optimisme balancé par quelques craintes toutefois. 70 % des personnes interrogées dans ce document pensent, par exemple, que l'Allemagne et la France ont obtenu quatre fois plus d'avantages de la CEE que l'Italie, et ajoutent qu'à leurs yeux les Pays-Bas et l'Espagne sont mieux armés pour faire valoir leurs droits. Quant aux représentants de l'industrie, qui ont vu le lire et la Bourse de Milan plonger au lendemain du vote danois, ils pratiquent un « euro pessimisme » à peine caché. Il les conduit à penser que l'Italie ne jouera qu'un rôle mineur dans les futures décisions communautaires.

Ce n'est certes pas le cas de la classe politique, qui, elle, joue le jeu, presque au « deuxième degré »... Ainsi, à chaque appel à l'ordre de la communauté, et ils sont nombreux, les hommes politiques, loin de prendre la mouche, en tirent au contraire argument pour plaider en faveur de sacrifices indispensables que bien peu se hasardent pourtant à proposer en réalité. D'où le frémissement d'inquiétude qui s'est manifesté dans l'opinion publique après le rejet danois, à l'idée que la classe dirigeante puisse tirer argument de ces résistances à l'Europe pour freiner, une fois de plus, les futures réformes. D'autant que, si l'on en croit Angelo Panebianco, éditorialiste au *Corriere della Sera*, « la classe dirigeante dans ses réponses n'a pas plus d'idées que la moyenne des gens interrogés. Ce qui pose le problème de sa « mauvaise qualité » : les Italiens ont un « européenisme » de façade. Un Anglais a un prix à payer pour ses idées dans un pays où ces thèmes ne sont pas acceptés facilement. Un Italien non. Et pour l'Europe chez nous en ce moment, c'est aussi facile que d'être contre la faim dans le monde ou pour la paix ».

MARIE-CLAUDE DECAMPS

Désireux de réévaluer le poids des Parlements nationaux dans le processus européen

Les députés et sénateurs néerlandais ont obtenu un droit de veto sur l'application des accords de Schengen

LA HAYE

de notre correspondant

Une nette majorité des députés néerlandais devait approuver, mercredi 24 juin, la signature des accords de Schengen sur les mesures d'accompagnement de la suppression des frontières intra-communautaires entre huit pays de la CEE (1). Ce vote, que le Sénat devra confirmer, ouvrira la voie à la ratification formelle des accords par les Pays-Bas, l'automne prochain, et marque la fin d'une fronde parlementaire qui aura duré dix-huit mois.

Sous l'impulsion des partis de la majorité gouvernementale (le PvdA, travailliste, et le CDA, chrétien-démocrate), le cabinet a cédé aux élus un droit de veto

sur les décisions du Comité exécutif de Schengen. Les mesures projetées par ce comité seront, dans la phase finale des négociations, transmises au Parlement de La Haye qui aura deux semaines pour donner son « consentement ».

« Dans d'autres pays »

Cette importante innovation constitutionnelle « pourra s'appliquer à d'autres traités et part du principe que le Parlement européen ne sera pas investi avant longtemps d'un tel droit de regard », nous a précisé son auteur, le porte-parole travailliste, M. Maarten van Tiel.

Hâte à déjeuner de la presse étrangère, lundi 22 juin, le ministre de la justice, M. Ernst Hirsch-Bal-

lin, avait estimé à ce propos que son pays enclenchait sciemment un mouvement de réévaluation du poids des Parlements nationaux dans le processus européen : « à l'avenir, il n'y aura plus seulement le modèle intergouvernemental mais aussi un ancrage parlementaire des procédures intergouvernementales ». « Il affirmait, laissant entendre que le résultat négatif du référendum danois sur le traité de Maastricht n'était peut-être pas étranger à cette évolution, appelée, selon lui, « à se produire dans d'autres pays ».

CHRISTIAN CHARTIER

(1) Allemagne, Belgique, Pays-Bas, Luxembourg, France, Italie, Espagne, Portugal.

Créé à la suite de l'affaire du « Rainbow Warrior »

Le Fonds d'amitié France-Nouvelle-Zélande s'est réuni

Le Comité d'administration du Fonds d'amitié France-Nouvelle-Zélande a tenu sa première réunion, lundi 22 juin, à Paris, sous la coprésidence du commandant Jacques Cousteau et de M. Mervyn Norris, ex-secrétaire général du ministère néo-zélandais des affaires étrangères. S'agissait de la première réunion du comité chargé de statuer sur les suites de l'attentat contre le *Rainbow Warrior*, établi par un accord signé lors de la visite à Wellington, le 29 avril 1991, de M. Michel Rocard, alors premier ministre, ce Fonds, doté d'un capital de 11,35 MF, a pour but de « promouvoir les relations d'amitié entre les citoyens des deux pays », longtemps défectives.

La réunion, initialement prévue fin 1991, avait été retardée en raison de la maladie de M. Norris.

son de l'affaire Andriès, cet ancien militaire impliqué dans l'opération de la DGSE et interpellé en Suisse.

Le Comité a décidé de cibler ses actions sur l'environnement et la jeunesse, et de l'étendre à la France et aux TOM du Pacifique. Parmi les projets prévus : l'échange de jeunes dans le cadre de la découverte des parcs nationaux, la production d'un « kit multi-médias » pour les écoles, des bourses pour des étudiants néo-zélandais dans les établissements universitaires de Papoua et Nouméa, et la création d'une formation au commerce international, à Tahiti et en Nouvelle-Zélande, pour les jeunes Français du Pacifique.

P. de B.

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS

Le principal « parrain » de la mafia est condamné à la prison à vie

Le tribunal fédéral de Brooklyn (New-York) a condamné, mardi 23 juin, John Gotti, considéré par le FBI comme le « parrain » le plus puissant de la mafia américaine, à la détention à perpétuité.

NEW-YORK

de notre correspondant

« Mes-voies quelque chose à dire », interroge une dernière fois le président du tribunal fédéral de Brooklyn. En guise de réponse, John Gotti, âgé de cinquante et un ans, impeccablement vêtu d'un costume sombre, se contente de hocher la tête en esquissant un sourire narquois et se sera son avocat de toujours, pourtant

réconcilié, Bruce Cutler, qui répondra à sa place : « Non, votre Honneur ». Le président prononce alors la sentence : prison à vie sans possibilité de remise de peine. John Gotti avait été reconnu coupable en avril dernier de cinq meurtres, ainsi que de racket, d'obstruction à la justice, de corruption et de fraude fiscale (le *Monde* du 4 avril). Son comparse, Frank Locisio, a été condamné à la même peine pour meurtres et racket.

A l'extérieur, des centaines de partisans de « Don le Fringant » entourant sa fille, Victoria, s'étaient donné rendez-vous pour condamner « cette parodie de justice ». Brandissant des drapeaux américains et des bannières « Non coupable », ils se sont attaqués à des voitures en stationnement puis aux forces de l'ordre venues en ren-

fort. Plusieurs personnes ont été blessées parmi les policiers.

Au cours d'une conférence de presse, le procureur général, M. Andrew Maloney, et le chef du bureau new-yorkais du FBI, M. James Fox, ont accusé le fils du grand new-yorkais d'être à l'origine de ces incidents. « Nous avons finalement réussi à faire tomber le boss de la mafia américaine. Et à rétablir la vérité. On a voulu en faire une sorte de Robin des Bois. John Gotti est surtout un assassin. Nous l'avons prouvé », a déclaré M. Maloney.

A trois reprises, John Gotti avait pourtant réussi à échapper à la justice. En 1986, l'année suivante et à nouveau en 1990, il avait été condamné à la prison à vie pour des crimes liés à la mafia. Mais, dans les deux cas, il avait obtenu un sursis. « Nous l'avons prouvé », a déclaré M. Maloney.

Une inculpation acquise grâce à la « coopération » d'un autre mafieux, Salvatore Gravano, qui, en échange d'une peine maximum de vingt ans de prison pour les dix-neuf crimes qui lui étaient reprochés, a accepté de témoigner contre son patron.

SERGE MARTI

○ VENEZUELA : deux blessés et six arrestations après une manifestation étudiante. — Deux étudiants ont été grièvement blessés lors des affrontements entre manifestants et forces de l'ordre qui ont eu lieu mardi 23 juin à Caracas devant le Parlement, à l'occasion d'un débat sur la loi de mardi à mercredi. Par ailleurs, six personnes ont été arrêtées à l'issue de la manifestation qui a rassemblé plusieurs milliers de personnes réclamant la démission du président Carlos Andrés Pérez, ont indiqué les dirigeants du mouvement étudiant. — (AFP).

M. Bush juge « déplaisantes » les enquêtes effectuées à son sujet par M. Perot

La campagne électorale aux Etats-Unis a pris un ton nettement plus acerbe après les révélations, dimanche 21 juin, par le *Washington Post*, des diverses enquêtes sur le passé et l'entourage de M. George Bush menées par M. Ross Perot dès 1987 (le *Monde* du 23 juin). Ce dernier n'a toujours pas annoncé officiellement ses intentions mais devrait être candidat indépendant à l'élection présidentielle de novembre. M. Bush s'est déclaré, lundi, « un peu tendu » après avoir lu l'article du *Washington Post*.

« Il y a quelque chose de vraiment déplaisant à propos de tout cela », a-t-il dit. « Si les articles sur ces investigations sur mes enfants et ma famille sont vrais, je ne pense pas que cela soit particulièrement américain », a ajouté M. Bush.

Le président, visiblement étonné, avait, dans un premier temps, refusé de répondre aux questions sur les révélations de la presse du week-end. Le *Washington Post* et le magazine *Time* ont estimé que

M. Perot avait une tendance à l'irritation et au secret et usait de son influence et de sa fortune pour combattre ses opposants. Les enquêtes menées par M. Perot, qui n'ont rien révélé de sensationnel, étaient destinées à discréditer M. Bush, alors vice-président, en le présentant comme un personnage falet, voire corrompu.

Quelques heures avant les déclarations du président Bush, le porte-parole de la Maison Blanche, M. Martin Fitzwater, avait précisé avoir reçu, « en 1986 ou 1987 », un appel téléphonique de M. Perot, lui demandant de « mettre en difficulté Sam Donaldson », alors correspondant à la Maison Blanche pour la chaîne de télévision ABC, parce qu'il n'avait pas apprécié un reportage sur les soldats américains portés disparus au Vietnam. « J'ai interprété cela comme une menace », a déclaré M. Fitzwater, ajoutant avoir répondu à M. Perot qu'il ne pouvait contrôler la presse. — (AFP, UPI).

55 (من لاجل)

POLITIQUE

La réunion des députés et des sénateurs à Versailles

Le Congrès a approuvé à une large majorité la révision de la Constitution

Le Parlement, réuni en Congrès mardi 23 juin à Versailles, a adopté par 582 voix contre 73 et 14 abstentions le projet de révision constitutionnelle préalable à la ratification du traité de Maastricht (nos dernières éditions du 24 juin). A quelques exceptions près, les élus du RPR n'ont participé ni au débat ni au vote. La plupart des parlementaires du PS et de l'UDF ont voté pour. Seul le PC a appelé à rejeter le texte.

Les préoccupations de politique intérieure n'ont pas été complètement absentes de la séance solennelle du Congrès. La non-participation du RPR au débat et au vote a ainsi souligné la priorité accordée à la sauvegarde de l'unité du mouvement au détriment d'une position claire sur l'Europe, même si les

arguments officiellement avancés mettent surtout en cause la démarche choisie par le gouvernement. Dans une lettre transmise à M. Henri Emmanuelli, président du Congrès, MM. Bernard Pons et Charles Pasqua, présidents des groupes RPR de l'Assemblée nationale et du Sénat, réaffirment que le traité de Maastricht est « inapplicable, voire caduc » tout en regrettant que le président de la République « n'ait pas cru devoir soumettre par référendum les modifications substantielles de notre Constitution sur lesquelles le Congrès est appelé à se prononcer ».

Certains des orateurs qui se sont succédés à la tribune après M. Pierre Bérégovoy (le Monde du 24 juin) ne se sont pas non plus privés d'allusions au nouveau contexte politique ouvert par le débat européen. Soucieux de dissiper toute ambiguïté, M. Jacques Barrot, président du groupe UDF à l'Assemblée nationale, a tenu à

affirmer que son courant « milite » en faveur d'une « alternance claire et courageuse » mais, dans une allusion au RPR, il a ajouté que le « choix européen comporte des exigences », à savoir une « conception moderne de la souveraineté et une conception enrichie de la citoyenneté ».

Prudemment, la plupart des intervenants ont préféré dissocier débat européen et débat de politique intérieure, à l'instar de M. Daniel Hoellfer, président du groupe de l'Union centriste au Sénat, qui a estimé que « dans toutes les démocraties du monde, la révision de la Constitution, acte solennel, transcrit les divergences partisans » et qu'il n'y a donc « pas de raisons qu'il n'en soit pas ainsi chez nous ». M. Ernest Cartigny, président du groupe du Rassemblement Démocratique et Européen au Sénat, a renchérit en avertissant qu'il ne ferait pas du « grand dessin » de l'Europe « une querelle partisane ».

Se gardant bien de tout commentaire qui pourrait alourdir son contentieux avec le RPR, M. Charles Millon, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, s'est contenté de dessiner le profil politique de l'Europe qu'il appelle de ses vœux, en précisant qu'elle ne sera ni une « Europe des marchés » ni une « Europe socialiste et technocratique ».

M. Marchais : les « meetings monolithiques »

D'autres ont déjà leur avis sur le contenu politique de l'Europe issue du traité de Maastricht. « L'Europe sociale et libérale telle que nous l'avons voulue est à notre porte », s'est réjoui M. Marcel Lucotte, président du groupe des Républicains et des indépendants du Sénat. Les communistes voient, eux aussi, se profiler une Europe à fort contenu libéral, mais pour s'en indigner. Selon M. Charles Lederman, porte-

parole du groupe communiste du Sénat, l'Europe qui se construit est une « Europe de l'argent, soumise à la volonté des multinationales et génératrice de toujours plus de chômage et de mal vivre ». C'est autour de cette Europe que c'est « scellée », selon M. Georges Marchais, secrétaire général du PC, porte-parole du groupe communiste de l'Assemblée nationale, « l'alliance du président de la République et de la droite », concrétisée par « les meetings monolithiques » tenus conjointement par les socialistes et l'UDF.

M. Laurent Fabius, porte-parole du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, a dénié, pour sa part, tout contenu politique a priori à l'Europe de Maastricht. « Non plus que le traité de Rome », a-t-il déclaré, « ce traité n'est ni d'un bord ni de l'autre. Je le dis à mes amis socialistes et radicaux de gauche, il n'est pas en lui-même socialiste. Mais il n'est pas non plus en lui-même libéral ni conservateur. Sinon pourquoi le gouvernement le plus libéral, celui de M. Major, en aurait-il refusé la partie sociale, tandis que l'ensemble des partis socialistes et sociaux-démocrates, de même que l'ancien parti communiste italien, ont décidé de faire cause commune, de même que l'ensemble des forces syndicales regroupées dans la Confédération européenne des syndicats ? » Sans commenter les références politiques économiques et sociales du L'Europe, M. Claude Estier, président du groupe socialiste du Sénat, a préféré se féliciter de la naissance d'une nouvelle citoyenneté européenne, ce qui l'a conduit à dénoncer la « tonalité xénophobe tout à fait insupportable » qui a marqué le débat sur le droit de vote et d'éligibilité des ressortissants communautaires lors des élections municipales.

FREDÉRIC BOBIN

Le parcours du parlementaire consciencieux

Un congressiste arrive parfois en voiture, souvent en car, généralement accompagné d'autres congressistes. Là, deux solutions : on est un congressiste averti ou on ne l'est pas. Un congressiste averti, comme M. Geoffroy de Montalembert (RPR), sénateur nonagénaire venu déjà six fois depuis 1939, se reconnaît à sa façon de traverser d'un pas sûr la cour pavée, à son regard discipliné et à l'air presque blasé avec lequel il franchit les portes de la salle du Congrès.

Si c'est une première, deux solutions : on marche avec compunction, courtois dans un costume sombre de circonstance et tout pénétré de son devoir de constituant. Ou bien on arpente l'ennemi de saisons, en touriste béat, moins le laïca discrètement confié à son assistant.

Là, deux solutions. On rejoint au plus vite sa place dans l'hémicycle où députés et sénateurs siègent par ordre alphabétique. Soit on s'y retrouve en famille, à côté de son père « Ladjolis et Michel Poniatowski, Jean et Philippe de Gaulle », de son frère « Bernard et Jean-Louis Debré. Soit on rejoint en parfaite affinité élective aux côtés de « cousins » politiques, ou l'on se réjouit, comme M. Jean-Luc Mélenchon (PS), ancien trotskiste, d'être placé à « l'extrême gauche ». Soit le tirage au sort vous inflige une douloureuse mésalliance, et le gaillarde fraye avec le communiste, le centriste extrême coudoie l'extrême droite.

Si l'on décide de musarder dans la longue Galerie des bustes, on sait qu'à l'occasion du Congrès, le poste édicule un cachet spécial, très prisé des collectionneurs. Or, souligne avec sagesse M. André Santini (UDF), « on a forcément des électeurs philatélistes ». Deux solutions. On veut se faire repérer et on l'assume. Donc on se précipite dans le sas réservé au courrier, on plonge son voisin dans la file d'attente

pour les enveloppes, on l'ouvre habilement dans la file pour les timbres, on joue des coudes pour s'approprier un petit coin de table et on colle laborieusement les seconds sur les premiers. « Comme ça, les collectionneurs grimant au ciel et les électeurs vous sont éternellement reconnaissants », affirme M. Michel Pezet (PS). Entre futurs candidats, on s'entraide. « Tu en envoies à tous tes maires ou seulement aux militants ? » s'enquiert un député socialiste novice surpris de l'un des sénateurs de son département. « Oh, la plus est le mieux », lui répond, paternel, le vieil habitué.

Timbres et pin's

Où veut bien être réçu, mais on a des invités. Alors, on raille. « Ils sont complètement timbrés », glisse M. Gérard Gouzes, fier de son jeu de mot. « Tout le monde est en train de faire ses enveloppes, c'est dramatiquement grave », assène M. Jean-Paul Pincheu (PS). Mais une fois le délai de décence passé, on abandonne discrètement l'hémicycle et alors que M. Jacques Barrot, orateur du groupe centriste, s'enflamme avec le « destin de la France », on rejoint à son tour le lot des coudoiers de timbres. On aurait même vu deux parlementaires socialistes négocier le discours de leur premier secrétaire, M. Laurent Fabius, pour satisfaire au bonheur pressant de leurs électeurs.

Où alors, mais c'est beaucoup plus rare, on est au-dessus de tout cela et, comme M. Jean-François Deniau (UDF) qui « rentre de Sarajevo », on s'inquiète avant tout de savoir si « Maastricht permettra à l'Europe d'intervenir en Yougoslavie ».

Plus modestement, un congressiste se préoccupe sur tout du nombre de pin's auquel il a droit. Officiellement un par personne, et plus si on se débrouille

bien. Là, deux solutions : on l'arboire ou pas. Épinglé au revers du veston, il annonce inmanquablement un vote favorable et une inclination européenne. Absent, il témoigne soit d'une aversion définitive aux épinglettes, soit d'une appartenance aux groupes fondicrement anti-Maastricht, le PC, le RPR, ou encore le mouvement de M. Philippe de Villiers (UDF), qui profite de l'occasion pour annoncer la création d'une « Coordination pour l'Europe des nations ».

Si l'on est gaulliste, au moins cinq solutions. On est d'accord avec la décision de ne pas participer au débat et au vote sur le projet de loi constitutionnelle et on va rejoindre tranquillement les « spécialement affectés » par le RPR, pour « commencer dès ce soir la campagne pour le « non » au référendum », déclare M. Yves Guéna, sénateur de la Dordogne. On se pisse à la consigne mais on n'en pense pas moins car on se range délibérément du côté des anti-Maastricht. « Ce me reste en travers de la gorge, je ne suis pas du tout satisfait », maugre M. Franck Borotra. « Nous avons privilégié l'union avec nos collègues de l'Assemblée nationale qui ont déjà assez de problèmes comme ça, mais ça s'arrête là », avertit le président du groupe RPR au Sénat, M. Charles Pasqua.

Le train de l'Histoire

On respecte la consigne mais on se rend tout juste de voter « pour » la révision constitutionnelle. « Comme les vaches, nous regardons passer le train de l'Histoire. Nous acceptons par discipline d'être cons, c'est ce qui fait la force principale du RPR », ironise avec amertume M. Jacques Chaurmont.

On ne respecte pas la consigne et on reste à Versailles pour voter « oui ». « Mon parti va devoir choisir. Moi, j'ai choisi

avec un peu d'avance », déclare M. Michel Barnier, avant de monter à la tribune à l'appel de son nom, suivi de MM. Pierre de Bénouville, Jacques Chaban-Delmas, Jean-Pierre Delalande et Patrick Devedjian. Ou, enfin, on reste également à son banc pour déposer, en conscience, un bulletin contre le projet, comme MM. Henri de Gastines et Pierre Maugé.

Le vote commence, la lettre « T » est tirée au sort. Deux solutions. Soit on a de la chance, comme M. Pierre-Christian Taittinger, et on s'affranchit rapidement de son devoir électoral. Soit, comme M. Santini, on s'accommode de son mauvais classement en rejoignant au plus vite le buffet des parlementaires.

Les résultats sont proclamés. Le président de l'Assemblée nationale, président du Congrès, M. Henri Emmanuelli (PS), va solennellement apposer le sceau du Congrès sur le texte adopté à une écrasante majorité par les parlementaires. Deux solutions. On se congratule, on se félicite bruyamment et on abandonne sans plus attendre le pavé versailles. Ou bien on s'attarde quelques instants encore à son pupitre pour adresser à son entourage ses « meilleurs souvenirs du Congrès » et s'attendrisse au spectacle des huissiers en grande tenue et des scénographes des deux Assemblées qui posent pour le photo de famille au pied de la tribune.

Un congressiste repart parfois en voiture, souvent en car, généralement accompagné d'autres congressistes désormais tous avertis, sous le regard empreint d'antipathie d'autorobustistes vaillants immobilisés. Là, pas de solution.

GILLES PARIS et PASCALE ROBERT-DIARD

L'analyse du scrutin

Le projet de loi constitutionnelle ajoutant à la Constitution un titre, « Des Communautés européennes et de l'Union européenne », a été adopté par le Congrès du Parlement, réuni mardi 23 juin à Versailles, par 582 voix contre 73 et 14 abstentions. La majorité requise – les trois cinquièmes des suffrages exprimés – était de 399 voix.

Parmi les députés

Ont voté pour : 261 PS sur 271 ; 5 RPR sur 125, MM. Michel Barnier (Savoie), Pierre de Bénouville (Paris), Jacques Chaban-Delmas (Gironde), Jean-Pierre Delalande (Val-d'Oise), et Patrick Devedjian (Hauts-de-Seine) ; 79 UDF sur 89 ; 39 UDC sur 40 ; 14 non inscrits sur 25.

Ont voté contre : 5 PS sur 271, MM. Jean-Yves Autexier (Pyrénées), Roland Carrat (Côte-d'Or), Jean-Pierre Chevènement (Territoire de Belfort), Jean-François Delahais (Isère) et Michel Suchod (Dordogne) ; 2 RPR sur 125, MM. Henri de Gastines (Mayenne) et Pierre Maugé (Vendée) ; 7 UDF sur 89, MM. François d'Aubert (Mayenne), Alain Grittière (Val-de-Marne), Roger Lestaz (Mayenne), Alain Mayaud (Rhône), Jean-Luc Pirel (Vendée), André Rossi (Aisne) et Philippe de Villiers (Vendée) ; 1 UDC sur 40, M^{me} Christine Boutin (Yvelines) ; 26 PS sur 26 ; 1 non-inscrit sur 25, MM. Léon Bertra (Guyane), Auguste Legros (La Réunion), Jean-Pierre de Peretti della Rocca (Bouches-du-Rhône), Jean Royer (Indre-et-Loire), Christian Spiller (Vosges), M^{me} Marie-France Strébois (Morbihan) et M. Yves Vidal (Bouches-du-Rhône).

Se sont abstenus : 3 PS sur 271, MM. Jean-Pierre Fourré (Seine-et-Marne), Jean-Pierre Michel (Haute-Saône) et M^{me} Hélène Mignon (Haute-Garonne) ; 1 UDF sur 89, MM. Henri Bayard (Loire), Gilbert Mathieu (Côte-d'Or) et Pierre Micaut (Aube).

N'ont pas participé au vote : 2 PS sur 271, MM. Henri Emmanuelli, qui présidait le Congrès, et François Londe, devenu membre du gouvernement ; 118 RPR sur 125 ; 4 non inscrits sur 25, MM. Henri-Jean Arnaud (Ardèche), Jean-Michel Boucheron (Charente), M^{me} Martine Daugreilh (Alpes-Maritimes) et M. Elie Hocau (la Réunion).

Parmi les sénateurs

Ont voté pour : 20 Rassemblement démocratique et européen sur 23 ; 64 PS sur 66 ; 65 Union centriste sur 67 ; 43 Union des républicains et des indépendants sur 51 ; 2 non inscrits sur 6, MM. Philippe Adnot (Aube) et Hubert Durand-Chastel (Français établis hors de France).

Ont voté contre : 15 PS sur 16 ; 2 Rassemblement démocratique et européen sur 23, MM. Max Lejeune (Somme) et Jean Royer (Tarn-et-Garonne) ; 2 PS sur 66, M^{me} Maryse Bérégovoy (Haute-Garonne) et M. Paul Lorient (Essonne) ; 6 Union des républicains et

des indépendants sur 51, MM. Bernard Barbier (Côte-d'Or), Pierre Croze (Français établis hors de France), Michel Poniatowski (Val-d'Oise), André Pourny (Saône-et-Loire), Henri de Raincourt (Yonne) et Bernard Seillier (Aveyron).

Se sont abstenus : 2 Union centriste sur 67, MM. Louis Moineau (Vendée) et Olivier Roux (Français établis hors de France) ; 2 Union des républicains et des indépendants sur 51, MM. Henri Torre (Ardèche) et René Travert (Manche) ; 4 non-inscrits sur 6, MM. François Delpe (Tarn), Jean Grandon (Eure-et-Loire), Jacques Habert (Français établis hors de France) et Charles Ornano (Corse-du-Sud).

N'ont pas participé au vote : 1 PC sur 16, M. Henri Bangu (Guadeloupe) ; 1 Rassemblement démocratique et européen sur 23, M. Etienne Dailly (Seine-et-Marne) ; 91 RPR sur 91.

Par rapport aux votes intervenus le 17 juin au Sénat et le 19 juin à l'Assemblée nationale, 126 parlementaires ont changé d'attitude lors du Congrès du Parlement, parmi lesquels les sénateurs RPR, qui ont transformé leur vote négatif en non-participation, MM. Jacques Chaurmont (Sarthe), Hubert Haenel (Haut-Rhin) et René Trégouët (Rhône), qui s'étaient prononcés en faveur de la révision de la Constitution, ont respecté la discipline de vote du groupe RPR du Sénat pour « manifester leur attachement à l'unité du Rassemblement et leur fidélité à Jacques Chirac », mais sans renoncer « à leur foi en l'Europe et à la nécessité de la construction européenne ». M. Alain Fohrer, qui, traditionnellement, en sa qualité de président du Sénat, ne participe pas aux scrutins, a voté pour. En revanche, le président de l'Assemblée nationale, M. Henri Emmanuelli, favorable à la révision de la Constitution, n'a pas participé au vote du Congrès qu'il présidait.

Le Front national déplore « le commencement de la fin de la nation française ». Au terme de la réunion de son bureau politique, mardi 23 juin, le Front national a estimé que « le vote de la réforme constitutionnelle émis par le Congrès constitue le commencement de la fin de la nation française ». Selon le parti d'extrême droite, « les partis politiques coupables de cette dégradation de la souveraineté nationale porteront une éternelle responsabilité devant l'Histoire ». Se présentant comme « le seul mouvement à s'opposer unanimement à Maastricht », le Front national affirme que le RPR, en s'abstenant, « s'est gravement discrédité comme force de gouvernement ».

ISTH ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
FONDÉ EN 1954
SCIENCES PO PARIS
• Stages intensifs d'été du 22 juillet au 28 août
• Sessions annuelles et semestrielles
SUCCÈS CONFIRMÉS
Centre Italie 45 85 59 35
Centre Auteuil 42 24 10 72
PLUS QU'UN INSTITUT, UNE INSTITUTION

ont obtenu un droit de vote
accords de Schengen

est réuni

RIQUES

mafia est condamnée à la prison

les enquêtes
M. Perri

POLITIQUE

Les suites du Congrès

Le RPR va lancer sa campagne des élections législatives

En refusant de participer, mardi 23 juin, à Versailles, au débat et au vote sur le projet de loi de révision constitutionnelle, l'état-major du RPR s'est drapé dans sa dignité face aux «manœuvres» qu'il reproche à M. François Mitterrand. Il entend se lancer, sans se soucier du référendum de ratification du traité de Maastricht, dans la préparation de la campagne des élections législatives de mars prochain.

M. Jacques Chirac peut se flatter d'avoir entraîné, mardi, deux cent neuf des deux cent seize parlementaires RPR dans son double rejet, soit la quasi-totalité de ses députés et de ses sénateurs, sauvant ainsi l'unité du mouvement néogaulliste. M. Charles Pasqua, président du groupe sénatorial, a réussi un «sans-faute». Même s'ils ont fait savoir qu'ils voteront «oui» au référendum de ratification, les trois sénateurs du RPR qui s'étaient prononcés en faveur du texte lors de la discussion au

palais du Luxembourg - MM. Jacques Chirac (Seine), Hubert Haenel (Haut-Rhin) et René Trépo (Rhône) - ont déserté l'hémicycle de Versailles, comme leurs «compagnons». M. Bernard Pons, président du groupe de l'Assemblée nationale, a enregistré, lui, quelques défections, qui sont jugées sans importance par l'état-major. Cependant, aux quatre partisans avérés du «oui» - MM. Michel Barnier (Savoie), Pierre de Benouville (Paris), Jean-Pierre Delalande (Val-d'Oise) et Patrick Dervedjian (Hauts-de-Seine) - s'est joint M. Jacques Chaban-Delmas. Pour cet ancien premier ministre, «on ne peut pas être gaulliste si on n'est pas européen».

Contraints de trouver leur bonheur avec les moyens du bord, qui sont, somme toute, peu nombreux à l'heure actuelle, les dirigeants font part de leur satisfaction : les pertes ont été limitées au seuil minimum, alors qu'ils pouvaient craindre un éclatement du mouvement. Mieux, l'unité a prévalu. Au prix, il est vrai, de certaines mines consternées par cette retraite en bon ordre. Cette première étape était également destinée à préparer

le terrain de la campagne référendaire. Il paraît de plus en plus évident que la machine RPR n'y participera pas. M. Philippe Séguin poursuivra, en franc-tireur, après les vacances, sa tournée pour le «non», et M. Chirac dira très probablement qu'à titre personnel, il est pour le «oui». L'un et l'autre pourront compter leurs partisans dans un parti qui, prenant sans doute la liberté de vote, s'abstiendra de participer à l'histoire immédiate du pays.

M. Chirac face à M. Mitterrand

Pour les dirigeants du RPR, en effet, l'important n'est pas Maastricht et sa ratification, qui forment, à leurs yeux, un rideau de fumée. La logique induite au Congrès de Versailles va inévitablement les conduire, dans les prochains mois, sur une autre route que celle empruntée par l'UDF. Alors que leurs partisans de l'opposition vont se lancer dans une campagne pour le «oui», à l'exception des croisés réunis autour de M. Philippe de Villiers, le RPR fera un bilan de la gestion des

socialistes pendant les dix dernières années. C'est tellement vrai que le mouvement néogaulliste va donner implicitement, le 4 juillet à Paris, le coup d'envoi de sa campagne des législatives de mars prochain. Ce jour-là, le RPR réunira quatre mille cadres pour se mettre, d'ores et déjà, en ordre de bataille électorale.

Depuis plusieurs semaines, la commission d'investiture du mouvement tient des réunions de travail. MM. Alain Juppé, Robert Pandraud, Nicolas Sarkozy, Charles Pasqua, Bernard Pons, Alain Maréchal et Roger Romani ont déjà «éclaté» un bon tiers des départements. On s'attend au RPR à une centaine de primaires, essentiellement dans des circonscriptions tenues par un socialiste ou un communiste. Chabrier Maastricht : tel est le mot d'ordre d'un parti qui veut se présenter comme le seul parti d'opposition au président de la République, en même temps qu'il veut présenter son principal dirigeant comme le seul vrai chef de l'opposition. Opération délicate.

OLIVIER BIFFAUD

M. Quilès souhaite «une grande campagne d'explication» avant le référendum

M. Paul Quilès, ministre de l'Intérieur et de la sécurité publique, a indiqué, mercredi 24 juin, au référendum ne serait pas organisé en juillet. Il a précisé : «Il faut distinguer l'aspect technique, la préparation du référendum, c'est quelques semaines, et nous sommes prêts, et l'aspect politique : il est évident qu'on ne doit pas demander aux Français d'aller voter immédiatement sans avoir fait une grande campagne d'explication.» Interrogé mardi soir, au cours du journal de TF1, sur la date du référendum, M. Pierre Bérégovoy avait déclaré : «La décision appartient au chef de l'Etat et ce n'est pas à moi de la révéler. Mais il faut bien voir qu'il faut que la loi soit promulguée et il y a encore des détails qu'il faut résoudre. On ne dit pas qu'il y aura peut-être un recours devant le Conseil constitutionnel d'un certain nombre de parlementaires RPR. Attendez donc.»

Le même soir, sur Antenne 2, M. Elisabeth Guigou, ministre déléguée aux affaires européennes, a estimé que le référendum aurait lieu «plutôt en septembre».

THIERRY BRÉHER

Le nouveau combat de M. de Villiers

GRENOBLE

de notre envoyé spécial

M. Philippe de Villiers n'aura guère misé sur le chemin. Quelques heures seulement après avoir royalement dit «non» à Versailles, il se trouvait mardi soir 23 juin à Grenoble devant son peuple de dévoués pour lancer sa campagne pour le «non» au référendum. Car, si M. de Villiers croit devoir se plaindre de l'Europe, on peut déjà garantir que personnellement il n'aura guère à se plaindre de Maastricht. Ce combat vient en effet pour lui à point nommé pour activer son nouveau mouvement, Combat pour les valeurs. Après un tour de France d'un an, il fallait bien trouver d'autres matières que les «affaires». L'affaire de Maastricht est donc pain béni pour M. de Villiers (1).

A Grenoble, la foule s'est à nouveau pressée, plus d'un millier d'amis s'étant acquiescés d'un droit de députation de 40 francs pour les aînés, et de 20 francs pour les étudiants. Durant deux heures pleines, M. de Villiers a parlé. Il ne discutait pas, il conversait. Deux heures d'oraison sans notes. C'est la «génération Solennity» qui se lève derrière lui. C'est une force morale, une politique nouvelle qui surgit dans les décors de la droite. C'est le retour de la politique, «forme supérieure de la charité».

Une heure enfin pour parler d'Europe, d'Europe, d'Europe ! Avant de boucher une bouche qui finit fatalement autour du cou de M. Mitterrand, M. de Villiers a au moins le mérite d'être clair.

Pour lui, l'urgence est que M. Mitterrand parte au plus vite. Un «non» au référendum et le chef de l'Etat, pense-t-il, «subira une défaite décisive». L'Europe peut bien attendre. L'Europe a bon dos. «Ce qui est passé au Congrès, pense-t-il, est beaucoup moins important que ce qui se passera à l'automne. Il n'y a pas que les feuilles qui tomberont.»

En réalité, M. de Villiers n'a pas

trop d'idées sur l'Europe, ou s'il en a, elles paraissent être les produits d'un nouveau jacobinisme européen. Un jacobinisme où l'on trouve péle-mêle une vague notion de «préférence communautaire», la condamnation d'une Europe bureaucratique, la dénonciation d'une Europe devenant, du nord au sud, le «boulevard de la drogue», et du sud au nord celui de «la déferlante migratoire».

M. de Villiers a trouvé son slogan de campagne : «Si le «non» l'emporte, l'Europe restera, Mitterrand partira». Il a du coup proposé à l'opposition «de faire l'union par le «non»». «Mais dit-il, si l'Union, il y aura de petits bords dans l'opposition pour tous ceux qui ont fait campagne pour le «oui». Je leur recommande la prudence, car la météo est incertaine». Sa campagne pour le «non» à M. Mitterrand lui permet aussi de faire savoir qu'il se battra de toutes les manières pour empêcher la nouvelle cohabitation. «La situation n'est plus celle de 1986, dit-il. Le vieux Maastricht de la quatrième République n'a plus beaucoup de sens dans son socle». Des paroles fortes dont manifestement le public de M. de Villiers aime à se repaître.

DANIEL CARTON

(1) M. de Villiers et douze autres parlementaires viennent d'appeler à la création d'une «coordination pour l'Europe des nations et pour opposer un «non» aux projets de François Mitterrand». Ils affirment que «le choix n'est pas entre l'Europe et la non-Europe, mais entre l'Europe fédérale bruxelloise et l'Europe confédérale des parties». Outre M. de Villiers, les signataires sont six députés, MM. François d'Aubert (UDF, Mayenne), Alain Gristony (UDF, Val-de-Marne), M. Christine Boutin (UDF, Vendée), MM. Roger Lemaire (UDF, Mayenne), Alain Mayoud (UDF, Rhône), Jean-Luc Pirel (UDF, Vendée) et six sénateurs, MM. Bernard Barbier (Rég. et Ind., Côte-d'Or), Pierre Cazeau (Rég. et Ind., Côte-d'Or), Pierre Cazeau (Rég. et Ind., Côte-d'Or), Louis Molard (Un. cent., Vendée), Michel Poniatowski (Rég. et Ind., Val-d'Oise), Henri de Raincourt (Rég. et Ind., Yonne) et Bernard Schiller (Rég. et Ind., Aveyron).

Rédigé par M. Gérard Larcher (RPR)

Un rapport sénatorial regrette que «le principe de la responsabilité ministérielle» n'ait pas joué dans l'affaire Habache

La commission d'enquête sénatoriale sur l'affaire Habache devait rendre publiques ses conclusions mercredi 24 juin. Dans son rapport, M. Gérard Larcher (RPR, Yvelines) regrette que «le principe de la responsabilité ministérielle» n'ait pas été appliqué et que les ministres concernés n'aient pas choisi de «couvrir les fonctionnaires» ou de «partir avec eux».

M. Georges Habache pénétrait sur le territoire français, précise M. Larcher. Or la DST n'a été saisie (...) qu'après que le feu vert a été donné à l'opération. De surcroît, la DST, informée, n'a pas saisi le juge Bruguière, qui n'aurait pas le juge fallu s'y attendre, demandera à entendre M. Georges Habache.

«Partir avec eux»

Le sénateur souligne ensuite «l'existence d'un canal humanitaire parallèle à la voie diplomatique [qui] a provoqué la confusion». «Un canal Croix-Rouge-Croissant-Rouge palestinien fonctionnait depuis quelques temps au profit de Palestiniens malades ou blessés avec un financement occasionnel du ministère des affaires étrangères. Les médecins tunisiens, les proches du leader palestinien, ont souhaité utiliser ce canal. (...) Les deux fonctions de M. Georgina Dufort, chargée de mission auprès de M. le président de la République et présidente de la Croix-Rouge française, ainsi que le rôle de conseiller à l'Elysée de M. Pierre Muthi, ont légitimement pu générer la confusion à Tunis», M. Larcher ajoute : «La voie diplomatique a été à tel point ignorée que les visas qui devaient être demandés auprès de notre ambassade n'ont finalement pas été, le recours à la voie humanitaire de préférence au circuit diplomatique a été indirectement à l'origine de la publicité faite au déplacement de M. Habache. La totalité des éléments d'information n'ont été réunis que dans la journée de jeudi et portés à la connaissance directe du chef de l'Etat, lequel ne pouvait pas dès lors ne pas réagir de la façon que l'on sait.»

Parce que «le dénouement de l'affaire Habache a été la démission demandée et obtenue des principaux responsables administratifs et politiques de la commission d'enquête assure enfin, que «le principe de la responsabilité ministérielle n'a pas dans ce cas reçu d'application». Il souligne que «l'organisation des services et du cabinet, leur fonctionnement, leurs règles, relèvent directement du ministre compétent (...) [qui] est donc, d'une certaine façon, directement responsable des dysfonctionnements qui peuvent apparaître». «Deux attitudes étaient dès lors concevables pour assumer cette responsabilité : couvrir les fonctionnaires ou partir avec eux», estime M. Larcher, qui conclut : «Une majorité de la commission déplore que le principe de solidarité entre le ministre et ceux qui le servent n'ait pas, en cette occasion, l'une ou l'autre des applications.»

GILLES PARIS

En Rhône-Alpes

Le PS se prononce pour une enquête publique préalable au redémarrage de Superphénix

LYON

de notre bureau régional

Jusqu'alors plutôt réservés, les élus socialistes de la région Rhône-Alpes ont décidé de faire entendre leurs positions sur l'éventuel redémarrage du surrégénérateur de Creys-Malville (Isère). «Les problèmes technologiques de Superphénix ne sont pas résolus», estime ainsi M. Gérard Collomb, conseiller régional de Rhône-Alpes, secrétaire national du PS. Il juge donc «nécessaire» une enquête publique préalable à toute hypothèse de remise en service, admettant que cette attitude pourrait être en contradiction avec la décision immédiate du gouvernement.

Mardi 24, une délégation des socialistes de l'Isère et du Rhône devait être reçue par M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'Industrie, afin de lui faire part de ses «inquiétudes». Et M. Jean-Jack Queyranne, député du Rhône, porte-parole national du PS, a entretenu le premier ministre dans le même sens.

Cette montée en puissance des élus socialistes avec la première renouveau officielle entre le PS et les Verts, et avec la «séance d'information» que doit tenir, vendredi 26 mai, le conseil régional. S'y exprimeront les représentants des pouvoirs

publics, des experts, ainsi que le rapporteur pour l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, M. Claude Birnbaum, député (app. UDC) de Haute-Savoie.

Cette séance d'information a suscité une réaction du préfet de région, M. Paul Bernard, qui, dans un courrier adressé au président de l'Assemblée régionale, M. Charles Millon, souhaite qu'elle ne fasse pas l'objet d'une délibération. «Cette circonstance, écrit le préfet de région, ne conduirait vraisemblablement, en l'absence de compétence reconnue de la collectivité régionale en cette matière, à considérer cette délibération comme entachée de présomption d'illégalité et à la déférer devant le tribunal administratif.» Mais l'exécutoire ni les écologistes n'avaient l'intention de conclure cette séance par un vote (1). Cependant, pour les élus de Génération Ecologie, l'avis du préfet témoigne de «l'opacité» qui entoure la méthode de décision du gouvernement.

BRUNO CAUSSE

(1) En avril dernier, le conseil régional, sur proposition des Verts et de Génération Ecologie, avait adopté un vœu demandant qu'une enquête publique soit organisée avant le redémarrage de Superphénix. Le groupe PS s'était abstenu.

Le triple succès de Versailles

Suite de la première page

Mais son faux pas face au Sénat, et le recul constitutionnel qu'il a dû opérer, ont amoindri son succès et souligné avec éclat celui de l'UDF.

Cette victoire est, enfin, celle du Parlement, tant la révision constitutionnelle adoptée mardi lui permet de regagner une partie des pouvoirs qui lui avait été retirés en 1958. Le parallélisme est frappant : la seule précédente révision importante de la Constitution, celle de 1962, avait été réalisée directement par référendum sans que députés et sénateurs soient consultés ; en décidant l'élection directe du président de la République au suffrage universel direct, elle avait privé la classe politique d'une partie de ses prérogatives.

L'autre modification aux conséquences sensibles, celle de 1974, qui accordait le droit de saisir le Conseil constitutionnel aux députés et aux sénateurs, n'avait véritablement intéressé que les élus. Celle d'aujourd'hui, qui inscrit dans une Constitution d'essence jacobine l'acceptation par la France des conséquences institutionnelles de la construction européenne, est un acte majeur, et concerne donc tous les Français. Elle a pourtant été décidée par les seuls parlementaires, ce qui ne correspond pas à la volonté des constituants de 1958, leurs déclarations de l'époque en font foi.

L'équilibre institutionnel

Cette revanche du Parlement sur ceux qui, il y a plus de trente ans, avaient voulu «rationaliser» ses interventions n'est pas la seule. Députés et sénateurs ont, en effet, obtenu que le gouvernement ne puisse plus négocier à sa guise les actes européens «comportant des dispositions de nature législative». C'est là un changement complet par rapport à la tradition française qui voulait que l'exécutif soit le seul maître des négociations internationales. La construction d'un acte juridique qui n'est plus tout à fait international impose une telle évolution si on ne voulait pas que le bon fonctionnement d'une démocratie parlementaire ne soit par trop limité. Mais, par la volonté du Sénat, les parlementaires ont probablement été au-delà de ce qui est nécessaire.

En indiquant que les deux Chambres pourront voter des «résolutions», et non pas des «avis», comme le souhaitait l'Assemblée nationale, la nouvelle version de la Constitution donne une arme aux députés et aux sénateurs qui a suffi aux premiers pour faire tomber bien des gouvernements de la IV^e République. Les ministres d'aujourd'hui ont beau assurer que le terme finalement retenu n'a pas de force contraignante, leurs successeurs pourraient découvrir son poids politique.

La volonté du Sénat d'avoir un droit de veto sur les lois traduisant, dans l'ordre juridique français, le droit de vote, lors des municipales, accordé aux étrangers citoyens de la Communauté, confirme aussi que celui-ci usera systématiquement de son pouvoir constituant pour accroître des prérogatives qui lui avaient été chichées.

ment mesurées en 1958. La leçon devra être retenue pour l'avenir : toute révision constitutionnelle par la voie parlementaire ne pourra que remettre en cause l'équilibre institutionnel voulu par le général de Gaulle.

La comparaison entre la qualité juridique du texte original de la Constitution et l'ajout d'aujourd'hui n'incite pas non plus à laisser les parlementaires seuls rédacteurs de la loi fondamentale. En 1958, tant au comité consultatif constitutionnel, qui réunissait des députés et des sénateurs à huis clos, qu'au Conseil d'Etat, le choix de la précision normative avait fait repousser les expressions n'ayant de portée que politique. Ainsi la précision, la encore imposée par le Sénat, selon laquelle «seuls» les citoyens de l'Union bénéficieraient d'un droit de vote n'ajoute rien, puisque la rédaction initiale excluait déjà les étrangers non communautaires, mais ne s'explique que par des arrière-pensées politiques, car ne devraient pas avoir leur place dans une Constitution.

L'ultime étape

Aujourd'hui tout cela est acquis et s'impose à tous. M. Mitterrand va pouvoir s'engager dans l'ultime étape d'un combat européen : le référendum l'autorisant à ratifier le traité de Maastricht. Le calendrier et, tout particulièrement, le début des vacances scolaires le jeudi 9 juillet devraient lui interdire de précipiter l'événement, comme, semble-t-il, il l'avait au moment envisagé. Les déclarations de MM. Pierre Bérégovoy et Paul Quilès paraissent indiquer que la consultation des Français aura lieu au début de l'automne.

La procédure, en effet, prend un temps certain : la loi constitutionnelle doit être promulguée par le président de la République, puis publiée au Journal officiel ; ce n'est qu'un jour franc après cette publication qu'elle entrera en vigueur. Le gouvernement devra attendre l'achèvement de ces formalités pour engager celles qui lui permettront de préparer le projet de loi autorisant la ratification de Maastricht. De plus, avant que le chef de l'Etat ne signe les décrets convoquant les électeurs pour un référendum, il lui faudra soumettre ceux-ci au Conseil constitutionnel. Là où le calendrier se complique, c'est que le gouvernement ne peut formellement proposer au président de la République d'organiser un référendum que pendant une session parlementaire.

Un grain de sable, dans ce mécanisme complexe, pourrait être, une fois encore, glissé par le RPR. Il aura en effet la possibilité d'user de la nouvelle version de l'article 54 de la Constitution qui permet à soixante députés ou à soixante sénateurs de demander au Conseil constitutionnel de vérifier qu'un engagement international ne comporte pas de clause contraire à la Constitution. C'est ce qu'avait fait M. Mitterrand pour le traité de Maastricht. Mais le RPR peut être tenté de demander aux gardiens de la Constitution de dire si oui ou non la révision de celle-ci est suffisante au regard de la première décision.

Le procès des responsables de la transfusion sanguine au tribunal de Paris

L'orage et la raison

Procès correctionnel ou procès d'assises ? La deuxième audience devant la 16^e chambre correctionnelle du tribunal de Paris, mardi 23 juin, a été marquée par la demande passionnée de certaines parties civiles de voir les quatre médecins inculpés dans l'affaire du sang contaminé comparaitre devant une cour d'assises.

La première salve fut terrible. Une salve exutoire, une salve nourric de mitraille. Car M^{me} Sabine Paugam, conseil de l'Association française des hépatites, fut implacable à la façon d'un procureur. Et son ton, et ses mots n'auraient pas déparé devant une juridiction criminelle.

D'entrée, pour convaincre le tribunal que les responsables de la transfusion sanguine n'ont pas leur place en correctionnelle, mais dans le box des accusés d'une cour d'assises, elle interrogea d'une voix vibrante : « Le sang est-il une marchandise ? Croyez-vous vraiment que la loi sur les fraudes de 1905 soit la bonne ? Non, cette loi a été faite pour de la moutarde, du yaourt ou de l'eau Perrier. »

A cet instant, M^{me} Paugam symbolisait la rage trop longtemps comprimée de toute une petite communauté d'hépatites blessées à mort et incrédules devant leur justice. Elle tira à vue sur le ministre public avec détermination : « Dans cette affaire, il n'y a pas eu la moindre incarcération. Il y a plus étonnant : il n'y a pas eu de garde à vue. Le gendarme enquêteur a dû se déplacer pour entendre ces médecins indigents. Il a fallu attendre des années leur inculpation. Et quelle attitude étrange du ministère public ! Faut-il rappeler que le parquet avait fait appel pour que mes plaintes fondées sur l'article 301 du code pénal (empoisonnement) soient déclarées irrecevables et écartées dans l'arrêt ? »

« Où sont les ministres ? »

Ainsi M^{me} Paugam allait-elle donner sa couleur à l'audience : une décharge d'émotion. Terrible plaidoirie avant l'heure, au cours de laquelle l'avocate a scandé les noms de jeunes hépatites décédés au champ de l'indignité médicale, stigmatisant ces « médecins empoisonneurs qui n'avaient pas d'intention homicide, seulement celle d'administrer des produits mortifères ». Terrible étonnement partagé par les parties civiles massées dans le prétoire : « Les deux cent cinquante hépatites contaminés décédés, les mille deux cents autres promis à la mort, est-ce moins grave que les quinze morts de Furiani ? »

Après elle, quatre de ses confrères allaient encore soutenir l'incompétence du tribunal correctionnel, prônant les uns des poursuites fondées sur l'article 301, les autres sur l'article 318, tous réclamant « les assises » pour satisfaire, selon eux, aux principes juridiques et moraux.

M^{me} Max Lecoq affirmait ainsi que « le virus du sida symbolise le poison par excellence puisqu'on ne lui connaît pas d'antidote ». Et il ajoutait, cinglant : « Le docteur Garretta a déclaré vouloir être jugé par un jury d'honneur. Aura-t-il le courage d'affronter un jury d'assises ? Et à propos d'honneur, ne devrait-il pas rendre son ruban, qui brille sur sa veste comme une tache de sang ? »

« La faute était consciente »

De M^{me} Paugam à M^{me} Lecoq, en passant par M^{me} Maryse Joissans (Aix-en-Provence), Francis Lecul (Amiens) et Eric Dupond-Moretti (Lille), tous relevaient l'absence, incompréhensible à leurs yeux, des « responsables mais pas coupables ». « Où sont les ministres ? », demandèrent-ils à la cantonade.

La réponse vint paradoxalement du même côté de la barre. Une réponse apaisante après cet orage, une réponse de parties civiles tout aussi douloureusement frappées, une réponse de pionnier. M^{me} Georges Holleaux, à l'origine de cet énorme dossier judiciaire puisqu'il déposa les premières plaintes de victimes le 31 mars 1988, tint légitimement à expliquer quelles furent les raisons de son choix. Mais la loi sur les fraudes de 1905. Mais il rappela d'abord comment il reçut cinq jeunes hépatites contaminés début 1988, « à une époque où l'incrimination était totale et où seulement quelques articles avaient paru dans la presse sur la question ».

La seule possession d'une poignée d'ordonnances et de bons de remises en provenance du Centre national de transfusion sanguine (CNTS) ne l'autorisait qu'à la prudence. « Nous n'avions pas une pièce, rien. » Ses cinq clients se mirent alors à consulter des centaines de volumes à la bibliothèque du ministère de la santé pour finir par tomber sur le rapport d'activité du CNTS couvrant l'année 1982. Une phrase allait retenir leur attention, une phrase décisive.

Le rédacteur du rapport notait en effet qu'une « nouvelle affection transmissible, le sida » allait heureusement, tempérer l'engouement des hépatites pour les produits concentrés de facteur VIII et donc « réduire considérablement le coût du traitement des hépatites ». Élément capital : « Tout était dit, tout était saisi depuis 1983. La faute était consciente, remarque M^{me} Holleaux. En quelques mots, le CNTS reconnaissait que le sida est trans-

mis par les concentrés et que les hépatites pouvaient s'en passer en revenant aux traitements antérieurs. »

L'avocat déposait alors plusieurs plaintes en se fondant sur les articles 1 et 2 de la loi de 1905 qui « correspondent à ce que nous savions de l'infection transmise en toute conscience. Une sorte d'intermédiaire entre le crime et l'erreur médicale ». Mais surtout, M^{me} Holleaux souligna que cette loi, point de droit méconnu, offre « l'immense avantage » d'échapper à des expertises médicales dans le cadre de l'instruction. « Nous aurions autrement suicidé notre procédure avant même de commencer ! Nous évitions de nous mettre entre les mains des médecins dont le réflexe de corps avait été évident, on le voit aujourd'hui en entendant la trentaine de témoins cités par la défense. »

De fait, malgré bien des embûches, une instruction put être conduite et déboucher sur le procès d'aujourd'hui. Ainsi, M^{me} Georges Holleaux soutint-il avec les apparences de la logique et du bon sens sa position, concluant non sans panache : « Étant le premier à avoir déposé plainte, je peux me permettre de saluer ici le travail de M^{me} Sabine Foulon [juge d'instruction], du colonel Recordon [responsable du service d'enquêtes de la gendarmerie] et de M^{me} Michèle Bernard-Requin [substitut]. »

Le « plan moral » et le « plan juridique »

M^{me} G. P. Wagner et Chaigne intervinrent dans le même sens, ce dernier insistant sur les « aléas » du procès en cours : « Je ne veux pas que les parties civiles soient déçues. Je ne voudrais pas que ce procès soit autre chose que ce qu'il doit être. Or il risque de dériver dans deux directions. D'abord dans l'accusation des médecins prescripteurs. C'est un autre sujet qu'il faudra aborder plus tard. Ensuite dans l'accusation des politiques. Là encore, l'audition des témoins n'apportera pas d'éléments intéressants pour la prévention. C'est éventuellement aux députés de prendre leurs responsabilités et de décider de traduire devant la Haute Cour les ministres responsables. » A son tour, M^{me} Bernard-Requin, pour le ministère public, invitait les parties civiles à « chercher le droit, l'équité, la raison ». Manifestant sa compassion pour les victimes, elle réfutait néanmoins totalement les conclusions d'incompétence défendues en début d'audience, affirmant que l'intention criminelle d'empoisonner devait être effective pour fonder des poursuites en vertu de l'article 301 du code pénal.

Et M^{me} Bernard-Requin d'expliquer : « Les inculpés n'ont pas décidé d'anéantir les hépatites. Ils ne l'ont même pas escompté — ils

ne l'ont ni espéré ni prévu. Quelle que soit mon opinion sur les dirigeants du CNTS, ils n'espéraient pas tuer. Ils s'en moquaient, et c'est très grave... Leur indifférence est criminelle sur le plan moral, non pas sur le plan juridique. »

La parole revenait alors à la défense, dans un prétoire bondé et étouffant où les inculpés s'étaient contentés de secouer la tête de temps en temps en signe de dénégation en attendant telle ou telle accusation. Le premier, M^{me} Xavier Charvet, avocat du docteur Garretta, l'ancien directeur général du CNTS, intervint d'une voix forte pour demander que « le droit soit enfin respecté ». « Je suis surpris de constater que certains de mes confrères oublient que mon client est présumé innocent », lançait-il, ajoutant en se tournant vers le ministère public : « Je suis choqué que nous assistions déjà à des réquisitoires. »

Mais sur le fond, M^{me} Charvet se contenta pour l'heure d'indiquer à l'intention du tribunal : « Vous le savez, le docteur Garretta n'était pas le dirigeant de la transfusion sanguine en France. Il n'est pas responsable de la contamination des hépatites, peut-être de leur surcontamination... »

Dans un tout autre registre, M^{me} Olivier Schaefer, conseil du docteur Jean-Pierre Allain, ancien collaborateur du docteur Garretta, suggéra que ce procès pourrait bien être un « piège pour les parties civiles contaminées avant mars 1985 » (cette date marque le début de la prévention). Se défendant de vouloir « impressionner » les victimes, l'avocat fit valoir qu'elles risquaient d'être déboutées devant le tribunal administratif et « de ne jamais être indemnisées ». Sur ces bonnes paroles, M^{me} Schaefer assura « attendre ce procès avec impatience ».

LAURENT GRELSAMER

L'Intersyndicale-justice demande un budget « enfin décent » pour la justice

Deux ans après les grands mouvements de l'automne 1990, l'Intersyndicale-justice avait appelé le monde judiciaire à une journée « d'alerte », mardi 23 juin, afin de dénoncer une nouvelle fois, en ces temps d'arbitrages budgétaires, le « délabrement » de l'institution judiciaire. Les responsables de cette intersyndicale qui regroupe les syndicats d'avocats, de magistrats, et de greffiers, rappellent le discours de M. Pierre Bérégovoy devant l'Assemblée nationale, au mois d'avril.

Invoquant le besoin d'un Etat « fort, c'est-à-dire moderne, respectueux des droits et libertés et pleinement efficace », le premier ministre avait affirmé que la justice serait la « première bénéficiaire » de cet effort. Avec 19,044 milliards de francs en 1992, le budget de la justice absorbe à peine plus de 1,4 % des crédits de l'Etat. Dans un dis-

cours prononcé le 18 juin devant les premiers présidents et procureurs généraux, le garde des sceaux, M. Michel Vauzelle, a déclaré qu'il s'employait actuellement à dégager « des moyens budgétaires significatifs ». Quatre priorités ont été affichées par le ministre de la justice : le renforcement de la lutte contre la délinquance urbaine, la modernisation de l'institution (programme pluriannuel d'équipement judiciaire, informatisation, qualification du personnel), les moyens nécessaires à l'application des nouvelles mesures législatives, et l'administration pénitentiaire. M. Vauzelle, qui reconnaissait toutefois que le budget se situait dans « un cadre très rigoureux destiné à contenir le déficit budgétaire », devait rencontrer les représentants de l'intersyndicale, jeudi 25 juin.

A. C.

Dix mois de prison avec sursis pour l'ancien chef de siège du puits Simon

Le tribunal correctionnel de Sarreguemines (Moselle) a condamné, mardi 23 juin, respectivement à dix mois et à six mois de prison avec sursis M. Jacques Richard, ancien chef de siège du puits Simon, et M. Jacques Naquet, son adjoint, dans le procès des responsables de la catastrophe minière de Forbach, qui avait fait vingt-deux morts et cent trois blessés le 25 février 1983 (le Monde du 1^{er} avril et daté 12-13 avril). Les faits étant antérieurs à juillet 1983, les peines prononcées sont couvertes par la loi d'amnistie présidentielle (nos dernières éditions du 24 juin).

Le meurtre d'Yves Tual amnistié. — La cour d'assises de Paris, présidée par M. Henri Le Gall, a déclaré, mardi 23 juin, le Canaque Maurice Moindou coupable du meurtre d'Yves Tual, un calédoche de dix-sept ans, mais a suivi les réquisitions de l'avocat général, M. Philippe Bilger, qui estimait que

l'exploitant a été reconnu « civilement responsable des fautes commises par ses deux préposés ».

Le tribunal, dont le jugement avait été mis en délibéré à l'issue des débats le 10 avril dernier, s'est montré plus sévère que le procureur de la République, qui avait demandé six mois de prison avec sursis pour le chef de siège du puits Simon au moment du drame et la relaxe pour son adjoint. Ils avaient été accusés par le procureur de la République de « maladresse, imprudence, négligence et inobservation du règlement ».

cet acte était amnistié. La cour d'assises a appliqué la loi du 8 novembre 1988 qui déclarait amnistiés les faits commis à l'occasion des événements politiques en relation avec la détermination du statut de la Nouvelle-Calédonie (le Monde du 23 septembre 1991).

EN BREF

Violents orages dans l'Aude : un mort. — Un gendarme à la retraite, André Bardé, est mort, emporté dans sa voiture par la brusque crue qui a gonflé, dans l'après-midi du mardi 23 juin, un ruisseau à Palaja, dans la banlieue de Carcassonne (Aude). De très violents orages, en effet, se sont abattus sur les régions de Carcassonne et de Limoux. Il a fallu évacuer quelque cent soixante personnes dont les maisons étaient inondées à Palaja et Cazilhac.

Des copropriétaires opposés à la création d'un appartement pour personnes âgées sont déboutés. — Le juge des référés de Mulhouse (Haut-Rhin) a débouté, mardi 23 juin, l'association des copropriétaires d'un

immeuble de Mulhouse qui s'opposait à l'installation d'un appartement d'accueil pour des personnes âgées dépendantes (le Monde du 17 juin). Les copropriétaires demandaient la désignation d'un expert afin de déterminer si les travaux réalisés pour réunir et aménager deux appartements étaient conformes au règlement de copropriété.

Annulation d'une épreuve du baccalauréat en Ile-de-France. — L'épreuve de mathématiques du baccalauréat série F1 a été annulée en Ile-de-France. Dans les académies de Paris, Versailles et Créteil, une erreur dans le libellé du sujet a amené à reporter l'épreuve au mercredi 24 juin après-midi. Près de deux mille candidats sont concernés.

Le président Bush met son veto au financement public de la recherche sur les fœtus avortés. — Le président George Bush a opposé, mardi 23 juin, son veto à la loi votée par le Congrès visant à permettre le financement par des fonds fédéraux de la recherche médicale sur les fœtus provenant d'avortements. Ce texte « est inacceptable, à presque tous les niveaux : éthique, fiscal, administratif, philosophique et légal », a écrit le président au Congrès pour lui signifier son veto. Le président Bush a toujours prolongé le moratoire décrété en 1988 par le président Ronald Reagan, qui excluait le financement fédéral de la recherche sur les fœtus avortés. — (AFP)

Des liaisons.

En ville, des transports en commun c'est plus de liens entre les quartiers.

Pour que ça rapproche, il faut investir dans les transports en commun.



SOCIÉTÉ

Le boom mondial de la contraception

Selon l'OMS, les méthodes contraceptives sont de plus en plus fréquemment utilisées à travers le monde

Le recours aux diverses méthodes contraceptives actuellement disponibles a décuplé dans les pays en voie de développement au cours des vingt-cinq dernières années. Tel est l'un des principaux enseignements d'un document de synthèse rendu public, mercredi 24 juin, à Genève, à l'occasion du vingtième anniversaire du lancement d'un programme international de recherche en reproduction humaine (1).

Selon les auteurs de ce document, plus de 380 millions de personnes ont recours aujourd'hui à des techniques contraceptives « modernes et sûres » dans les pays en voie de développement contre 31 millions seulement durant la période 1960-1965. Cette augmentation est bien supérieure à celle du nombre d'habitants qui, dans ces pays, a doublé en 30 ans. La progression la plus importante concerne les pays de l'Est asiatique où le nombre des personnes concernées est passé de 18 millions à 217 millions, et où 70 % des couples ont recours à une méthode contraceptive.

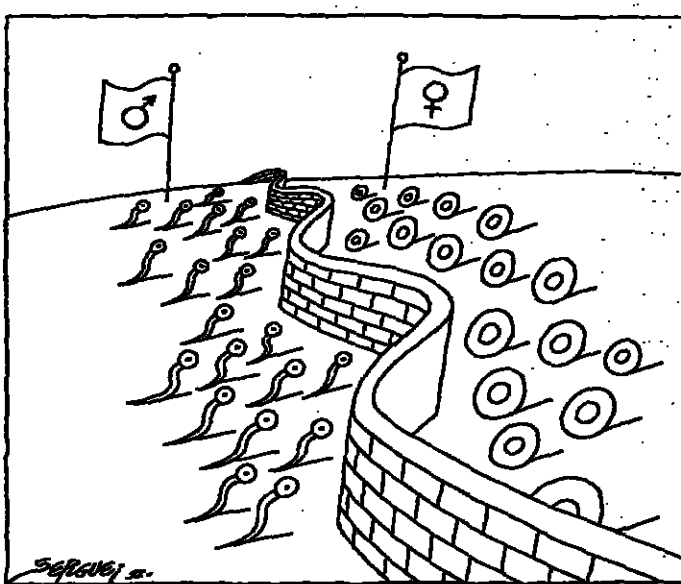
Les spécialistes s'attendent, d'autre part, à une prochaine et importante demande (plus de 100 millions de personnes d'ici à l'an 2000) liée notamment à l'augmentation du nombre des femmes en âge de procréer. Au total, on devrait, à la fin du siècle, compter environ 560 millions de personnes ayant recours à des méthodes

contraceptives à travers le monde. Les taux moyens de fécondité observés dans les pays en voie de développement ont chuté au cours des vingt dernières années de 6,1 à 3,9 enfants par femme. Si les projections concernant l'usage des méthodes contraceptives se révèlent justes, ce taux devrait encore décroître pour atteindre 3,3 d'ici à l'an 2000.

La stérilisation avant la pilule

Les méthodes contraceptives mises en œuvre sont très différentes selon les pays et les niveaux de développement. Ainsi, dans les pays les plus défavorisés économiquement, la stérilisation féminine arrive en tête, loin devant le stérilet. La stérilisation masculine et la contraception orale se situent derrière, mais malgré tout très loin devant l'usage du préservatif masculin, l'espacement des rapports sexuels en dehors des périodes fécondes ou encore le *cultus interruptus*. Dans les pays industrialisés, cette pratique arrive en tête, à égalité ou presque avec l'usage du préservatif et celui de la contraception hormonale. On trouve ensuite l'espacement des rapports sexuels, la stérilisation masculine ou encore le stérilet.

A quoi peuvent tenir de telles



différences ? Pour certains, c'est l'une des expressions de la libéralisation des mœurs, alors que d'autres y trouveront la traduction réussie d'une démarche politique de régulation des naissances, ou encore, derrière les prescriptions médicales, la puissance de l'industrie pharmaceutique.

L'utilisation plus importante du préservatif masculin dans les pays industrialisés que dans ceux du

tiers-monde tient, au-delà des données économiques et culturelles, à la perception de plus en plus claire des dangers que constituent les maladies sexuellement transmissibles. Cette méthode est d'ailleurs la seule à être à la fois contraceptive et préventive contre ces affections. L'OMS estime à 250 millions au moins le nombre de cas annuels d'infections sexuellement transmissibles : syphilis, herpès génital,

gonococcies, etc. Dans ce tableau, le sida constitue la plus grande menace, douze millions de personnes étant aujourd'hui contaminées par le virus à travers le monde. Toujours selon l'OMS, l'émergence de cette pandémie a permis de sensibiliser les responsables politiques, les professionnels de la santé et l'opinion publique aux problèmes des MST et aux moyens de les prévenir.

Si le recours à la contraception orale (pilule contraceptive) est très répandu à travers le monde, la diffusion de cette méthode semble aujourd'hui quelque peu stagner. Elle demeure quasi insignifiante dans les pays comme l'Inde et la Chine. En fait, à l'échelon mondial, c'est bien la stérilisation (masculine et plus encore féminine) qui demeure la technique contraceptive la plus largement utilisée et notamment dans les deux pays les plus peuplés de la planète, que sont l'Inde et la Chine.

D'une manière générale, on estime que la baisse du taux de fécondité dans les pays en voie de développement s'explique par le pourcentage croissant de femmes mariées en âge de procréer (on de leur conjoint) qui utilisent une forme ou une autre de contraception : 50 % entre 1985 et 1990 au lieu de 9 % entre 1965 et 1970. Selon les auteurs du rapport, si les méthodes contraceptives ne s'étaient pas répandues comme elles l'ont fait au cours de ces dix dernières années, la population mondiale aurait augmenté de 400 millions de personnes par rapport aux chiffres actuels. Projetée à l'an 2100, cette augmentation additionnelle aurait atteint 4,6 milliards.

L'OMS estime qu'actuellement 60 % des habitants des pays en voie de développement ont facilement accès à un moyen de contraception moderne, c'est-à-dire qu'ils peuvent se le procurer sans y consacrer plus de 1 % de leur salaire.

Avortements clandestins

Mais, les données concernant l'avortement obligent à nuancer cette série de statistiques. Le rapport de l'OMS estime en effet entre 36 et 53 millions le nombre d'avortements provoqués intentionnellement chaque année. Quinze millions de ces avortements (22 millions selon d'autres sources) sont pratiqués dans la clandestinité.

Le rapport analyse le très large éventail des lieux existant sur l'interruption volontaire de grossesse. 52 pays (soit 25 % de la population mondiale) n'autorisent l'avortement que lorsque la vie de la femme est en danger. 42 pays (12 % de la population mondiale) acceptent l'interruption de grossesse pour des raisons médicales (menace pour la santé de la femme) et pour des raisons génétiques ou judiciaires en cas d'inceste ou de viol. 13 pays (23 % de la population mondiale) autorisent l'avortement pour des raisons sociales ou socio-médicales et 25 pays (40 % de la population mondiale) n'exigent, jusqu'à différents stades de la gestation, aucune raison particulière. Les auteurs du rapport notent d'ailleurs que ces « législations libérales » ne correspondent pas à des taux élevés d'interruptions volontaires de grossesse (2).

Au total, l'analyse synthétique ainsi fournie démontre qu'en dépit des discours religieux interdisant ou restreignant le recours aux méthodes contraceptives modernes, il existe aujourd'hui une très forte demande pour les techniques permettant de dissocier la procréation de la sexualité, et peut-être de maîtriser une démographie planétaire qui, sinon, conduirait à la catastrophe.

JEAN-YVES NAU

(1) « Reproductive Health: a key to a brighter future ». Ce rapport est disponible au siège de l'OMS à Genève (en anglais seulement).

(2) En octobre 1966, la Roumanie s'était dotée d'une législation très sévère sur l'avortement et avait interdit l'importation de contraceptifs. Le taux de naissances (13,6 pour mille en 1965) était alors paradoxalement descendu à 14,3 en 1983. Dans le même temps, la mortalité maternelle était passée de 86 pour 100 000 naissances à 150 pour 100 000. 86 % des décès étant imputables à la pratique de l'avortement. En décembre 1989, ce pays légalisait à nouveau l'avortement.

Les berceaux de la Réunion

SAINT-DENIS DE LA RÉUNION

de notre envoyée spéciale

« Plus du tiers de la population est inoccupé mais secouru, sans unité sociale, sans espoir d'en sortir. Quelle société ne verrait sa cohésion menacée ? L'expérience montre que de telles situations débouchent le plus souvent sur la résignation ou la rage... » M. Jules-Wilfrid Barthe, ex-conseiller général, PS, maître de conférences de géographie à l'université de la Réunion, résume ainsi l'inquiétude des responsables politiques après le recensement de 1990, montrant que l'île était beaucoup plus paupérisée que prévu.

Pourquoi l'indice de fécondité, qui a chuté de 6,07 en 1967 à 2,57 en 1988, remonte-t-il ces dernières années, flirtant obstinément avec les 2,8 et démentant les prévisions qui le fixaient à 2,1 en 1992 ? Économistes, démographes, sociologues, médecins, etc., ont tenté de répondre à cette question lors d'un récent colloque sur « Fécondité, insécurité », organisé par le conseil général de la Réunion.

La réponse est complexe, à l'image de cette île, petit bout de France isolé dans l'océan indien, confetti à l'économie développée, entourée de pays en voie de développement. Riche et fragile. Riche par son infrastructure, son niveau de vie. Fragile parce que maintenue sous perfusion par d'importants transferts venus de métropole (11 milliards de francs en 1990 pour un PIB de 28,5 milliards), par un RMI qui aide à vivre plus du quart de la population (conjoints et enfants à charge compris), et parce que dépendante des importations pour 40 % de consommation.

« Assez » « Plus jamais ça ! »

L'abandon de la politique d'émigration au début des années 80 et l'insuffisance des efforts menés en matière de planification familiale dès la deuxième moitié des années 70 ont rompu les précédentes équilibres. Si, de 1963 à 1981, l'émigration vers la métropole — que les pouvoirs publics encourageaient par l'intermédiaire du Bureau pour le développement des migrations intéressant les départements d'outre-mer (Bumidom), — a servi de régulateur, la Réunion a accusé un solde migratoire positif de quatre cents personnes en moyenne par an, entre 1982 et 1992.

Parallèlement, l'espérance de vie s'est allongée (69,8 ans en 1982, et 73,8 ans en 1990) et l'île a fait passer au second plan sa politique démographique qu'elle avait pourtant lancée sur les chapeaux de roue en juin 1968.

Cette année-là, la Réunion découvrait avec stupeur que si elle restait passive, sa population doublerait et compterait en 1990 un million d'habitants. Sourd aux menaces d'excommunication proférées alors par l'évêque de la Réunion, le président du conseil général de l'époque, le Dr Pierre Lagourgue, prit la décision de créer l'Association d'orientation familiale (AOF) dont le financement était assuré par le conseil général et le Fonds d'action sanitaire et sociale obligatoire (FASSO). Plusieurs centres de planification ont été ouverts sur l'île, et des campagnes publicitaires ont été menées par affiches, prospectus, vignettes autocollantes, et même grâce au cinéma ambulatoire.

Sylvie se souvient que, sur les affiches, on

voisait une femme crier « Assez ! » ou « Plus jamais ça ! » devant une volée d'enfants bruyants, mal habillés, parfois entassés tant bien que mal dans une boîte de sardines. Séduits par le modèle de la famille occidentale véhiculé par les « Z'oreilles » (Métropolitains), et les migrants revenus au pays, les Réunionnais réagissent positivement. Certaines méthodes étaient radicales : la faveur des médecins allait au déprouvé, une pilule contraceptive à peine mise sur le marché et dont l'action dure trois mois. Procédé jugé idéal pour les populations illettrées, ou réfractaires à des méthodes trop contraignantes.

1974 a marqué un tournant. L'AOF en devenant l'AROF (Association réunionnaise d'orientation familiale) est mise sous tutelle de la PMI (Protection maternelle et infantile). Et, depuis les lois de décentralisation de 1982, elle dépend du conseil général.

Les moyens mis à la disposition de l'AROF ont progressivement fondu comme neige au soleil. Depuis 1979, elle a cessé toute publicité. Pour certains, les préoccupations démographiques passaient au second plan. Pour d'autres, opposants à la contraception autre que naturelle, l'AROF était dérangée. Une polémique fut notamment engagée sur le déprouvé et ses effets secondaires. En même temps, les bruits les plus fous couraient dans les milieux populaires sur le stérilet.

Aujourd'hui, l'AROF s'adresse surtout aux jeunes scolarisés. En matière de prescription de contraceptifs, les médecins privés distancent nettement les PMI et l'AROF : 27 % des quinze-vingt ans et 60 % des 20-49 ans déclarent utiliser un moyen contraceptif. La pilule arrive largement en tête, le stérilet en second. Mais les histoires d'accidents de contraception abondent. Une enquête du conseil général en 1990 montre que 17 % des femmes ayant des enfants avouent ne pas les avoir désirés, et les interruptions volontaires de grossesse sont plus nombreuses qu'en métropole. Les chiffres officiels donnent un avortement pour trois naissances vivantes. D'après les témoignages de plusieurs médecins, il faudrait y ajouter des avortements pratiqués par des médecins dans leur cabinet. Les moins de vingt ans ne sont pas épargnés.

Une forte tradition de concubinage

Le débat politique sur l'alignement des prestations sociales de la Réunion sur celles de la métropole amène bien évidemment une réflexion sur le possible effet catalytique des prestations liées à la taille des familles. Comme le déplore M. René Squarzon, professeur d'économie à l'université de la Réunion et directeur scientifique de l'Observatoire départemental de la Réunion, aucune étude sérieuse n'a été faite jusqu'à présent sur l'incidence de l'ensemble des prestations ou même des fameuses allocations baptisées familièrement « allocations baguette ». Il en existe en revanche sur la Guadeloupe.

Les travaux montrent que, contrairement à l'idée répandue, les familles guadeloupéennes ne calculent pas le nombre de leurs enfants en fonction des avantages sociaux qu'elles peuvent en retirer. « En fait, les mères isolées comme les couples rencontrés ont rarement planifié les naissances de leurs enfants parce qu'ils maîtrisent mal la contraception moderne, ce qui peut s'expliquer par leur fai-

ble niveau scolaire, explique M^{me} Arlette Gaudier, maître de conférences en démographie à l'université Paris X. Sans compter que les hommes ne se sentent pas du tout concernés par la contraception, même lorsqu'ils ont des relations sexuelles avec des adolescentes, parce qu'ils refusent totalement d'assumer le coût de leur paternité. »

Selon M. Squarzon, « l'allocation parent isolé (API) favorise à terme des grossesses imprévues en atténuant des difficultés matérielles liées à la venue d'un enfant que, de toutes les façons, de nombreuses valeurs et bien des raisons poussent à accepter ». Si influence il doit y avoir, celle-ci joue sur le statut des familles. A la Réunion, existe une forte tradition de concubinage, mais l'API a très probablement accentué le phénomène : « Le report du mariage, la dissimulation du concubinage, sont des résultats beaucoup plus probables que l'anticipation de naissances et l'allongement de la descendance. Au total, je crois que l'on fabrique des foyers monoparentaux à partir de couples qui, de toute façon, auraient des enfants. »

« La maternité comme moyen de s'affirmer »

Depuis quelques années, malgré de grands efforts en matière d'implantation d'établissements scolaires, l'île souffre de l'absentéisme des élèves et de leur manque de motivation. Pour les familles de milieux populaires l'enfant, « don du ciel », doit, dès son plus jeune âge, prendre son destin en main. Assuré du gain et du couvert, il doit en conséquence aider pour les courses, la surveillance des plus jeunes, les démarches administratives. L'ampleur du problème oblige le recteur à utiliser des recours extrêmes. Chaque année, des centaines de parents sont assignés devant les tribunaux de police. Le meilleur moyen de contraindre à envoyer les enfants à l'école reste encore la menace de retirer les allocations familiales.

Malgré l'aide des enseignants pour les remettre à niveau, beaucoup se découragent et le processus d'exclusion par l'échec s'enclenche. Ils se retrouvent à seize ans sur le marché du travail, sans qualification, et grossissent les rangs des chômeurs (34 % de la population active de l'île). La modernisation de l'économie oblige à faire appel à une main-d'œuvre qualifiée que l'on ne trouve pas toujours sur l'île. On estime à 20 % le nombre d'emplois créés entre 1982 et 1990 occupés par des Réunionnais. Six mille cinq cents jeunes arrivant chaque année sur le marché du travail, ils n'ont que deux mille quatre cents nouveaux emplois à se partager. Et, malgré une croissance économique soutenue (5,7 %), l'île, si elle ne parvient pas à maîtriser sa croissance démographique, ne pourra pas fournir les emplois nécessaires. On comprend alors que, pour beaucoup de jeunes filles défavorisées, devenir mère est une reconnaissance sociale : « Lorsqu'une jeune femme n'a pas de travail, qu'elle n'a aucune perspective d'insertion sociale, la maternité présente pour elle le seul moyen de s'affirmer, d'exister et de donner un sens à sa vie », affirme M^{me} Hugnette Bello, conseillère générale et présidente de l'Union des femmes réunionnaises.

CHRISTIANE CHOMBEAU

REPÈRES

CATASTROPHES

Un rapport accablant sur le stade de Furiani

« Il suffisait de l'affaissement d'un seul poteau pour que l'ensemble de la structure s'écroule par rapport des charges de proche en proche. » Telle est la conclusion de trois ingénieurs, MM. Bernard Demiani, de la direction départementale de l'équipement de Haute-Corse, Daniel Poinneau, ingénieur divisionnaire, et Ange-Louis Millan, des ponts et chaussées, sollicités par la commission d'enquête administrative sur le drame du stade de Furiani qui, le 5 mai, a fait 15 morts et 1 650 blessés dans l'effondrement d'un échafaudage édifié par Sud Tribune. Ces experts insistent une nouvelle fois sur « la sous-dimensionnement de la tribune haute, la probabilité de l'ordre de 100 % de ruine de l'ouvrage, l'impossibilité d'obtenir une sécurité raisonnable en assemblant deux systèmes incompatibles (Sarnia pour la base et Entrepore pour la partie haute). »

SÉCURITÉ ROUTIÈRE

Indemnités plus faibles pour les automobilistes accidentés sans ceinture

Dans un arrêt rendu le 17 juin, la Cour de cassation estime qu'un automobiliste victime d'un accident dont il n'est pas responsable peut se voir limiter l'indemnisation de son préjudice s'il n'avait pas attaché sa ceinture de sécurité. Le 8 octobre 1987, une automobiliste avait été gravement blessée à la suite d'un refus de priorité à Pithiviers (Loiret). Le 3 juin 1991, la cour d'appel d'Orléans avait estimé qu'elle ne devait être indemnisée qu'aux deux tiers de son préjudice car elle avait commis une faute en n'attachant pas sa ceinture. Cette décision a été annulée par la Cour de cassation qui a estimé que l'automobiliste blessé avait « commis une faute qui a concouru à la réalisation de son dommage ».

SPORTS

TENNIS : les championnats de Wimbledon

Michael Chang éliminé au premier tour

Michael Chang (n° 7) a été la première tête de série à tomber, mardi 23 juin, au tournoi de tennis de Wimbledon. L'Américain s'est incliné en trois sets (6-4, 6-3, 6-3) devant le Britannique Jeremy Bates, (13^e mondial). Le Néerlandais Richard Krajicek (n° 11), l'Argentin David Wheaton (n° 16), vainqueurs respectivement du Sud-Africain De Jager (7-5, 6-1, 6-2) et de l'Espagnol Claver (6-3, 6-3, 6-3) se sont qualifiés pour le deuxième tour, comme l'Américain John McEnroe, ancien triple vainqueur de Wimbledon, qui a néanmoins dû batailler quatre manches avec le Brésilien Mattar (5-7, 6-1, 6-3, 6-3).

Chez les Français, Guy Forget (n° 9) a pué pour battre l'Allemand Alexander Mronz (6-3, 3-6, 7-5, 7-6) quand Henri Leconte s'est facilement débarrassé de l'Argentin Roberto Azar (6-3, 6-0, 6-3). Thierry Champion, qui avait accédé aux quarts de finale l'an passé, a gagné à l'arraché contre l'Américain Richey Reneberg (5-7, 6-4, 3-6, 7-6, 6-3). Guillaume Raoux a perdu en cinq sets devant l'Espagnol Javier Sanchez après avoir été en possession de quatre balles de match (6-4, 7-6, 5-7, 3-6, 9-7).

L'Allemande Steffi Graf (n° 2), tenant du titre, a écarté la Française Noëlle Van Lottum à qui elle n'a cédé qu'un jeu (6-1, 6-0). Cette deuxième journée n'a guère été favorable aux joueuses françaises. Sybille Nies-Château a été battue par l'Américaine Whitington (6-1, 4-6, 7-5). Nathalie Herremans par la Russe Zvereva (6-3, 6-2). Catherine Tanvier par la Japonaise Sawamatsu 6-2, 7-5 et Catherine Suire par l'Américaine McNeil (6-1, 7-5). Seule Isabelle Demongeot, qui a dominé l'Américaine Robin White (6-2, 6-3), rejoint Nathalie Tauziat, Julie Halard et Alicia Ducharme, qualifiées la veille. Journée tranquille en revanche pour les têtes de série. L'Argentin Gabriela Sabatini (n° 3), les Américaines Martina Navratilova, Jennifer Capriati (n° 6) ou Mary-Joe Fernandez (n° 7) ont facilement décroché leur billet pour les 32^e de finales. (AFP)

EDUCATION • CAMPUS

Supérieur : remue-ménage chez les privés

Après quelques années de croissance anarchique, les écoles indépendantes s'efforcent de s'organiser en réseaux et de moraliser la profession

Le combat des volontaires

Hervé, Valérie, Florence, Roxane et Anne-Marie, ne se faisaient guère d'illusions pour leur premier poste : tous seraient bons pour une ZEP. A leur sortie de l'école normale, ils s'étaient fait à cette idée, résignés à passer un an, deux ans peut-être, au purgatoire des zones d'éducation prioritaire. Mais la réalité a dépassé leurs craintes. Ils pensaient au moins faire leurs premières armes au contact de plus anciens rodés à la pédagogie dans les banlieues difficiles. Or l'école primaire du Buffe à Grigny (Essonne) était à l'abandon. Par la grâce du barème, onze des dix-sept instituteurs présents l'année précédente avaient fui.

Les nouveaux se sont d'abord évertués à régler au coup par coup les problèmes de discipline « qui prenaient toute la place, qui mangeaient tout le temps ». Chacun dans sa classe. Puis la déprime s'est installée. La plupart n'avait qu'une seule envie : quitter la Grande-Borne ou changer de métier. Le désir d'équipe est venu plus tard, autour du projet laissé en plan par leurs prédécesseurs. Finalement l'idée a fait son chemin : rester un an au moins, peut-être plus.

Mais il y a des règles et un barème, comme le rappelle le responsable du SNI-PEGC local. Les mêmes règles, le même barème qui ont parachevé dix débutants dans une école pourtant jugée « prioritaire » pour autant bien les en déloger. Par un méchant hasard, l'école du Buffe est aujourd'hui l'objet de la convoitise d'un groupe d'instituteurs du quartier qui souhaitent se faire nommer ensemble, dans la même école.

Ils ont tous trois ou quatre ans d'ancienneté, ils sont titulaires : toujours au nom du barème, les débutants doivent s'incliner. Le ministère peut bien multiplier les circulaires et les mesures incitatives pour « stabiliser » les enseignants dans les ZEP, rien ne résiste à l'ancienneté.

Raté administratif

A Clamart, en ZEP toujours, c'est un raté de la machine administrative qui a envoyé, en septembre dernier, dix instituteurs débutants à l'école de la Plaine alors que dix volontaires plus aguerris s'étaient proposés. Quand ces derniers, en mai, avaient rempli leur fiche de vœux pour le « mouvement » de la rentrée 1991, l'école de la Plaine n'était pas en ZEP. Elle fut déclarée ZEP un mois plus tard, en juin.

Or les textes sont formels : les candidats à ce type de postes doivent rencontrer le directeur de l'établissement convoité. Faut de quoi, l'ordinateur rejette leur demande. Les instituteurs qui souhaitent être nommés à Clamart ont donc été refoulés, d'où les dix postes vacants pourvus en catastrophe à la rentrée par des débutants.

Même scénario qu'à Grigny : finalement ils s'accrochent et demandent leur maintien au moins pendant un an afin de mener à bien un projet ambitieux pour lequel tout le monde reconnaît qu'ils se dépensent sans compter. Mais leurs collègues plus anciens sont à nouveau sur les rangs. « Certains attendent depuis douze ans à Gennevilliers ou à Nanterre de descendre dans le sud du département », souligne le responsable local du SNI-PEGC. Il y a une loi et tout le monde doit s'y conformer. « La situation de l'école sera enfin stabilisée à la rentrée prochaine promet, de son côté, l'inspecteur d'académie des Hauts-de-Seine. Avec une nouvelle équipe d'instituteurs.

CHRISTINE GARIN

PROJET de pôle universitaire privé à la Défense, ou lancement d'un nouveau « campus » à Ker-Lann, dans la banlieue de Rennes, sous l'impulsion des collectivités locales, campagnes de publicité tapageuses et parfois trompeuses, rachats et regroupements en réseaux, concurrence aussi féroce que sauvage : l'enseignement supérieur privé fait feu de tout bois. Marginal il y a encore dix ans, coïncé entre le mastodonte universitaire, l'élite des grandes écoles consulaires et le réseau des établissements catholiques, les « privés » étaient alors réduits à jouer les utilités, marqués par une image de marque le plus souvent déplorable d'écoles « bidons ». A défaut d'acquiescer leurs lettres de noblesse, ces écoles ont profité de la décennie 1980 pour s'installer durablement sur le « marché » des formations supérieures.

Il est vrai que tout a contribué à leur développement. En ouvrant les portes du lycée et en poussant vers le baccalauréat une majorité de jeunes, l'Etat a déclenché un mouvement social d'une telle ampleur qu'il n'avait pas tous les moyens de l'assumer seul. Entre 1985 et 1990, le nombre des bacheliers est passé de 253 000 à 383 000. Pour accueillir ces flux massifs, le nombre de places en classes préparatoires aux grandes écoles ou en instituts universitaires de technologie a, certes, progressé (respectivement de 6 000 et 4 000 places environ à l'entrée). De même, les étudiants se sont tassés un peu plus qu'auparavant dans des premiers cycles universitaires surchargés. Et malgré une croissance à marche forcée, les sections de techniciens supérieurs des lycées publics n'ont pu accueillir, toujours entre 1985 et 1990, que 15 000 à 16 000 étudiants supplémentaires en première année.

Bref, l'Université a largement dépassé ses capacités d'accueil et ouvert aux entrepreneurs privés de formation un véritable Eldorado. D'autant plus tentant que la liberté d'installation y est totale, que les investissements de démarrage pouvaient être limités et que le marché était suffisamment porteur pour espérer réaliser des profits rapides. En dix ans, le nombre d'étudiants préparant un BTS dans le privé a triplé quand il ne faisait que doubler dans le public. En outre, comme le souligne un directeur d'établissement : « C'est vrai que nous n'accueillons pour l'instant que le deuxième choix, y compris des étudiants non bacheliers. Mais, pour beaucoup de jeunes, les études universitaires longues sont dissuasives. Ils veulent un métier très vite et l'assurance d'un emploi. »

Le marché de l'anglais

Ce que M. Patrick Noël, codirecteur d'IPESUP, l'un des préparateurs les plus efficaces aux concours des grandes écoles — traduit de façon plus brutale : « des trois quarts de la profession ne sont pas sérieux. Beaucoup de gens exploitent la détresse des parents ». A grands coups de publicité et en jouant sur les créneaux de formation les plus chatoiyants — le management, la communication, l'inter-

national... — les établissements supérieurs privés ont donc épongé une bonne partie de la demande non satisfaite. Malgré le flot le plus total qui règne dans ce secteur où les effets d'annonce tiennent bien souvent lieu de statistiques (1), on estime aujourd'hui qu'il accueille 200 000 étudiants au bas mot, pour moitié environ sur la région parisienne, et réalise un chiffre d'affaires supérieur à 2 milliards de francs par an. Bref, un marché juteux.

Chacun s'accorde pourtant pour reconnaître que cette période est révolue. Le premier symptôme est le tassement récent des recrutements d'étudiants. Là encore, la transparence, c'est-à-dire la mise en concurrence des établissements admettent que cette année est marquée en moyenne par une stagnation, voire par une baisse de l'ordre de 5 %. « Quand on perd 8 % de nouvelles recrues, c'est le bénéfice qui disparaît et ça devient dur », note l'un d'entre eux, avant de s'empresser de préciser que pareille mésaventure ne le concerne

national... — les établissements supérieurs privés ont donc épongé une bonne partie de la demande non satisfaite. Malgré le flot le plus total qui règne dans ce secteur où les effets d'annonce tiennent bien souvent lieu de statistiques (1), on estime aujourd'hui qu'il accueille 200 000 étudiants au bas mot, pour moitié environ sur la région parisienne, et réalise un chiffre d'affaires supérieur à 2 milliards de francs par an. Bref, un marché juteux.

Chacun s'accorde pourtant pour reconnaître que cette période est révolue. Le premier symptôme est le tassement récent des recrutements d'étudiants. Là encore, la transparence, c'est-à-dire la mise en concurrence des établissements admettent que cette année est marquée en moyenne par une stagnation, voire par une baisse de l'ordre de 5 %. « Quand on perd 8 % de nouvelles recrues, c'est le bénéfice qui disparaît et ça devient dur », note l'un d'entre eux, avant de s'empresser de préciser que pareille mésaventure ne le concerne



pas. Ce coup de semonce n'est pas surprenant. Tout d'abord, la lourde machine de l'éducation nationale a fini par se lancer dans une politique de développement universitaire ambitieuse.

Création prévue de 50 000 places supplémentaires en cinq ans en IUT, nouvelles universités, poursuite de la création de sections de techniciens supérieurs et de classes préparatoires : autant d'initiatives qui réduisent d'autant les marges de développement du privé. Sans compter, dans le même temps, la riposte des chambres de commerce, qui ont multiplié les formations à bac+3 ou 4, ou celle des réseaux des établissements catholiques de la Fédération d'écoles supérieures d'ingénieurs et de cadres (FESIC), qui a augmenté de 23 % en trois ans ses diplômés.

D'autre part, les parents et les jeunes commencent à comprendre que, sur ce marché de la formation, le rapport qualité-prix est loin d'être assuré. Alors que le taux de succès au BTS, dans le public, est de 75 %, il tombe à 50 % dans le privé. Encore cette moyenne recouvre-t-elle des situations très disparates : payer 25 000 ou 30 000 francs par an avec de faibles chances de décrocher un diplôme sérieux finit tout de même par faire réfléchir. D'autant que la plupart des établissements privés facturent la scolarité en dessous de son coût réel et sont contraints de jongler avec la qualité de l'enseignement ou la durée effective des études.

Capitalistes et pédagogues

Enfin, le développement sauvage de ces dernières années a laissé libre cours à des initiatives strictement lucratives, peu sérieuses, voire à des fraudes escroqueries. « Il faut chasser les profits pervers », répondent en chœur la plupart des responsables du secteur. En attendant, une inculpation par-ci pour escroquerie (le Monde du 30 avril), une enquête par-là conduite par la direction de la concurrence et des fraudes pour publicité mensongère (le Monde du 19 septembre 1991) ou de laborieuses procédures pu-

d'homales de la part d'enseignants lassés d'être traités comme des meubles en l'absence de toute convention collective (le Monde du 27 juin 1991), contribuent à jeter le doute sur l'ensemble de la corporation.

Chacun s'attend donc à un sérieux ménage dans ce secteur. M. Joël Krely, directeur général de l'IPAG (Paris et Nice), pose le problème carrément. « Nous allons connaître des années difficiles. Le pire ne peut plus continuer à voisiner avec le meilleur. Il faut arrêter de mélanger les genres, la pédagogie et le fric, car les parents sont désemparés, dépourvus de critères objectifs pour faire le tri entre les établissements sérieux et les marchands de soupe. Compte tenu du marché serré de la clientèle et de l'explosion des coûts, on est au début d'une phase d'élimination et d'assainissement qui verra émerger quelques groupes ou réseaux. »

Groupes ou réseaux ? L'alternative dessine deux stratégies de survie et de développement. La première est déjà à l'œuvre, comme le démontre la constitution du groupe Educinvest dirigé par M. Bertrand Chuzel. Depuis le rachat de l'Ecole des cadres en 1981, la boulimie n'a guère eu de limite chez celui qui se présente sans hésitation comme un chef d'entreprise éducative, porte comme une rose son chiffre d'affaires (650 millions de francs), plus les établissements franchisés, note dans un sourire que le système éducatif constitue « une fabrique d'indigènes et d'exclus », souligne avec modestie sa participation au groupe d'étude sur la formation mis en place par M. Cresson lorsqu'elle était à Matignon et qui, enfin, déclarait récemment : « S'il y a un Panthéon des grands hommes, il faudrait qu'il y ait aussi un Panthéon des criminels et, au risque de choquer, je considère qu'il faudrait y mettre Rousseau, Pigeat, Vallon et Langvin (2)... » Bref, une démarche capitaliste sans état d'âme qui signale bien des lacunes et fait des émules. Quelques groupes sont ainsi en train de se constituer, par rachats et concentration autour, notamment, des écoles de Bissy ou de l'IGS.

Face à ces groupes, la plupart des écoles n'ont pas le choix. Ou bien elles essaient de se vendre au plus offrant ou bien elles s'efforcent de jouer la carte de la qualité et du haut de gamme pour se différencier des supermarchés de la formation. C'est la voie que s'efforcent d'explorer quelques écoles de bon niveau, le plus souvent reconnues par l'Etat. Ainsi, à l'initiative de MM. Gérard Langue et Patrick Noël, responsables de l'IMP-MBA Institute et d'IPESUP, devrait se constituer le 29 juin une « Association des grandes écoles indépendantes » qui regroupera, dans un premier temps, trois écoles d'ingénieurs (dont l'Ecole supérieure des travaux publics) et trois écoles de commerce (l'IMP, l'ISC et l'ESELSA). L'objectif est clair : acquiescer la masse critique indispensable pour rivaliser avec les grands groupes et apparaître comme des interlocuteurs crédibles, notamment vis-à-vis de l'Etat et des usagers. En jouant la carte de la qualité pédagogique. Entre l'éducation nationale et le capitalisme éducatif, nul doute cependant que la voie sera étroite dans les années à venir.

GERARD COURTOIS

(1) A l'exception des quelques établissements reconnus par l'Etat et qui font l'objet d'une évaluation ministérielle.
(2) Séminaire « Vie des affaires » du Centre de recherche en gestion de l'Ecole polytechnique, 3 avril 1992.

Droit-Eco
ça se prépare

Préparation 2^e Session
4 Semaines en Août
Stages de Pré-rentrée
4 Semaines en Septembre

IPEC
Quartier Latin
Institut Privé
Tel 46 33 01 23
ou 43 29 03 71

M. Pasqua s'offre une université

Le projet du conseil général des Hauts-de-Seine est encore flou

SUR le papier, le bâtiment est impressionnant. Pour abriter le pôle universitaire de la Défense, l'architecte de la Défense l'entreprise Bouygues, qui a décroché le contrat, n'a pas lésiné sur l'architecture à grand spectacle : un ovale destiné au centre de documentation, un cube pour l'administration, et derrière, un rectangle de douze étages pour l'enseignement et l'accueil de colloques.

Le conseil général des Hauts-de-Seine, présidé par Charles Pasqua, n'a pas cherché à être économe. Le projet du pôle universitaire 92, baptisé communément « université Pasqua », dépasse le milliard de francs. 125 millions de francs seront consacrés à l'achat du terrain prisé sur la ZAC Danton à Courbevoie et la construction et l'équipement du bâtiment de 50 000 mètres carrés reviendront à 930 millions de francs.

L'annonce de la création d'un pôle universitaire privé dans le département des Hauts-de-Seine, l'automne dernier, n'a pas fait l'unanimité. M. Claude Allègre, alors conseiller spécial du ministre de l'Éducation nationale, M. Lionel Jospin, avait qualifié l'initiative de « baroque et farfelue ». Des propos qui n'ont pas laissé de marbrer M. Pasqua. Dans son livre *Que demande le peuple...* (1), qui vient de paraître, le président du groupe RPR au Sénat consacre un chapitre entier, intitulé « Baroque, vous avez dit baroque? », à ce jugement « déraisonnable ».

« Farfelu ? écrit M. Pasqua. M.M. Jospin et Allègre sont partis depuis, et l'université des Hauts-de-Seine, elle, ouvrira ses portes en septembre 1994 ». Et de renchérir sur le caractère « symbolique » de ce projet, destiné à « faire bouger les choses », « qualifié d'illégal par les élus socialistes du département, d'université de riches » par la

nomenclature du ministère de l'éducation nationale ». Quant à M. Jean-Pierre Fourcade, conseiller régional (UDF) d'Ile-de-France, il estimait, en novembre dernier, que la mission de la région était de susciter, voire de financer, des filières par le biais d'une fondation plutôt que de créer sa propre université.

Au printemps dernier, lors des manifestations contre le « projet Jospin » de rénovation universitaire, les étudiants ont aussi prêté leur voix aux détracteurs de cette initiative, insistant, sur leurs banderoles, les « Japs Pasqua ».

Malgré cet levée de bouilliers, le projet avance. Deux universitaires, anciens recteurs, M. Denise Flouzat, professeur à l'université Paris-1, et M. Christian Labrousse, de Paris-II, ont été chargés de le piloter. Tous deux consultants pour la SEM 92, la société d'économie mixte du département mandatée pour être maître d'ouvrage délégué, ils ont participé à l'établissement du cahier des charges.

La participation des entreprises

Mais ils travaillent surtout sur l'aspect pédagogique. Le visage du futur pôle universitaire des Hauts-de-Seine se dessine peu à peu. Trois filières, qualifiées de « porteuses » par M. Isabelle Balkany, vice-présidente (RPR) du conseil général, déléguée à l'enseignement et rapporteur du projet, « et présentant actuellement un déficit de formation », seront mises en place : sciences et technologie, gestion et une filière « mixte » gestion et sciences. Les formations proposées dureront deux, trois ou quatre ans.

L'accent sera mis sur l'orientation, car « notre objectif est d'éviter les échecs », indique M. Flouzat. L'étudiant suivra obligatoirement une remise à niveau en français, en anglais et en informatique, et, s'il présente des lacunes, il pourra être admis, durant un semestre, dans un

cycle de rattrapage. Enfin, comme les universités américaines, l'université fonctionnera sans interruption toute l'année, y compris durant l'été.

Le schéma, en revanche, est moins clair sur l'accueil dans le pôle universitaire d'établissements privés déjà existants et les relations avec les entreprises. Le projet prévoit en effet qu'un certain nombre d'écoles pourraient être hébergées dans les locaux de la Défense. « Mais attention, précise M. Flouzat, les établissements seront soigneusement choisis. Il faudra qu'ils dispensent un enseignement de qualité, aient une charte pédagogique et appliquent les résolutions. » M. Bertrand Chuzel, qui dirige la société Educinvest, s'est porté candidat. Aucune décision n'a encore été prise. Ce type d'établissements devraient, selon les responsables du projet, être minoritaires au sein du pôle départemental. D'autres seront créés pour répondre à des besoins précis, concernant par exemple l'environnement, les transports ou la création industrielle.

Quant aux entreprises, elles sont, sur le papier, des partenaires privilégiés. « L'enseignement sera entièrement nouveau », écrit M. Pasqua dans son livre, défini avec des entreprises françaises et européennes, qui garantiront un emploi aux élèves, qu'ils suivront durant tout le cours de leurs études, suivant le principe du tuteur. Mais M. Flouzat, de son côté, est plus réservée sur la notion de garantie d'emploi aux étudiants.

Les entreprises participent activement, selon M. Balkany et Flouzat, à la mise en place des cycles. Si, pour la première, il s'agit de répondre aux besoins du marché, la seconde nuance, en soulignant que l'enseignement ne saurait être dicté par les besoins du secteur économique.

Le budget prévu de fonctionnement annuel est énorme, oscillant

dans une fourchette de 450 à 500 millions de francs. Les entreprises devraient en fournir la moitié, par le biais de la taxe d'apprentissage et de participations. La recherche, quant à elle, prévue dans le projet initial, devra trouver auprès des établissements privés la moitié de ses besoins de financement. Quant aux enseignants, environ les deux tiers des mille experts seront vacataires. Pour les autres, les procédures de disponibilité et autres mises à disposition seront utilisées. Le pôle départemental, enfin, sera géré par une association privée.

Comment les étudiants seront-ils sélectionnés ? « Pas sur l'argent », jurent tous les responsables du projet. Certes, la scolarité coûtera par an entre 25 000 et 30 000 francs, mais des bourses — ou des prêts — devraient être consenties par le conseil général ou des sociétés privées. Le mode de financement de ces aides est encore vague. De la même façon, les promoteurs du projet affirment qu'il ne saurait être question de sélectionner les futurs étudiants sur leurs résultats scolaires. Le titulaire d'un baccalauréat de série G, expliquent-ils, aura théoriquement les mêmes chances d'intégrer l'établissement qu'un bachelier C. On peut alors se demander sur quels critères seront choisis les futurs étudiants. « Sur la motivation », répond-on.

Le modèle du pôle départemental reste, de l'avis général, très difficilement « exportable » au-delà des limites des Hauts-de-Seine, car l'investissement de départ et les sommes nécessaires à son fonctionnement sont très importants. Mais ce département d'Ile-de-France n'est-il pas le plus riche de l'Hexagone ?

MICHELLE AULAGNON

(1) Albin Michel, 227 p., 95 F.

EDUCATION • CAMPUS

REPÈRES

ÉTÉ CHAUD.

L'opération « Ecoles ouvertes », inaugurée pendant l'été 1991, sera reconduite cette année. La région Ile-de-France, en liaison avec les rectorats, vient d'arrêter la liste des établissements, collèges et lycées qui ouvriront leurs portes cet été pour accueillir les jeunes qui ne partent pas en vacances. Trente-deux chefs d'établissement des académies de Paris, Versailles et Créteil se sont portés volontaires pour cette opération, qui devrait toucher quatre mille jeunes des quartiers défavorisés. Au programme : des activités éducatives, culturelles et sportives organisées avec le soutien des associations locales. Par ailleurs, un crédit de la région de 13 millions de francs devrait aider dix mille jeunes à réaliser leurs projets individuels ou collectifs (stages, voyages, projets d'insertion, etc.).

EUROPE.

La ministre hollandaise des affaires économiques et la Commission de Bruxelles viennent de lancer un concours original destiné à encourager les initiatives des étudiants d'économie et de gestion. Ouvert aux étudiants - en individuel ou en équipes - de plus de mille écoles supérieures ou universités des douze pays de la Communauté, ce concours leur permettra de préparer un plan d'entreprise, pour une entreprise « à créer » dans l'Europe sans frontières de 1993. Le vainqueur recevra un prix de 20 000 francs (soit environ 140 000 écus). Les inscriptions doivent parvenir au plus tard le 15 août.

► Renseignements : Young Entrepreneur 1992, P. O. Box 416, 2 400 AK Alphen, Hollande. Tél. : 31 72078555.

LOGEMENT.

Le Centre national des œuvres universitaires et scolaires (CNOUS) et le groupe de la

Caisse des dépôts et consignations ont signé, le 10 juin 1992, un protocole d'accord en vue d'augmenter et de diversifier l'offre des œuvres universitaires dans le domaine du logement des étudiants. Ce partenariat prévoit, entre autres, l'affectation par les CROUS, sur leurs critères sociaux, d'étudiants dans les résidences à caractère social du groupe Caisse des dépôts et consignations aux maîtres d'ouvrage.

RECONVERSION.

La ministre de la recherche organise, les 24 et 25 juin, un colloque sur « la formation et l'apprentissage des adultes peu qualifiés ». Comment former les bas niveaux de qualification aux nouveaux métiers de l'entreprise ? Quels outils concevoir pour des salariés de faible niveau scolaire, aujourd'hui au chômage ? Les conclusions d'une vingtaine d'études académiques de formation professionnelle seront présentées.

► Ministère de la recherche et de l'espace, amphithéâtre Poincaré, 1, rue Descartes 75005 Paris.

SYNDICATS.

Les adhérents du SNI-PEGC ont été 45 % à participer à la consultation organisée par leur syndicat pour préparer le congrès extraordinaire qui devait avoir lieu, mercredi 24 juin, à Orléans. La question posée était la suivante : « Êtes-vous favorable à l'émergence, dans la FEN, d'un syndicat des enseignants au sein duquel les enseignants des écoles, des collèges, des lycées, du technique et de l'éducation physique seraient regroupés dans quatre secteurs professionnels spécifiques largement autonomes ? » (Le Monde du 14 juin). Le « oui » l'a emporté avec 55,8 % des voix, ce qui devrait autoriser le SNI-PEGC, lors du congrès d'Orléans, à poursuivre dans la voie de la reconstitution syndicale qu'il s'est tracée.

Les handicaps de la fac

Malgré de nouvelles mesures pour améliorer leur accueil, les étudiants non valides ont toujours du mal à s'intégrer à l'Université

TOUT un symbole : pour accueillir, les 19 et 20 juin, les quatre sept cents étudiants participant aux premières assises nationales consacrées à l'intégration des jeunes handicapés à l'Université, le grand amphithéâtre de la Sorbonne avait été rendu accessible à tous. Quand on connaît l'architecture du bâtiment, ses innombrables couloirs, escaliers et piliers, cette gageure technique était à la mesure de l'ambition de M. Michel Gillibert, secrétaire d'Etat aux handicapés et accueillis de la vie et organisateur de cette journée : démontrer que « tout le monde a droit au savoir ».

Vaste programme, compte tenu des obstacles matériels mais aussi psychologiques et sociaux que rencontrent les étudiants « accueillis » lorsqu'ils souhaitent poursuivre des études supérieures. Ce n'est pourtant pas la bonne volonté qui manque, comme l'ont démontré les pouvoirs publics en annonçant, à l'occasion de ces deux journées de réflexion, quelques mesures concrètes.

Ainsi les concours d'entrée de certaines grandes écoles vont être modifiés afin d'accorder aux étudiants souffrant d'un handicap les facilités dont ils bénéficient déjà pour les examens dans les universités. Le ministère de l'Éducation nationale et de la culture a entrepris de modifier l'arrêté de 1978 régissant l'organisation des concours d'entrée de l'école centrale, de l'école supérieure d'électricité et de l'école supérieure d'optique. M. Michel Gillibert a ajouté que l'école polytechnique, qui n'acceptait pas, jusqu'à présent, les candidatures de non-valides, pour cause de service militaire, leur sera désormais ouverte.

En second lieu, les étudiants souffrant d'une incapacité permanente ou d'un handicap nécessitant l'aide permanente d'un tiers se verront attribuer un bonus de deux à quatre points de charge supplémentaires pour faciliter l'obtention de bourses

d'enseignement supérieur. Enfin un groupe de suivi des assises a été mis en place. Rattaché au ministère de l'Éducation nationale et de la culture et au secrétariat d'Etat aux handicapés et accueillis de la vie, il comprend des représentants du Centre national des œuvres universitaires et scolaires (CNOUS), de la Mutuelle nationale des étudiants de France (MNEF) et de la Fondation Santé des étudiants de France (FSEF). Il sera chargé de coordonner les actions entreprises en faveur des étudiants et d'inciter aux initiatives locales.

Accueillies avec satisfaction, ces décisions restent néanmoins au-delà des demandes exprimées. Les assises étaient en effet la conclusion d'une réflexion menée depuis deux ans par six cents étudiants handicapés et valides, avec l'aide des représentants des CROUS, de la MNEF et de la FSEF. Ayant étudié de façon globale les problèmes d'intégration, ils ont détaillé les difficultés des étudiants handicapés lors des inscriptions à l'Université, durant leurs études, sur les campus et à l'intérieur des établissements, lors des examens et au moment de l'intégration professionnelle.

Une expédition dans la brousse

En dépit de la bonne volonté des uns et des autres, l'intégration des étudiants souffrant d'un handicap est loin, en effet, d'être satisfaisante. Les pouvoirs publics y ont certes sensibles : l'organisation de ces assises a donné lieu à la nomination dans chaque université d'un moins un responsable de leur accueil. Mais les étudiants ont souligné que ce chargé de mission était le plus souvent un enseignant devant déjà assurer des cours et des travaux de recherche, et disposant donc de peu de temps et de moyens pour les aider à surmonter les obstacles qu'ils rencontrent.

L'un des problèmes essentiels résulte de la méconnaissance du pro-

blème. A défaut de statistiques fiables pour l'enseignement supérieur, le nombre d'étudiants handicapés reste lui-même approximatif et est évalué à deux mille environ. « Les personnes handicapées sont sous-représentées à l'Université », a indiqué M. Gillibert. L'enseignement supérieur est pourtant un des maillons essentiels de la chaîne d'intégration. L'absence de formation des conseillers d'orientation aux problèmes du handicap a été soulignée par les étudiants. « Décider de faire des études à l'Université, c'est comme une expédition dans la brousse. Personne ne peut vous dire si vous atteindrez l'objectif. » La sous-direction de la vie étudiante au ministère de l'Éducation nationale et de la culture devrait engager une réflexion sur ce point.

Sur le terrain, les propositions ne manquent pourtant pas. Des étudiants de Rennes ont ainsi lancé l'idée qu'une fiche soit insérée dans le dossier d'inscription. Comportant des données confidentielles, elle serait remise par les étudiants qui le souhaitent à la médecine universitaire. Au dos, seraient indiquées les facilités dont peuvent bénéficier, en principe, les étudiants souffrant d'un handicap permanent ou temporaire, notamment un tiers de temps supplémentaire pour les examens, l'assistance d'un secrétaire ou la possibilité d'utiliser une machine à écrire. Beaucoup, en effet, ne connaissent pas leurs droits.

« Pour l'instant, c'est très simple, indique un étudiant, c'est toujours à nous de demander. En plus, suivant les établissements, notre interlocuteur sera soit l'Université, soit le CROUS, ou encore la médecine universitaire. Il n'y a aucune homogénéité. » Ainsi, si le service Médical de l'Université de Brest utilisait lors des pré-inscriptions un questionnaire pour les handicapés, il n'en est rien à Paris sur le système RAVEL. En outre, les problèmes de logement ne sont pas simples. Si M. Albert Prévost,

M. A.

Dauphine Université

Rentrée 92 : nouveau DESUP *

ARTS-SCIENCES-ENTREPRISE *

pour étudiants • ingénieurs • gestionnaires • créateurs...

Le premier enseignement transdisciplinaire dispensé par des praticiens et des universitaires, en réseau avec des entreprises et institutions françaises et étrangères.

Pour former en Europe des professionnels de la synthèse, des généralistes aptes à jeter des passerelles entre cultures et métiers, à organiser la synergie des compétences et à conduire des projets au carrefour des sciences, des arts et de l'entreprise.



Admission multicritères
Horaires adaptés
aux personnes en activité



Réunion d'info. à Dauphine : vendredi 26 JUIN, 16 h 30-18 h

ou lettre + C.V. + photo à : CETEC-UPR Eco. App.
Université Paris-Dauphine, 75775 Paris cedex 16
Tél. : (33.1) 47-55-87-85 - Fax : (33.1) 47-04-33-23
* En cours d'habilitation.

6TH INTERNATIONAL DESIGN COMPETITION, OSAKA



Thème [BL(kaze) : Wind, Air]

- beautiful ambience

Le vent est le souffle de l'environnement, la terre, c'est un secret. Le vent, l'un des quatre éléments (terre, eau, feu et air) de notre planète, a pour l'imagination de l'homme depuis l'origine des temps. Le vent est une forme d'énergie qui fait tourner les moulins et propulse les navires ; dans ses tourbillons, l'homme d'aujourd'hui compose la voie des airs. Le vent agit doucement les fleurs, fait respirer une calanque forcée d'une symphonie naturelle ; il offre à l'homme un environnement animé. Le simple son d'une flûte de roseau émeut le cœur, et, sans le vent, la musique solennelle de Bach n'aurait pas vu le jour.

Catégorie de sujet : toute catégorie de création sera prise en compte et toute inscription pourra s'étendre à plus d'une catégorie. La Fondation recherche des inscriptions explorant des nouvelles frontières au-delà des catégories de création existantes.

Conditions requises : créateurs, ingénieurs, étudiants, etc., dans tous les domaines à travers le monde, peuvent prendre part à ce concours, individuellement ou en tant que membres d'une équipe.

Calendrier :
25 déc. 1992 : date de clôture des inscriptions concernant la qualification préliminaire.
1-3 mars 1993 : qualification préliminaire.
18 juin : date de clôture pour les inscriptions à la décision finale.
26-30 juillet : décision finale.

Prix : une somme totale de 90 000 \$ E.U. couvre les prix suivants :
Grand prix (1) 30 000 \$ E.U.
Prix d'or (1) 11 000 \$ E.U.
Prix du gouverneur de la préfecture d'Osaka (1) 11 000 \$ E.U.
Prix de la ville d'Osaka (1) 11 000 \$ E.U.
Prix d'argent (1) 6 000 \$ E.U.
Prix de cuivre (3) 2 000 \$ E.U.
De plus : quelques mentions honorables pourront aussi être attribuées.

Jury : le jury se compose de cinq membres. Pour la qualification préliminaire, le jury se compose de quatre jurés japonais et d'un étranger. Le jury donne la décision finale comprend deux des quatre jurés japonais et le juré étranger appartenant au jury préliminaire, plus deux jurés étrangers supplémentaires. Le jury étranger a été choisi avec la coopération de l'ICOGRA, l'ICSID et l'IFI.

Promoteur : Japan Design Foundation.
Secrétaires : ILM Oda Japan Design Foundation 3-1-800, Umeda 1 Chome, Kita-ku, Osaka 530, Japan.
Tél. : +81-6-346-2615
Ce concours sera réalisé avec la coopération et le soutien de l'ICOGRA, l'ICSID et l'IFI.

Entrer à l'école dès cinq ans

Les passages anticipés au cours préparatoire sont à nouveau autorisés

La nouvelle politique à l'école primaire et la mise en place des cycles pédagogiques sont en train de connaître avec l'entrée avant le 31 décembre obtenaient automatiquement leur passeport « anticipé » pour la grande école... Les cycles d'apprentissages sont encore loin d'être une réalité dans la totalité des écoles maternelles et primaires, et les parents comprennent d'autant plus mal qu'on leur refuse une dérogation dans des établissements où l'organisation pédagogique des classes n'avait en rien été modifiée.

La direction des écoles souhaite

situations aberrantes d'enfants nés le 1^{er} janvier contraints de « repiquer » une année de maternelle tandis que leurs petits camarades nés le 31 décembre obtenaient automatiquement leur passeport « anticipé » pour la grande école... Les cycles d'apprentissages sont encore loin d'être une réalité dans la totalité des écoles maternelles et primaires, et les parents comprennent d'autant plus mal qu'on leur refuse une dérogation dans des établissements où l'organisation pédagogique des classes n'avait en rien été modifiée.

La direction des écoles souhaite

donc assouplir la procédure et revenir au système antérieur. Comme auparavant, la décision doit se négocier entre l'enseignant, les parents et l'inspecteur départemental. En cas de désaccord, les parents peuvent faire appel et c'est alors l'inspecteur d'académie qui tranche.

Le Syndicat général de l'éducation nationale (SGEN-CFDT) s'est insurgé, dans un communiqué publié le 15 juin, contre cette décision qui, selon lui, « remet en cause la nouvelle politique à l'école ». « En réintroduisant la notion de passage anticipé, estime le syndicat, le

ministère considère que la grande section ne fait pas partie du cycle des apprentissages fondamentaux et rétablit, du même coup, une coupure entre maternelle et CP. »

Le phénomène est de toute façon assez marginal. Il concerne environ 2,5 % des enfants (mais 4,4 % des petits Parisiens). Les demandes sont satisfaites dans 70 % des cas (80 % à Paris), dans 63 % des cas après un premier examen, et dans 7 % des cas après un recours.

Ch. G.

(1) Bulletin officiel du 11 juin 1992.
(2) Les cycles à l'école primaire. CNDP Hachette (1991).

SOURCES

Radioscopie de l'Université

UN atlas, pour le Petit Robert, est un « recueil de cartes, planches, plans et graphiques joints à un ouvrage ». L'Atlas de la France universitaire que vient de publier le ministère de l'Éducation nationale répond parfaitement à cette définition : les 272 pages et 152 cartes et tableaux de cette publication brossent en effet le premier tableau exhaustif de la situation de l'enseignement supérieur en France.

Cet ouvrage est placé sous le signe du chiffre trois : trois années de travail furent nécessaires aux trois auteurs - tous trois géographes - pour en venir à bout : MM. Armand Frémont, actuel recteur de l'académie de Versailles et qui fut directeur de la programmation et du développement universitaire de 1989 à 1991, Robert Héris, directeur du Centre d'études régionales et d'aménagement de l'université de Caen, et Jacques Joly, enseignant à l'université de Grenoble et conseiller d'établissement au ministère de l'Éducation nationale.

Chacun d'eux a participé d'une façon ou d'une autre à l'élaboration du schéma « Université 2000 ». Au cours de son élaboration, ils ont été frappés par la multiplicité des sources d'information, données par les universités, les centres de recherche ou par différents services de la Rue de Grenelle.

Aucune synthèse n'en avait jamais été réalisée. C'est chose faite, et de façon magistrale. Pour dissiper les craintes, l'avant-propos précise que cet ouvrage, bien que réalisé par le ministère de l'Éducation nationale, n'avait pas pour objectif de fournir une version « officielle » de la situation de l'enseignement supérieur, mais plutôt de combler un vide et de fournir une représentation exacte de la carte universitaire et d'un instrument de travail pour l'ensemble des acteurs concernés.

Son ambition est clairement affichée : « En cette période décisive, alors que se prépare la carte des établissements d'enseignement supérieur, sans doute était-il bon d'établir objectivement l'état de la question (...). [L'Atlas] doit permettre de faciliter les décisions en fournissant le maximum de données sur les structures existantes ; les établissements, les étudiants, les moyens, les diplômés, la recherche, l'ouverture internationale, les aménagements en cours... »

Les auteurs auraient pu se contenter d'aligner les chiffres, les pourcentages, le nombre de mètres carrés d'enseignants, le potentiel des laboratoires ou des bibliothèques et les moyens financiers de chaque établissement. Leur principal mérite est d'avoir réussi à don-

ner un sens à l'ensemble de ces données et de démontrer la nécessité d'une vision globale de l'enseignement supérieur.

En effet, « en quelques années, souligne-t-il, la carte universitaire est devenue un des éléments marquants de l'aménagement du territoire, au même titre que les grandes infrastructures de transport ». Le recours aux cartes fait en effet apparaître l'évidence, souvent masquée : les disparités régionales de l'une des caractéristiques de l'enseignement supérieur en France, avec une région parisienne historiquement dominante, le Nord et l'Ouest, en pleine croissance, l'Est solidement organisé autour de quelques grands pôles, le Sud plus classiquement académique, ou les régions de la périphérie de l'Ile-de-France, qui ont du mal à trouver leur équilibre.

Au total, cet atlas constitue un remarquable outil de travail pour l'ensemble des acteurs du monde universitaire en même temps qu'une base de réflexion indispensable sur l'avenir de l'enseignement supérieur en France.

M. A.

► L'Atlas de la France universitaire, sous la direction de MM. Armand Frémont, Robert Héris et Jacques Joly, éd. Hachette-La Documentation française, 272 pages, 180 francs.

EDUCATION • CAMPUS

POINT DE VUE

Le tour de France de la recherche

par Pierre Allain

La nécessité de la recherche n'est guère contestée, mais, comme elle coûte cher, il n'est pas possible de satisfaire toutes les demandes de crédits provenant de tous les laboratoires. Pour ne pas distribuer les crédits au hasard, une évaluation est nécessaire. Mais comment évaluer une activité de recherche ?

Le ministère de l'éducation nationale a confié l'évaluation de l'activité de recherche des laboratoires universitaires à des experts qu'il a désignés. Ce mode d'évaluation est sans doute généralement satisfaisant, mais il peut conduire à des aberrations. Ainsi, notre laboratoire, qui est, parmi les laboratoires universitaires angevins, celui qui a le plus publié, a été condamné pour l'insuffisance de ses publications. Comme les experts sont anonymes, inaccessibles, non tenus de justifier compétitivement leurs décisions, celles-ci sont sans recours.

Or l'activité de recherche peut aujourd'hui être évaluée d'une manière correcte à partir d'indices quantitatifs, comme les publications et les dépôts de brevets. En matière de publications scientifiques, il n'est plus nécessaire de demander à un chercheur ou à un laboratoire la liste de ses publications, car celle-ci est facilement accessible par l'intermédiaire d'une banque de données, l'ISI (Institute for Scientific Information, Philadelphie), que l'on peut consulter par l'intermédiaire de l'IMA (Information médicale automatisée, Paris). Si un président d'université, un maire, un président de conseil régional, un ministre veut apprécier, à travers les publications, l'activité de recherche de son université, de sa ville, de sa

région ou de son pays, il lui suffit d'interroger la banque de données, et des réponses précises lui seront fournies très rapidement.

L'ISI, en effet, a sélectionné un grand nombre de revues internationales en fonction de leur qualité et répertorie systématiquement tous les articles qui y paraissent ainsi que leurs auteurs avec leurs adresses. Pour être crédible, cet organisme a intérêt à sélectionner les meilleurs journaux, qui eux-mêmes ont intérêt à sélectionner les meilleurs articles. Cette double sélection est globalement assez objective, et l'acceptation d'un travail par une revue internationale n'est jamais acquiescée d'avance. Il en est des publications comme du tour de France cycliste, pour y participer il faut déjà savoir pédaler. (...)

Transparence et équité

Les exemples qui suivent montrent que le nombre de publications est déjà un indice de l'activité de recherche d'un pays. En 1991, le nombre de publications scientifiques internationales a été élevé à près de 700 000, dont la moitié réparties dans la rubrique sciences de la vie. Celles de la France atteignent près de 37 000, soit environ 5 % du total, alors que, par exemple, ceux de la Grande-Bretagne et du Japon se situent autour de 90 000.

Le tableau ci-dessous répertorie pour 1991 le nombre d'articles provenant des villes universitaires de province, sièges d'une faculté de médecine. Ce nombre inclut à la fois les articles d'origine universitaire et non universitaire. En raison de l'im-

portance du nombre de publications provenant de la région parisienne (la moitié environ de la production nationale) et de la complexité de cette région, seules les publications de province ont été analysées. Par ailleurs, le nombre de publications de certaines villes a pu être sous-estimé en raison de l'implantation de laboratoires en dehors de la ville elle-même, et une étude plus approfondie pourrait être nécessaire pour affiner certains résultats.

Malgré ces restrictions, ce tableau donne une idée assez précise de l'importance de la recherche effectuée. En 1991, le nombre total de publications de Grenoble a atteint près de 2 000, ceux d'Als-Marseille, de Strasbourg et de Toulouse dépassent 1 500, alors que ceux d'Amiens, d'Angers et de Limoges avoisinent 200. Arrivent en tête, dans le domaine des sciences de la vie : Strasbourg, Als-Marseille et Montpellier ; dans le domaine agricole : Montpellier et Toulouse ; en sciences physiques et chimiques : Grenoble.

En dehors de ces grandes villes, l'analyse des publications permet de mesurer l'activité de recherche dans des villes moyennes, voire dans des villes non universitaires. Ainsi Lannion, où est installé le CNET, apparaît avoir une activité scientifique équivalente à celle de Compiègne, du Mans ou de Metz (environ une centaine de publications par an).

Il est également possible d'identifier les laboratoires et les personnes qui sont à l'origine des publications. L'évaluation des publications provenant d'Angers (environ 200 par an, dont une trentaine sous la rubrique sciences de la vie et une

trentaine sous la rubrique sciences physiques et chimiques) semble relativement facile quand on sait qu'un seul article faisant le point sur une question peut comprendre plus de 500 références bibliographiques. Si les experts du ministère de l'éducation nationale avaient demandé à l'ISI la liste des publications d'Angers, ils n'auraient peut-être pas supprimé les crédits du laboratoire universitaire qui publie le plus depuis quinze ans.

Les données permettant également de suivre l'évolution des activités de recherche. La production française évolue d'une manière à peu près similaire à l'évolution internationale, et il y a actuellement une tendance à la stabilisation du nombre des publications. Une telle courbe peut être obtenue pour chaque ville, chaque laboratoire, chaque chercheur.

Les banques de données donnent une vue d'ensemble de la recherche et permettent de faire de multiples comparaisons, de mettre l'accent sur des points particuliers. En prenant leur utilisation pour l'évaluation de la recherche, je ne fais pas une proposition très originale. En effet, les universités, les administrations, les fondations étrangères, l'industrie privée, utilisent ces données pour se situer ou apprécier l'évolution et les orientations des concurrents éventuels.

Si les experts de l'éducation nationale acceptaient d'utiliser ces données, et de les analyser ouvertement en fonction du personnel, des locaux et des crédits mis à la disposition des équipes, un grand pas vers la transparence et l'équité serait fait.

Pierre Allain est professeur à la faculté de médecine d'Angers.

Publications scientifiques provenant des villes universitaires (1991)

Villes	Total publications	Sciences de la vie	Médecine clinique	Sciences agricoles	Physique et chimie	Sciences de l'ingénieur
Als-Marseille	1 705	847	436	178	652	129
Amiens	173	72	103	8	29	2
Angers	212	111	109	15	67	3
Bordeaux	1 083	488	257	84	402	78
Brest	281	81	88	72	82	38
Clermont-Ferrand	397	126	96	21	204	23
Dijon	470	187	108	84	148	12
Grenoble	1 930	390	163	73	1 278	338
Limoges	1 012	476	285	50	328	96
Lyon	1 183	428	181	106	511	117
Montpellier	1 493	679	217	302	500	90
Nancy	1 017	351	223	124	359	137
Nantes	535	183	118	111	171	54
Nice	596	282	170	35	212	61
Orléans	343	122	51	35	145	61
Reims	246	137	76	28	78	11
Rennes	721	248	113	113	320	55
Rouen	348	190	150	20	63	23
Saint-Étienne	241	106	25	12	64	40
Strasbourg	1 290	990	258	32	683	70
Toulouse	1 587	597	281	210	597	200
Tours	307	175	141	28	32	3
Total	18 640	7 613	4 020	1 955	7 200	1 690

Pour l'analyse des tableaux, il faut savoir que le même article est parfois répertorié dans deux rubriques différentes, ce qui fait que le nombre total de publications est inférieur à la somme des nombres des différentes rubriques.

COURRIER

Pitoyable jury

Je tiens à vous faire part de l'expérience que j'ai eu à vivre récemment, en tant que maître-auxiliaire de philosophie, candidat au CAPES interne. Réservez aux professeurs qui exercent depuis au moins trois ans, le CAPES interne comprend deux épreuves, notées sur 20. J'ai eu 7 à la première et 1,5 à la seconde, dont le sujet était « L'image et la parole ».

J'ai donc, légitimement, demandé des explications au jury, après m'être assuré (en perdant deux jours au téléphone pour joindre les personnes qui pouvaient me renseigner, car on ne vous en informe pas) que cette démarche était possible : le SNES m'ayant signalé que la plupart des candidats recalcés et particulièrement mal notés n'osaient pas demander d'explications et se contentent de téléphoner au syndicat pour que celui-ci intervienne à leur place. Ils ont peur. Ce sont des enseignants et... ont peur de ceux qui les dirigent, au XX^e siècle ! Ils craignent leur hiérarchie !

Bref, le vendredi 5 juin j'ai su que l'on pouvait me recevoir le mardi 9 juin à 16 heures au fin fond de la faculté de Nanterre, dans les bâtiments réservés aux élèves. Le jury m'a reçu, comme à la débâche, avec le sentiment de commettre un délit, dans une salle de classe où il m'a prié (énervé) de m'asseoir, comme un gamin alors que j'ai quarante-trois ans, sous l'œil d'un DEA, si publié quatre fois et suis invité dans les écoles en tant qu'auteur d'un ouvrage fort apprécié du CM2 à la quatrième. La scène était humiliante et pitoyable pour tout le monde et je me disais que je ne savais pas si nous méritions tous, ici présents, d'enseigner.

Aristote

dans une classe de G

L'inspecteur régional, membre du jury, a alors lu un texte que les deux correcteurs lui avaient remis et qui a pris soin de défendre, tant bien que mal. Sa première phrase, qui justifiait la note d'un et demi : « Vous avez fait un travail métaphorique et non démonstratif », suivie d'une littrale de citations tendant à prouver le propos et la réalité des griefs qui m'étaient philosophiquement imputés. Avec un visage de puriste scandalisé me prenant à partie et s'adressant à moi en regardant les autres pour m'interpellés de la sorte : « Comment pouvez-vous écrire que le morceau de cire est le personnage principal du scénario de Descartes ?... Oseriez-vous dire cela aux élèves ? ».

J'évitais le « Je vous emmerde » qui brillait mes lèvres, et rétorquai :

1) Toute la philosophie moderne est métaphorique depuis le XIX^e siècle, au moins et surtout depuis Nietzsche.

GIL BEN AYCH (Paris)

Privé ou public ?

Je voudrais attirer votre attention sur une expérience regrettable dont j'ai été victime. Comme beaucoup de lycéens en France, mercredi 20 mai, j'ai passé une option du baccalauréat, en l'occurrence biologie. L'entretien, comme il se doit, dura vingt minutes, à la suite desquelles je me vis féliciter et assuré de quelques points d'avance.

Alors que je m'apprêtais à signer en sortant la feuille de présences Madame X me posa une dernière question aussi surprenante que n'ayant pas lieu d'être : « Votre lycée est-il privé ou public ? ». Je répondis avec honnêteté : « Privé sous contrat avec l'Etat ». Son visage s'assombrit, elle mit fin à l'oral par : « C'est dommage ».

2) La moitié de la philosophie classique l'est aussi.

3) L'argument du « métaphorisme » de ma copie (et par voie de conséquence de mon enseignement) est un argument de bureaucratie qui ne connaît plus le terrain de la philosophie enseignée réellement. Dans une classe de G, avant de parler d'Aristote, il faut d'abord s'assurer que ceux du fond — qui jouent avec des « crans d'arrêt » et qui disent pour que vous l'entendiez « l'as vu quelque part » ? — se tiennent tranquilles. On a donc du mal à choisir ses métaphores.

4) A ce compte-là, aucun philosophe contemporain n'est digne d'un concours (que très peu d'élèves ont eu la mauvaise idée de passer).

5) Une originalité a été sanctionnée, j'admets qu'elle le soit : pas jusqu'à la nullité.

6) Ma problématique est discutable, elle n'est pas nulle. Or 1,5, c'est rien.

Devant le mutisme que j'affichais ensuite à une question qui m'était finalement posée sur un ton exoté (surtout que j'avais dit que le sujet « l'image et la parole » était un sujet sur le « cinéma » et parce que je citais Deleuze, que certains, à voir leur tête, n'avaient jamais lu et trouvaient inconvenant), le président de séance mit fin à l'entretien, très autoritairement. Je sortais. Il pleuvait, l'attendais sur le perron avant de partir. Quelques membres du jury qui ne s'étaient pas exprimés virent me parler. Ainsi que la présidente qui m'encourageait très dignement à persévérer. Et à représenter les concours l'année prochaine.

Moi je suis dégoûté. Ecorché. Révolté par un état d'esprit aussi conformiste, frivole, idiot. Ces correcteurs sont bornés.

En me reprochant de n'être pas « scolaire » ils détruisent l'école. Non seulement ils m'accablent personnellement mais ils font perdre une situation éducative explosive que tout le monde dénonce mais à laquelle personne ne s'attaque réellement. En prenant le RER pour rentrer à Paris, je découvrais l'affiche publicitaire d'un mensuel proposant : « Comment choisir son école privée ? » et en ouvrant mon courrier je trouvais un paquet de 180 copies de baccalauréat à corriger dans les dix jours, à reporter sur Minitel, et qui seront payées en décembre 1992, 537 francs et 20 centimes.

CAPES signifie certificat d'aptitude au professorat dans l'enseignement secondaire, aptitude que je réexerce passionnément depuis trois ans. Mais avec ces résultats au CAPES je suis licencié de facto. Et je me dirige vers l'ANPE.

GIL BEN AYCH (Paris)

L'INSTITUT SUPÉRIEUR DU COMMERCE

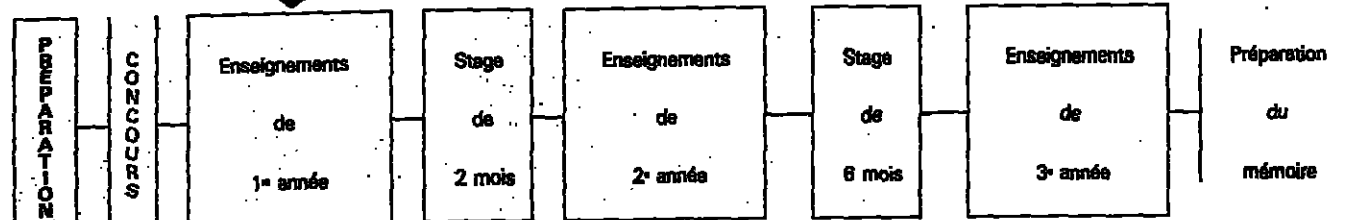
VOUS PROPOSE SES ADMISSIONS PARALLÈLES

Vous désirez poursuivre vos études dans une grande école de commerce dynamique.

L'I.S.C. vous propose :

ENTRÉE EN 1^{re} ANNÉE :

titulaires d'un DEUG (sciences économiques, droit...), d'un DUT (gestion, commerce...) ou d'un BTS



ENTRÉE EN 2^e ANNÉE : titulaires d'une licence ou d'une maîtrise

ÉPREUVES D'ADMISSION - Tests - Entretiens - Oral d'anglais

En 1^{re} ou 2^e ANNÉE : 1^{er}, 2 et 3 septembre 1992

Date de la clôture des inscriptions : 30 juin 1992



INSTITUT SUPÉRIEUR DU COMMERCE
Diplôme visé par l'Etat
22, boulevard de la Tour de Vaux, 75017 PARIS - Tél. : (1) 40.53.99.99 - Fax : (1) 40.53.98.98

LA GRANDE ÉCOLE DE L'ENTREPRISE

BAC + 2
le concours de l'EDC Paris La Défense
vous est ouvert



ADMISSIONS PARALLÈLES

EN 2^eme ANNÉE

CONCOURS : 7 JUILLET 1992

date limite d'inscription : 22 juin 1992

47.73.63.41

70, Galerie des Dames La Défense 1 - 92400 Courbevoie.
Établissement d'enseignement supérieur privé reconnu par l'Etat.
Diplôme visé par le Ministère de l'Éducation Nationale.

ÉCONOMIE

BILLET

Inquiétude
sur les taux allemands

L'annonce d'une augmentation de 9 % de la masse monétaire allemande M3, en mai, sur une base annuelle, a jeté un froid sur les marchés financiers (nos dernières éditions du 24 juin). Déjà déprimés par les difficultés de la ratification du traité de Maastricht, les marchés n'avaient pas besoin de cela. Cette augmentation, qui fait suite à des progressions de 8,8 % en avril et 9,4 % en mars, ne reflète nullement le ralentissement que certains analystes escomptaient ces dernières semaines. En même temps, elle sonne le glas d'un espoir, celui de l'assouplissement de la politique monétaire restrictive de la Banque fédérale d'Allemagne. Moins que jamais cette dernière ne paraît décidée à baisser ses taux directeurs, portés à 9,75 % en décembre 1991, pour lutter contre une inflation qui risquerait d'augmenter les augmentations de salaires comprises entre 5 % et 6 %.

A 9 %, le gonflement de la masse monétaire allemande conduit de déborder très largement, pour largement, les 3,5 %-5,5 % fixés comme objectif au début de l'année. Parmi les causes d'un tel phénomène figure en premier lieu le maintien d'une demande très active de crédit bancaire, progressant à plus de 10 % sur une base annuelle, du fait des besoins liés de la reconstruction de l'ex-RDA.

Sauf miracle, il est donc très peu probable que l'Allemagne fasse un geste en matière de taux d'intérêt le 8 juillet, lors de l'ouverture du sommet du G7 (groupe des sept pays les plus industrialisés) à Munich, en dépit des pressions qui s'exercent sur elle de la part de ses partenaires, notamment des États-Unis, où la mollesse de la reprise risque d'inciter la Réserve fédérale à baisser à nouveau ses propres taux directeurs. Des taux déjà très bas. En ce cas, l'écart de six points sur le loyer de l'argent à court terme entre New-York et Francfort se creusera davantage et le dollar glissera encore un peu plus.

Quant à la France, elle continue d'être rive à la chaîne allemande avec des taux meurtriers de près de 10 % à un mois et de 9 % à dix ans ; les plus élevés d'Europe, relève la Banque des règlements internationaux dans son dernier rapport. Cela revient, on le sait, à freiner la reprise d'une économie tournant encore au ralenti, ce qui n'est pas bon pour l'emploi. Triste perspective.

FRANÇOIS RENARD

□ Investissements publics : stabilisation en 1992. - Le conseil de direction du Fonds de développement économique et social (FDES), réuni mardi 23 juin sous la présidence de M. Michel Sapin, ministre de l'économie et des finances, a donné son accord pour la réalisation en 1992 de 141,5 milliards de francs d'investissements par les entreprises publiques. Ce chiffre, qui représente une progression de 3,2 % en francs courants par rapport à 1991 correspond à une stabilisation en volume.

□ Le marché automobile français continue de régresser. - Les immatriculations de voitures particulières en France ont atteint 150 350 unités en mai 1992, soit 3 % de moins qu'en mai 1991, selon le comité des constructeurs français d'automobiles. Sur les cinq premiers mois de l'année, la baisse est de 1 %. A la différence des mois précédents, les exportations ont stagné en mai, s'établissant à 181 074 unités, soit 0,4 % de moins qu'en mai 1991, ce qui porte à + 15 % la hausse des exportations sur les cinq premiers mois de l'année. La production a très légèrement progressé en mai, de 1,1 % (+ 14,1 % sur les cinq premiers mois).

Un entretien avec le premier président de la Cour des comptes

« Les observations et les propositions de la Cour ne sont pas assez suivies d'effet » nous déclare M. Pierre Arpaillange

« La Cour des comptes publie son rapport annuel mercredi 24 juin. Avec vous le sénateur qu'on appelle le grand médiateur, que vos remontrances aux entreprises publiques et aux administrations sont prises en compte ? »

- Non. Je suis conscient que les observations et propositions de la Cour ne sont pas suffisamment prises en compte : soit il est passé outre à certaines importantes recommandations, soit le délai dans lequel elles sont suivies d'effet me paraît excessif. Entre deux contrôles, espacés en moyenne de quatre ans, il arrive que la Cour soit amenée à formuler à l'égard de certains organismes les mêmes observations. Or entre-temps, la situation s'est souvent dégradée. Cela est inadmissible.

- Qu'entendez-vous faire pour éviter que ces rapports soient sans effets ?

- Dans un souci de plus grande efficacité, il est indispensable d'apporter des améliorations, à trois niveaux : au sein de la Cour, au gouvernement et au Parlement. J'ai décidé que la Cour veillera à formuler plus explicitement ses propositions dans chaque rapport. Les suites données par l'administration ou l'entreprise seront ensuite examinées par un groupe de magistrats. Celui-ci dressera tous les deux ans, tous les ans si besoin est, un bilan public des suites apportées aux observations de la Cour. Voilà pour ce qui concerne la Cour.

» Du côté du gouvernement, le conseil des ministres a décidé le 3 janvier 1991 qu'un conseil interministériel examinerait chaque année les conséquences à tirer des recommandations de la Cour. Quant au Parlement, les présidents

des commissions des finances de l'Assemblée nationale et du Sénat sont prêts à organiser des débats où les ministres concernés seront interrogés sur la mise en œuvre des recommandations. La conjonction de ces volontés ne peut que donner des résultats rapides.

- Cependant, le gouvernement ne semble pas attacher trop d'importance à vos critiques, puisqu'il n'a pas tenu son engagement, pris voilà un an et demi, de réunir un comité interministériel. Comment appréciez-vous son attitude ?

- Sans doute, aucune réunion de ce genre n'a encore eu lieu. Mais le président de la République lui-même m'a donné l'assurance qu'il interviendrait dans ce sens. Et comme la Cour des comptes a pour mission de contrôler la manière dont est dépensé l'argent des contribuables, qu'elle participe ainsi d'une manière primordiale à la moralisation du service public, qui est pour moi la prévention de la corruption, je ne doute pas que le premier ministre mettra rapidement en œuvre la décision ministérielle.

Une légitimité respectée

- Pouvez-vous nous donner des exemples de contrôles efficaces ?

- Je peux citer le rapport sur la trésorerie et la dette des collectivités territoriales rendu public en novembre 1991, puisque la loi récente sur l'administration territoriale a repris nombre de ses observations, pour améliorer la transparence budgétaire et comptable des

collectivités territoriales. Je regrette néanmoins que ces thèmes fondamentaux n'aient pas donné lieu à débats lors des élections régionales. Par ailleurs, à partir des difficultés concrètes de la ville de Nice, la Chambre régionale des comptes a mis au jour un certain nombre de faits. Et c'est à la suite de ces contrôles que différentes informations judiciaires ont été ouvertes.

- N'y a-t-il pas une contradiction entre votre volonté affichée depuis deux ans à chaque rentrée de la Cour de « ne pas adresser de brûlots au gouvernement » et la nécessité pour vous d'exercer un contrôle sévère de l'utilisation des deniers publics ?

- Non, je ne crois pas. Je pense que l'on s'entendait parce qu'elle se refuse à entrer dans les polémiques ou à jeter des « brûlots » au gouvernement que sa légitimité est respectée... et qu'elle peut être redoutée.

- Ne déploriez-vous pas d'être une juridiction financière au pouvoir de sanction limité ?

- La Cour n'est pas une juridiction dépourvue de sanctions, notamment à l'encontre de l'administration. Elle a à sa disposition tout un arsenal qui lui permet de remplir convenablement sa mission. Elle peut mettre en jeu la responsabilité personnelle et pécuniaire des comptables publics et elle prononce chaque année des décisions de décrets ou d'amendes. Par l'intermédiaire de la Cour de discipline budgétaire et financière, elle met en jeu directement la responsabilité des ordonnateurs, c'est-à-dire de tous ceux qui prennent les décisions d'engagement de dépenses.

» Par ailleurs, lorsque la Cour relève des faits susceptibles de don-



ner lieu à l'ouverture d'une information judiciaire, elle porte à la connaissance du ministre de la justice ou du procureur de la République. Enfin, et ce n'est pas la dernière des sanctions, la Cour peut faire paraître dans ses rapports publics des observations dont elle tient à souligner l'importance. Nombreux sont les administrations ou les organismes qui souhaitent ne pas faire l'objet de telles observations.

- Mais, au final, vous ne pouvez pas sanctionner le ministre responsable de son administration ?

- Avant mon arrivée en 1990, un projet de loi avait été déposé pour modifier les prérogatives de la Cour de discipline budgétaire et financière. Les dispositions prévoyant que les élus pouvaient, dans certains cas, être sanctionnés par cette cour. Un amendement

avait été alors déposé y ajoutant les ministres. A partir de là, le projet de loi a été laissé en attente devant le Parlement.

- Êtes-vous satisfait du statut actuel de la Cour des comptes ?

- Le statut actuel de la Cour, tel qu'il apparaît depuis le « toilettage » de 1967, me paraît satisfaisant, et il n'est pas question de le remettre en cause. Ce n'est donc pas une préoccupation. Mon souci majeur est que les magistrats de la Cour, qui font de l'excellent travail, ne se fassent pas dans le vide et que leurs rapports soient suivis d'effets.

- Mais l'une des critiques les plus fréquentes porte justement sur l'insuffisante compétence des auditeurs...

- Vous me surprenez. Depuis mon arrivée à la tête de cette juridiction, je suis au contraire frappé par la qualité et la compétence des magistrats de la Cour. Les auditeurs qui chaque année rejoignent la Cour sont parmi les meilleurs des élèves de l'École nationale d'administration. A leur arrivée et durant les quatre premières années qu'ils doivent passer au sein de la juridiction financière, ils reçoivent une formation complémentaire dont je m'emploie à améliorer la qualité. A l'issue de cette période, ils ont acquis une excellente compétence. Les nombreuses sollicitations dont ils sont l'objet de la part d'administrations, d'entreprises publiques ou de cabinets ministériels en sont la meilleure preuve.

Propos recueillis par DOMINIQUE GALLOIS et MICHEL NOBLECOURT

Le commerce extérieur de la France a été excédentaire de 4,5 milliards de francs en mai

La balance commerciale de la France a été excédentaire de 4,5 milliards de francs en mai, les exportations ayant atteint 103,4 milliards de francs et les importations 98,9 milliards (1). Les ventes à l'étranger diminuent de 5,8 % par rapport à avril, mais augmentent de 4,5 % en un an (mai 1992 comparé à mai 1991). Les achats à l'étranger reculent, quant à eux, de 3,2 % en un mois et de 1,9 % en un an.

Depuis le début de l'année, la balance commerciale de la France a été constamment équilibrée et sur les cinq premiers mois de 1992, l'excédent est de 17,9 milliards de francs, alors qu'au cours de la période correspondante de 1991, un déficit de 19 milliards avait été enregistré.

La balance des produits industriels est excédentaire (+ 2,3 milliards de

francs après + 5,4 milliards en avril) pour le deuxième mois consécutif. Sans le matériel militaire, l'excédent est de 1,2 milliard après + 4,2 milliards en avril. Il a été livré douze Airbus pour 2,9 milliards de francs, contre seize appareils le mois précédent pour 4,7 milliards de francs.

La balance des produits agroalimentaires est excédentaire de 4,9 milliards de francs, contre 4,4 milliards en avril. Le déficit énergétique, quant à lui, s'est creusé, atteignant 7 milliards de francs, contre 6,7 milliards en avril, ce qui s'explique par la hausse du prix du pétrole (752 francs la tonne contre 718 francs le mois précédent) et non par les quantités importées qui restent stables.

Les échanges de la France avec la CEE ont été excédentaires de

4,3 milliards de francs, mais déficitaires de 4,8 milliards de francs avec les autres pays de l'OCDE. Avec les États-Unis, le déficit s'inscrit à 2,7 milliards de francs, contre une moyenne de - 3 milliards au cours des quatre premiers mois de l'année. Avec le Japon, le déséquilibre est de 2,7 milliards de francs après - 2,4 milliards en avril et - 2,5 milliards au cours des quatre premiers mois de 1992.

Les échanges commerciaux sont quasi-équilibrés avec l'Allemagne (- 693 millions), légèrement excédentaires avec l'Italie (+ 794 millions) et surtout avec la Grande-Bretagne (+ 1,9 milliard de francs).

(1) En données brutes, l'excédent est de 2,9 milliards de francs.

Au conseil des ministres

MM. Gomez, Gandois, Le Floch-Prigent, Attali et Haberer ont été reconduits

« Nous gardons les meilleurs et les changements seront peu nombreux », avait prévenu le premier ministre, M. Pierre Bérégovoy, parlant du renouvellement des patrons des entreprises nationalisées. Les nominations annoncées mercredi 24 juin en conseil des ministres sont donc sans surprise. Du côté de l'industrie, en dehors de M. Francis Lorentz, président de Bull, qui est remplacé par M. Bernard Paché (le Monde du 24 juin), les autres présidents dont le sort a été tranché mercredi ont été reconduits : il s'agit de MM. Loïc Le Floch-Prigent à la tête d'Elf, Alain Gomez chez Thomson, Jean Gandois chez Pechiney et M. Henri Guillaume à la tête de l'Agence nationale pour la valorisation de la recherche (ANVAR).

M. Bernard Attali est confirmé à la présidence d'Air France. M. Jacques Bonnot, conseiller d'Etat, ancien directeur général de la Caisse nationale du Crédit agricole et ancien PDG de la Caisse centrale de réassurance, remplace M. Paul Granet à la Compagnie nationale du Rhône. M. Claude Allègre succède à M. Maurice Allègre au BRGM (Bureau de recherche géologique et minière).

Pour les banques, les premières nominations sont également sans surprises. M. Jean-Yves Haberer à la tête du Crédit lyonnais depuis septembre 1988, où il mène une stratégie ambitieuse et controversée, voit son mandat renouvelé. Il en est de même pour M. Patrick Careil, le président de la banque Hervet depuis 1989. Les nouveaux venus sont M. Jean-Pierre Aubert à la tête du CIC et M. Jean Matonek à la Société marseillaise de crédit.

Les dossiers plus épineux devraient probablement être réglés d'ici la semaine prochaine. Le maintien de M. René Thomas à la tête de la BNP, qu'il dirige depuis dix ans, ne semble plus assuré. Si son départ venait à se confirmer, le

scénario se complique (le Monde du 28 avril). M. Daniel Lebègue, actuellement directeur général et numéro deux de la BNP, n'est pas assuré du tout de pouvoir prendre la suite.

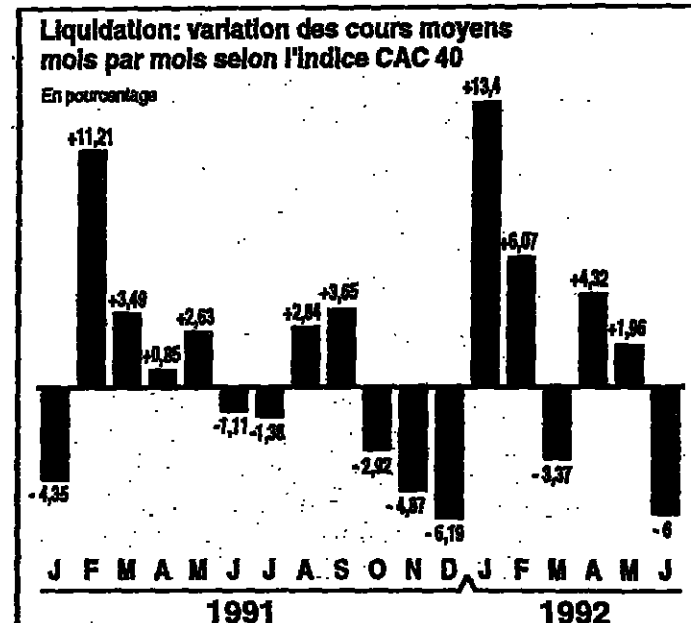
On évoque dans la coulisse les noms de M. Jean-Claude Trichet, directeur du Trésor, ou de M. Philippe Lagayette, sous-gouverneur de la Banque de France, comme candidats possibles. Mais dans ce cas, il faudrait trouver un point de chute honorable à M. Lebègue, et ce serait M. Michel Albert, président des AGF, ou M. François Heilbronn (CNAI) qui pourraient en faire les frais. Enfin, parmi les banques du groupe CIC, M. Henri Monard ne serait pas reconduit à la tête de la Lyonnaise de banque.

Accord salarial à EDF-GDF

Les directions d'EDF-GDF ont signé mardi 23 juin avec la CFDT, l'UNCM-CGC et la CFTC un accord salarial qui prévoit une progression générale des salaires de 2,6 % en 1992 ainsi qu'une majoration liée la croissance économique et au chiffre d'affaires des deux établissements. Cet accord,

comparable à celui conclu pour la première fois en 1991, comporte deux augmentations générales (1,5 % au 1^{er} avril et 1,1 % au 1^{er} octobre), auxquelles s'ajoutera une majoration éventuelle en fonction de la croissance de l'économie nationale d'une part, et de celle d'EDF-GDF d'autre part.

Bourse de Paris : la déprime de juin



La mois de juin a eu raison des bonnes dispositions affichées par la Bourse depuis le début de l'année. La correction a été sévère puisque l'espace d'un mois l'indice CAC 40, composé des quarante valeurs les plus importantes de la place, a perdu 6 %.

Après avoir gagné jusqu'à 15 % en cinq mois et demi et approché des sommets, l'avance s'est effritée de manière quasi ininterrompue sous l'effet du « non » donné à Maastricht, de la fermeté du deutchemerk, des tensions à la hausse des taux d'intérêt et d'une reprise économique américaine plutôt mitigée. Depuis le 31 décembre, la progression n'est plus que de 7,37 %, dans un marché où les échanges sont réduits, les investisseurs étrangers ayant déporté la place française.

Le CNPF refuse de discuter d'une hausse des cotisations d'assurance-chômage

A entendre les déclarations des syndicats, dans la nuit du 23 au 24 juin, la troisième séance de négociation sur l'assurance-chômage se serait mal passée. Tous, de la CGT à la CGC, n'ont pas eu de mots trop durs pour fustiger l'attitude du CNPF. Ils ont menacé de ne pouvoir aboutir à un accord, en l'état des discussions, alors que, avec un trou de 17 milliards de francs fin juillet, l'UNEDIC pourrait déjà connaître des difficultés de paiement annoncées pour octobre.

En dépit des apparences, les discussions sont en réalité engagées et le CNPF se félicite d'avoir pu « avancer ». Présentée lors de la dernière rencontre, l'allocation unique dégressive a été, sur le principe, admise par trois organisations (CFDT, CGC et dans une moindre mesure la CFTC). La liste des économies à examiner, plus que celle

des recettes supplémentaires, a été acceptée.

Désormais, et en prévision du prochain rendez-vous du 3 juillet, qui ne saurait être le dernier, les points de friction sont clarifiés. A la délégation patronale qui veut obtenir une réforme profonde en instituant l'allocation unique dégressive, la CFDT, FO, la CFTC et la CGC ont signé qu'il faudra en passer par une augmentation des cotisations des salariés et des employeurs pouvant aller de 0,30 % à 1 % selon les propositions. Dans le cas contraire, rejoins par la CGT, les syndicats accusent l'allocation dégressive de pénaliser les chômeurs les plus fragiles, et notamment les salariés sous statut précaire. M. Jean Domange, président de la commission sociale du CNPF, a avoué qu'il n'avait pas reçu de mandat pour aborder ce sujet. A. L.

مركز الامم المتحدة

• Le Monde • Jeudi 25 juin 1992 17

230 F.

jusqu'au 25 juin 1992 inclus.

Vous accorderez nettement plus d'intérêt à ce chiffre lorsque vous découvrirez qu'il s'agit du prix d'une action TOTAL.

Ce chiffre, c'est le prix de vente de l'action TOTAL dans le cadre de l'offre publique de vente des actions détenues par l'État. Choisir de devenir actionnaire de TOTAL, c'est participer au développement d'une compagnie née il y a près de 70 ans, riche d'expérience mais aussi d'un potentiel toujours renouvelé.

Choisir TOTAL, c'est s'associer à la réussite d'un grand groupe industriel de classe mondiale.

Choisir TOTAL, c'est préférer une valeur pétrolière qui s'est donnée la performance comme objectif permanent.

Le prix de vente est net de tous frais pour les acquéreurs. Le document de référence enregistré auprès de la COB et le communiqué sont disponibles sur simple

demande au N° Vert 05 05 05 92.

Pour acheter vos actions adressez-vous à votre banque, votre société de bourse, à la Poste, aux Caisses d'Épargne ou au Trésor Public.

Vous ne viendrez plus chez vous par hasard.

TOTAL

ÉCONOMIE

Risquant d'affecter la moitié des exploitations viticoles

Le phylloxéra ravage le vignoble californien

Ironique retour des choses. Le phylloxéra, qui, au siècle dernier, détruisait les vignes françaises, est en train de ravager la Californie où, dans les dix ans qui viennent, ou même bien moins, 20 000 hectares de vignes sur 26 000 hectares de cépages nobles, dans les célèbres vallées de Napa et de Sonoma, devront être arrachés et replantés, le porte-greffe résistant au terrible parasite.

Le phylloxéra, minuscule puceron jaune, se fixe sur les racines des cépages en formant des nodosités qui provoquent le dépérissement des plants. Originaire de l'est des États-Unis, où il vit à l'état endémique sur des vignes sauvages, il a débarqué dans le sud de la France vers 1865 dans la vallée du Rhône, à la suite de l'introduction sans précaution de plants hybrides américains, provenant précisément de vignes sauvages, et résistants. Après l'essai infructueux de plusieurs méthodes d'éradication (injection de sulfure de carbone, inondation des vignes pour noyer l'insecte), l'École nationale supérieure agronomique de Montpellier trouva la parade décisive en greffant les cépages traditionnels sur des plants américains résistants au phylloxéra.

Tout le vignoble français dut être arraché et replanté au tournant du siècle : un véritable désastre économique et social, surtout dans le Midi. Que s'est-il donc passé en Californie, où les cépages auraient dû normalement être vaccinés contre l'affreux puceron jaune ? Tout simplement ceci : pour lutter contre le phylloxéra introduit sur la côte ouest en 1955, les viticulteurs, sur les conseils de l'université de Davis, utilisèrent un porte-greffe, l'Aramon rupestris garrigue (ou AXRI), obtenu dans l'Ardeche à la fin du siècle dernier et abandonné par la suite pour

résistance insuffisante au terrible puceron à partir de la dixième ou quinzième année.

Dès 1963, le professeur Denis Boubals, titulaire de la chaire de viticulture à l'École nationale de Montpellier, et autorité mondiale dans ce domaine, avertissait les Californiens que c'était folie d'utiliser ce porte-greffe et qu'ils couraient au désastre.

Dépérissement des souches

Vers 1980, en effet, se manifesta, par places, un dépérissement des souches, au point de ne presque plus produire de raisin : le phylloxéra attaquant sous une forme plus virulente déjà observée dans les Charentes. Aujourd'hui, le mal s'étend et des vignes encore jeunes (huit ans) sont gravement atteintes. Il va donc falloir arracher 75 % du vignoble, selon le Wine Institute, et, comme en France il y a un peu plus d'un siècle, replanter. Un coût avoisinant 200 000 à 300 000 francs à l'hectare parce qu'il faut également refaire les installations d'irrigation par aspersion (pour lutter contre les gelées de printemps) et au goutte à goutte (pour lutter contre la sécheresse).

La facture finale risque d'atteindre 1 milliard de dollars (5,3 milliards de francs), plus le manque à gagner pendant les trois ou quatre années où les jeunes plants ne produiront pas de raisin utilisable. Se pose alors un grave problème de trésorerie, d'autant que les banques, déjà fortement engagées sur l'immobilier, se montrent plus que réticentes pour consentir les crédits supplémentaires. A San Francisco, on murmure que la moitié des huit cents exploitations viticoles des vallées de Napa et de Sonoma pourraient cesser de produire à la fin de l'année ou dans le courant de l'année prochaine. Une véritable catastrophe pour la côte ouest.

FRANÇOIS RENARD

■ Nouveau moratoire sur la dette de l'ex-URSS. Les représentants des quelque 600 banques occidentales créancières de l'ex-URSS, réunis à Francfort le mercredi 24 juin, devraient reconduire pour trois mois le différé de paiement sur le principal de la dette soviétique, qui s'élève à 65 milliards de dollars. Mardi 23 juin, le Club de Paris, qui

réunit les gouvernements occidentaux créanciers de l'ex-URSS notamment, a déjà accordé un moratoire de trois mois excluant les intérêts de la dette soviétique. Depuis la disparition de l'URSS, les banques occidentales ont accordé deux moratoires successifs de trois mois aux pays de la CEI (Communauté des États indépendants).

La réforme de la politique agricole commune

La Coordination rurale a mis fin à sa tentative de « blocus » de Paris

La Coordination rurale, qui regroupe les paysans opposés à la réforme de la politique agricole commune (PAC), n'a pas atteint l'objectif qu'elle s'était fixé : le blocus de Paris. A aucun moment, les accès de la capitale n'ont été paralysés. Mardi 23 juin à 20 heures, le contre national d'information routière annonçant la levée de tous les barrages en Ile-de-France, conformément au mot d'ordre de la Coordination, qui justifiait sa décision par « les violences opposées aux agriculteurs ». En réalité, les manifestations, qui ont rassemblé un millier d'engins selon la Coordination (chiffre que conteste le ministre de l'Intérieur), n'ont donné lieu à aucun incident violent.

En province, les barrages qui obstruaient l'axe Paris-Bordeaux ont été levés vers 19 h 30. Dans la soirée et avec la Coordination rurale. De son côté, le premier ministre tenait un langage de fermeté : « L'autorité de l'Etat n'a pas à être contestée de la sorte », déclarait-il sur TF1. Selon M. Mermaz, M. Jacques Delors, président de la Commission européenne, doit présenter un projet de plan pour l'agriculture communautaire pour la période 1997-2004. Il a espéré que les modalités d'application du nouveau régime de la PAC seront précisées autour du 1^{er} juillet et au plus tard à la mi-juillet, le premier ministre parlant de son côté du 31 juillet.

La paysannerie piégée

Suite de la première page

On y verrait la démagogie politique, le corporatisme exacerbé, un manque de courage très partagé, la connivence entre les pouvoirs et les « professionnels de la profession », autour d'un modèle dominant productiviste, où l'identité est un langage, et l'aspiration à clocher une belle excuse de ne pas voir le marché mondial, ses excès mais aussi ses exigences.

Mise en place au début des années 60, la politique agricole commune (PAC) a contribué aux premiers excès créés en 1972. Et c'est seulement en 1984 que, sous la pression budgétaire, la mise en place des quotas initiaux a amorcé une réforme en profondeur. Mais, aujourd'hui, la situation s'est aggravée : limitation des volumes, réduction des prix, gel des terres, aides à la cessation d'activité ou à la diversification. Depuis vingt ans, le modèle agricole inventé par les technocrates n'a cessé d'échouer. Les signaux de faiblesse déclenchés, paradoxalement, par un trop grand succès.

C'est parce qu'elle a rempli, et au-delà, ses buts d'autosuffisance alimentaire, que l'Europe verte devait adapter ses instruments à la réalité nouvelle. L'incitation par les prix entraîne une telle poussée des productions que le budget communautaire servit à financer les coûts de stockage. Les entreprises frigorifiques des industries parasitaires situées en amont et en aval de l'exploitation familiale, celle visée précisément par le traité de Rome. Celle qui devait durer, qui s'est éteinte aujourd'hui. La PAC fut de ce point de vue un « détournement de fonds », une machine inégalitaire. Elle renforce les disparités entre les régions de grande productivité et les zones où la paysannerie ne cesse d'avoir tout de même à lutter.

Rectifier le tir, c'était ouvrir le risque, dans chaque pays, surtout dans l'Hexagone à forte vocation agricole, d'affronter le club des 100 quinquans, ceux qui avaient prospéré avec la PAC, dont la seule façon de vivre mieux était de produire plus. On a retardé l'heure de vérité, on s'est caché derrière la pyramide des âges qui allait doucement décapiter la population agricole faite de gringos. Georges Vigarié avait effrayé les campagnes lorsque, en 1969, il avait prédit pour l'an 2000 une France avec 300 000 agriculteurs (contre près de 4 millions à l'époque). Nous y allons tout droit, au terme d'une modernisation qui prend des allures de déroute. Mais qui ne le savait pas ?

Une métamorphose caricaturale

L'Europe a cependant bon dos pour abriter les fautes de discernement, les comportements d'autruche. L'Allemagne, le Royaume-Uni ou l'Irlande ont très tôt vu les limites de la course aux rendements. Ils ont su tirer parti de la PAC pour distribuer des revenus à leurs agriculteurs en rémunérant une tâche de production assortie d'une activité d'entretien de la nature. Ces pays avaient conscience de leurs limites agricoles et ont fait le choix d'un autre développement, au sein d'une Europe pourtant productiviste. C'est dire que, même au sein d'un système communautaire imparfait, les politiques nationales ont gardé un poids non négligeable en matière d'allocation des aides et d'application des

après cette action a été le prétexte à incidents, un adjudant de gendarmerie étant pris quelques heures en otage. Dans la matinée du mercredi 24 juin, des barrages étaient dressés en Bretagne et sur la nationale 12, dans les Landes sur la nationale 10 et dans la Creuse sur la nationale 20. L'autoroute A 36, était également coupée vers midi entre Beaumont et Baumes-les-Dames (Doubs).

Tandis que le président sortant de la FNSEA, M. Raymond Lacombe, lançait un appel à l'unité — « une division des agriculteurs serait catastrophique » — le ministre de l'Agriculture, M. Louis Mermaz, proposait d'« intensifier le dialogue ».

Avec « les grandes organisations agricoles », précisait-il lors d'un point de presse, existant implicitement une rencontre avec la Coordination rurale. De son côté, le premier ministre tenait un langage de fermeté : « L'autorité de l'Etat n'a pas à être contestée de la sorte », déclarait-il sur TF1. Selon M. Mermaz, M. Jacques Delors, président de la Commission européenne, doit présenter un projet de plan pour l'agriculture communautaire pour la période 1997-2004. Il a espéré que les modalités d'application du nouveau régime de la PAC seront précisées autour du 1^{er} juillet et au plus tard à la mi-juillet, le premier ministre parlant de son côté du 31 juillet.

mesures générales décidées à Bruxelles. Combien de dirigeants politiques français ont eu « dans leur poche » des plans de restructuration laitière, de réajustement des aides en faveur des éleveurs de régions désertées — mais au détriment des céréaliers — avant de renouer, pour ne pas indisposer la profession ? Et ce fameux syndicalisme qui prêche des 1943 le « serment de l'unité paysanne », que de renoncements « à l'acceptation pour copier la politique agricole avec les pouvoirs publics ! »

L'Etat souhaitait entendre une seule voix. Le syndicalisme paysan a été et est diversifié, remuant son fameux bon sens : « Pas tous les œufs dans un même panier ». Les gouvernements disaient : hors du blé, de la betterave, et du lait, point de salut (plutôt : point de subsistance). Les agriculteurs ont fait leurs choix, obligés, ou à leur retour des pâturages pour leur faire rendre des céréales. Si elle n'a pas décliné cette métamorphose, la PAC l'a accentuée jusqu'à la caricature. Les prix garantis transformaient des agriculteurs en bienheureux entrepreneurs (ils revendiquaient à présent cette appellation) : peu leur importait d'avoir ou non un dévoué. Au pis, les silos communautaires épongesaient le trop-plein, et les consommateurs russes auraient du beurre à Noël.

« Le premier obstacle au développement de l'agriculture », c'est la FNSEA, nous disait en 1989 le sociologue Henri Mendras : elle est un chef-d'œuvre de groupe de pression qui joue contre la majorité des agriculteurs. L'organisation majoritaire a ainsi tardé à reconnaître les avantages de la pluriculturalité (ils ne sont pas des nôtres !), disait-elle des paysans travaillant à l'usine. C'est seulement sous l'impulsion de son dernier président, M. Raymond Lacombe, homme de cœur et de terroir (Aveyron), qu'elle a amorcé un virage décisif mais tardif, admettant peu à peu — avec encore d'énormes réticences — que l'agriculture pouvait trouver un second souffle dans les fonctions d'accueil, d'aménagement de l'espace, dans la priorité donnée à la qualité des produits.

Faute d'avoir perçu son avenir autrement qu'en ajoutant des tonnes aux tonnes, l'agriculture a tardé à s'écarter de son sillon à bonne étoile. A quelques coopératives près, elle n'a pas su commercialiser ses produits. Et quand BSN, premier groupe agroalimentaire européen, prend une décision stratégique, le monde paysan ne pleure pas. Faute d'avoir investi l'industrie et la distribution, l'agriculture française est restée au pas de sa porte, désarmée, se raidissant sur la défense des prix quand il fallait viser les marchés et surtout son insertion dans la société. Homme d'un seul monde, le paysan français a enfermé son identité dans un seul geste : produire, trop longtemps conforté par des dirigeants agricoles et politiques entonnant le même hymne du toujours plus.

Alors que les tracteurs de la Coordination rurale regagnent les fermes, des questions non résolues demeurent : quelle est la vocation des agriculteurs, quels services rémunérés peuvent-ils rendre à la société sans être tenus pour des assistés ? se sentit obligé ? Et la réponse apportée à ces interrogations est de nouveau le silence.

ÉRIC FOTTORINO

COMMUNICATION

Le Festival national de l'audiovisuel et de la communication

Images de synthèse et grandes entreprises en vedette à Biarritz

Le 21^e Festival national de l'audiovisuel et de la communication d'entreprises a eu lieu à Biarritz du 16 au 20 juin. Organisé par le Cefim, département audiovisuel du CNPF, et présidé par le cinéaste Edouard Niermans (le Retour de Casanova), cette « vitrine » des films d'entreprise sert aussi de baromètre de la vie économique.

BIARRITZ

de notre envoyée spéciale

A chaque jour du festival son thème — problèmes d'environnement et nouvelles technologies, ressources humaines et communication interne, communication et image institutionnelle — ce qui, selon le Cefim, « devait permettre de mieux servir commanditaires, producteurs et festivaliers, en collant au plus près au marché de l'audiovisuel ». Le poids de la filière Communication institutionnelle représentait il y a deux ans, selon le BIPE (Bureau d'information et de prévision économiques), un investissement de 1,766 milliard de francs.

L'attention reste la règle, de la part des commanditaires comme des producteurs. Selon un sondage récent du Syndicat des producteurs de programmes audiovisuels (S2PA) réalisé auprès de 300 producteurs, le climat est jugé « catastrophique » par 13 % d'entre eux, « morose » par 46,5 % et « serein » par... 2 %. Un malaise dû à la crise devant l'incertitude économique, les entreprises réduisant d'abord leur budget communication — et qui se répercute sur la plupart des maisons de production.

Le festival entend cependant demeurer fidèle à l'objectif assigné par son créateur, M. Michel Frois : être la « vitrine incontournable » de l'audiovisuel de formation et de communication. Parmi les « vedettes » figuraient les films ou vidéos utilisant des images de synthèse, ou en trois dimensions (3D), de plus en plus nombreux, même si leur production coûte cher (jusqu'à 1 million de francs la minute, en dépit du formidable développe-

ment de l'image numérique qui a fait baisser de 40 % le prix des techniques d'effets spéciaux).

Parmi les 400 audiovisuels (sur environ 6 000 produits annuellement retenus en sélection officielle pour les trois grandes compétitions qui ont animé Biarritz), la vidéo a confirmé une prédominance déjà esquissée en 1991. Avec 90 % de la production, la vidéo s'affirme aux dépens des films 35 mm, ce qui n'a pas empêché l'un d'eux de remporter le grand prix.

Ces choix répondent à l'évidence à des considérations économiques : 200 000 francs en moyenne pour le film vidéo contre 1 million de francs pour le 35 mm.

Entre projections, colloques et conférences, beaucoup de professionnels s'étonnaient de la pénurie d'images consacrées aux PME, notamment au sein de la sélection officielle, et déplorait que les politiques de communication utilisant l'audiovisuel soient le fait des grandes entreprises. Un prix à Biarritz équivalait à un label, mais le monopole de fait des « mastodontes » de la communication d'entreprise pouvait en amoindrir la valeur.

BÉNÉDICTE HOUDRÉ

Le palmarès

Grand Prix : l'UAP, pour 24 heures par seconde, produit par la société Trompette et réalisé par Jorge Dana.

Premier Prix du film d'entreprise : Gaz de France pour CH4 (producteur SOG, réalisateur Didier Pourcel).

Premier Prix vidéo d'entreprise : La Poste (direction financière) pour Yellow Pig (Production 2, réalisateur Jean-Hughes Gorgé).

Grand Prix de la communication d'entreprise : l'abbaye de Gloux.

Grand Prix européen de l'image d'entreprise : Siemens pour Evolution des réseaux produit par Luna film et réalisé par Richard Caesar.

Canal Plus table sur une croissance annuelle de 15 %

Canal Plus compte sur un résultat de 1,2 milliard de francs en 1992 et, avec la réduction des pertes à l'étranger, sur une progression annuelle de 15 % les années suivantes de son chiffre d'affaires. Le résultat (respectivement 699 et 1,08 milliard de francs en 1991). Ces prévisions, faites devant l'Assemblée générale de la chaîne cryptée mardi 23 juin, tablent sur 3,55 millions d'abonnés à la fin 1992, et un revenu publicitaire atteignant 400 millions de francs (contre 310 millions en 1991).

Canal Plus poursuit aussi sa diversification : un accord est sur le point d'être conclu pour la reprise du Parc des Princes, en vue d'une « meilleure commercialisation ».

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



L'Assemblée Générale Ordinaire, réunie le 19 juin 1992 sous la Présidence de M. Jean-Louis Rodot, a approuvé les comptes de l'exercice 1991, qui se sont soldés pour l'ensemble du Groupe par :

- un chiffre d'affaires de 1 551,9 millions de francs (+ 20,9 %)
- un résultat net de 47,5 millions de francs (+ 2,0 %)
- une capacité d'autofinancement de 161,4 millions de francs (+ 13,2 %).

Le dividende net hors avoir fiscal a été fixé à 20 francs par action, en augmentation de près de 39 % par rapport à celui de l'exercice 1990.

Le chiffre d'affaires à fin mars 1992 était de 335,5 millions de francs contre 343,2 millions de francs à fin mars 1991 (- 2,2 %) ; pour l'année 1992, le chiffre d'affaires devrait être sensiblement comparable à celui de l'année précédente.

Le carnet de commandes du groupe au 1^{er} juin 1992 était de 1 400 millions de francs, ce qui représente d'ores et déjà un volume d'activité d'environ onze mois.

AVIS DE CONSULTATION N° 92/33

VILLE DE MARSEILLE

OPÉRATION SITUÉE À L'ANGLE DES BOULEVARDS CHAVE ET SAKAKINI ET DE LA RUE MADON

CONSULTATION DE PROMOTEURS INVESTISSEURS

I - OBJET DE LA CONSULTATION

La Ville de Marseille est propriétaire d'un patrimoine immobilier d'environ 4 310 m² situé à l'angle des boulevards Chave et Sakakini et de la rue Madon, quartier du Camas, Marseille 5^e arrondissement.

La Ville de Marseille a décidé de remettre sur le marché foncier un certain nombre de ses terrains permettant d'augmenter l'offre potentielle tant en matière d'habitat que d'activités économiques.

La présente consultation a donc pour but que soit proposée à la Ville de Marseille une offre financière d'acquisition de ce terrain sur la base d'un programme de construction.

II - SITUATION ET STATUT DU TERRAIN

Ce terrain d'une contenance de 4 310 m² est constitué d'une parcelle appartenant au domaine privé de la Ville, à savoir la parcelle cadastrée sous le numéro 70 de la section D du Camas.

Cette consultation ouverte s'adresse à des Promoteurs-Investisseurs, qui devront s'adresser à un architecte de leur choix, dont ils assureront la rémunération.

III - RETRAIT DU DOSSIER ET RENSEIGNEMENTS

Les candidats pourront retirer le dossier à compter du 6 juillet 1992, jusqu'au 31 juillet 1992, de 8 h 30 à 12 h et de 13 h à 17 h, à la MISSION D'AMÉNAGEMENT URBAIN (MAU) - PARC VALMER, 271, CORNICHE KENNEDY, 13007 MARSEILLE.

Au secrétariat de M. A. AGUSSOL - Tél. : 91-55-31-63.

DATE LIMITE DE RÉCEPTION DES OFFRES :

18 SEPTEMBRE 1992, 16 heures terme de rigueur.

ADRESSE OÙ ELLES DOIVENT ÊTRE TRANSMISES :

Les offres, en trois exemplaires, établies conformément au règlement de la consultation, devront parvenir sous double enveloppe cachetée.

— SOIT PAR VOIE POSTALE, RECOMMANDÉE AVEC A.R. OU PAR CHRONOPOST.

— SOIT PAR REMISE DIRECTE CONTRE RÉCÉPISSÉ, de 9 h à 11 h 30 et de 13 h 30 à 16 h, à l'adresse suivante :

MAIRIE DE MARSEILLE SCAM

39 bis, RUE SAINT-É, 13002 MARSEILLE

L'enveloppe extérieure portera la mention :

— Avis de Consultation n° 92/33 - Soumission - TERRAIN MUNICIPAL QUARTIER DU CAMAS, 13005 MARSEILLE

L'enveloppe intérieure, sur laquelle sera inscrit le nom du candidat, contiendra l'offre.

TOUT AUTRE MODE DE DÉPÔT, ENVOI NON EXPÉDIÉ À L'ADRESSE EXACTE CI-DESSUS, Y COMPRIS POSTEXPRESS NON RECOMMANDÉE AVEC A.R., ENTRAINERA LE REJET DES OFFRES PRÉSENTÉES.

DATE D'ENVOI DE L'AVIS À LA PUBLICATION : 18-06-1992.

LUBRIZOL

NEVER COMMERCIAL

DES EMPLOIS

DANS LA FINANCE

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

appartements ventes

1^{er} arrdt

LOUVRE

Gd 3 P. 100 m²
+ petite terrasse
2 200 000 F. 42-29-02-10.

3^{er} arrdt

MARAI. Archives nationales,
M. RAMBUTEAU. 2 P. 50 m².
48 m². 3^e ét. asc. SOLEIL.
Cuis. équipée, salle, w.c. Cuv.
840 000 F. 48-04-85-08.

MARAI (Turenne-
SAINTONGE). 2 P. 50 m².
83 m². Poutres. Ref. 007-07.
Asc. SOLEIL. 1 300 000 F.
Tél.: 48-04-84-48.

NEUF

STUDIOS ET 2 PIÈCES

MARAI (3^{ème}) à part. de 879 000 F.

ALÉSIA (14^{ème}) à part. de 679 000 F.

PARIS-OUEST IMMOBILIER
(1) 45.87.70.25

4^{ème} arrdt

LES ATELIERS

DU MARAI
HOTEL DE VILLE
LIVRAISON 4^{ème} TRIM. 1992
Du studio au 4 pièces.
Terrasses, parkings.
45-72-50-50
ELMER DWIGHT EDUARD

5^{ème} arrdt

CENSIER

Beau app. 50 m² et studio
28 m² ref. 007-07.
42-29-02-10.

MAUBERT. DUPLEX 70 m²

6^{ème} arrdt. Calme. Impeccable.
Dble liv. + ch. priv. Scell.
SANTANDREA. 40-70-07-16

PROPRIÉTAIRE VEND GRAND

2-3 P. 50 m². Ref. 007-07.
P. 100 000 F. 42-29-02-10.

PROPRIÉTAIRE VEND GRAND

STUDIO. 50 m². Poss. 2
p. 100 000 F. 42-29-02-10.

Val-de-Grâce. Rénov. sans

val-de-vie. 3 ch. par. état.
scell. urgent. 45-35-18-58.

6^{ème} arrdt

Montparnasse. bel ancien
4/5 p. 100 m². 45-35-18-58.

R. GOS-AUGUSTIN

IDEAL. 2 P. 50 m². 45-35-18-58.

SAJARDIN LUXEMBOURG

Imm. 50 m². 45-35-18-58.

7^{ème} arrdt

FAIRFAX. Métro. Beau studio
25 m². 45-35-18-58.

RUE DE VERNEUIL

Bel imm. 1^{er} ét. 3 p. 50 m².
45-35-18-58.

RUE ROUSSELET. 4^{ème} arrdt

2 p. 50 m². 45-35-18-58.

ST-AUGUSTIN

DU STUDIO AU 5 P. 50 m².
45-35-18-58.

EXCEPTIONNEL

NOTRE-DAME-DE-LORRETE
RUE DES MARTYRS
Bel app. 34 m². 45-35-18-58.

MEDECIN

vd av. Trudaine. 1^{er} ét. Splen-
dide appart. 150 m². 45-35-18-58.

STUDIO 590 000 F

5^{ème} arrdt. 50 m². 45-35-18-58.

10^{ème} arrdt

RÉPUBLIQUE (pne)

Pierre de taille. 3-4 P. 50 m².
45-35-18-58.

GARE EST

Pierre de taille. 3-4 P. 50 m².
45-35-18-58.

LOUIS-LEGRAND. 2 P. 48 m²

Tout confort. 45-35-18-58.

11^{ème} arrdt

Près Nation. calme. 2 p. 50 m².
45-35-18-58.

13^{ème} arrdt

Près Nation. calme. 2 p. 50 m².
45-35-18-58.

14^{ème} arrdt

Près Nation. calme. 2 p. 50 m².
45-35-18-58.

15^{ème} arrdt

Près Nation. calme. 2 p. 50 m².
45-35-18-58.

16^{ème} arrdt

Près Nation. calme. 2 p. 50 m².
45-35-18-58.

17^{ème} arrdt

Près Nation. calme. 2 p. 50 m².
45-35-18-58.

18^{ème} arrdt

Près Nation. calme. 2 p. 50 m².
45-35-18-58.

19^{ème} arrdt

Près Nation. calme. 2 p. 50 m².
45-35-18-58.

20^{ème} arrdt

Près Nation. calme. 2 p. 50 m².
45-35-18-58.

appartements ventes

18^{ème} arrdt

19^{ème} arrdt. 19^{ème} arrdt. 19^{ème} arrdt.
45-35-18-58.

2 P. CFT 560 000 F

Rue Ordener. 45-35-18-58.

19^{ème} arrdt

PARC BUTTES-CHAUMONT
COCHET STUDIO. 30 m².
45-35-18-58.

20^{ème} arrdt

20^{ème} arrdt. 20^{ème} arrdt. 20^{ème} arrdt.
45-35-18-58.

21^{ème} arrdt

21^{ème} arrdt. 21^{ème} arrdt. 21^{ème} arrdt.
45-35-18-58.

22^{ème} arrdt

22^{ème} arrdt. 22^{ème} arrdt. 22^{ème} arrdt.
45-35-18-58.

23^{ème} arrdt

23^{ème} arrdt. 23^{ème} arrdt. 23^{ème} arrdt.
45-35-18-58.

24^{ème} arrdt

24^{ème} arrdt. 24^{ème} arrdt. 24^{ème} arrdt.
45-35-18-58.

25^{ème} arrdt

25^{ème} arrdt. 25^{ème} arrdt. 25^{ème} arrdt.
45-35-18-58.

26^{ème} arrdt

26^{ème} arrdt. 26^{ème} arrdt. 26^{ème} arrdt.
45-35-18-58.

27^{ème} arrdt

27^{ème} arrdt. 27^{ème} arrdt. 27^{ème} arrdt.
45-35-18-58.

28^{ème} arrdt

28^{ème} arrdt. 28^{ème} arrdt. 28^{ème} arrdt.
45-35-18-58.

29^{ème} arrdt

29^{ème} arrdt. 29^{ème} arrdt. 29^{ème} arrdt.
45-35-18-58.

30^{ème} arrdt

30^{ème} arrdt. 30^{ème} arrdt. 30^{ème} arrdt.
45-35-18-58.

31^{ème} arrdt

31^{ème} arrdt. 31^{ème} arrdt. 31^{ème} arrdt.
45-35-18-58.

32^{ème} arrdt

32^{ème} arrdt. 32^{ème} arrdt. 32^{ème} arrdt.
45-35-18-58.

33^{ème} arrdt

33^{ème} arrdt. 33^{ème} arrdt. 33^{ème} arrdt.
45-35-18-58.

34^{ème} arrdt

34^{ème} arrdt. 34^{ème} arrdt. 34^{ème} arrdt.
45-35-18-58.

35^{ème} arrdt

35^{ème} arrdt. 35^{ème} arrdt. 35^{ème} arrdt.
45-35-18-58.

36^{ème} arrdt

36^{ème} arrdt. 36^{ème} arrdt. 36^{ème} arrdt.
45-35-18-58.

37^{ème} arrdt

37^{ème} arrdt. 37^{ème} arrdt. 37^{ème} arrdt.
45-35-18-58.

38^{ème} arrdt

38^{ème} arrdt. 38^{ème} arrdt. 38^{ème} arrdt.
45-35-18-58.

39^{ème} arrdt

39^{ème} arrdt. 39^{ème} arrdt. 39^{ème} arrdt.
45-35-18-58.

40^{ème} arrdt

40^{ème} arrdt. 40^{ème} arrdt. 40^{ème} arrdt.
45-35-18-58.

41^{ème} arrdt

41^{ème} arrdt. 41^{ème} arrdt. 41^{ème} arrdt.
45-35-18-58.

42^{ème} arrdt

42^{ème} arrdt. 42^{ème} arrdt. 42^{ème} arrdt.
45-35-18-58.

43^{ème} arrdt

43^{ème} arrdt. 43^{ème} arrdt. 43^{ème} arrdt.
45-35-18-58.

44^{ème} arrdt

44^{ème} arrdt. 44^{ème} arrdt. 44^{ème} arrdt.
45-35-18-58.

45^{ème} arrdt

45^{ème} arrdt. 45^{ème} arrdt. 45^{ème} arrdt.
45-35-18-58.

46^{ème} arrdt

46^{ème} arrdt. 46^{ème} arrdt. 46^{ème} arrdt.
45-35-18-58.

47^{ème} arrdt

47^{ème} arrdt. 47^{ème} arrdt. 47^{ème} arrdt.
45-35-18-58.

48^{ème} arrdt

48^{ème} arrdt. 48^{ème} arrdt. 48^{ème} arrdt.
45-35-18-58.

49^{ème} arrdt

49^{ème} arrdt. 49^{ème} arrdt. 49^{ème} arrdt.
45-35-18-58.

50^{ème} arrdt

50^{ème} arrdt. 50^{ème} arrdt. 50^{ème} arrdt.
45-35-18-58.

51^{ème} arrdt

51^{ème} arrdt. 51^{ème} arrdt. 51^{ème} arrdt.
45-35-18-58.

locations non meublées

Paris

Particulier cherche à louer
à partir du 1/9/92.
4 pièces minimum
quartier sud-est Paris-banlieue.
Tél.: 48-60-31-83.

locations meublées

Paris

Particulier cherche à louer
à partir du 1/9/92.
4 pièces minimum
quartier sud-est Paris-banlieue.
Tél.: 48-60-31-83.

locations non meublées

Paris

Particulier cherche à louer
à partir du 1/9/92.
4 pièces minimum
quartier sud-est Paris-banlieue.
Tél.: 48-60-31-83.

locations meublées

Paris

Particulier cherche à louer
à partir du 1/9/92.
4 pièces minimum
quartier sud-est Paris-banlieue.
Tél.: 48-60-31-83.

locations non meublées

Paris

Particulier cherche à louer
à partir du 1/9/92.
4 pièces minimum
quartier sud-est Paris-banlieue.
Tél.: 48-60-31-83.

locations meublées

Paris

Particulier cherche à louer
à partir du 1/9/92.
4 pièces minimum
quartier sud-est Paris-banlieue.
Tél.: 48-60-31-83.

locations non meublées

Paris

Particulier cherche à louer
à partir du 1/9/92.
4 pièces minimum
quartier sud-est Paris-banlieue.
Tél.: 48-60-31-83.

locations meublées

Paris

Particulier cherche à louer
à partir du 1/9/92.
4 pièces minimum
quartier sud-est Paris-banlieue.
Tél.: 48-60-31-83.

locations non meublées

Paris

Particulier cherche à louer
à partir du 1/9/92.
4 pièces minimum
quartier sud-est Paris-banlieue.
Tél.: 48-60-31-83.

locations meublées

Paris

Particulier cherche à louer
à partir du 1/9/92.
4 pièces minimum
quartier sud-est Paris-banlieue.
Tél.: 48-60-31-83.

locations non meublées

Paris

Particulier cherche à louer
à partir du 1/9/92.
4 pièces minimum
quartier sud-est Paris-banlieue.
Tél.: 48-60-31-83.

locations meublées

Paris

Particulier cherche à louer
à partir du 1/9/92.
4 pièces minimum
quartier sud-est Paris-banlieue.
Tél.: 48-60-31-83.

locations non meublées

Paris

Particulier cherche à louer
à partir du 1/9/92.
4 pièces minimum
quartier sud-est Paris-banlieue.
Tél.: 48-60-31-83.

locations meublées

Paris

Particulier cherche à louer
à partir du 1/9/92.
4 pièces minimum
quartier sud-est Paris-banlieue.
Tél.: 48-60-31-83.

locations non meublées

Paris

Particulier cherche à louer
à partir du 1/9/92.
4 pièces minimum
quartier sud-est Paris-banlieue.
Tél.: 48-60-31-83.

locations meublées

Paris

Particulier cherche à louer
à partir du 1/9/92.
4 pièces minimum
quartier sud-est Paris-banlieue.
Tél.: 48-60-31-83.

locations non meublées

Paris

Particulier cherche à louer
à partir du 1/9/92.
4 pièces minimum
quartier sud-est Paris-banlieue.
Tél.: 48-60-31-83.

locations meublées

Paris

Particulier cherche à louer
à partir du 1/9/92.
4 pièces minimum
quartier sud-est Paris-banlieue.
Tél.: 48-60-31-83.

locations non meublées

Paris

Particulier cherche à louer
à partir du 1/9/92.
4 pièces minimum
quartier sud-est Paris-banlieue.
Tél.: 48-60-31-83.

locations meublées

Paris

Particulier cherche à louer
à partir du 1/9/92.
4 pièces minimum
quartier sud-est Paris-banlieue.
Tél.: 48-60-31-83.

locations non meublées

Paris

Particulier cherche à louer
à partir du 1/9/92.
4 pièces minimum
quartier sud-est Paris-banlieue.
Tél.: 48-60-31-83.

locations meublées

Paris

Particulier cherche à louer
à partir du 1/9/92.
4 pièces minimum
quartier sud-est Paris-banlieue.
T

مركز الامم المتحدة

REPRODUCTION INTERDITE

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
PARIS			17^e ARRONDISSEMENT			4 PIÈCES 83 m², 4 ^e étage parking		
5^e ARRONDISSEMENT			4 PIÈCES 136 m², 5 ^e étage			LEVALLOIS 7, allée Claude-Monet AGF - 44-86-45-45 Frais de commission		
STUDIO 31 m², 2 ^e étage			9, rue des Dardennes GCI - 40-16-28-71			10 150 + 750 7 222		
11, rue Toumefort GCI - 40-16-28-88			4 PIÈCES 90 m², 5 ^e étage balcon			7 PIÈCES 215 m², 4 ^e étage		
4 850 + 356			117, rue Cardinet SOLVEG - 40-87-06-99 Frais de commission			26 800 + 2 400 19 070		
8^e ARRONDISSEMENT			4 PIÈCES 107 m², 6 ^e étage			5 PIÈCES 110 m², 5 ^e étage		
5 PIÈCES 144 m², 3 ^e étage			75, bd Pereire AGF - 44-88-45-45 Frais de commission			13 567 + 1 732 9 654		
88, boulevard Meisnerbois GCI - 40-16-28-89			6 PIÈCES 212 m², 2 ^e étage			NEUILLY 4, place Bagatelle AGIFRANCE - 49-03-43-04 Frais de commission		
32, avenue George-V CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location			32, bd. de Courcelles AGF - 44-88-45-45 Frais de commission			18 985 + 2 152 13 509		
225, rue du Fg-St-Honoré AGF - 44-88-45-45 Frais de commission			19^e ARRONDISSEMENT			5 PIÈCES 172 m², 1 ^e étage		
19 400 + 1 885			3 PIÈCES 65 m², 3 ^e étage parking			NEUILLY 139, bd. du Général-Koenig AGIFRANCE - 49-03-43-04 Frais de commission		
4 PIÈCES 160 m², 5 ^e étage parking, balcon			10, résidence Belleville AGF - 44-88-45-45 Frais de commission			19 282 + 2 632 13 706		
32, avenue George-V CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location			20^e ARRONDISSEMENT			3 PIÈCES 65 m², 1 ^e étage parking		
20 000 + 1 880 14 232			4 PIÈCES 92 m², 3 ^e étage parking			NEUILLY 7 bis, rue du Rouvray LOC INTER - 47-45-16-09 Frais de commission		
11^e ARRONDISSEMENT			74-80, rue de Buzenval AGF - 44-86-45-45 Frais de commission			7 323 + 638 5 598		
2 PIÈCES 46 m², 3 ^e étage Box, balcon			78 - YVELINES			3 PIÈCES 70 m², 2 ^e étage possib. parking balcon		
6, cité de Phalsbourg GCI - 40-16-28-88			4 PIÈCES 89 m², r.-de-ch. jardin 76 m² parking			NEUILLY 223, av. Charles-de-Gaulle CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location		
9 319 + 750 7 038			38, square des Marronniers SOLVEG - 40-87-06-99 Frais de commission			6 900 + 1 080 5 238		
4 PIÈCES 100 m², 4 ^e étage parking			3 PIÈCES 72 m², 1 ^e étage parking			3/4 PIÈCES 110 m², 3 ^e étage balcon, parking		
1, rue Fédée LOC INTER - 47-45-16-58 Frais de commission			2 ter, rue Le Rochesqueu AGF - 44-86-45-45 Frais de commission			NEUILLY 74 bis, bd Maurice-Barès CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location		
5 450 + 432 4 194			78 - YVELINES			14 000 + 1 850 10 350		
15^e ARRONDISSEMENT			STUDIO 54 m², r.-de-ch. parking			2 PIÈCES 64 m², 5 ^e étage parking		
2 PIÈCES 47 m², 5 ^e étage parking			15, rue des Erables AGIFRANCE - 49-03-43-04 Frais de commission			SÈVRES 11, av. de la Division-Leclerc SAGGEL - 46-08-80-36 Frais de commission		
15, rue Fizeau LOC INTER - 47-45-16-94 Frais de commission			78 - YVELINES			4 870 + 817 3 506		
8-9, rue du Lac AGF - 44-86-45-45 Frais de commission			4 PIÈCES 91 m², 3 ^e étage parking			5 PIÈCES 111 m², 4 ^e étage parking		
4 000 + 720 2 845			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE 2 ter, rue Le Rochesqueu AGF - 44-86-45-45 Honoraires de location			SÈVRES 11, av. de la Division-Leclerc SAGGEL - 46-08-80-36 Frais de commission		
2 PIÈCES 61 m², 5 ^e étage			92 - HAUTS-DE-SEINE			8 900 + 1 684 6 408		
7, rue de Presses AGF - 44-86-45-45 Frais de commission			3 PIÈCES 83 m², 4 ^e étage parking			94 - VAL-DE-MARNE		
5 300 + 1 010 4 625			BOULOGNE 140, route de la Reine SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission			3 PIÈCES 76 m², 1 ^e étage park.		
2 PIÈCES 47 m², 4 ^e étage parking			4/5 PIÈCES 110 m² rez-de-chaussée parking			CACHAN 34, avenue Carnot AGF - 44-86-45-45 Frais de commission		
57, rue des Mollons SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission			5 670 + 1 245 4 082			5 400 + 950 3 843		
5 300 + 799 3 816			16^e ARRONDISSEMENT			3 PIÈCES 68 m², 4 ^e étage parking, balcon		
STUDIO 34 m², 1 ^e étage			4, rue Fédée-David SOLVEG - 40-87-06-99 Frais de commission			CHARENTON 158, rue de Paris LOC INTER - 47-45-16-84 Frais de commission		
4 870 + 524 4 153			5 PIÈCES DUPLEX 131 m², 5-6 ^e étages balcon			VINCENNES 7, allée J.-Daguerre AGF - 44-86-45-45 Frais de commission		
18 600 + 1 980 16 275			STUDIO 38 m², 5 ^e étage			JOINVILLE-LE-PONT 12, rue Halifax SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission		
135, avenue de Versailles SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission			11-13, rue Gros SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission			8 283 + 920 6 894		
3 800 + 550 2 756			15 100 + 2 152 10 872			4 130 + 568 2 973		

Le Monde

CHAQUE MERCREDI
numéro daté jeudi

VOS
RENDEZ-VOUS

IMMOBILIER

LA SÉLECTION IMMOBILIÈRE
LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS
L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE

Le Monde, premier quotidien national avec 1 668 000 lecteurs, dont 742 000 habitent Paris et la région et 630 000 appartiennent à des foyers « cadres supérieurs ». (Source CESP 91 - LNM.)

Le Monde, premier quotidien des cadres : 844 000 lecteurs.
Le Monde, premier quotidien des cadres supérieurs : 596 000 lecteurs.
(Source : IPSOS 91 - LNM.)

Le Monde, le quotidien national le plus vendu à Paris : 91 176 exemplaires.
(Source : NM 88 - année 90.)

Pour tous renseignements : PROFESSIONNELS 46-62-73-43
PARTICULIERS 46-62-73-90 - 46-62-72-02

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE
AVEC LA PARTICIPATION DE

AGIFRANCE
GROUPE
CASSÉ DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS



LOC INTER
Téléphone : 15 15 14 97

SOLVEG
LOCATION, VENTE ET GESTION D'IMMOBILIER

CIGIMO
GROUPE GTF

PHENIX
GESTION
GROUPE D'ASSURANCE
GÉNÉRAL DE FRANCE

SAGGEL
VENDÔME
GROUPE UAP

VIE DES ENTREPRISES

Nouveau regroupement dans l'électroménager

AEG s'allie à Electrolux

FRANCFORT

de notre correspondant

Les groupes suédois Electrolux et allemand AEG ont annoncé, mardi 23 juin, avoir conclu une alliance dans les appareils électroménagers. Les deux partenaires vont développer et fabriquer en commun des lave-vaisselle, des sèche-linge et des machines à laver à chargement par le haut. Electrolux prendra en outre 10 % du capital de la filiale électroménager d'AEG avec une possibilité d'aller au-delà, tandis que le groupe allemand obtiendra des obligations convertibles du Suédois.

Cette « coopération de long terme », selon les deux partenaires, leur permettra d'obtenir des économies d'échelle. L'uniformisation mondiale des modes de cuisson et de lavage est à la fois cause et raison d'une concentration mondiale de cette industrie. Les machines à laver, les fours ou les réfrigérateurs comportent de moins en moins de caractéristiques natio-

nales et la compétition s'effectue, en retour, à l'échelle mondiale. Les fabricants européens sont désormais menacés par les Américains et ils le seront demain par les Japonais déjà présents dans les fours à micro-ondes.

Cet accord permet à Electrolux de conforter sa première position européenne, avec un chiffre d'affaires de 44 milliards de francs environ, devant le tandem allemand Bosch-Siemens et l'américain Whirlpool, qui a racheté les activités de Philips. Viennent ensuite, dans le classement, les allemands Miele et AEG, puis le français Thomson.

Le groupe AEG, après une faible rentabilité au début des années 80, est un conglomérat désormais présent dans les automobiles, les systèmes ferroviaires, l'électronique et l'électroménager. Daimler-Benz, qui en a pris le contrôle à 80 %, en poursuit le redressement. Avec un chiffre d'affaires de 14 milliards de deutsche-

marks (dont 2,6 milliards dans l'électroménager), AEG a encore perdu 624 millions de deutsche-marks l'an dernier et vise un petit équilibre cette année. Son patron, M. Georg Stöckl, a entrepris de « concentrer » le groupe sur ses activités principales. Il a vendu les câbles à Alcatel l'an dernier ainsi que les outillages au suédois Atlas Copco et il a fermé la ruineuse filiale Olympia dans la bureautique.

La filiale électroménager est trop petite à l'échelle européenne. Un rapprochement avec Bosch-Siemens a été envisagé mais il aurait vraisemblablement été annulé par l'Office des cartels allemand. Une vente avait été exclue par M. Stöckl puisque cette activité, grâce aux prix élevés en Allemagne, est encore actuellement rentable. La coopération à long terme avec Electrolux était dès lors la solution logique.

ÉRIC LE BOUCHER

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

NOMINATION

■ M. Otto Lamsdorff nommé président du conseil de surveillance d'Alcatel NV. — M. Otto Lamsdorff, ancien ministre de l'économie et parlementaire allemand, a été nommé président du conseil de surveillance d'Alcatel NV, la branche de télécommunications du groupe Alcatel-Alsthom, a indiqué mardi 23 juin Alcatel Alsthom dans un communiqué. M. Lamsdorff, qui était membre de ce conseil depuis 1987, remplacera M. Rand Arnskog, président d'ITT. Sa prise de fonctions interviendra en juillet, lorsque sera finalisé le rachat par Alcatel-Alsthom des 30 % qu'ITT détenait encore dans Alcatel. Alcatel, qui est présidé par le Français Pierre Suard, a réalisé en 1991 des ventes de 22,9 milliards de francs en Allemagne (près de 20 % du chiffre d'affaires total), soit presque autant qu'en France (24,4 %). Le groupe emploie 30 000 personnes outre-Rhin.

COOPÉRATION

■ Apple s'associe à Toshiba dans les produits multimédias. — Le géant japonais Toshiba Corp. et la firme américaine Apple Computer Inc. ont annoncé, mardi 23 juin, qu'ils s'associent pour développer de nouveaux produits, dont des données textuelles, graphiques, vidéo et audio. Par cet accord, les deux compagnies annoncent qu'elles veulent développer un produit non identifié, qui devrait être commercialisé mi-1993, basé sur la technologie du disque compact (CD-ROM). Toshiba va aussi commercialiser la technologie des logiciels à partir d'une joint-venture multimédia entre Apple et IBM, appelée Kaleida.

CAPITAL

■ Bouygues : contestation d'actionnaires minoritaires. — Deminor, association d'actionnaires minoritaires, s'est inquiétée mardi 23 juin des conditions dans lesquelles le groupe de BTP Bouygues a cédé, à la fin de 1990, les 34 % qu'elle détenait dans Mabinvest à une société civile contrôlée par la famille Bouygues. Mabinvest, qui réalise un chiffre d'affaires de 1,3 milliard de francs, détient 51 % de la Saur, numéro trois de la distribution d'eau en France, et 16 % de Bouygues. Deminor redoute que cette cession se soit faite à des conditions inférieures à celles du marché. L'association a précisé que si plus de 10 % des actionnaires de Bouygues lui apportaient leur soutien d'ici à la fin août, elle poursuivrait sa démarche. Un porte-parole du groupe de BTP s'est élevé contre cette initiative. Il a rappelé que cette vente s'est faite à un prix de 226,29 millions de francs et qu'elle a été approuvée lors de l'assemblée générale de 1991. — (Reuters)

ACCORD

■ HP reprend l'activité miniordinateurs de Texas Instrument. — Les firmes informatiques Hewlett-Packard (HP) et Texas Instrument ont signé une lettre d'intention pour la reprise par HP des activités miniordinateurs du groupe électronique texan, a annoncé mardi 23 juin Texas Instrument dans un communiqué. Aux termes de l'accord, HP reprendra la famille de miniordinateurs Unix de Texas Instrument, connue sous le nom de Série 1500. Texas Instrument conserve ses activités dans le secteur des ordinateurs

portatifs de type « notebook », des imprimantes, des logiciels et des télécommunications, précise le communiqué de la firme.

CESSION

■ BSN cède deux de ses marques italiennes d'eau minérale. — BSN va céder deux de ses marques italiennes d'eau minérale (Sangemini et Fabbia), pour recentrer son activité dans la péninsule autour de Ferrarelle pour les eaux gazeuses et Boreo pour les eaux plates. Les marques cédées représentent environ 18 % de l'activité eau minérale de BSN en Italie.

INVESTISSEMENT

■ Fiat crée une société avec Saada en Algérie. — Fiat Auto et Saada (Société algérienne de l'automobile, du développement et des activités connexes) viennent de créer une société mixte, la Fiat (Fabrication automobiles) Tiarret. Fiat détient 36 % du capital, pour un montant de 30 milliards de francs (133 millions de francs). En outre, l'Italie a accordé un crédit de 170 milliards de francs pour le développement du projet. La Fiat produira 30 000 véhicules par an dans trois ans.

CRISE

■ Galina-Père Doda : 300 suppressions d'emplois. — La direction de Galina-Père Doda, filiale du groupe agroalimentaire breton Doux spécialisée dans les volailles, a présenté il y a quelques jours devant le comité central d'entreprise un projet de restructuration industrielle prévoyant 300 suppressions d'emplois sur les 2 400 salariés dans les cinq usines de l'entreprise morbihannaise. Selon la direction, ces mesures sont imposées par le mouvement de concentration des industries agroalimentaires et par la diminution des prix de vente des produits, consécutive à l'accroissement de la concurrence européenne.

INDICATEURS

FRANCE

■ Consommation de produits manufacturés : -0,4 % en mai. — La consommation des ménages en produits manufacturés a baissé de 0,4 % en mai par rapport à avril. Par rapport à mai 1991, la progression est de 1,4 %. Le recul enregistré en mai s'explique surtout par la contraction des achats de meubles (-1,5 % en un mois) et d'électronique grand public (-4,7 %). L'habillement recule un peu. L'électroménager, en revanche, progresse de 1,1 %.

stage intensif d'été Prépa.Sciences.Po

Améliorez vos chances d'intégrer un Institut d'Études Politiques grâce à un encadrement efficace et une discipline de travail rigoureuse.

Paris 17^e - tél. 42.38.21.21

INSTITUTION FRILLEY

Etablissement fondé en 1864

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 24 juin ↑

La reprise se poursuit

La Bourse de Paris confirme mercredi 24 juin, premier jour du mois boursier de juillet, la reprise amorcée la veille dans un marché très calme. En hausse de 0,41 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait une hausse plus tard au gain de 0,66 % et progressait de 0,81 % en début d'après-midi, à 1 911,07 points.

Cette hausse permet au CAC 40 de dépasser au-dessus de la barre des 1 900 points, mais elle est loin d'effacer les pertes de 8 % subies en juin. Le volume des affaires est décevant, estimant les opérateurs, qui ont émis un avis négatif sur l'annonce d'un excédent commercial en France de 4,5 milliards de francs en mai après les 7 milliards de mois précédent. Cette bonne nouvelle est contrebalancée par l'annonce d'un déficit de 1 900 millions de francs en mai, d'une progression de 9 % de la masse monétaire allemande en mai. L'annonce d'une déflation prochaine des taux d'intérêt s'est avérée. Enfin, la nouvelle baisse de la Bourse de Tokyo mercredi (-1,6 %) continue à préoccuper les opérateurs.

Pouget perdait 0,9 % pendant que se tenait mercredi matin l'assemblée générale des actionnaires. Total était en hausse de 0,5 % à 233 F alors que les investisseurs peuvent souscrire à 230 F par action à l'OPV sur 12,4 % du capital de la Compagnie pétrolière. A l'étranger, cette opération a rencontré un très bon succès. En France, la demande est nettement moins forte car, soulignent les gestionnaires, de nombreux épargnants, institutionnels ou privés, étaient déjà en possession d'actions Total. A la SCOA et de 5 % de Michelin.

NEW-YORK, 23 juin ↑

Redressement

Wall Street a modestement repris du terrain mardi 23 juin, grâce à une hausse des valeurs technologiques amorcée lundi après-midi et grâce au redressement de la Bourse de Tokyo. En hausse d'une dizaine de points durant l'essentiel de la séance, l'indice Dow Jones des valeurs vedettes a clôturé à 3 285,65, en hausse de 4,85 points (+0,15 %).

L'activité a été assez soutenue avec quelque 1 600 millions d'actions échangées. Le nombre des titres en hausse a légèrement dépassé celui des valeurs en baisse : 590 contre 529. 550 titres ont été inchangés. La hausse aux bonnes affaires, qui avait permis lundi au marché de réduire fortement ses pertes vers la fin de la séance, a repris mardi dès l'ouverture. Sur le marché obligataire, le taux d'intérêt sur les bons du Trésor à trente ans, principal repère, est descendu à 8,35 % après un fin d'après-midi contre 7,94 % lundi soir.

LONDRES, 23 juin ↑

Petite hausse

La Bourse de Londres a terminé la séance mardi 23 juin sur une hausse de 10,33 points à 2 560,65 points (+0,4 %). Les valeurs ont profité d'un rebond du marché à terme et de la bonne tenue de Wall Street. Après un démarrage ternes, les actions avaient piqué du nez en milieu de matinée après la publication des chiffres de la masse monétaire allemande, qui semblaient interdire une baisse immédiate des taux d'intérêt allemands et européens.

Malgré la tendance s'est inversée à la fin de la matinée et les investisseurs ont acheté à terme. Les pétroliers, les valeurs du tourisme et des médias sont restées orientées à la baisse alors que les valeurs technologiques, les pharmaceutiques, les compagnies d'électricité et d'eau ont affiché des hausses.

TOKYO, 24 juin ↓

A nouveau sous les 16 000 points

La reprise de mardi n'a pas fait illusion longtemps et la Bourse de Tokyo a de nouveau plongé mercredi 24 juin. L'indice Nikkei perd en fin de séance 253,32 points, soit 1,6 %, et repasse sous la barre des 16 000 points à 15 953,67 points. Le Nikkei touche une nouvelle fois son niveau le plus bas depuis près de six ans.

Pourtant, le Kaban-cho avait ouvert en hausse, mais aucun élément nouveau n'ayant été apporté sur les mesures gouvernementales de relance de l'économie, la demande s'est essouffée. Le manque de contacts des investisseurs est tel que chaque reprise est considérée comme une occasion de prendre des bénéfices.

VALEURS	Cours de 23 juin	Cours de 24 juin
Alcatel	1 190	1 180
Alcatel NV	1 130	1 110
Alcatel NV	1 200	1 180
Alcatel NV	1 200	1 180
Alcatel NV	1 200	1 180
Alcatel NV	1 200	1 180
Alcatel NV	1 200	1 180
Alcatel NV	1 200	1 180
Alcatel NV	1 200	1 180
Alcatel NV	1 200	1 180

PARIS :

Second marché (élection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel NV	446	450	Immo. Habitat	1020	1020
Alcatel NV	240	240	Immo. Habitat	1020	1020
Alcatel NV	41	41	Immo. Habitat	1020	1020
Alcatel NV	755	755	Immo. Habitat	1020	1020
Alcatel NV	465	467	Immo. Habitat	1020	1020
Alcatel NV	234	234	Immo. Habitat	1020	1020
Alcatel NV	749	750	Immo. Habitat	1020	1020
Alcatel NV	388	388	Immo. Habitat	1020	1020
Alcatel NV	685	685	Immo. Habitat	1020	1020
Alcatel NV	188 50	188 50	Immo. Habitat	1020	1020
Alcatel NV	255	255	Immo. Habitat	1020	1020
Alcatel NV	1155	1155	Immo. Habitat	1020	1020
Alcatel NV	285	285	Immo. Habitat	1020	1020
Alcatel NV	1218	1218	Immo. Habitat	1020	1020
Alcatel NV	166	166	Immo. Habitat	1020	1020
Alcatel NV	305	305	Immo. Habitat	1020	1020
Alcatel NV	1100	1075	Immo. Habitat	1020	1020
Alcatel NV	500	500	Immo. Habitat	1020	1020
Alcatel NV	1233	1231	Immo. Habitat	1020	1020
Alcatel NV	175	175	Immo. Habitat	1020	1020
Alcatel NV	118	118	Immo. Habitat	1020	1020
Alcatel NV	145	145	Immo. Habitat	1020	1020
Alcatel NV	180 50	180 50	Immo. Habitat	1020	1020
Alcatel NV	120	120	Immo. Habitat	1020	1020
Alcatel NV	72	72	Immo. Habitat	1020	1020
Alcatel NV	384	384	Immo. Habitat	1020	1020
Alcatel NV	125 10	125 10	Immo. Habitat	1020	1020
Alcatel NV	821	849	Immo. Habitat	1020	1020
Alcatel NV	159	159	Immo. Habitat	1020	1020
Alcatel NV	80	80	Immo. Habitat	1020	1020

LA BOURSE SUR MINITEL

36-15 TAPEZ LE MONDE

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 23 juin 1992

Nombre de contrats estimés : 151 114

COURS	juin 92	Sept. 92	Déc. 92
Dernier	106,76	107,86	107,28
Précédent	106,96	107,22	107,48

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	juin 92	Sept. 92	juin 92	Sept. 92
108	0,13	0,45	0,63	0,45

CAC 40 A TERME (MATIF)

COURS	juin	juillet	août
Dernier	1 900	1 898	1 914
Précédent	1 895,50	1 896	1 906

CHANGES

Dollar : 5,25 F ↓

Le dollar s'inscrivait à nouveau en baisse mercredi 24 juin à 5,2575 F au fixing, contre 5,2715 F à la clôture des échanges interbancaires de mardi et à 5,2625 F au fixing du même jour. Le seuil technique des 5,2550 F devrait finir par céder aux pressions baissières, estimant la plupart des cambistes, selon lesquels les éléments de soutien sont trop peu nombreux pour empêcher une nouvelle glissade du billet vert.

FRANCFORT 23 juin 24 juin

Dollar (en DM) 1,5615 1,5617

Tokyo 23 juin 24 juin

Dollar (en yen) 126,94 127,83

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (24 juin) 9 1516 - 10 %

New-York (23 juin) 3,5 %

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 31-12-91)

23 juin 24 juin

Valeurs françaises 109,40 109,58

Valeurs étrangères 100,10 99,98

(SBF, base 100 : 31-12-91)

Indice global CAC 516,74 517,25

(SBF, base 1000 : 31-12-87)

Indice CAC 40 1 885,77 1 895,80

NEW-YORK (Index Dow Jones)

23 juin 24 juin

Industrielles 3 280,80 3 285,65

Londres (Index Financial Times)

23 juin 24 juin

100 valeurs 2 550,30 2 560,65

30 valeurs 1 986,30 1 996,70

Indice d'Eurol 92,70 92,10

Fonds d'Eurol 88,67 88,55

FRANCFORT 23 juin 24 juin

Dax 1 771,64 1 771,14

Tokyo 23 juin 24 juin

Nikkei Dow Jones 16 146,99 15 853,67

Indice global 1 247,21 1 233,37

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E-U	5,2500	5,2520	5,3319	5,3369
Yen (100)	4,1322	4,1355	4,1910	4,1969
Yen	6,9040	6,9068	6,9947	6,9918
Deutschmark	3,3875	3,3868	3,3689	3,3721
Franc suisse	3,7228	3,7262	3,7271	3,7343
Lire italienne (1000)	4,4520	4,4520	4,4978	4,4137
Lire sterling	9,8158	9,8158	9,8158	9,8158
Peseta (100)	5,3429	5,3478	5,3590	5,3195

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E-U	9 1/16	1 15/16	3 7/8	4 1/2	4 1/2	4 1/2
Yen (100)	10 7/16	10 9/16	10 7/16	10 9/16	10 3/8	10 1/2
Yen	9 5/8	9 3/4	9 5/8	9 3/4	9 5/8	9 3/4
Deutschmark	9 3/8	9 1/2	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8
Franc suisse	14 1/16	14 5/16	13 3/16	13 1/16	13 1/16	13 1/16
Lire italienne (1000)	10 1/16	10 3/16	9 15/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16
Lire sterling	12 3/16	12 1/16	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8
FRANC FRANÇAIS	10	10	10	10	10	10

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.

Le Monde - RTL

ENTREPRISES

à 22h15 sur RTL

Mardi 24 juin :
Clive Brothers,
directeur général
de Weight Watchers.

Jeudi 25 juin :
Jean François,
PDG de Form X L.

FINANCIERS

cond marché PARIS

Cours relevés à 14 h 00

36-15

23/6

PLACES **BOUSES**

CONFIDENTIAL

SECRET

Le Monde-RM

CULTURE

MUSIQUES

Le train en marche

Opportuniste et talentueux,
Teenage Fanclub part à la conquête du monde

Au printemps dernier, Teenage Fanclub a fait sa première excursion aux États-Unis. Le premier passage transatlantique d'un quatuor britannique évoque toujours des souvenirs émus. Même s'ils n'ont pas été accueillis par des hordes de jeunes filles en pleurs, Norman Blake (guitare et chant), Raymond McGinley (guitare), Gerard Love (basse) et Brendan O'Hare (batterie), sont assez fiers de leur expédition. Ils ont fait la tournée des hauts-lieux de la scène «alternative» (le Marquee de New-York), celle des collèges (stations universitaires) et les États-Unis semblaient prêts à succomber, après la Grande-Bretagne, au charme du rock mélodique et bruyant de Teenage Fanclub.

Bandwagoneuse, leur second album, celui qui les a sortis de la pénombre indépendante, est une merveille d'humour, de culture et de savoir-faire. The Concept, premier titre du disque, premier simple qui en a été extrait, se grave instantanément dans les mémoires. L'expression «To jump on the bandwagon» se traduit à peu près par «prendre le train en marche». Bandwagoneuse, le néologisme qui en est tiré sert beaucoup dans la presse spécialisée britannique. «Nous en avons tellement assez des groupes qui prétendent leurs albums comme un chef d'œuvre d'originalité», dit Norman Blake, nous avons préféré utiliser ce titre.

Aux États-Unis, le groupe est distribué par The David Geffen Company, filiale d'une major, alors qu'en Europe, c'est le label indépendant Creation qui commercialise ses disques. Creation (dont l'autre groupe-phare, Primal Scream, vient de Glasgow, comme TFC) est une jeune maison de disques, qui défend encore un projet artistique : la collision entre le rock'n'roll des années 60 et 70 (Velvet Underground, Neil Young, Rolling Stones et Alex Chilton, le génie maudit de Memphis) et le dance music britannique contemporaine. Chez Teenage Fanclub, ce dernier ingrédient ne se trouve qu'à dose homéopathique.

Malgré leur jeunesse, les musiciens ont une conscience aiguë de leurs origines musicales et une méfiance instinctive à l'égard de leur environnement sonore. Aux États-Unis, les quatre ont fait leurs courses : dans les bacs des soldes de disques, ils ont déniché des merveilles : les disques des grands *garage bands* (Seco, 13th Floor Elevators) mais aussi de la pop idiole (1910 Fruitgum Company, Freddy And The Playboys), pour ces acméistes juvéniles, le rock ne s'arrête pas aux frontières du bon goût et va jusqu'aux faiseurs du glam-rock, Sweet ou Suzi Quatro.

Avant d'assurer le lever de rideau de Nirvana, Teenage Fanclub a donné quelques concerts à travers l'Europe. A Amsterdam, ils ont rempli le club du Melkweg où ils ont joué une heure démontrant en toute impudence que leurs atouts n'ont rien à envier à leurs faiblesses. Avant le concert, pendant l'interview ils avaient déclaré : «Nous détestons les répétitions : nous imaginons les Beatles en train de répéter». Mais avant de s'abaisser sur le monde, les Beatles ont passé des milliers d'heures à jouer pour les poivrots de Hambourg. Une initiation qui manque de toute évidence à Teenage Fanclub, et plus particulièrement à une rythmique suiviste, sans force d'impulsion.

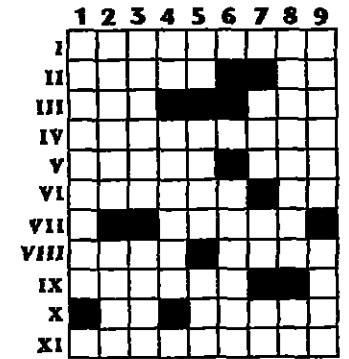
Heureusement, la voix douce de Norman Blake, les mélodies suaves et les quelques excellentes idées de Raymond McGinley à la guitare rappellent les joies que procure Bandwagoneuse. Longs cheveux blonds filasse séparés au milieu, petites lunettes rondes, Blake ressemble au fils perdu de John Lennon : même ironie mordante, même sens du couplet qui fait mouche ; manquant l'intensité, la joie de la découverte. Mieux vaut arriver trente ans trop tard que pas du tout.

THOMAS SOTINEL

► Le 24 juin, à 20 heures, au Zénith, porte de Pantin, Paris 19^e, en première partie de Nirvana.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5809



HORIZONTALEMENT
I. Sont montées trop vite pour avoir eu le temps de s'élever. - II. Mouvements irrésistibles. Participe. - III. Tour de reins. A l'étranger. - IV. Marquant le pas. - V. Noble but de légitimes visées. Ajouté à ce qui l'on sait, retranché à ce qui l'on pense. VI. État quand il est vide. Orientation. - VII. Stupéfié dans le milieu. - VIII. Coule en de vertes régions. N'accueille pas tout le monde. - IX. Le grand frisson. - X. Est donc sorti de sa cachette. Commandée par un gradé. - XI. Convient fort bien aux petites tailles.

VERTICALEMENT
1. Ne comptant guère. - 2. Un hommage. Moyen de direction. - 3. Titres honorifiques. Détester la «cuisine». - 4. Exclamation. Très approchables. - 5. D'un audacieux. Berceau de philosophes. Change d'allure. - 6. Mortel éventuellement une soupère sous une cuisine. - 7. Des tas d'étoiles. Dans une mythologie. Annonce la fin d'un culte (épée). - 8. Évoquent une mythologie. Porte souvent des traces de graphisme. - 9. Est neutre par vocation. En France.

Solution du problème n° 5808
Horizontalement
I. Baromètre. - II. Adoration. - III. Ruminant. - IV. Blanc. - V. En. Henri. - VI. Bac. Epées. - VII. Tin. - VIII. Eventail. - IX. Rue. Eau. - X. El. Sis. - XI. Messe. Te.

Verticalement
1. Barbe-Bleue. - 2. Adulte. LM. - 3. Romancier. - 4. Nœud. - 5. Manchette. - 6. ETA. Epia. - 7. Tin. Nénies. - 8. Roture. Lait. - 9. En. Iso. Usé.

GUY BROUTY

PARIS EN VISITES

JEUDI 25 JUIN

«Sur le tracé de la Bièvre, de la Reine-Blanche au Jardin royal», 10 h 45, 3, rue des Gobelins (Paris capitale historique).
«Hôtels du Pré-aux-Clercs», 14 h 30, 14, rue de la Harpe (Paris pittoresque et insolite).
«La Marais, hôtels de Marie ou Beauvais, d'Oron. Promenade dans les traboules du XVII^e siècle», 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Hauter).
«Salons de la bibliothèque de l'Arse», 14 h 30, 3, rue Sully (D. Fleury).

JOURNAL OFFICIEL

Est publié au Journal officiel du mercredi 24 juin 1992 :

UN ARRÊTÉ

- Du 16 juin 1992 fixant les contingents de promotions de maîtres contractuels ou agréés des établissements d'enseignement privés sous contrat au titre de l'année scolaire 1992-1993.

«Le cimetière du Père-Lachaise : itinéraire excentrique», 14 h 30, entrée rue du Repos (Cavalier bleu).
«La religion du Bouddha 7. Chine, la grande ferveur bouddhique», 14 h 30, Musée Guimet (Cavalier bleu).
«L'UNESCO», 14 h 30, place de Fontenay, entrée de l'UNESCO (Paris et son histoire).
«Dans les collections du musée de l'Homme : le Grand Nord : Canada et Alaska», 15 heures, 17 place du Trocadéro (Paris et son histoire).

«Cycle grande peinture : le France au XVIII^e siècle», Chardin, Graue, Hubert Robert, 15 heures, Musée du Louvre, sous la pyramide, près de l'escalier (Approche de l'art).

CONFÉRENCES

9, rue Maspéro, 18 heures : «La jeunesse d'Allemagne 1918-1939. Mythe du renouveau», par Genevieve Humbert (Institut historique allemand de Paris).
98, rue Monge, 18 heures : «L'art de vivre la poésie au quotidien», avec Sarah Mala (La maison du soleil).

CARNET DU Monde

Décès

- Sylvie et Martin Marian, et leurs enfants et petits-enfants. Emilie et Alice Aslanian et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} GARUCK ASLANIAN, née Artachian Barakian,

leur mère, grand-mère et arrière-grand-mère, survenue à Paris, le 13 juin 1992, dans sa quatre-vingt-dixième année.

La cérémonie religieuse a été célébrée, le 19 juin, en l'église apostolique arménienne de Paris.

9, avenue de Verdun, 92330 Sceaux, 141, boulevard Saint-Michel, 75005 Paris.

- M. Henri BONGARD

est décédé dans sa soixante-dix-neuvième année.

De la part de Sa femme, Ses enfants, Ses petits-enfants.

(Henri Bongard est entré au Monde en décembre 1953 comme journaliste, fonction qu'il occupa jusqu'en 1976 avant de partir en pré-retraite. Pendant vingt ans sa gentillesse et sa grande compétence ont été appréciées par tous. Le Monde présente à sa famille ses sincères condoléances.)

M^{me} Emilie Boursier, née Madeline Guillon, son épouse.

Le docteur François Durel-Boursier, Stéphane et Vincent Durel, M. et M^{me} Gilles Boursier, Emilie Juliette, ses enfants et petits-enfants, M. Robert Guillon, son beau-frère.

Ses parents et alliés. Ses amis, ont la douleur de faire part du décès, le 21 juin 1992, dans sa quatre-vingt-troisième année, de

M. Emilie BOURSIER, commandeur de la Légion d'honneur, président d'honneur de l'UIMM, ancien vice-président du CNPF, président d'honneur de l'AGIRC.

Il occupait des fonctions d'administrateur et de président de sociétés des groupes Chauvin-Arnoux et Claret.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 26 juin, à 11 heures, en l'église Saint-Pierre de Neuilly, 90, avenue du Roule, et sera suivie de l'inhumation qui aura lieu dans l'intimité familiale.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part. 4, rue de la Ferme, 92200 Neuilly-sur-Seine.

- Le vice-président délégué. Le secrétaire général, Et le personnel de l'UIMM, ont la tristesse de faire part du décès, le 21 juin 1992, dans sa quatre-vingt-troisième année, de

M. Emilie BOURSIER, commandeur de la Légion d'honneur, président d'honneur de l'UIMM, ancien vice-président du CNPF, président d'honneur de l'AGIRC.

Il occupait des fonctions d'administrateur et de président de sociétés des groupes Chauvin-Arnoux et Claret.

Les obsèques auront lieu le vendredi 26 juin, à 11 heures, en l'église Saint-Pierre de Neuilly, 90, avenue du Roule, Neuilly-sur-Seine.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Ni fleurs ni couronnes.

UIMM, 56, avenue de Wagram, 75017 Paris.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-69-29-94
Tarif : la ligne H.T.
Toutes rubriques : 96 F
Abonnés et actionnaires : 85 F
Communications diverses : 100 F
Thèses étudiants : 55 F

MARCHANDS D'ART JAPONAIS

ACHÈTENT

ANTIQUITÉS JAPONAISES ET CORÉENNES

Jusqu'au 5 juillet sur toute la FRANCE

POUR RENDEZ-VOUS APPELEZ

le (16-1) 42-84-32-15

- Le président de l'AFPA (Association nationale pour la formation professionnelle des adultes). Les membres de l'assemblée générale.

Le directeur général de l'AFPA. Et l'ensemble du personnel, ont le regret de faire part du décès de

M. Emilie BOURSIER, président d'honneur de l'UIMM, vice-président de l'AFPA, membre du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche, survenue à Paris le 21 juin 1992.

Une cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 26 juin, à 11 heures, en l'église Saint-Pierre de Neuilly, 90, avenue du Roule, Neuilly-sur-Seine.

(Toute la carrière d'Emilie Boursier, né le 8 août 1912 à Aras, ingénieur (Centrale Paris) et docteur en droit, se confond avec l'histoire du patronat de la métallurgie. Entré comme chef de service à l'Union des Industries métallurgiques et minières (UIMM) en 1945, il en devint successivement secrétaire général (1951), délégué général en janvier 1958, vice-président et président de l'UIMM en 1973, et, depuis 1985, président d'honneur. Très influent au sein du CNPF, il en fut vice-président de 1982 à 1988. Vice-président de l'AFPA (Association pour la formation professionnelle des adultes), sans discontinuer depuis 1987, Emilie Boursier s'est aussi consacré aux institutions de protection sociale. Il a été vice-président ou président de l'AGIRC (retraite complémentaire des cadres) de 1968 à 1987, en alternance avec les représentants du secteur, et était président d'honneur depuis 1988. Adh. traditionnel de M. Maurice Delfin (FO), il a enfin été vice-président de la Caisse nationale d'assurance maladie (CNAAT), de 1975 à son remplacement, le 4 avril 1981, par M. Jean-Louis Gini, quand M. Jean-Claude Mallet (FO) est devenu président.)

- Le président et les membres du conseil scientifique de l'université Joseph-Fourier (Grenoble-4)

ont la tristesse de faire part du décès du professeur Jean-Pierre EBEL, directeur de l'Institut de biologie structurale de Grenoble, membre du conseil scientifique de l'université Joseph-Fourier.

Les obsèques auront lieu le vendredi 26 juin 1992, à 14 h 15, à l'église de Seyssinet-Viviers (Isère).

- Le président et les membres du conseil d'administration de l'Institut de biologie physico-chimique (fondation Edmond-de-Rothschild).

L'administrateur et tout le personnel ont la tristesse de faire part du décès du

professeur Jean-Pierre EBEL, membre de l'Institut,

survenu le 20 juin 1992, et s'associent au deuil de la famille.

(Le Monde du 24 juin.)

- La Presbytere Ecumenique Ghiorghiu a la grande douleur de faire part du décès de son époux,

Virgil GHEORGHIU, prêtre et écrivain,

survenu à Paris, le 22 juin 1992.

Le service religieux sera célébré le vendredi 26 juin, à 10 h 30, en l'église orthodoxe roumaine des Saints-Archanges, 9 bis, rue Jean-de-Beauvais, Paris-5, suivi de l'inhumation au cimetière parisien de Pantin.

Cet avis tient lieu de faire-part.

16, rue de Siam, 75116 Paris.

(Le Monde du 23 juin.)

- M^{me} Marc Jost, son épouse,

M^{me} Christiane Jost, M. Francis Jost, ses enfants,

M. Marc Crémoux, M. Gérard Crémoux, M^{me} Monique Jost, ses petits-enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

docteur Marc JOST, chevalier de la Légion d'honneur,

survenu le 22 juin 1992.

18, avenue de Lowendal, 75015 Paris.

- Les familles Lainé, Isselin, Fety et Arcelli ont la profonde douleur de faire part du décès de

M. Eugène Jules Maurice LAÏNÉ, chevalier de l'ordre du Mérite, grand-croix de la valeur militaire.

Les obsèques seront célébrées le 25 juin 1992, à 9 h 45, en la paroisse Notre-Dame-des-Victoires de Saint-Raphaël.

Tél. : 94-93-42-60.

- La famille Rodier a la douleur de faire part du décès de

Jacques-Louis RODIER,

survenu le 22 juin 1992.

L'inhumation a lieu le mercredi 24 juin, au cimetière des Portes-en-Ré.

7, place de Rungis, 75013 Paris.

- Clermont-Ferrand.

M. François Michelin, M. Edouard Michelin, M. René Zingraff, Et l'ensemble du personnel de la maison Michelin, ont la profonde tristesse de faire part du décès de

M. François ROLLIER, associé commandité gérant de 1966 à 1991,

survenu le 22 juin 1992.

(Né à Paris le 20 février 1915, François Rollier, avocat, licencié en droit, diplômé d'études supérieures de droit privé et de droit public à la faculté de droit de Paris, avait rejoint la société Michelin le 16 octobre 1956. Coprésent de la Compagnie générale des Industries Michelin de juin 1966 à juin 1991, François Rollier a été aussi coprésent de la Manufacture française des pneumatiques Michelin. Le 24 juin 1970, il avait été nommé administrateur et vice-président de Citroën. En janvier 1971, il en devient président.)

AUTOMOBILE

Bon départ pour la Renault Safrane

Les péchés de jeunesse, nous dit-on, étant désormais à oublier (le Monde du 19 mars) après avoir été gommés énergiquement sous l'œil vigilant de la direction de la qualité, la Safrane de Renault semble avoir pris un bon départ. En tout état de cause, les améliorations depuis le lancement officiel du modèle le 18 mai dernier ont dépassé les prévisions, ce qui est un signe. Le cap des douze mille véhicules produits est en passe d'être franchi et, pour l'heure, l'euphorie règne au Point-du-Jour à Boulogne-Billancourt.

Dans la gamme disponible actuellement et en attendant un 2 500 cm³ turbo diesel, il faut sans doute faire une place privilégiée aux deux versions animées par le 2 185 cm³ à huit soupapes mais surtout à douze soupapes. Toutes deux ont été, lors du lancement, un peu escamotées par les variantes plus coûteuses. Le 2-litres de base apparaissant un peu court pour le poids général du véhicule (1 400 kg), et le 6-cylindres en V (2 975 cm³) se révélant d'une gourmandise qui ne laissera indifférent qu'un PDG, cette motorisation intermédiaire (2,2 litres) paraît convenir à ce que l'on attend de nos jours d'une berline cossue, dans les limites raisonnables des frais qu'elle entraîne en utilisation quotidienne. Les 140 chevaux qui en sortent vers les 5 800 tours pour un couple maximum (effort de traction) suffisamment élevé (19 mkg) et placé haut (4 500 tours) donnent du punch à l'ensemble mécanique sans pourtant entraîner des consommations exagérées. L'étagement de la boîte en est l'explication. En outre, la finition apparaissant soignée, le niveau sonore du groupe moteur et du roulement est des plus acceptables. Pour peu que le futur propriétaire du modèle considéré fasse l'effort de quelques options vendues en «pack», il aura, sans viser le maximum des maxima, un véhicule très homogène qui devrait

faire par ailleurs long usage. Confort d'une suspension multi-barre qui peut être une question de moyens... être en outre pilotée, ABS, habillage cuir, climatisation, rétroviseurs électriques, sono efficace, autant d'atouts pour une longévité qui se révélera à la longue bien utile dans les conditions de circulation actuelles. Ils font partie de la philosophie générale de cette gamme que Renault a voulu porter très haut face à une concurrence bien installée.

Il reste que le prix qui réclame de telles ambitions est coquet. Avec un tarif de base situé pour le 2,2-litres, entre 150 000 et 180 000 francs, si l'on y ajoute les options regroupées sous le nom de «pack», on envisage une dépense globale de l'ordre de 180 000 à 200 000 francs. Certes, c'est aujourd'hui le tarif pratiqué pour les véhicules de ce type bien fournis en équipements embarqués, mais faut-il chercher ailleurs les vraies raisons du marasme que connaît le marché intérieur des voitures haut de gamme?

C. L.

La sixième édition de l'Age d'or à Montlhéry. - L'Autodrome de Linas-Montlhéry accueille, samedi 27 et dimanche 28 juin, la sixième édition du Grand Prix de l'Age d'or-Larvin. Cette manifestation, organisée par l'Association sportive automobile de véhicules d'époque (ASAVE), met aux prises des véhicules fabriqués avant le 31 décembre 1965. 420 bolides de compétition et 3000 voitures de collection constituent le plateau de l'édition 1992. Quelques voitures seront plus suivies que d'autres comme une rare Porsche RSK ou la Renault 442 vainqueur au Mans en 1978.

► Prix des places : 110 francs la journée, 140 francs pour le week-end, gratuit pour les enfants de moins de douze ans. Renseignements : (1) 42-59-73-40.

Avec Le Monde sur Minitel

Admissibilité :

INT TÉLÉCOM - ESIEE
EERIE - INT GESTION

36.15 LE MONDE

Tapez RES

En Géorgie

Echec
d'une tentative
de coup d'Etat

Les forces gouvernementales géorgiennes ont déjoué, mercredi 24 juin, une tentative des partisans du président déchu Zviad Gamsakhourdia de reprendre le pouvoir à Tbilissi, qui s'est soldée, selon le Conseil d'Etat, par une quarantaine de morts.

Mépris par le chef du comité de résistance nationale pro-Gamsakhourdia, Walter Chourgala, les rebelles se sont engagés à l'aube de la tour et des bâtiments de la télévision nationale, avant de diffuser sur les ondes une déclaration de l'ancien président annonçant son retour à Tbilissi et promettant le pardon « à tout le monde, sauf à certains dirigeants ». M. Edoard Chevardnadze, qui préside le Conseil d'Etat, organe de direction provisoire depuis que M. Gamsakhourdia a été déposé en janvier et s'est enfui en Tchétchénie, a de son côté appelé la population à rester calme, puis lancé un ultimatum aux quelque trois cents combattants armés qui occupaient la télévision.

Avec des hélicoptères et des armes lourdes, les forces gouvernementales ont ensuite donné l'assaut - avant l'expiration de l'ultimatum - d'abord de la tour puis des studios de la télévision, distants de quelques kilomètres.

C'est à ce moment-là, semble-t-il, que de nombreux rebelles ont été tués et les autres arrêtés.

M. Chevardnadze a alors déclaré que la tentative de coup d'Etat avait été déjouée et qu'il pouvait partir. « L'esprit tranquille », pour Dagomys, sur les bords de la mer Noire, où il devait s'entretenir avec le président russe Boris Eltsine du conflit en Ossétie. (Icar-Tass, Reuters, AFP.)

Au conseil des ministres

Le projet de loi de ratification du traité
de Maastricht sera présenté le 1^{er} juillet

Les résultats du scrutin intervenu au Congrès du Parlement, qui a approuvé la révision constitutionnelle préalable au traité de Maastricht, ont été commentés mercredi 24 juin devant le conseil des ministres, successivement par MM. Roland Dumas, Pierre Bérégovoy et François Mitterrand.

Le ministre des affaires étrangères a déclaré à propos du vote du Congrès, selon les propos rapportés par le porte-parole du gouvernement, M. Martin Malvy : « C'est une bonne nouvelle qui a retenu l'attention de tous les partenaires, en même temps qu'elle ouvre la voie au référendum populaire chez nous. » Le premier ministre a souligné « le pourcentage très élevé des votes d'approbation qui, en toute hypothèse, auraient largement dépassé les trois cinquièmes requis ».

Le président de la République, pour sa part, a informé le conseil des ministres que la nouvelle loi constitutionnelle serait promulguée le jour même et publiée jeudi 25 juin au Journal officiel. Il a demandé au premier ministre de soumettre au prochain conseil des ministres, le 1^{er} juillet, le texte du projet de loi de ratification du traité de Maastricht qui sera soumis par référendum aux Français. C'est à

cette occasion, a-t-il laissé entendre M. Malvy, que sera communiquée la date de cette consultation.

Enfin le Parlement sera convoqué en session extraordinaire du 1^{er} au 10 juillet afin d'achever l'examen d'un certain nombre de textes en attente.

La situation
à Sarajevo

M. Dumas a aussi évoqué les affrontements en cours sur le territoire de l'ex-Yugoslavie. Il a « déploré que la trêve ne soit plus respectée à Sarajevo et souhaité que le dispositif mis en place lors de la réunion de l'UEO pour étudier le soutien que l'Europe peut apporter à l'ONU, afin d'écarter l'application des résolutions votées, soit accéléré ». M. Dumas a ajouté, à propos du siège de Sarajevo : « La situation est dramatique. Sur place les bombardements, le manque de médicaments frappent des innocents. L'Europe, qui a beaucoup fait, à l'initiative de la France, sur le plan diplomatique, se doit d'intervenir en liaison et en appui à l'action du Conseil de sécurité pour imposer l'exécution des résolutions dont le respect conditionne le retour au calme dans le pays. » D'autre part, le conseil des ministres a entendu une commun-

ication de M^{me} Ségolène Royal, ministre de l'environnement, sur les effets bénéfiques que la protection de l'environnement peut avoir dans la lutte contre le chômage (lire ci-dessous). M^{me} Marie-Noëlle Liennemann a présenté une communication sur la qualité de l'habitat et du cadre de vie. La politique qu'elle entend mener s'oriente autour de trois axes : le développement de la participation des habitants aux choix qui les concernent, l'analyse des moyens nécessaires pour améliorer l'entretien et la qualité technique des logements, et la volonté de favoriser la mixité sociale dans les villes. Concrètement, le ministre-délégué au logement a notamment décidé l'établissement d'un Livre blanc de l'écologie urbaine dans l'habitat, qui proposera les adaptations nécessaires au code de la construction et un renforcement de la lutte contre les pratiques illégales en matière d'habitat.

Enfin le conseil a procédé à diverses nominations de dirigeants d'entreprises publiques (lire page 16). Il a aussi nommé directeur du théâtre et des spectacles au ministère de la culture M. Alain Van Der Malere, et directeur des affaires financières et économiques au ministère de l'agriculture et de la forêt M. Michel Fernet.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Poubelles vertes

L'AUTRE jour, l'emmené mes petits-enfants au cinéma. Caramels ? Bonbons ? OK ! A condition de ne pas jeter les papiers par terre. Regard surpris des moutons qui à peine sortis du trottoir s'empressent de mettre sous mes pieds ce qu'ils ont dans les mains. Je les enquis : Et les poubelles, ça sert à quoi ? Alors eux : Tu rigoles ? D'abord elles débordent, ensuite les déchets, déjà que l'en as jusqu'aux chevilles, un peu plus ou un peu moins...

Ce a commencé avec leurs parents. Faute de pouvoir pénétrer dans la décharge qui leur servait de chambre, on les suivait à la trace le long d'un appartement de canettes, de pots de yogourt vides et de baskets trépanant sur le frigo. On a bien essayé d'endosser le flot et puis on a fait pareil que les copains, également débordés par leurs ados, on s'est résigné.

Et on a eu raison. Il va créer des emplois, ce formidable laïus aller ! Ce pays, c'est pas le seul, qu'il s'ingénient à saïoper, tout en votant vert à tour de bras, le ministre de l'environnement va s'efforcer de la nettoyer en embauchant des gens pour ça.

Des chômeurs longue durée chargés de ramasser derrière eux toutes les cochonneries qui jonchent les plages, les rues, les squares, les bois et les couloirs de métro.

Loin de moi l'envie de leur enlever le pain de la bouche, vaut mieux faire homme de peine ou femme de ménage, pardon technicien de surface, que d'angoisser en se tournant les pouces, mais il y a quand même quelque chose qui cloche quelque part. Prenez les chiens. On s'est enfin décidé à les dresser et à leur foutre une amende chaque fois qu'ils s'ouillent ailleurs que dans le caniveau.

On pourrait peut-être en faire autant pour les humains. Pas facile, je sais. L'animal n'est pas d'un naturel propre. Réfléchir, avec ça, nargueux, et totalement insensible au raisonnement même le plus simple. S'agit pas de le prendre à rebrousse-poil et de l'inciter à enfouir pêle-mêle dans sa poche papiers gras et bulletin de vote. Faut l'éduquer en adaptant à son intention, des fois qu'il ne s'aurait pas lire, les panneaux illustrés destinés aux touristes suisses. On les voit assis sur un cabinet barré d'une croix : Interdit de lâcher !

Selon une enquête du SRPJ de Lorraine

Un vaste réseau de fausses factures
aurait contribué au financement du PCF

NANCY

de notre correspondant

Le parquet général de la cour d'appel de Nancy étudie actuellement les résultats d'une enquête préliminaire du Service régional de la police judiciaire (SRPJ) qui révèle l'existence d'un vaste réseau de fausses factures lié au Parti communiste. Plus de 13 millions de francs auraient été récoltés entre le 1^{er} mars 1988 et le 31 décembre 1990 par un bureau d'études installé à Longwy (Meurthe-et-Moselle), la SOCOEF (Société commerciale en équipements et fournitures), l'une des vingt filiales du GICCO (Groupements d'investissements financiers pour le commerce), dirigé à Paris par M. Jacques Grosman, ancien membre de la direction du Parti communiste. La chancellerie a donné son feu vert à l'organisation de l'enquête judiciaire qui pourrait être confiée au doyen des juges d'instruction de Nancy, M. Vincent Turbeaux.

Les spécialistes financiers de la police judiciaire ont été alertés sur les agissements douteux de la SOCOEF lorsqu'ils enquêtaient, sous l'autorité du juge Gilbert Thiel, sur l'affaire des fausses factures de Nancy qui mettaient en cause le fonctionnement des commissions départementales d'urbanisme commercial. Ils s'étaient alors inquiétés d'une liaison entre la chaîne des hypermarchés Coa et la SOCOEF, susceptible de « faciliter » l'installation de magasins dans les municipalités communistes.

En fait, les investigations conduites par le SRPJ de Nancy depuis un peu plus d'un an soulignent que la SOCOEF aurait servi d'intermédiaire entre de multiples mairies lorraines contrôlées par le PC et au moins cent quarante entreprises de la région, essentiellement dans le domaine du bâtiment et des travaux publics. Selon le témoignage de différents entrepreneurs, la « commission » s'élevait généralement à 2 % du montant des travaux.

A Longwy, la SOCOEF jouissait d'une position stratégique, au cœur d'un des plus actifs bastions commu-

nistes du pays. Elle était dirigée jusqu'en 1991 par un ancien responsable des Jeunesses communistes locales, M. Jean Ruscio, remplacé depuis par M. Albert Lepère. La plupart des mairies communistes de la région semblent avoir figuré dans son carnet d'adresses, depuis celle de Longwy dirigée jusqu'en 1988 par M. Jules Jean, conseiller général, jusqu'à celle de Longwyville, dirigée par M. Bogdan Politanski, ancien président du conseil général de Meurthe-et-Moselle.

A la fédération du PCF de Meurthe-et-Moselle comme à celle de la Moselle, on souligne avec insistance que les investigations du SRPJ ne semblent pas avoir décelé de cas d'enrichissement personnel des élus ou des cadres du parti. M^{me} Paule Font, secrétaire à l'organisation de la fédération communiste de la Moselle, ne voit en la SOCOEF qu'une source de « conseils » en matière de marchés publics. Cela étant, la plupart des maires communistes de Meurthe-et-Moselle admettent avoir eu recours à la SOCOEF « au moins pour de petites fournitures ». Seule exception, le maire de Coulancourt-Jarnisy, M. Pierre Maubert, affirme que sa municipalité est « peut-être la seule en France à ne jamais avoir admis ce principe ».

L'ouverture prochaine d'une information judiciaire qui permettra à M. Vincent Turbeaux de délivrer à la police des commissions rogatoires devrait offrir aux enquêteurs la possibilité d'étendre leurs recherches au-delà du territoire régional.

BERNARD MAILLARD

SOMMAIRE

DÉBATS

Guerres : « Pour une Cour européenne de conciliation et d'arbitrage », par Robert Badinter ; « Désolent Finkelkraut », par Edgar Morin..... 2

ÉTRANGER

Libye : le Parlement n'a pas accepté les conditions posées par Londres et Washington sur l'extradition des responsables présumés de l'attentat de Lockerbie..... 4
Afrique du Sud : le Congrès national africain pose des conditions à la reprise du dialogue avec le pouvoir..... 4
Accord entre la Russie et l'Ukraine sur un partage de la flotte de la mer Noire..... 6
La ratification du traité de Maastricht d'un pays à l'autre : Grèce et Italie..... 8

POLITIQUE

Le Congrès de Versailles et la discussion sur la ratification du traité de Maastricht..... 9 et 10
Un rapport sénatorial regrette que « le principe de la responsabilité ministérielle » n'ait pas joué dans l'affaire Habache..... 10
En Rhône-Alpes, le PS se prononce pour une enquête publique préalable sur Superphénix..... 10

SOCIÉTÉ

Le procès des responsables de la transfusion sanguine au tribunal de Paris..... 11
Le boom mondial de la contraception..... 12
Tennis : les championnats de Wimbledon..... 12

ÉDUCATION • CAMPUS

Supérieur : remue-ménage chez les privés • M. Pasqua s'offre une

université • Les handicaps de la fac • Entrer à l'école des cinq ans • Le tour de France de la recherche, par Pierre Alain..... 13 à 15

ÉCONOMIE

Un entretien avec M. Pierre Arpaillange..... 16
Bourse de Paris : la déprime..... 16
Le phylloxéra ravage le vignoble californien..... 18
Le 21^e Festival du film d'entreprise de Biarritz..... 18
Vie des entreprises..... 22

ARTS • SPECTACLES

Les festivals de jazz et de rock • Eric Le Lann à Halle Jazz • La tournée européenne de la New Orleans Revue • Louis Malle tourne *Damages* en Angleterre • Rencontre avec Jeremy Irons • *Brasileiro*, le dernier album de Sergio Mendes • Festival Montpellier-Dance 82 : Dans les pas de Trisha Brown..... 27 à 36

Services

Abonnements..... 2
Annonces classées..... 19 à 21
Automobile..... 24
Marchés financiers..... 22 et 23
Météorologie..... 25
Carnet..... 24
Mots croisés..... 24
Radio-télévision..... 25

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un cahier « Arts-Spectacles » folioté 27 à 36

Le numéro du « Monde » daté 24 juin 1992 a été tiré à 501 102 exemplaires.

Demain dans « le Monde »

« Le Monde des livres » : les entretiens d'Hemingway

« Les masques d'Hemingway ». Divers entretiens avec Hemingway viennent d'être réunis en un volume. A travers eux, Philippe Sollers rend hommage à cet écrivain magnifique, torturé et solitaire ; un Prix Nobel à emporter en vacances. Pendant l'été, lisez aussi les livres de vos enfants - notre sélection de littérature pour la jeunesse - et emportez des « Poésie » à la plage - nous vous proposons cinquante titres, dans diverses collections.

Le rapport annuel de la Cour des comptes

Le Monde publie le rapport annuel de la Cour des comptes qui, comme chaque année, est divisé en quatre rubriques : Etat et établissements publics, entreprises publiques, protection sociale, collectivités locales.

LATREILLE
SPECIALISTE DES TISSUS BEAU VÊTEMENT

soldes d'été

QUALITÉS IRREPROCHABLES
PRIX EXCEPTIONNELS

62 rue St André-des-Arts, 6^e
Tél: 43.29.44.10

PARKING ATTENDANT À NOS MAGASINS

"Ouvert juillet et août"

DE LA SIMPLE RETOUCHE
AU PLUS BEAU VÊTEMENT

avec la garantie
d'un grand maître tailleur

COSTUMES MESURE
à partir de 2 890 F

PANTALONS 885 F VESTONS 1 785 F

3 000 tissus

Luxueuses draperies

anglaisaises

Fabrication traditionnelle

TAILLEURS, JUPES, VESTES

MANTEAUX ET PARDESSUS

UNIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES

Depuis 1894

LEGRAND Tailleur

27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra

Téléphone : 47-42-70-61

Du lundi au samedi de 10 h à 18 h

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

DES LIVRES

S.O.S.
phenix

Quand une voix peut sauver une vie.

Depuis 13 ans, nous accueillons ceux qui pensent

au suicide et nous leur répondons au téléphone 24 h/24.

Téléphonez-nous au 16 (1) 40 44 46 45

et venez nous voir dans nos centres d'accueil.

S.O.S. Suicide Phenix : Paris - Lyon - Bordeaux - Clermont-Ferrand - La Havre - Sélestat

Le Français
en retard
d'une fenêtre

Nos voisins d'outre-Rhin les chagrinent trois fois plus que nous. Pour lutter efficacement contre le bruit, le froid et les affractions, ISO-FRANCE-FENETRES vient poser dans le journaux cas fenêtrés qui sont la clé du confort. La technique exclusive du premier spécialiste parisien permet de gagner aussi en clarté. Garantie dix ans. Devis gratuit.

Magasin d'exposition 111, rue La Fayette (10^e) - M^{re} Gare-du-Nord. Tél. 48-97-18-18.

À Grenoble : 78-41-17-47 ; à Lyon : 06-05-15-15.

DAKS
LONDON

SOLDES
20.50%

DAKS

259 rue Saint-Honoré
75001 Paris Téléphone 42-60-22-15

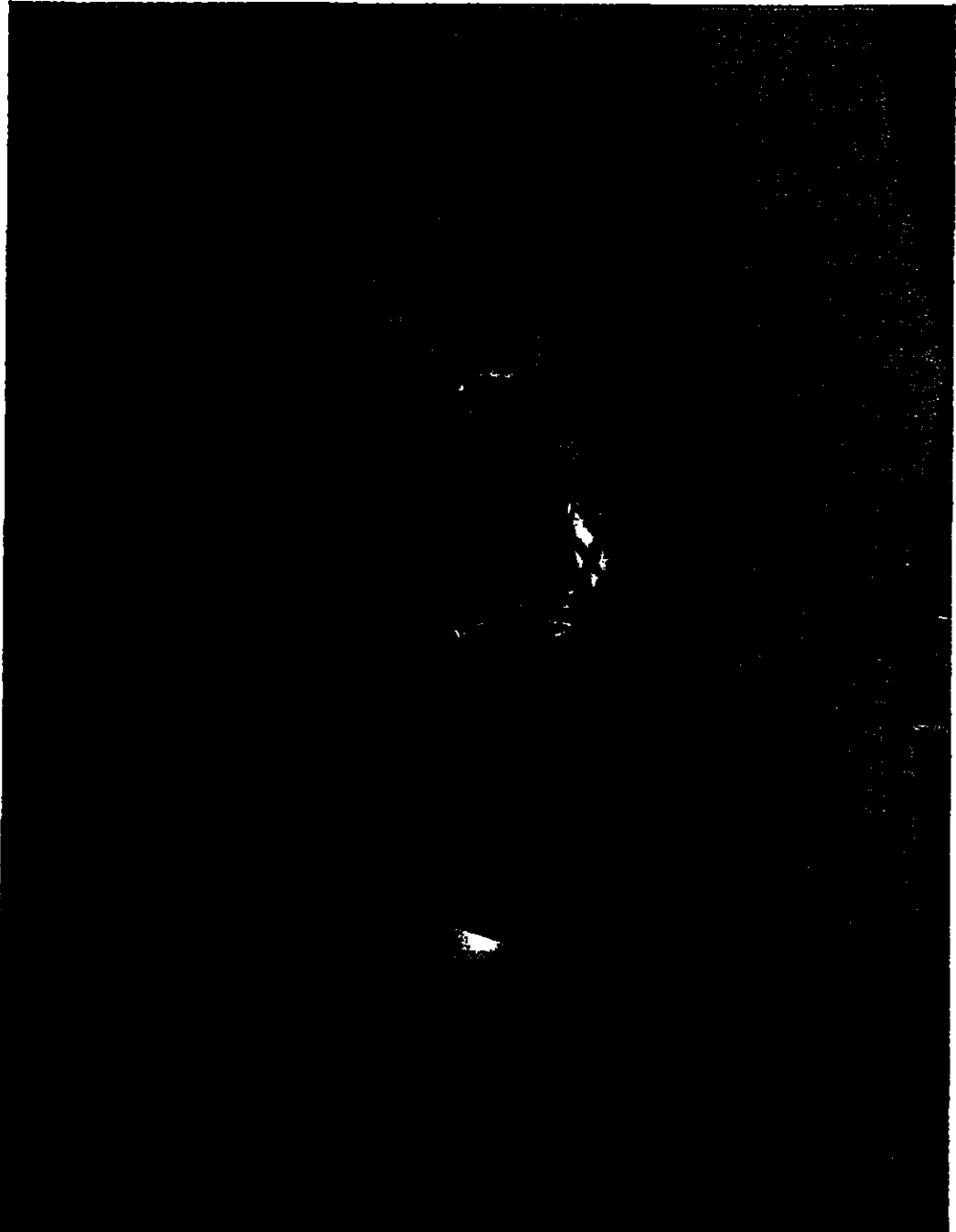
ONE LOOK TELLS YOU IT'S DAKS

هكذا من الأصل

ARTS • SPECTACLES

LES FESTIVALS DE JAZZ ET DE ROCK

L'été 72, en Europe, il y eut cinq festivals de jazz : du vivant de Duke Ellington, de Count Basie, de Mingus, de Chet Baker, de Stan Getz, de Lennie Tristano et de Clifford Thornton en plein orage désigné (le free jazz). Le ministre Marcelin interdisait Sun Ra aux Halles, les villes moyennes se payaient des foires commerciales avec majorettes et saucisses, d'autres se changeaient en étapes du cirque Pinder ou du Tour de France. Le free jazz battait son plein, mais en milieu fermé. Le métier d'attaché de presse n'était pas inventé. Armstrong venait de mourir, ainsi qu'Albert Ayler, cinq festivals en tout et pour tout dans l'été (Liège, Montreux, Nice, Antibes, Châteauneuf). Vingt ans après, en 1992, Jazz Magazine en annonce quatre-vingt-trois, presque tous en France.



CINÉMA	30 et 31
Louis Malle tourne « Damage » en Angleterre	
DISQUES	35
Le dernier album de Sergio Mendes	
FESTIVAL	36
Montpellier-Danse 92	
Lire pages 32 à 34 la sélection des rendez-vous de la semaine.	

LES quatre-vingt-trois festivals de jazz annoncés – on n'est pas loin du phénomène de société – ont en commun d'avoir à peu près le même programme : une sorte de Musée Grévin animé se déplace de ville en ville. Et la tâche des attachés de presse prend des airs de concours académique : comment faire croire à l'exception là où la répétition commande ? A la nouveauté là où le « revivalisme » triomphe ? A l'émotion là où la récréation est la règle, à la liberté d'initiative là où le marché des tournées dicte sa loi ?

Par un coquet retournement de l'Histoire, le jazz qui en fut longtemps le prosaïque se trouve en position d'alibi. Excellente allégorie de l'usage d'une pratique pittoresque (populaire, méconnue) par le libéralisme moderne.

Reprenons : dans un premier temps les tourneurs, ces derviches de l'action culturelle, ont imposé leur loi, leurs prix et leur style. Le jazz qu'on écoute (qu'on prétend de bonne foi « découvrir », qu'on « soutient », qu'on est « seul à aimer », etc.) est un jazz de tourneur. Premier point, un jazz de tourneur a ses lois. Or, dès qu'on parle d'argent, dès qu'on veut savoir comment se montent les tournées, comment se gèrent les affaires et comment se programment toutes ces exceptions répétées, mots et bouche cousue. Même en interrogeant sans excès de paranoïa, et tous soupçons laissés backstage, on a vite l'impression d'être le juge Falcone « avant ». Ce qui est d'autant plus cocasse que ce marché est très limité, les intérêts y sont très modestes et les entrepreneurs plutôt convenables. C'est donc de jeu qu'il s'agit, jeu dans l'organisation et le financement. Le Grand Jeu, mais à la bonne franquette.

Ce serait un sujet de réflexion incomparable que d'analyser les défections de l'été (Dizzy Gillespie, Lionel Hampton), les tournées annulées, les absences de dernière minute. Ce serait une manière très directe, très nette, très musicologique d'informer et de réfléchir. Le public en saurait plus sur le jazz (on parle bien de musique, de circulation de la musique, on parle de société) qu'en mille livres d'érudition névrotique. Mais personne qui s'y colle. Personne ne veut faire de peine à personne. C'est la loi du juste milieu.

Ce milieu, qui est plutôt dans le genre propre et pépère, se la joue, par mélancolie historique, en somme, dans le style du « milieu ». Des attachées de presse d'une petite Principauté, pas particulièrement à plaindre, demandent un « coup de pouce » pour

DU BON USAGE DE LA MUSIQUE

leurs opérations sponsorisées. Le beurre, l'argent du beurre, et la morale en prime. C'est beaucoup. Des adjoints à la culture qui continuent de prononcer « Gillespie » vous supplient de les « assister ». Des informateurs capricieux se lancent dans un éloge mollesque de la santé de Lionel Hampton, le jour même où il vient d'être hospitalisé. Des musicologues pointilleux préparent un été de méditation transcendante, de plage en plage, de château en château, de casino en casino. De très improvisés directeurs artistiques qui hier encore pointaient aux PTT font comprendre, pour mieux s'en persuader, qu'on est tous, peu ou prou, dans la même galère, qu'il faut se battre pour le jazz (contre qui au juste ?), que « nous » défendons la même « cause », « notre » cause, etc.

Dans un premier temps, les festivals ont porté le nom de leurs villes organisatrices. C'était le temps de l'ingénuité. On allait à Juan-les-Pins ou à Comblain-la-Tour. Ensuite de pimpants promoteurs se sont ingéniés à les parer de calembours aussi déprimants que possible. On alla à Jazz d'Arc (Orléans), comme on va à Halle That Jazz (La Villette). Ce fut l'ère de la bêtise. On est en train d'en sortir. On va bientôt se prendre à le regretter, car les festivals prennent aujourd'hui le nom de cigarettes, de whiskies, de bières, de saucisses, de tampons. On finira par aller à Heineken, à Picon ou à Oïda. C'est en passe.

Le vrai paradoxe n'est pas là. Le vrai paradoxe, c'est que dans une machine aux dimensions somme toute modestes, dont les têtes d'affiche sont très repérables (par leur fréquence et leurs exigences), dans un dispositif où progressivement la musique glisse vers la case du pur fantasme récréatif (à part les précoces du printemps – Amiens, Coutances, Le Mans – et les tardifs de l'été – La Seyne, Uzeste, Cluny, Mulhouse, – quel festival propose la musique en actes et son jeu en question ?), dans une scénographie très réglée où se croisent les ressources d'un commerce assez propre avec des intérêts culturels évidents (bénéfice de prestige à alibi vaguement antiraciste), sous couleur de dévouement (bénévolat, militantisme, doux sacrifice), dans un recadrage des ambitions artistiques analogue à celui du cinéma américain actuel (tous deux ouvertement destinés au premier et au troisième âge, point final) ; le vrai paradoxe, c'est que, dans ce sympathique amateurisme bien intentionné, le jazz ici ou là, par hasard ou par nécessité, selon le lieu, la rencontre ou la douceur de l'air, continue de venir comme une fois de plus né avec sa légèreté impérieuse et cet air facile de créer une communauté liée, éprise...

On glissera sur le dernier point, le plus délicat : par une sorte de courtoisie où le mythe est intéressé et la rentabilité modeste aux postes de commande, le pays organisateur (en l'occurrence la France et ses quatre-vingt-trois festivals) s'offre le luxe d'ignorer en quatre-vingt-trois occasions ses propres musiciens et sa propre créativité. Les musiciens européens n'osent plus s'en plaindre, de peur de passer pour corporatistes. Mais c'est qu'il ne s'agit pas forcément de musique. On serait plutôt dans un phénomène de Disneyland en négatif, soit un phénomène convenablement positif : le mythe de l'aurea Amérique (noire, inventive, déléguée, créatrice de culture) circule en aimable caravane, de « vrais » châteaux anciens en « vraies » stations balnéaires. Le tout pour faire une vraie bonne action.

On retrouve sur le versant rock de cette industrie saisonnière les mêmes configurations. C'est à dire le ballet des stars sur les routes de France que l'on croirait réglé par Bison filé ; les enjeux touristiques, de marketing, clochemerisques, mal dissimulés ; les enjeux esthétiques phagocytés par les précédents. Restent quelques particularités binaires. C'est que n'importe quelle ville peut organiser son « festival de jazz » (le terme ici est pris dans son acception municipale), l'idée ne fait plus perdre une voix. Un festival

de rock – depuis les débuts difficiles du genre en France entre Auvers-sur-Oise et Amougies – voilà qui est plus risqué.

Le genre a ses mythes – Woodstock et Altamont, le paradis boueux et l'enfer des Anges, – ses fantasmes – les bordes de hippies qui viennent accoucher dans les champs de blé. On a donc tendance à glisser du rock dans d'autres festivals, de jazz (Heineken à Paris, qui propose la New Orleans Revue) ou régionaux (la Côte d'Opale, qui fait venir Bob Dylan et Tracy Chapman, entre autres). C'est que – bien compris – le rock attire du monde et qu'il plaît à la jeunesse, qui viendra nombreuse applaudir ses idoles, Bob Dylan (cinquante et un ans) ou Lou Reed (cinquante ans).

Dans les marges de cet écuménisme dont il faut reconnaître les vertus pédagogiques, se fait le travail d'associations qui semblent nées du désert même qui les entoure. Elles font des efforts surhumains pour faire le festival dont elles ont envie, à Saint-Amand-Roche-Savine (Puy-de-Dôme) pour la version française du festival de rock, pur, dur et rigolo, aux Tamaris, à Morlaix, pour la version néo-Woodstock.

On pourrait continuer dans l'énumération des usages annexes des festivals. Les musiques du monde, à doses homéopathiques (on ne parle pas ici de festivals réellement ouverts aux quatre vents), sont bien utiles pour se dédourner. Rappelons-nous des Hauts-de-Seine, de leur conseil général (président Charles Pasqua) accueillant à bras ouverts Jimmy Oihid, chanteur né en Algérie dont le dossier de presse décrivait le difficile destin d'immigré clandestin. Voyons des mairies sises rue Gagarine faire venir des groupes d'ex-URSS qui hier encore jouaient sous la surveillance du KGB.

De cette logique, les superstars du rock sont exclues, et c'est là l'un des privilèges du genre. Springsteen, Michael Jackson ou Genesis vendent trop de disques pour servir d'argument promotionnel à telle ville, à telle spécialité gastronomique, ou pour être la locomotive d'une programmation. Ils jouent leurs partitions en solo. Entre cette élimination des poids lourds et la persistance d'une imagination obstinée, l'idée de festival rock finit par refluer, quand même, à chaque été. (Lire pages 28 et 29.)

FRANCIS MARMANDE et THOMAS SOTTNEL

QUELQUES MINUTES DE PLAISIR

« Pourquoi votre choix de la trompette ? On note un retour à l'instrument, comme s'il y avait des époques dominées par les saxophones et d'autres par les trompettes... »

— Le choix ? On ne choisit rien dans la vie. La liberté de choix, c'est la plus illusoire. On choisit par défaut, on choisit ce qui reste, on choisit ce qu'on vous donne ou ce qu'on sait faire, guère plus. Mon père était dentiste de campagne, il jouait de la trompette, il en joue toujours. C'est lui qui m'a donné les bases. Son style, c'est le traditionnel, le new orleans. Il a écouté les modernes, mais n'a jamais osé sauter le pas de l'improvisation. C'est comme une réserve, pas une peur, mais une intimidation devant un changement de monde.

» A quinze ans, je relève les solos de Clifford Brown un par un (Clifford, 1930-1956, le météore, l'idée la plus pure de l'instrument qu'il renouvelle alors qu'il a pratiquement l'âge de Miles et que Gillespie est en plein rayonnement). J'avais toujours entendu Armstrong, à la maison. Alors, Clifford, Remember Clifford, les solos de Parker et de Gillespie aussi, je me souviens encore du choc, ce fut comme une révélation de l'impossible.

» Le reste, c'est l'histoire du bac et de l'accident de bagnole. J'étais programmé pour faire médecine, ou quelque chose dans le genre : c'est une sorte de style familial. Et puis, j'ai eu un accident de voiture, avec cinq mois d'allongement, des fractures, beaucoup de gamberge, et l'impossibilité de passer le bac. L'année suivante, je ne me présente même pas aux épreuves. Consternation épique dans la famille. On me somme de recommencer. Là-dessus, je touche un petit pactole suite à l'accident en question, et je pars pour Paris, avec ces quelques sous, ma trompette et une valise. A l'instant où j'ai posé l'orteil à Montparnasse, je l'ai regretté. Voilà.

— Ça ne collait pas au rêve ?

— C'est le moins qu'on puisse dire. D'ailleurs, je n'ai jamais rêvé. Mais enfin, en 1977, il n'y avait pas de clubs, pas de boulot, les types jouaient plutôt bien et il était impossible de se faire une place. J'ai très vite déchanté, d'autant que la seule chose qui me paraissait intéressante, c'était de vivre de la musique.

» Les gens ont toujours une sorte de mépris larvé pour cette conception des choses. Bien beau qu'ils ne l'envoient pas à la figure que tu peux au moins réaliser ta passion — c'est ainsi qu'ils parlent, — tu ne vas pas en plus exiger d'en vivre. Or c'est bien le moins d'en vivre, non ?

— En vivre, gagner de l'argent, ou s'aligner aux lois d'un métier ?

— L'argent n'est intéressant que pour être dépensé. Si on peut se foutre éperdument de l'argent, c'est à cause de son importance. Dans la musique, les types n'ont pas la moindre conscience qu'ils pratiquent un métier et qu'il ne peut se conquérir que par l'indépendance financière.

» Il ne faut pas se méprendre : ça ne veut pas dire qu'il faut faire des concessions ou je ne sais quelles bassesses... Les choses sont toujours plus complexes. On vous met toujours dans une alternative idiote. De toute façon, même en matière de concessions, on ne fait que celles dont on est capable. Là aussi, le choix est réduit. Par exemple, je ne suis pas un très bon musicien de studio. Je n'ai pas le choix... Le seul choix que j'aie, c'est d'agir sur l'ennui, et encore...

— L'ennui, c'est une vraie question ?

— La première. La seule. Je ne parle même pas du « à quoi bon », je ne parle pas de la rage d'être né, des fins de toute cette comédie, non, ça dépasse largement le cadre de la musique, l'ennui me transperce de part en part. Je me réveille, j'aimerais pouvoir me l'expliquer, ça doit bien exister quelque part, avec comme unique question : qu'est-ce que je vais bien pouvoir faire avant de me recoucher ? Je ne sais pas quoi faire de mes journées. Même en les attaquant très tard, l'idée de se réveiller, d'ouvrir les fenêtres, est un cauchemar. Ça ne veut pas dire que je reste inactif, au contraire, je ne tiens évidemment pas à me laisser la moindre seconde de réflexion crue. Pas du tout.

» Quand je suis en tournée, je crains les jours sans concert. Être à Limoges ou en Afrique me fait exactement le même effet. Je lis dans la chambre d'hôtel. En Algérie, récemment, je lisais les Cahiers de l'Herne sur Céline. Céline est un point mystérieux, aveuglant. Ce qui me tracasse chez lui, c'est son rapport à l'argent. On n'en parle pas beaucoup, il me semble. Voilà. Je lis. Je bois un coup. J'attends.

Un des livres les plus précieux sur le jazz s'intitule « le Jeune Homme à la trompette », de Dorothy Baker. Le titre va comme un gant à Eric Le Lann, trompettiste né à Saint-Brieuc en 1957, très doué, trop lucide, exagérément exigeant. Propos très libres d'un musicien qui est au programme de La Villette, Halle That Jazz, ou la grande revue des troupes avant soldes et tournées.



Propos très libres d'un trompettiste.

» L'histoire de se lever à l'aube pour aller visiter un temple caché, un musée, une église romane, je n'y crois pas une seconde. Les religions m'exaspèrent. Les jours où je joue, je fais en sorte que ça se passe le mieux possible... Ce sont des jours occupés. Il faut penser à l'ordre des morceaux, au son, à des rectifications, aux détails.

» Le plaisir de jouer, c'est encore autre chose. Toutes sortes de paramètres interviennent : le bon choix des musiciens, faire que l'ambiance prenne, que quelque chose circule... On ne peut jamais savoir d'avance.

— Vous êtes plutôt facile ou difficile comme leader ?

— Carrément trop facile. Je tiens à répéter énormément. Je fais confiance a priori. J'ai d'énormes surprises. Beaucoup de gens ne dépassent jamais les rapports de forces. Tous les musiciens sont des écorchés. Les tournées sont des révélateurs redoutables. Sans compter qu'on choisit des partenaires pour les meilleures raisons musicales. Le reste ne suit pas forcément. C'est un doux euphémisme.

— Vous travaillez beaucoup, en dehors des concerts ?

— Il y a mille façons de travailler la musique. On peut faire huit heures de gammes par jour. C'est un style. On peut chercher à avancer d'une autre façon, plus intérieure, plus périlleuse. Le seul exercice auquel je m'astreins, c'est la musculation des lèvres et des joues. Je ne tiens pas à être le roi des animaux, je m'en fous, mais on est vraiment obligé d'entretenir les lèvres. Sinon, tu as beau bouger les doigts, rien ne sort. La trompette, c'est un instrument qui invite à la

bêtise. Plus haut, plus fort, plus vite. Qu'est-ce que ça à voir avec la musique ? Je pratique la méthode d'un professeur de trompette new-yorkais, Caruso. Même dans la voiture, ça m'arrive, avec une simple embouchure. La bouche, c'est le seul facteur qui ne pardonne pas.

— Difficile de vous situer. Les deux derniers disques sur des rythmiques binaires ont fait croire à une trahison des canons du jazz...

— C'est terrible. En musique, on ne parle que de styles. Comme les gens ne savent pas parler de la musique, ils se rabattent sur les styles qu'ils croient identifier. Longtemps j'ai cru que c'étaient les peintres qui entendaient le plus d'âneries. Mais nous, les musiciens, on est assez bien servis dans le genre.

» Un truc fondamental, très humble, reste insoluble : la musique, c'est à chacun sa vérité. A chacun faisant uniquement ce qu'il sait faire, pas plus, dans une lucidité totale. Là-dessus, par commodité, on met des critères de valeur, de style, de bien et de mal. C'est comme en littérature, dire de quelqu'un : « il écrit bien », ou mieux encore : « il écrit, lui, il écrit ». Allez savoir. La musique ne peut même pas se mesurer à l'aune de la sincérité. Tout le monde est sincère...

» C'est très difficile de réunir des gens qui ont un savoir, d'établir les conditions nécessaires à une communication entre eux, quels que soient les liens (personnels, communautaires, secrets, ouverts) qui les unissent. A partir de là, jazz-rock, bop, « new-orleans », free free, qu'est-ce qu'on en a à faire... D'autant que les gens disent n'importe quoi. La musique

strictement métaphysique, c'est plus difficile qu'on n' imagine. Alors, puisqu'on sait d'avance que tout ça n'a aucun sens, ne sert vraiment à rien, il faut mobiliser toute l'énergie du monde pour quelques secondes de plaisir. Oui, quelques secondes de plaisir. C'est ça. En tournée en Algérie, on nous a dit à la fin d'un concert : « A chaque seconde, j'avais peur que vous mouriez ». Bien sûr, on a donné. Ça vaut ce que ça vaut, mais si tu ne donnes pas tout en concert, il vaut encore mieux rester couché. C'est peut-être ça, au bout du compte, une quête de quelques secondes de plaisir.

— C'est un plaisir analogue au plaisir amoureux ?

— Mais enfin, comment comparer des plaisirs ? Je ne vois pas. Deux choses seules comptent : le lien que tu établis entre les musiciens, la force de ce lien, et ce que tu donnes au public. Plus le temps passe, plus il y a de monde, plus je joue. Et pourtant, je ne rêve pas d'être Michael Jackson. Mais les gens te renvoient leur être-là. Je ne parle pas d'ondes et de toutes ces conneries. Les gens, quand tu joues vraiment, te renvoient leur pure présence. Comment toucher les jeunes ? C'est la seule question. La seule question si on se la pose hors démagogie et hors séduction. Comment durer ? C'est la question que se posait Miles. C'est la question à laquelle a répondu Martial Solal.

— On sent le risque...

— Bien sûr. Il ne faut pas perdre de vue qu'on peut toujours retomber sur Art Blakey, les Jazz Messengers et refaire du Lee Morgan (Lee Morgan, le prince des Messengers, l'héritier de Clifford, assassiné en club par une femme jalouse au milieu d'un chorus — il avait joué dans les Liaisons de Vadim...). Le jazz s'enterme là-dedans, dans le revivalisme. Les jeunes trompettistes me donnent l'impression de se raccrocher au peu d'histoire qu'ils ont. C'est effrayant. Je ne comprends pas ce qui se passe avec ces types qui jouent des rôles. Quelque chose échappe. Donc, durer, ça n'a qu'un sens, finalement optimiste, le sens d'une absolue remise en cause. Même ceux qui jouent free sont aujourd'hui dans la répétition. Alors ?

» Miles, de ce point de vue, est très intéressant. La trompette, on s'en fout. C'est vrai et faux à la fois, mais ce n'est pas ça qui commande. Ce que Miles a apporté, c'est l'art de provoquer des rencontres, des idées, de la pensée. Rien n'est plus facile, quand on joue bien de la trompette, que d'en jouer mal, de faire l'équilibriste. Devenir le roi des animaux. Miles n'a pas eu le choix. On l'allait vers Dizzy qu'il remplaçait chez Parker, et c'en était fini. On l'aurait peut-être contrepédié. Mais, en un sens, ce fut aussi le cas de Clifford ou celui de Fats (Fats Navarro, l'autre comète de l'instrument, 1923-1950, l'âme sœur de Mingus, celui qui est allé dans la mélodie, l'harmonie, au bout). Ce qui était vraiment gonflé dans l'histoire de Miles, c'était de remplacer Dizzy chez Parker, cette façon de ne pas interrompre l'histoire... Le tout est d'affirmer. A partir de là, tout le monde peut faire une faute d'harmonie, un « pain », quelle importance... La musique, ce n'est tout de même pas ça, non ?

— Comment interpréter-vous ce qui s'est passé autour de la génération récente, autour de Wynton Marsalis par exemple ?

— A partir d'une très bonne qualité de trompette, Marsalis donne parfois l'impression de ne pas très bien savoir où il en est pour l'harmonie. C'est une autre façon de prendre le contre-pied. Maintenant, au lieu d'aller de l'avant, il revient aux racines. C'est un parti-pris. C'est un choix assez courageux, d'ailleurs, parce qu'il lui faut oublier sa technique. Il se trouve. Il raconte plus de choses. Il semble plus présent. Je n'adhère pas une seconde, mais j'entends les questions qu'il se pose. C'est déjà ça.

» Ce que je regrette vraiment, c'est que tous ces types qui ont été pris dans une histoire incroyable se soient arrêtés à Coltrane. New-York aujourd'hui est un musée. Les musiciens refont, rejouent, retrouvent. Pas Miles, justement, parce qu'il n'avait rien d'un modèle en trompette, on ne peut rien en faire, mais en musique, en idées, oui. Il inventait des idées de la musique. L'énigme de New-York, c'est que les musiciens continuent de jouer superbement.

— Vous avez une façon bizarre de mêler le désenchantement et la passion.

— Je ne sais pas, la musique c'est une fidélité à une sorte de morale de la musique. Le gros problème, c'est de se donner envie. De ne se couper d'aucune expérience possible. Et durer sans plan de carrière. Je reste très classique au fond, je ne m'interdis pas assez de choses, il n'est pas question d'être différent pour être différent, mais une certaine rigueur, oui, j'y tiens. C'est la rigueur qui permet de faire des folies. La chance du jazz, c'est qu'on peut se tromper. La musique peut venir, même un soir ordinaire. Le problème, c'est que tout le monde veut prouver. Se prouver à soi-même, se justifier aux yeux des autres, impressionner...

» Pour en revenir à Wynton Marsalis, il est né à La Nouvelle-Orléans, ça tombe bien, il revient aux sources. La bouche est bouclée. Moi, je suis né à Saint-Brieuc : c'est déjà assez débile de jouer du jazz, je ne vais pas en plus me mettre à jouer du new-orleans, non ? »

Propos recueillis par
FRANÇOIS MARMADE

Discographie : Eric Le Lann, Cap Fréhel, Musidis 500 312.

مركز الامن لاصول

LA TOURNÉE EUROPÉENNE
de la New Orleans Revue

FESTIVALS

31

A

SI T'ES NÉ LÀ LE BALANCEMENT TU L'AS

LA NOUVELLE-ORLÉANS

de notre envoyé spécial

LES villes américaines semblent souvent couvertes de Téflon. Sur elles, l'histoire glisse sans laisser de trace. Pas La Nouvelle-Orléans. Elle a gardé les marques de tous ceux qui sont passés au bord du méandre du Mississippi, des Français aux Cubains, des Africains aux Espagnols. Le symbole le plus commode de cette circulation reste le gumbo, soupe compliquée où l'on retrouve les apports de chacun, piments, écrivisses, herbes, cuisses de grenouilles... Les musiciens de La Nouvelle-Orléans aiment d'ailleurs parler comme des chefs de cuisine, en termes d'ingrédients, de recette. Mac Rebennack, dit Doctor John, dit *The Nighttripper*, avait d'ailleurs intitulé l'un de ses meilleurs disques *Gumbo*.

Le bon docteur sera l'un des piliers de la New Orleans Revue qui va sillonner l'Europe dans les semaines qui viennent. En lui proposant de venir jouer en Europe, ainsi qu'à Eddie Bo, Bo Diddley, Johnny Adams, Zachary Richard et Willy DeVille, les producteurs français de la tournée voulaient offrir un panorama à peu près complet du rhythm'n'blues de La Nouvelle-Orléans avec, en prime, un cousin cajun de La Fayette, Zachary Richard (l'histoire et la tradition cajuns sont complètement séparées de celles de La Nouvelle-Orléans, on y reviendra lors de la sortie, fin août, du nouvel album de Zachary Richard).

On pourrait toujours trouver des trous dans ce programme, regretter en particulier qu'il ait été impossible de recruter l'une des grandes voix féminines de la ville, Marva Wright, qui va et vient entre gospel et r'n'b depuis les années 40. Mais Thomas, le héros de cette pop black expérimentale qui a triomphé au début des années 60, juste avant l'émigration des écoles du Nord, Detroit puis Philadelphie. Reste quand même une session (comme on le dit en musique et dans les écoles) au menu chargé qui se décompose ainsi : la légende des pianistes (Eddie Bo) ; la tradition du carnaval et la persistance du jazz de rue (Bo Diddley) ; les grandes voix et la pop noire (Johnny Adams) ; la rencontre entre la tradition de La Nouvelle-Orléans et le rock blanc américain (Dr John et Willy DeVille).

Il s'est trouvé que, lors du dernier Jazz and Heritage Festival, qui s'est tenu en avril dernier sur le champ de courses de la ville (le Monde du 6 mai), Eddie Bo a eu la charge d'ouvrir les festivités. Il faisait humide et chaud, il avait plu toute la nuit et il n'était pas encore midi. Au bout d'une demi-heure, on aurait pu se croire à l'intérieur d'un club, en fin de nuit du samedi au dimanche. Ce n'est pas qu'Eddie Bo (de son vrai nom Eddie Boocage) soit un virtuose exceptionnel ou un inventeur hors pair.

C'est que, au bout de sept décennies passées à La Nouvelle-Orléans, entre espoirs de succès (il a écrit plusieurs tubes qui sont montés assez haut dans le classement des meilleures ventes de rhythm'n'blues du journal professionnel *Billboard*) et tournées interminables qui le ramenaient toujours à la même demi-douzaine de clubs, il a acquis cette sérénité superbe, cette assurance

qui tire l'art vers le métier en s'appuyant sur une vieille tradition. Excellent pianiste, Eddie Bo est capable de provoquer un débâchement de masse en jouant deux mesures à la main gauche, souvenir d'un temps sans juke-box ni discothèques. Un temps où, pour danser, on n'avait pas trouvé mieux que le piano, où les pianistes qui savaient lire une partition recevaient le titre de professeur (même si le Professor Longhair, le plus grand des pianistes d'après le jazz, était à peu près illettré). Un temps pendant lequel est né ce balancement du tempo qui distingue la ville aussi sûrement que les balcons en fer forgé du French Quarter. Comme le dit Johnny Adams, « si tu es musicien et que tu es né à La Nouvelle-Orléans, tu l'as ». C'est à cause de ce « l' » que La Nouvelle-Orléans est devenu un réservoir de main-d'œuvre pour toute l'industrie musicale américaine.

Entre les différentes scènes du festival, serpentaient les processions des Indiens et autres tribus de carnaval. Les danseurs et chanteurs emphatiques étaient généralement suivis d'une fanfare. Bo Diddley est, depuis 1964, chef de la tribu des Wild Magnolias. Tous les ans, à partir de novembre, la tribu se réunit dans un local, uptown. Downtown, le centre-ville, c'est le quartier français, le quartier des affaires. Uptown est peuplé essentiellement de Noirs, c'est là que l'on trouve la plupart des clubs, dont le Tipitina, dédié à la mémoire du Professor Longhair et au culte des Neville Brothers.

Les tribus de carnaval, leurs déguisements furent dès le temps de l'esclavage un moyen pour les Africains de tourner l'interdiction qui leur était faite de célébrer leur culture, leur musique, leurs rites. On retrouve à La Nouvelle-Orléans le même cycle annuel qu'ailleurs dans la Caraïbe. Au fur et à mesure que la date du carnaval se rapproche, on confectionne de nouveaux costumes, on répète de nouvelles chansons qui s'ajoutent au répertoire des classiques dont le plus connu est *Iko Iko*, aperçu pour la dernière fois dans les hit-parades dans l'interprétation des Belle Stars.

Bo Diddley conduisait une remorque jusqu'à ce que le carnaval devienne pour lui une occupation à temps plein. Il parle d'une voix cassée par des années de concerts de rue : « Dans les années 70, Quint Davis [pro-

grammateur du Jazzfest] nous a encouragés à enregistrer. Nous avons fait plusieurs albums, dont un pour Barclay. A cette époque, les jeunes s'éloignent du carnaval, du jazz discaïd. Depuis, avec des groupes comme le Dirty Dozen Brass Band ou le Rebirth Brass Band, ils y reviennent. » Les processions peuvent aussi se faire funéraires. La fameuse *second line* désigne les musiciens qui jouent derrière le cercueil et ses porteurs. C'est dans la musique de ces fanfares que beaucoup voient la source du jazz. Aujourd'hui encore, on compose pour les morts : « Quand notre frère John, chef des Apaches Rouges, est mort et que nous l'avons enterré, nous avons chanté Brother John Is Gone. Et nous avons vu la chanson apparaître sur Yellow Moon, le disque des Neville Brothers, signé par eux. » A plusieurs reprises, au détour d'une conversation, on s'apercevra que la tribu Neville ne fait pas l'unanimité chez ses confrères musiciens.

C'est que La Nouvelle-Orléans n'est qu'un village, avec ses ragots, ses rancœurs. Johnny Adams a fini par émigrer. Pas très loin, à Baton Rouge, à une centaine de miles de là. Il vit dans une maison en bois, avec une véranda, dans un quartier modeste. Quand il n'est pas en tournée, « *A La Nouvelle-Orléans, si je n'ai pas joué mille fois dans chaque club, je n'y ai jamais joué.* » Dout d'un ténor exceptionnellement souple (l'un de ses managers, pris d'un accès de verve poétique, l'avait baptisé *The Tan Canary*, le canari bronzé), Johnny Adams a pratiqué le gospel au sein de divers quartets jusqu'à la fin des années 50. C'est alors qu'il a cédé à l'amicalité pression de son entourage, dont Dorothy Labostrie, une figure étrange dans une galerie de portraits qui n'en manque pas, une dame très comme il faut qui avait composé entre autres *Tutti Frutti* pour Little Richard, avant de retourner à ses occupations ménagères.

dynamique l'a transformée en studio de répétitions. C'est là que les musiciens de La New Orleans Revue se retrouvent pour la première fois. Ils vont tous jouer avec le groupe qui accompagne d'ordinaire Dr John. On y retrouve le guitariste Bryan Stolz qui a accompagné les Neville Brothers au temps de *Yellow Moon*. Les musiciens commencent par s'échauffer avec Eddie Bo, trouvant sans peine le groove de *Slippin' and Slidin'*. Plus tard, avec les Wild Magnolias, ils reprendront *Oh When The Saints*, réussissant à redonner vie à ce succès qui est à Bourbon Street ce que le galop de la Vie parisienne est à Montmartre, un piège à touristes usé.

Entre-temps, le docteur est arrivé dans une Land Rover repeinte en noir mat. Il en descend en s'appuyant sur sa canne. Elle est revêtue d'une peau de serpent à sonnette, la tête en guise de pommeau. La sonnette, elle, est fichée dans le ruban du panama du docteur. Il a choisi le nom de *Nighttripper*, celui qui voyage la nuit. Pour se moquer du *Daytripper* des Beatles, mais aussi « parce que je ne fonctionne pas très bien du grand jour », dit-il d'une voix cassée presque inaudible, qu'on imagine assez bien psalmodiant au fond d'un bayou par une nuit sans lune.

Doctor John s'appelle Mac Rebennack, son père tenait un magasin de disques, ce qui a fait du jeune Rebennack un producteur, histoire d'alimenter les rayons de la boutique. A son compte, la plupart des tubes sortis de La Nouvelle-Orléans (dont *I Won't Cry* de Johnny Adams). Il considère le fait d'avoir introduit la basse électrique dans la musique de la ville « comme un de ses principaux titres de gloire. Plus tard, il a inventé l'idée du *Nighttripper* pour le chanteur Ronnie Barron. Celui-ci lui ayant fait défaut au dernier moment, Doctor John dit *The Nighttripper* est monté



Au premier plan, de gauche : Willy DeVille, Eddie Bo, Dr John, Zachary Richard, Johnny Adams. En arrière-plan : les Wild Magnolias.

Discographie

La liste des disques disponibles en France des artistes mentionnés ci-contre est plus révélatrice de la politique imbécile des majors et de beaucoup d'importateurs que de la richesse du patrimoine de la Nouvelle-Orléans. De Doctor John, par exemple, on ne trouve qu'un album, *Going Back to New Orleans* (Warner Bros 9-28240-2). WEA n'ayant pas estimé utile de distribuer la récente compilation réalisée aux Etats-Unis. Voici donc une énumération aussi brève que névralgique.

Professor Longhair : *Live in Germany* (Fan Club/New Rose, FCD97/NR770), qui est très loin de valoir ses meilleurs enregistrements.

Johnny Adams : avec *Walking on a Tightrope* (Skyranch/WMD WM 332), *I Won't Cry* (Rounder 2083) et... *Sings Doc Pomus* (Skyranch/WMD WM 334), c'est encore lui le mieux loti.

Marva Wright : *Heartbreaking Woman* (Skyranch/WMD 332), témoignage imparfait de l'ampleur de la dame.

Au hasard des importations on pourra également chercher l'excellente compilation *Mardi Gras in New Orleans* (Mardi Gras 1001) parfois disponible en provenance du Japon ainsi que *Time Is on My Side* (Kant 10001) qui réunit les meilleurs titres d'Irma Thomas.

sur scène et a enregistré quelques disques mémorables sous son nom. Pourtant, il n'est pas devenu une star, pas plus qu'un grand patron de maison de disques. Comme si le charme de La Nouvelle-Orléans empêchait le secret de la musique de se diffuser trop loin (voir la soudaine chute de qualité de la production des Neville Brothers). Une histoire de vaudou sans doute, que Dr John pratique assidûment. A La Nouvelle-Orléans, on vient encore évoquer des sorts sur la tombe de Marie Lavaut, « the witch queen of New Orleans ».

On trouvera des explications plus rationnelles à ce sous-développement, comme la minime d'une espèce de mafia de petits escrocs sur les labels locaux. Dr John rappelle également que, en 1964, « Jim Garrison, qui venait d'être élu district attorney, a fait fermer tous les clubs de Bourbon Street, la moitié du business est partie à Memphis et n'en est jamais revenue ». Kevin Costner y a-t-il songé lorsqu'il a composé son personnage dans JFK ?

Malgré tout, La Nouvelle-Orléans continue à la fois à porter son passé haut et fort et à le faire renaître, comme en témoigne la floraison de fanfares qu'évoquait Bo Diddley ou les pèlerinages que tous les musiciens effectuent sur les bords du Mississippi à un moment où à l'autre de leur carrière. Certains restent, même. Daniel Lanois, le producteur acadien (du Canada) qui a mis les Neville Brothers sur la voie du succès. Ou Willy DeVille qui, après une carrière qui souffre la comparaison avec les montagnes russes des stars de La Nouvelle-Orléans, s'y est fixé, y a enregistré un disque compilant d'obscurs classiques (dont plusieurs titres d'Eddie Bo) et partira sur la route avec la New Orleans Revue, porter la bonne parole.

THOMAS SOTINEL

* Le 26 juin à Marseille, à 21 h 30, aux Iles du Frioul dans le cadre de « Nuits blanches pour musique noire ». Le 27 juin à 16 h 15, à Charlevoix, parking de la Vilette, dans le cadre du Magic Pop Festival. Le 6 juillet à 20 heures, à Paris, au Palais des sports de la porte de Versailles. Le 14 juillet à La Rochelle aux Francofolies et le 21 juillet dans les arènes de Nîmes.

CINÉMA

LOUIS MALLE TOURNE

« Damage » en Angleterre

LA PASSION
TELLE QU'ON
LA FILME

SALISBURY

de notre envoyée spéciale

UN jardin anglais. Dans ce qu'il a d'unique et d'exubérant. Davantage de pivoines et de roses, de mousse caressante au tronc des magnolias, de fraîcheur cascade venue du rû, davantage de charme que partout ailleurs dans cette débauche organisée de narcisses et de chèvrefeuille, de senteurs subtiles et de couleurs suaves. Au milieu du jardin, planté bien fier, un manoir trapu de briques rouges. Dans la vaste salle à manger, un déjeuner de famille se prépare. Longue table dressée avec soin, cristaux, porcelaines, bouquets; le patriarche, jovial, accueille deux couples, l'un très jeune, l'autre dans une quarantaine enviable, une petite fille et son soupirant de douze ans. Harmonie champêtre, sourires de façade et propos anodins.

Ne pas se fier aux apparences. Surtout pas. *Damage*, le film que Louis Malle est en train de tour-

Louis Malle, trente-quatre ans après « les Amants », revient à une histoire d'amour, ou plutôt de passion. Le tournage de ses « Amants 92 » vient de s'achever en Angleterre, avec Juliette Binoche et Jeremy Irons. Lorsque la façade d'une vie conjugale sereine et d'une vie sociale brillante se brise comme la glace fragile d'un étang en hiver, cela donne « Damage ». En français, « Dégâts ». De beaux dégâts...

ner là, près de Salisbury, profite, semble-t-il, de l'énergie tellurique dégagée par les fameux alignements de Stonehenge, tout proches. Ces gens cosus, réunis par ce beau jour de printemps devant un hachis Parmenier, des carottes fluorescentes et des petits pois comme des boulets de canon miniature, recèlent des secrets inavouables qu'un extraordinaire jeu de regards révèle.

On répète la scène. Ce sera un long « plan-séquence », que Malle règle avec une minutie soignée, glissant d'un côté à l'autre de la pièce comme un chat contrarié, avaré de mots et précis, au milieu d'une équipe technique surabondante. On sent chez lui la diffuse nostalgie d'une autre maison, d'une autre famille, celle de *Milou en mai*, où tout devait être moins tendu, plus léger... Moteur. Stephen (Jeremy Irons) regarde sa femme (Miranda Richardson) tandis que leur fils Martin (Ruper Graves) regarde Anna (Juliette Binoche) qui regarde Stephen. On a tout de suite compris que *Damage* ne sera pas un vaudeville, une banale affaire d'adultère bourgeois, mais une histoire plus noire, une belle histoire d'amours inéluçables et d'obsession charnelle. Sous la glace brisée d'un étang calme, le feu.

Entre les prises, Jeremy Irons, longue silhouette un peu hautaine, s'absente derrière un journal largement ouvert, tandis que Juliette Binoche, tout à fait belle, lèvres très rouges, bottée de noir, rit souvent, levée dans un gros fauteuil. *Damage* a été adapté par David Hare du livre d'une jeune Irlandaise, Josephine Hart, folle de poésie, éditrice et productrice de théâtre. C'est son premier roman, la dame promet : un brillant médecin vient d'être nommé secrétaire d'Etat, il est conservateur, bien entendu (rien à voir, donc, avec Bernard Kouchner). Il est en paix avec lui-même, avec sa vie. Mais Anna arrive, de nulle part. Avec une mère fantasque (Leslie Caron), un accent indéfinissable et un passé massacré par la mort de son jumeau. Elle séduit le fils, avant de réduire le père. Rien de trivial, de sordide, cependant. La passion, avec ce qu'elle a de fatal. Eros et Thanatos, inséparables duellistes, reprennent du service, et tout cela finit mal, malgré l'avertissement qu'Anna avait eu la charité de lancer : « Les gens blessés sont dangereux, ils savent qu'ils pourront survivre ».

Juliette Binoche, à l'évidence, a survécu aux années *Pont-Neuf*. Le succès commercial n'a pas assez dédommagé de leur peine les artisans fous de cette aventure aussi ambitieuse que suicidaire, mais celle qui a eu tant de patience et d'amour, la Pénélope de la cloche, n'a pas de regrets ni de rancune. « Après les Amants du Pont-Neuf, dit-elle, tout ce que je savais, c'est que je ne pouvais pas regarder en arrière, l'eau était passée. Dans des moments difficiles comme ça, pour moi, la survie, c'est le présent. Je n'ai pas lâché prise, je ne suis pas partie en vacances, et pourtant j'en avais besoin. La sauvegarde, c'est faire un peu confiance à son corps, à son instinct. A soi, quoi ! ».

Celle qui attire les metteurs en scène de tous pays comme la lumière les phalènes (Kaufman lui a offert l'insoutenable légèreté de l'être, Kazan la voulait à d'abord choisi comme antidote au vide, le plus improbable, un quatrième remake en Angleterre, et en anglais (appris phonétiquement pendant les interruptions des Amants du Pont-Neuf), des Hauts de Hurlevent. Rôle écrasant, metteur en scène peu connu, Peter Kosminsky, « manquant un peu de passion pour une histoire de passion ». Elle n'en dira pas beaucoup plus, si ce n'est, en riant - elle rit vraiment tout le temps : « Ça n'a pas été de la tarte », ajoutant : « Je me demande si cela sera jamais de la tarte. »

RENCONTRE
avec Jeremy IronsL'ANGLAIS
TEL QU'ON
LE RÊVE

« Ce décor vous va bien... Qu'est-ce que c'est, être anglais ? »

- Je ne sais pas. Je me sens chez moi, ici. A ma place. Quand je voyage, où que ce soit, j'ai toujours l'impression d'être un espion...

- Un artiste n'est-il pas partout chez lui ?

- La langue joue un rôle plus important pour un acteur que pour un peintre, par exemple. L'Amérique m'excite toujours par l'acuité, le piquant des idées qui flottent dans l'air. Mais j'ai beau essayer, je ne partage pas leur échelle de valeurs...

- Vous voulez dire les stars, la célébrité...

- Le besoin de succès, l'importance énorme du succès. Néfaste, surtout si vous dirigez tous vos efforts dans ce sens. Ici, nous avons une tradition théâtrale solide, puis nous faisons des films. C'est un ordre chronologique qui me paraît sain.

- Lorsque vous avez débuté, n'aviez-vous pas l'intention d'être célèbre ?

- Pas du tout. Je savais simplement que je ne voulais pas être un raté.

- Vous aviez du succès, quand vous étiez enfant ?

- Non. Quand je regarde en arrière, je suis entré dans un système scolaire extrêmement structuré - le pensionnat - et j'ai appris à jouer le jeu.

- Sans révolte ?

- Sans révolte. Contourner l'obstacle, éventuellement plier quand c'était indispensable. Mais je dois à mon éducation, me semble-t-il, le désir de trouver un style de vie qui me permette de me placer d'une certaine manière en dehors du système. J'avais lu beaucoup de biographies d'acteurs - sans songer qu'un jour j'en serais un - parce que j'aimais découvrir l'histoire du point de vue d'un outsider. Je n'avais aucune idée de ce que je voulais faire en quittant l'école. Aucune. J'ai été travailleur social dans une paroisse pendant six mois. Je faisais le ménage à l'église, je jouais de l'orgue, j'allais rendre visite à des vieillards, à des malades. Je me suis senti très vite très concerné - trop, pour continuer.

- C'était important, la religion ?

- Non, l'important, c'étaient les gens. Je sortais d'une école très privilégiée, et cette paroisse se trouvait

Proustien (dans Un amour de Swann), kafkaien (dans Kafka), jésuite (dans Mission), innocent crédible ou coupable tout aussi plausible (dans l'Affaire von Bülow), à lui seul archétype extrême de la gemellité (dans Faux Semblants), Jeremy Irons, collectionneur avisé de personnages à double fond, cultive sans effort une élégance distraite, une séduction distante, une « anglicité » parfaite. Les tempes provisoirement argentées, il est pour Louis Malle « un homme qui se perd et est ravi de se perdre ». Encore une fructueuse contradiction.

dans un quartier très pauvre de Londres... Pas inutile de se réveiller. Pour arrondir mes fins de mois, je faisais la manche dans la rue en jouant de la guitare. J'aimais bien ça. J'ai alors dit à mon père, qui était comptable, que je voudrais trouver un emploi dans un théâtre. Je ne disais pas encore « acteur ». Il m'a répondu : « Si tu n'essaies pas, tu le regretteras toujours et tu m'en voudras de ne pas t'y avoir encouragé. Essaie donc. »

- Vous souvenez-vous de votre première émotion théâtrale ?

- Théâtrale, pas tout à fait. Mais importante, quoi que je ne m'en sois pas rendu compte à l'époque... Lorsque j'étais encore à l'école, nous avons monté une œuvre de Benjamin Britten, j'étais violon dans l'orchestre. Cela se passait dans une abbaye, non loin d'ici. On franchissait une porte et on se retrouvait dans la cour de récréation. Un jour, sortant de répétition, je suis entré dans la cour et, n'ayant pas fait trois pas, j'ai pris conscience que je venais... d'ailleurs ! D'un autre monde. C'était là un grand bonheur, le plus grand que puisse donner le métier que je fais aujourd'hui. Vous décollez, vous êtes ailleurs, puis vous revenez à la vie réelle et c'est différent, et vous avez la nostalgie du pays d'où vous venez, vous n'avez de cesse d'y retourner.

- Pour s'évader ?

- Oui, pour échapper à la vie.

- Etiez-vous un enfant rêveur ? Vous rêviez-vous dans un monde imaginaire ?

- Non, je ne pense pas. Je n'ai jamais beaucoup joué. J'ai toujours été un homme très actif. Je montais à cheval, je faisais de la voile, j'ai toujours aimé faire les choses en solitaire. Ce n'est jamais moi qui prenais la parole, je n'étais pas du genre à faire partie d'un club. Au cours d'un art dramatique, je me suis surpris à désapprouver tout ce qu'on m'avait enseigné à l'école sur l'« anglicité » : retenir, contenir ses émotions. Entrer, au contraire, en contact avec mes émotions, voilà ce que m'a appris le cours d'art dramatique. J'ai toujours trouvé que, dans les rapports humains, la période la plus excitante était celle où l'on apprend à connaître l'autre, où on découvre les petites choses...

- Quand avez-vous découvert que vous pourriez garder l'émotion d'un personnage et la communiquer ? Cette qualité de silence, dans une salle ?

- Ça ne s'est pas tout à fait passé ainsi. J'ai commencé par aller jouer des pièces du répertoire à Bristol. Au bout de trois ans, j'ai compris qu'il fallait aller à Londres. J'y passais toutes les auditions possibles et imaginables mais ne décrochais aucun rôle au cinéma. On m'offrait bien quelques emplois en province mais je les refusais.

» J'ai finalement trouvé un rôle dans *Godspell*, une comédie musicale sur la Crucifixion qui se montait à Londres - j'étais saint Jean-Baptiste ! Je l'ai jouée pendant un an et demi, et je me souviens, au bout de neuf mois environ, m'être assis sur la scène et m'être dit : « Je me sens bien, j'ai fait le bon choix. J'aime ce rythme de vie, cette routine, j'aime faire partie du spectacle soir après soir, essayer soir après soir de provoquer l'étincelle. »

- Vous vous plaisiez ? Vous aimiez votre physique ?

- Non. Je n'ai jamais aimé mon physique.

- Que s'est-il passé à la fin de *Godspell* ?

- Je pensais que je n'avais pas une assez bonne voix pour continuer dans la comédie musicale. Je me suis donc joint à différentes compagnies - le Young Vic, la Royal Shakespeare Company, la New Shakespeare Company - j'ai commencé à faire un peu de télévision, sans en retirer grand plaisir.

» Continuant de passer des auditions pour le cinéma, j'ai finalement, à l'âge de vingt-sept ans, décroché le rôle de Fokine dans *Nijinsky* de Herbert Ross - parce que sa femme, Nora Kaye, qui lui elle-même danseuse et avait été formée par Fokine, trouvait que je lui ressemblais. C'était donc une simple question de chance. J'y étais très mauvais. Je n'ai jamais vu le film dans son entier : arrivé en retard à la projection, je n'en ai vu que la deuxième partie et j'ai décidé sur-le-champ de ne jamais voir le début.

- Vous ne saviez pas...

- J'ignorais totalement à quoi servait la caméra et l'usage qu'on pouvait en faire. Je travaillais bien dans le West End et, sur les affiches, mon nom figurait au-dessus du titre. Je trouvais ça très bien pour mon ego, mais je me disais : « Ce n'est pas cela qui va remplir les fauteuils. Personne ne sait qui tu es. » Et c'est triste à

dire, aujourd'hui comme hier, vous ne devenez célèbre, ou connu, que si vous êtes un acteur de cinéma.

» En attendant, j'ai décroché l'un des deux rôles principaux d'une série télé que Granada Television mettait en chantier : *Brideshead Revisited*, l'adaptation du roman d'Evelyn Waugh, *Retour à Brideshead* est la saga, qui se déroule sur des décennies, de l'histoire entre deux étudiants, l'un très riche, Anthony Andrews, l'autre issu d'un milieu plus modeste, moi. Dans la distribution figuraient également Claire Bloom, Stéphane Audran, Sir Laurence Olivier et Sir John Gielgud.

» A ce moment-là, Karel Reisz m'a proposé de jouer dans la *Maîtresse du lieutenant français*. Je me souviens lui avoir dit : « C'est un bon casting, je conviens très bien au rôle, mais je ne pense pas que vous pourrez m'employer car je ne suis pas un nom et il vous faut pour ce rôle une star. »

» Sur quoi, une grève est venue bousculer le plan de tournage de *Brideshead*. En même temps, Karel Reisz me faisait savoir qu'ayant obtenu l'accord de Meryl Streep, il n'avait pas besoin d'une star pour l'autre rôle. J'ai donc renoncé à la série télé. Cette nuit-là, je suis descendu de Manchester, où nous tournions, jusqu'à Londres - trois heures de route. J'étais tout à fait euphorique. Je me disais : « Que faire, que faire ? Au pire, Granada m'intente un procès. Je leur ai dit que ma maison valait 80 000 livres ; ils ont déjà dépensé cinq millions, et je ne possède rien d'autre. » Je savais qu'ils pouvaient me faire exécuter du syndicat. Le moment était exaltant. Cette impression de prendre son destin en main. Les acteurs ont tellement tendance à attendre, à ne savoir qu'attendre, à se reposer sur les autres. C'est un état déprimant. J'ai donc grandi... cette nuit-là. Depuis, rien ne me fait vraiment peur... En ce qui concerne la carrière, s'entend.

- Quels réalisateurs de films connaissez-vous à l'époque ?

- Aucun. Je connaissais des acteurs que j'aimais : Peter O'Toole, par exemple. Je me disais : « Si je pouvais faire comme lui... » Mais je ne suis pas irlandais et je n'ai pas les yeux bleus - double handicap. Je savais pourtant que la magie pouvait être fabriquée, *Godspell* me l'avait appris. Aujourd'hui, quand je regarde la *Maîtresse du lieutenant français*, il y a bien des choses que j'aimerais faire différemment. J'étais trop raide, même si cela convenait au rôle. Et j'étais trop raide aussi dans *Un amour de Swann*, de Volker Schlöndorff.

- Et dans *Kafka*, plus récemment, vous semblez rester un peu extérieur au projet...

- Je ne suis pas sûr que ça ne corresponde pas au personnage. Je pense que cela tient aussi, probablement, au fait que je n'avais pas véritablement saisi ce que nous recherchions. Et Steven (Soderbergh) non plus. Nous avons essayé d'injecter autant d'humour que possible dans le film. En fait, au bout de quatre jours de tournage, j'ai appelé ma femme en Angleterre, elle m'a demandé comment cela se passait ; je lui ai répondu : « Bien, je crois. J'ai le sentiment que ce sera une comédie. Peut-être. »

صدا من را بگو

Y a-t-il eu un film plus heureux que les autres ? « Oui, Rendez-vous, d'André Téchiné, parce que c'était la première fois qu'on me faisait confiance. Et aussi Mauvais sang, où j'ai eu des moments de grand bonheur. Je découvrais une façon de faire du cinéma qui me passionnait, l'atmosphère était propice à imaginer. » Elle parle comme une petite missionnaire de la foi, la Binoche, elle dit : « Je voudrais trouver la joie dans le travail, je m'en veux quand ça me paraît difficile. »

Et la peinture ? (Les toiles que son personnage des Amants du Pont-Neuf brosse furieusement avant de devenir aveugle étaient d'elle, l'affiche du film aussi) : « Je m'y remets par vagues. Petite, j'ai appris en copiant tout ce que je voyais. » Quelle a été son enfance ? « Une séparation, le divorce de mes parents, la source de ce que je suis. Ce qui m'a sauvée ? Le jeu. Je jouais tout le temps, pour moi, pour mes copines de pension. » Qui était-elle ? « Fifi Brin d'Acier, et Ma sorcière bien aimée, j'avais des pouvoirs ! ». Aime-t-elle le personnage d'Anna ? « Je le comprends. » Après, Kiełowski l'attend, pour le premier volet de sa trilogie, Liberté, Égalité, Fraternité. « C'est beau, dit-elle, de commencer par Liberté. »

Louis Malle dit qu'elle « a un des plus beaux regards qu'il ait jamais vus », qu'il est content de lui avoir offert son premier rôle de femme. Ce rôle qu'il avait proposé à Isabelle Adjani, et pour qui des stars américaines, dont Jodie Foster, se seraient presque battues... « Elle sera très étonnante, je crois, ajoute-t-il, parce que dès le début on voit qu'elle n'est pas une mante religieuse, pas une salope. Elle vit une utopie, aimer deux hommes à la fois, elle a besoin des deux, le père et le fils. Cette idée de la double stérilité me plaît beaucoup. (Ses yeux soudain brillent de gourmandise.) Dans les années 60, je voulais faire un film sur ce thème avec Jeanne (Moreau). Beaucoup de femmes intéressantes que j'ai eu l'occasion de connaître dans ma vie la pratiquaient. Jeanne elle-même était terrible. »

ment comme ça. C'est le coup de génie de Truffaut de lui avoir donné Jules et Jim... »

Pourquoi les Amants ont-ils fait scandale à leur sortie ? « C'était pourtant un récit très élégant, très lyrique, musique de Brahms... Un film de jeune homme amoureux. Tout a commencé parce que l'archevêque de Venise, où il était présenté, a prêché en chaire contre lui - à croire qu'il avait été payé par la production. Ça a déclenché la controverse ; il y avait cette scène où Jeanne et Jean-Marc Bory prenaient un bain ensemble. Mais là n'était pas le plus grave. Ce qui a vraiment choqué les gens, c'est qu'elle décidait au cours de cette nuit, d'une façon très brutale, de quitter son mari, son ami officiel et sa petite fille. Cette scène où elle s'approchait du petit lit, je me souviens, le distributeur m'avait supplié de la couper. Et ça m'aurait paru dégoûtant de l'enlever, parce que c'était tout le film, l'idée que c'était tellement fort... »

Damage est aussi basé sur le désir, sur son emprise. Comment, près de trente-cinq ans après les Amants, Louis Malle peut-il filmer l'amour physique ? N'est-ce pas un défi, un pari quasiment impossible, tant les ébats amoureux se sont banalisés au cinéma ? « Oh là là ! Oh mon Dieu ! » Louis Malle soupire à fendre le cœur. « Oui, les scènes d'amour sont très difficiles à faire, et pour tout dire, pour moi, elles sont souvent très difficiles à regarder. D'autant que sous prétexte de lever les tabous, ce qui s'est passé récemment, dans les années 80, est un retour en arrière spectaculaire. Avec cette idée hypocrite d'aller plus loin. Plus de sexe, plus de violence... Mais c'est de la pornographie, ça. C'est de la pornographie au même titre que Terminator. C'était dérangeant, après tout, les Amants, très innocent aussi. Damage, c'est la même chose, en moins romantique. L'observation d'un personnage qui se perd et qui est ravi de se perdre. » Vous sentez-vous proche de cet homme-là ? « Oui, enfin... Non. Euh ! Oui. Absolument. »



Jeremy Irons et Juliette Binoche.

D. H.

« Nous avions fait une première lecture du scénario original à Londres, avec l'ensemble de la distribution - et j'étais très impressionné par la qualité de la distribution. Je me souviens très bien de ça ne collecter. Mais alors, pas du tout. » A l'époque, tout mon dialogue était constitué de phrases que Franz Kafka avait écrites. On ne parle pas comme on écrit, et cela sonnait comme une série de mauvaises épigrammes d'Oscar Wilde. J'ai dit : « Cet homme a travaillé comme un forçat pour aboutir à cette phrase. Ce n'est pas une réplique qu'on peut lancer comme ça. »

Le réalisateur qui vous est le plus proche semble être David Cronenberg.

Faux Semblants était un bon film. Pour moi, c'était un cadeau du ciel. Tous ceux qui m'entouraient étaient contre. Ma femme me disait : « Ne le fais pas. » Elle détestait le scénario. Mon agent aussi, qui est une femme... Finalement, David est venu à Londres, nous nous sommes rencontrés, j'ai lu le scénario, nous nous sommes revus. Je l'ai passé sur le gril, car j'avais vu ses autres films, et lui ai dit : « David, tu adores les jouets. Et pour toi, les acteurs sont des jouets. J'en ai vu d'excellents, comme Christopher Walken (dans The Dead Zone), effectuer une mauvaise performance dans un film de toi. Faux Semblants doit être une histoire d'amour entre les deux frères, il faut que tu m'aides à la visualiser - alors, je serai ton homme. » Nous avons effectué quelques essais, car j'avais peur que les difficultés techniques ne soient une entrave. Mais en fait, ça m'a paru relativement facile.

Dans le double rôle des jumeaux, vous êtes à la fois tellement identique et tellement différent...

Je savais que ce devait être les deux moitiés de moi-même. Comme les deux moitiés d'un même œuf. J'ai essayé des trucs, j'ai joué avec... Nous avons installé deux loges séparées, une pour chacun des personnages. Puis nous avons commencé à tourner. Au vu des rushes, j'ai dit à David : « Personne ne risque de confondre ces deux frères, ils sont trop dissemblables psychiquement. Comme l'eau et le feu. Ils pourront s'échanger leurs vêtements - ce que faisaient dans la réalité les deux médecins jumeaux qui ont inspiré le film, - on les reconnaîtra. Nous avons aussitôt supprimé la deuxième loge. »

En fait, le processus, le truc, était physique. Intérieur. Une fois que l'énergie est convenablement placée, c'est simple. Le centre de gravité du personnage d'Elliott est ici, à la hauteur de l'estomac. Il est donc très extraverti. Le centre de gravité de Beverly est là, juste au niveau de la pomme d'Adam. Donc plus anxieux... Cette forme de schizophrénie ne m'a absolument pas affecté. J'ai adoré ce tournage parce que j'étais tout le temps occupé. Et je me suis senti très proche de David.

Pensez-vous retravailler ensemble ?

Oui, nous allons faire M. Butterfly. J'ai changé, il a changé, ce sera une autre histoire. M. Butterfly, de David H. Wang, est inspiré d'un cas réel, celui d'un diplomate français qui tombe amoureux d'une jeune danseuse chinoise et vit longtemps avec elle avant de s'apercevoir que la danseuse est un homme, et un espion de surcroît. La pièce a été créée à New-York

par John Lithgow et à Londres par Anthony Hopkins. C'est un territoire extrêmement intéressant à explorer : aimer quelque chose ou quelqu'un, et peu importe si c'est un homme ou une femme... Lorsque le personnage découvre la vérité - du moins, je le crois - il ne la « vit » pas, parce que, d'une certaine façon, l'image de la personne qu'il aime est si forte que ça ne change rien.

Un sacrifice au nom de l'amour...

Le scénario est merveilleux. Bien meilleur que la pièce. La dernière fois que j'ai parlé à David, nous avons envisagé de tourner à Pékin. Si ce n'est pas possible, nous irons à Hongkong. J'ai entendu dire que nous utiliserons aussi un théâtre à Prague, mais tout le travail de studio se fera à Toronto, car c'est là que David a son équipe - c'est une bonne chose, elle est excellente... Nous serons loin de l'Angleterre.

Comment s'est passée votre rencontre avec Louis Malle ?

Il y avait longtemps que je voulais travailler avec lui. Il faisait partie de ces metteurs en scène que je compte sur les doigts d'une main.

Qui sont les autres ?

Scorsese, Almodovar, ...

Il vous reste deux doigts...

... que je laisse libres, c'est de bonne politique.

Damage est l'histoire d'une passion, mais, dans cet environnement, extrêmement retenu.

C'est une histoire de bourgeois, mais aussi, heureusement, une histoire de ténacité. Ce que, très tôt, j'ai décelé comme pouvant être un danger, c'est que cela ressemble à une simple relation adultère entre un quadragénaire et une femme plus jeune que lui. Danger d'autant plus fort que Juliette (Binoche) est presque trop belle.

La vie paraît normale et rien ne va. C'est bien, ça...

Dans ces scènes, je pense toujours : « Qu'y a-t-il dans la banque ? Qu'est-ce qui est déjà compliqué ? Où en est le public à ce moment de l'histoire ? » Nous tournions l'autre jour une scène dans une voiture. J'ai dit à Louis : « Laisse-moi m'asseoir sur la banquette arrière, derrière des lunettes noires. » Nous avons tourné le plan et je n'ai rien fait. Miranda Richardson, ma femme, parlait, j'écoutais chacune de ses répliques, je la remplaçais dans l'esprit du spectateur, sachant ce qu'il sait déjà, ce qu'il a acquis comme information. Cette information, c'est lui qui la projettera sur mon visage. Si un acteur réagit trop précisément, il fausse le jeu. Il éteint la vibration de l'instant. Bon, c'est un point de vue peut-être trop optimiste. Sait-on jamais à quel point on peut faire confiance au public ?

Les scènes d'amour, les scènes de lit sont toujours ennuyeuses à tourner...

Et comment !... Nous savions qu'elles devaient être assez sauvages. Et nous savions qu'elles devaient être justifiées. En d'autres termes, elles devaient éclairer les personnages, indiquer le but qu'ils recherchent, l'un comme l'autre. Je ne sais pas si nous y avons réussi. Je l'espère, en tout cas. Elles ont cependant un goût de violence et de désespoir qui me paraît très juste. Très peu de nudité, beaucoup de regards... Tout-

jours le désir de faire entrer le spectateur dans la tête de l'un ou l'autre des personnages.

Trouvez-vous en Louis Malle un metteur en scène très « français » ?

Il est plus « auteur » que les réalisateurs avec qui j'ai travaillé jusqu'ici. Un de nos points de friction, au départ. Il parlait tout le temps de « son » film. Je lui ai dit : « Louis, si c'est ton film, je ne vois pas ce que j'ai à faire ici, je m'en vais... En revanche, si c'est « notre » film, il me semble que... » C'est devenu, je crois, notre film...

Louis est un homme extrêmement concentré ; sa concentration est telle qu'il partage peu. Il sait ce qu'il veut. Si vous savez ce qu'il veut obtenir pour vous, vous pouvez l'aider - c'est là le grand intérêt de dire aux gens ce que vous attendez d'eux. Souvent, je me sers du réalisateur pour faire monter d'un cran mon niveau d'émotion ; je ne peux pas le faire avec Louis. Donnant beaucoup lui-même, il attend la réciprocité. Il a sans doute raison, mais je suis crevé à la fin de la journée !

Vous êtes un acteur, mais aussi une personne...

Je pense qu'on l'est dans son travail. Mike Nichols, qui m'a dirigé au théâtre dans The Real Thing de Tom Stoppard, me disait : « Apporte à la pièce la journée que tu as vécue. Ce qui t'est arrivé aujourd'hui, incorpore-le à ta performance. » Et je pense que cela se traduit aussi dans la vie. Les acteurs intéressants sont aussi des gens intéressants.

De beaux traits et un bon talent ne vous suffisent pas, de toute évidence.

J'espère bien. Il me faut sortir de Damage pour entrer dans un autre film en février prochain, et je sais que mon instinct, pour l'instant, me souffle : « Non, pas celui-ci. » Je veux m'arrêter de travailler.

Lorsque vous le faites, vous sentez-vous coupable, ou vide ?

Pas du tout. Mon idéal serait de faire deux films par an.

Vous refusez donc énormément de projets...

Pas autant que cela. Les films que j'ai envie de faire sont peu nombreux. Les films que je peux faire sont peu nombreux. Parce que je suis assez particulier, les gens ont sur moi un point de vue particulier.

N'avez-vous pas le sentiment, parfois, de ne pas assez partager avec vos metteurs en scène... n'avez-vous pas envie de déborder de votre rôle ?

C'est exact. J'aime le processus du tournage. J'adore ces équipes de soixante personnes où chacun a sa part. Cela vous rend confiant et, dans une certaine mesure, vous rassure. Mais ces deux éléments - confiance et sécurité - peuvent jouer contre vous. Il faut se garder du désir de s'accommoder, d'accepter le confort. Je sais que je suis assez dur dans le travail. Ça ne m'intéresse pas de rendre les choses faciles. Mon principe est que toute difficulté vaut la peine d'être affrontée si elle débouche sur quelque chose.

Savez-vous dire « Je suis heureux » ?

Oui. Je sais ce qu'est le bonheur, je sais le reconnaître quand il arrive. Et je pense aussi que je sais dire merci. »

Propos recueillis par DANIELE HEYMANN



Louis Malle et Jeremy Irons.

**Tous les films
nouveaux**

[Handwritten signature]

500 000 000

LA SÉLECTION

DE LA SEMAINE

THÉÂTRE

Paris

Émission de Paris, 6, rue Pierre-au-lard, 4. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Tél. : 42-78-46-42. 80 F et 120 F. Dernière représentation le 27 juin.

Le Venin du théâtre
de Rodolphe Sirey.
mise en scène d'Agathe Alada.
avec Coco Folgarolles et Michel Oulmat.
Un marquis sadien - peut-être bien Sade lui-même - tourmenté par le passage vers la mort just avec un comédien le jeu cruel du venin et de la représentation.

Atalante, 10, place Charles-Dullin (proches à gauche), 18. Les lundi, mardi, jeudi, vendredi et samedi à 20 h 30, le dimanche à 17 heures. Tél. : 46-06-11-90. 60 F et 110 F.

La Vérité sur maman
de Gilles Laurent.
avec Jacques Deschamps et Alexandre Gillet.
Fils d'un gardien de parking, brave type qui ne fait même pas le travail, il appelle son père « maman ». Pourquoi ?

Hébertot, 78 bis, bd des Batignolles, 17. Du mardi au samedi à 21 heures. Tél. : 43-87-23-23. 100 F et 160 F.

La sélection « Théâtre » a été établie par : Colette Godard

DANSE

Tanztheater Wuppertal/ Pina Bausch
Tanzabend II
Des éclaireurs envoyés à Wuppertal sont revenus bouleversés par la beauté de cette nouvelle pièce où les danseurs évoluent dans la neige. Ceux qui ne trouvent pas de place pourront se consoler devant leur petit écran, le 25 juin : ARTE consacre toute une soirée à Pina Bausch, avec notamment la diffusion de *Wolfer* et *Café Müller*.

Théâtre de la Ville, jusqu'au 4 juillet, 20 h 30. Tél. : 42-74-22-77. 120 F et 175 F.

Soap Dance Theatre
Made to measure
Dans le cadre d'une programmation consacrée à la danse en Allemagne, une compagnie basée à Francfort, dans une nouvelle pièce de son directeur et chorégraphe Rini Horta, récemment primé aux Rencontres internationales de Bagnolet.

Centre Georges-Pompidou, le 24 juin à 20 h 30, le 25 à 18 h 30. Tél. : 42-74-42-18. 60 F.

Parole à la danse
Un mini-festival associant chaque soir un film et un spectacle. Parmi les films, de passionnants documentaires sur l'enseignement des grands maîtres : Volinine, Kinsse, Gsovski, Prokhorovskaya... Chiffre spécial, la compagnie Temps présent de Thierry Malandain, les élèves du Conservatoire de Paris et de divers conservatoires municipaux.

Auditorium Châtelet, jusqu'au 28 juin, 19 h 30 et 20 h 30, le dimanche à 15 heures. Tél. : 42-36-13-30. Passerport journalier 60 F et 120 F.

Lille
Bancs d'essai internationaux
Dans quatre pays d'Europe (Allemagne, Belgique, France, Grande-Bretagne), de nombreux jeunes chorégraphes ont affiné les Bancs d'essai organisés par Danse à Lille et des structures culturelles locales : huit d'entre eux ont été retenus et présentent ici leurs pièces.

Opéra de Lille, les 27 et 28 juin à 18 heures. Tél. : 20-78-12-02. 100 F.

Marseille
Danse sur le port 1992
Le Ballet national de Marseille dans une création mondiale de Roland Petit, *Mère Méditerranée*, sur des musiques de tous les pays du bassin.

Port de Marseille, du 29 juin au 6 juillet, 21 h 30. Tél. : 91-42-43-43 ou 91-33-91-02. 125 F et 150 F.

Tours
Le Chorégraphique 92
Dans le cadre de l'été musical de Tours, Centre-Nord-Centre de Jean-Christophe Mallier, *Finances de Claude Bismachon*, *Gravures* et *Vies-Vues* de Daniel Larrieu, *Les Autriches* de Jean Gaudin, *Sous les vêtements blancs* de Karin Vyncke et, pour la première fois en France, la compagnie hollandaise Introdus. Plus des expositions et des films.

Jardins du Musée des beaux-arts, chapiteau spécial et nouvelle salle du Centre chorégraphique national, du 25 juin au 2 juillet, 19 heures. Tél. : 47-37-42-43.

La sélection « Danse » a été établie par : Sybille de Nussac

MUSIQUE

Classique

Jeudi 25 juin
Rossini
Le Barbier de Séville
Jean-Luc Viala (ténor).
Philippe Dumery.
Louis Quilico.
Gino Quilico (baryton).
Luisi Rana.
Ferdinando Parmentieri (basse).
Gloria Scialoja.
Javier Llorca (soprano).
Chœurs et Orchestre national de l'Opéra de Paris.
Maurizio Vitti (direction).
Dario Fo (mise en scène).

Signé par le grand agitateur du théâtre italien post-soviétique, une mise en scène abracadabrante et surréaliste de l'incomparable chef-d'œuvre. La distribution, fort acceptable pour l'oreille, peine visiblement à suivre le rythme de la comédie d'auteur.

Opéra de Paris, Palais Garnier, 19 h 30 (+ le 29). Tél. : 47-42-83-71. De 60 F à 980 F.

Ravel
Rhapsodie espagnole
Concerto pour piano et orchestre « pour la main gauche »
Le Vaisseau

Dutilleul
Méthodes
Théâtre, opéra, mouvement
Léon Fleiter (piano).
Orchestre de Paris.
Samy Nivola (direction).
Ayant, un temps, perdu l'usage de sa main droite, Fleiter, pianiste américain et pédagogue fort distingué, s'est fait une sorte de spécialité du concerto « pour la main gauche » de Ravel. Quant à Dutilleul et à l'Orchestre de Paris, depuis Minch, c'est une vieille histoire.

Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 48-63-88-73. De 50 F à 230 F.

Une projection des films que François Ribaud a consacrés à Dutilleul dans son livre *Chopin à 18 h*. Entrée libre.

Vendredi 26
Mozart
Coel fan tute
Alessandro Roccetti.
Sören Tapper (soprano).
Renaud Marion (piano-soprano).
Renaud Marion (piano).
Rachael Kelly (baryton).
Claude Michel (basse).
The English Baroque Solists.
John Eliot Gardiner (direction, mise en scène).

Gardiner est de ces chefs qui revendiquent leurs préférences à l'égard du maître en scène. Il signe ici sa première mise en scène : on n'est jamais si bien servi que par soi-même.

Châtelet, Théâtre musical de Paris, 19 h 30 (+ le 29). Tél. : 40-28-28-40. De 70 F à 440 F.

Bruckner
Symphonie n° 8
Orchestre philharmonique de Radio-France.
Markus Jansson (direction).
La plus imposante et la plus belle des symphonies de Bruckner, point d'orgue d'un cycle du Philharmonique et de son chef permanent à la Bastille. Des enregistrements suivront chez Virgin.

Opéra de la Bastille, 20 heures. Tél. : 44-73-13-00. De 80 F à 220 F.

Poulenc
Concerto pour orgue, orchestre à cordes et timbales
Gommod

Musée solennel en l'honneur de sainte Cécile
Barbara Hendricks (soprano).
Alessandro Roccetti (ténor).
Gino Quilico (baryton).
Philippe Lafont (piano).
Dietrich Bernet (chœur).
Chœur d'ensemble de Paris.
Ensemble vocal Audin Nova.
Orchestre national de France.
James Conlon (direction).

Après la messe de Bruckner, après le Roi David d'Houge, le Festival de Saint-Denis poursuit son exploration des grandes machines religieuses et sacrées dont il s'est fait, fort de sa basilique, une spécialité.

Saint-Denis, Basilique, 20 h 30. De 150 F à 220 F.

Samedi 27
Lully
Motets
Jill Feldman.

Noémie Rime.
Mikael Ruggieri (soprano).
La Chapelle du Médioc.
Hugo Reyna (direction).
Les samedi baroques de Versailles sont fêtes royales. Les *Petits Motets* sont-ils de Lully ? Ils en disent long, en tout cas, sur les relations des styles italien et français. Les jeunes musiciens du Médioc ont enregistré les *Symphonies pour les sœurs du Roy*, de Deland.

Versailles, Chapelle royale du château, 17 h 30. Tél. : 39-49-49-24. De 50 F à 100 F.

Dimanche 28
Chopin
Barcarolle op. 60
Impromptu op. 36
Résonance op. 27
Pologne op. 44

Liszt
Méditation de Dieu dans la solitude
Rapinade hongroise n° 12
Rien de Wini (piano)

Le dimanche, je vais à Orly... Plutôt à l'Orangerie du parc de Bagatelle pour, dans le décor le plus romantique de Paris, verser une larme sur une Barcarolle ou un Nocturne. Chopin a à son festival annuel chaque début d'été. Savoir, néanmoins, que Rien de Wini, Néerlandais à la virtuosité allée, n'est pas précisément un romantique à l'ancienne.

Parc de Bagatelle, 16 h 30. Tél. : 45-01-20-10. 70 F.

Stravinsky
Histoire du soldat
Georges Deschamps (pédagogue).
Sylvie Genua (violin).
Eric Lamberger (clarinette).
Alexandre Goussieroff (basson).
Pierre Goussieroff (trompette).
Jean-Christophe Pouget (trombone).
Félicie Canales (contrabasse).
Jean-Guillaume Durin (percussions).
Philippe Camilleri (direction).

Le festival « Musique en Sorbonne » se consacre cet été sur le thème de la musique slave et à choisir, dans l'œuvre de Stravinsky, cette *Histoire du soldat* sur un texte de Ramon, soit l'opus le moins russe et le plus suisse du musicien en exil, première répétition historique d'un théâtre musical minimaliste, dépouillé, économe dans ses moyens, et totalement évincé du bel canto. (Œuvre de guerre, à tous les sens du terme, dont on mesure à chaque exécution la modernité.)

Amphithéâtre Richelieu, 16 h 30. Tél. : 42-82-71-71. Location Cityrama, Paris. Virgin, 60 F et 90 F à 120 F.

Landi 29
Schubert
Wagner
R. Strauss

Lieder
Cheryl Studer (soprano).
Iwan Cape (piano).
La superbo Salomé de Sinopoli (DG), la femme sans ombre de Soli à Salzbourg, à Pique et est, la soprano lyrique autrichienne que se disputent toutes les scènes du monde n'est pas seulement une wagnérienne et une straussienne. Elle chante les lieder de Schubert avec justesse, l'âme d'y mettre beaucoup d'âme (DG, toujours). Passionnément de retrouver une telle peinture scénique dans la lumière crue et les formats miniatures du réal.

Opéra de la Bastille, 20 heures. Tél. : 44-73-13-00. De 40 F à 220 F.

Webert
Pièces pour orchestre
Beethoven
Concerto pour piano et orchestre n° 3
Brahms
Symphonie n° 2
Kyrsten Zimmerman (piano).
Le Philharmonique de Paris.
Christoph von Dohnanyi (direction).
Superbe programme, superbe pianiste, superbe orchestre, baguette incontestée. Mais combien d'émotions, cette saison, du réalisme de Beethoven ?

Châtelet, Théâtre musical de Paris, 20 h 30. Tél. : 40-28-28-40. De 70 F à 230 F.

Dutilleul
Symphonie n° 2 et la Double
Ravel
Poème pour piano et orchestre
Concerto pour piano et orchestre en sol mineur
Extrait de *Daphnis et Chloé*
Alicia de Larrocha (piano).
Orchestre de Paris.
Samy Nivola (direction).
Concerto de Ravel, suite et fin, avec le sol majeur. La délicatesse, le ciselé du toucher de Larrocha dans l'andante, quel régal ! Entre Dutilleul et l'Orchestre de Paris, l'idylle se poursuit (voir note du 25 juin).

Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 48-63-88-73. De 50 F à 230 F.

Une projection des films que François Ribaud a consacrés à Dutilleul dans son livre *Chopin à 18 h*. Entrée libre.

Jazz
Scream'n' Jay Hawkins
Entre éristations et tord-boya, le chanteur débordant du rythme blues revisité, ex-bouze, ex-chanteur, ex-garde du corps, excellent chanteur d'opéra, s'exprime en club. Pas du tout dans le genre des Petits



Chanteurs à la croix de bois, malgré celle qui précède le cercueil dans lequel il arrivait sur scène. Soirée d'un goût exquis garanti.

Les 24, 25, 26, 27, 29 et 30. Jazz Club Lionel-Hampton, 22 h 30. Tél. : 40-68-30-42.

Jean-Pierre Como Quintet
Jean-Pierre Como, pianiste, dirige une délégation de la jeune garde européenne. Idée déshumanisée du jazz, désinvolte, détachée, volontaire, mais groove à tous les étages. Ou, comment se situer aujourd'hui ? Question d'époque. Aux côtés du pianiste Como, Louis Winsberg, Riccardo del Fra, ou Antoine Ilouz. A savoir : pour les indications sur le temps à venir et pour le plaisir.

Le 24. Petit Journal Montparnasse, 21 heures. Tél. : 43-21-66-70.

Jean-Louis Chantemps
Alain Jean-Marie
Ce qui est surprenant, c'est le trio réuni autour du prince des saxophonistes téor : au piano, Alain Jean-Marie, compagne désigné de tous les poids lourds américains en tournée ; à la basse, Pierre Michelot, autrement dit la légende discrète de l'instrument ; et au drums, Sangoma Everett, le jeune homme le plus distingué et le plus précis du moment. Autant dire, pour Chantemps, le ténor philosophe, le métaphysicien des anches, l'ironiste du local, une occasion de jouer classique, à l'ancienne ou : la comédie française.

Les 24 et 25. Salle Bastille, 20 h 30. Tél. : 48-07-20-17. 100 F.

Rock
Nirvana
Smells Like Teen Spirit restera comme la chanson de l'année scolaire 1991-1992. Après un concert au sein des Truants musicaux, Nirvana revient, armé de chiffres de vente à donner le vertige à Michael Jackson, pour prouver qu'il n'a rien perdu de sa pureté crasseuse et magnifique. En première partie, Teenage Fan Club.

Le 24. Zénith, 20 h 30. Tél. : 42-06-00-00.

House of Love
Le groupe de Guy Chadwick (à moins qu'il ne faille dire Guy Chadwick et son

groupe) vient de publier un nouvel album. Les ingrédients restent les mêmes : sans de volume cyclotymiques, atmosphères moroses, guitares subtiles et mélodies délicates. Une tasse de thé parmi d'autres.

Le 25. Espaces Osmos, 19 h 30.

Legend Winston Festival
Les trois premières soirées de ce festival luxueux à bout d'essai d'abord le meilleur de la scène britannique incarné par le label Talking Loud (Omar, Galliano) Urban Dance Squad (rap-rock batave) et Keziah Jones (extra-terrestre d'origine nigérienne) puis les quatre évangélistes du rock (Saint Chuck, Saint Jerry Lee, Saint Bo et Saint Richard le Meneur) et du blues avec Levine Hudson, John Mayall, Albert King et Albert Collins, et enfin l'excellent pianiste Johnnie Johnson, jusqu'ici inédit en France.

Les 26 et 27, 20 heures : le 28, 18 heures. Les 29, 18 heures. Parc de l'Île-Saint-Germain. Tél. : 42-89-90-34. De 130 F à 180 F.

Bruce Springsteen
Nouveaux musiciens, nouvelles chansons, mais que nous réserve le Boss ? Du travail en tout cas.

Le 29. Palais omnisports de Paris-Bercy, 20 heures. Tél. : 40-02-60-02. 200 F.

Violent Femmes
La dernière fois que les Violent Femmes ont joué leur rock dégingé, leur théâtre paroxystique, à Paris, les témoins en sont revenus avec des étoiles dans les yeux. Séance de rattrapage pour les autres.

Le 30. Elysée-Montmartre, 19 heures.

Los Lobos
C'est l'un des meilleurs groupes de rock du monde, tout simplement. D'une sincérité et d'une simplicité sans égale. Ils savent aussi jouer la musique populaire mexicaine, la débarrasser de sa pangue de sentimentalisme pour ne laisser que l'émotion nue.

Le 30. Passage du Nord-Ouest, 22 heures. Tél. : 47-70-81-47.

Tournées
Fishbone
Groupe épuisant à force de bruit, de virtuosité anarchique, de dépense de calories, mais groupe satisfaisant aussi bien la curiosité intellectuelle que l'envie de danser.

Le 29 juin, Lille, L'Aéroparc, dans le cadre du festival Les Enfants terribles, 18 heures, 60 F. Le 1er juillet, Bordeaux, Théâtre Barby, 21 heures, 110 F. Le 2,

Hommage à Pierre Schaeffer ce mercredi 24 juin à la Cité des sciences de La Villette. Le « Polytechnicien, compositeur, inventeur », expose ses idées, généralement décoiffantes, sur les médias, la science et la société, dans un débat qui réunit le philosophe Régis Debray et le mathématicien Marcel-Paul Schützenberger. Apothéose sonore et visuelle ensuite au planétarium, autour de l'« univers coquille » de cet humaniste complet, théoricien de la communication inégalé, dont l'œuvre musicale, déterminante pour l'avenir de la musique concrète, n'aura représenté finalement qu'une de ses activités parmi tant d'autres. Œuvre que l'on peut explorer dans son intégralité désormais, grâce à quatre disques compacts réunis par le Groupe de recherches musicales de l'INA complétés par des hommages et des documents inédits, fruit d'une coédition exemplaire de l'INA et de la Librairie Séguier (distribution ADDA).

L'Île-Jourdain (à 40 kilomètres de Toulouse), le 22, 22 heures, 118 F.

Stephan Eicher
On a récemment aperçu le Suisse dans une grange, entouré d'animaux, en train de chanter en allemand. *Hemmi*, troisième album d'Eicher, n'est que la nouvelle ponctuation d'un parcours sans faute, qui traverse la France dans tous les sens depuis six mois.

Le 29 juin, Saint-Malo, en plein air, Cour du château, 18 heures, 130 F. Le 29, Amboise, en plein air, parc du château, 21 h 30, 140 F.

Festivals
Côte d'Opale
On en parlait, à la « une » de ce supplément. Le Festival de la Côte d'Opale est de ceux qui se fortifient au rock, allant jusqu'à donner le coup d'envoi de la tournée française de Dytan (le 30 juin) et à faire venir Tracy Chapman (le 1er juillet).

WINSTON LEGEND FESTIVAL
DU 26 JUIN AU 4 JUILLET

26/06
GALLIANO
OMAR
URBAN DANCE SQUAD
KEZIAH JONES

02/07
JIMMY O'HILL
RUFUS
THOMAS BLUES
BROTHERS BAND

Location : Fnac, Virgin Megastore et agences.
Réservation : (1) 41199900

WINSTON

MAIRIE DE PARIS
THÉÂTRE MUSIQUE & DANSE DANS LA VILLE

du 25 Juin au 5 Juillet
LES SOIRÉES DE

L'HOTEL D'ALBRET

31, rue des Francs-Bourgeois 75004 Paris (M° Saint-Paul)
PROGRAMME détaillé sur demande
Renseignements: 42 86 97 03

THÉÂTRE DES MATHURINS
L'ÉVÉNEMENT THÉÂTRAL DE L'ÉTÉ
LE RETOUR DES PALMES À PARIS

800 000 000 000

les Palmes de M. Schutz
DE JEAN-NOËL FENWICK

L'intelligence au service du dialogue et de la tolérance

HAMADI ESSID
Chroniques du monde arabe 1987-1991
aux Éditions L'Harmattan
avec le concours de Radio-Orient
208 pages, 110 F
16, rue des Ecoles 75005 Paris

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
DES LIVRES

سكان لا يمل

Plus tard, on en reparlera, viendront Ricky Lee Jones et, à Calais, tout un festival de rock dans le festival.

Du 30 juin au 26 juillet. Renseignements/observations : tél. : 21-30-40-33.

Lille

Les Enfants terribles

On revient sur ce festival déjà annoncé pour rappeler qu'il accueillera l'unique concert français de télévision reformé à l'identique (Tom Verlaine, Richard Hell, Richard Lloyd et Billy Ficca), pour ceux qui gardent de l'année 1977 un souvenir indéfectible (tous ceux qui écoutaient du rock à cette époque).

Le 27 juin à 19 heures, esplanade du Champ-de-Mars, avec aussi les VRP et l'écho rétro.

Musiques du monde

Musiques du Pérou

Le premier volet de ce voyage en Amérique latine était consacré à l'Argentine. Malgré quelques bouillottes de fraîcheur, le programme n'était pas à la hauteur. Que faut-il attendre de ce détour inédit dans les chants et les danses quechuas du Pérou (Violon et harpe pour l'ensemble de Maximo Damian, suivis d'un échantillon de flûtes de pan de la région de Puno).

Du 24 au 27. Maison des cultures du monde, 20 h 30. Tél. : 45-44-72-30. 100 F.

Idrissa Diop

Le fondateur du groupe le Sahel de Dakar, en 1976, rénove depuis quelques années les traditions des musiques rurales sénégalaises, déjà fort modernisées par ce musicien attentif aux courants mondiaux. Afro-funk, en trio, sans court, avec guitares.

Le 24. New Morning, 21 h 30. Tél. : 45-23-51-41.

Wa Yego

Wa Yego, de l'Afrique à Paris. Sept musiciens des deux horizons rassemblés par Yego Jeng, ex-guitariste de Xalam. Afro-jazz coloré.

Le 25. La Cigale, 20 heures. Tél. : 49-25-81-76. Location Franc. 90 F.

Marathon pour Marley

Sixième édition. Avec, cette année, un des plus jeunes fils de la star jamaïcaine, Julian, Mickey Tosh (frère de Peter), l'ivoirien Ismaïl Issaï, l'italien et passionné reggae avoué et partage.

Les 25, 26 et 27. Bataclan, 20 heures. Tél. : 47-00-30-12.

Roe

Sympathique militant de la cause des sans-frontières, de la tribu des musiciens du monde, Roe, outre ses « toros », « beaifs conviviaux du Rex », continue sur le chemin du flamenco-rock hautement énergique.

Les 26 et 27. Passage du Nord-Ouest, 22 heures. Tél. : 47-70-51-47.

Safy Boutella

Retour sur la scène française du saxophoniste algérien Safy Boutella, que l'on a pu voir au Festival de jazz d'Amiens le mois dernier. Avec une musique défilée, perchée entre mélodies gracieuses et lignes de force, Boutella est l'un des musiciens les plus intrigants du jazz mélangé (dernier album sur Indigo/LaBleu).

Le 26. New Morning, 21 h 30. Tél. : 45-23-51-41.

Tournées

Cheb Mami

Retour du petit prince du raï, timide en ville, épaté en scène, après *Le raï*, le très bel album paru l'an passé chez Blue Silver. Une voix déployée, moineuse, moineuse, moineuse que celle de Cheb Mami, jusqu'ici délaissée par des musiciens en décalé de leur Cheb : Mami incarne le courant sage du raï, ce qui n'est quand même pas une garantie de rigueur.

Le 26 juin, Lille, dans le cadre du festival Coup de soleil sur le Nord, salle Nord-Esp. 0 h 15, 90 F pour les deux jours. Les 26 et 27 juin, Réservations FNAC de Lille. Le 27 juin, Rouen, en plein air, terrain de l'Aigle, rue Lavoisier, 22 h 30.

La sélection
« Classique » a été établie par
Anne Rey.
« Jazz » : Francis Marmande.
« Rock » : Thomas Sornel.
« Musiques du monde » :
Véronique Morlaing.

MARKUS RAETZ

Galerie Farideh Cadot

77, rue des Archives, 75003 Paris - 42-78-08-36

GALERIE DINA VIERNY

36, rue Jacob, 75006 Paris - Tél. : 42 60 23 18

ILYA KABAKOV

Jusqu'au 18 juillet

ARTS

Paris

Arrêt-retour sur images :

les cinémas de Picasso

Les dessins sur calque et la *Femme nue allongée* exécutés en 1955 pendant le tournage du *Mystère Picasso* de Henri-Georges Clouzot n'ont rien perdu de leur force. Ils sont à l'hôtel Salé, avec une centaine de photographies.

Musée Picasso, hôtel Salé - 5, rue de Thorigny, Paris 3^e. Tél. : 42-71-25-21. Tous les jours sauf mardi de 9 h 15 à 17 h 15, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 14 septembre. 28 F.

Dessins de Rodin

Pour fêter la parution du cinquième et dernier tome de l'inventaire des dessins de Rodin, dont le musée, rue de Varenne, possède la plus belle collection du monde : 7 200 numéros. On y a fait trier, séparer des faux, regrouper, essayer de dater. C'est ce travail de recherche qui est exposé.

Musée Rodin, hôtel Biron, 77, rue de Varenne, Paris 7^e. Tél. : 47-05-01-34. Tous les jours sauf lundi de 10 heures à 17 h 45. Jusqu'au 19 juillet. 21 F.

Gulmard

Cinquante ans après sa mort, une trentaine d'années après la destruction des entrées de métro qu'il avait dessinées pour Paris, voici la première exposition monographique sur Hector Gulmard, le maître de l'art nouveau français. On l'a découvert au-delà des questions de « style », son œuvre fut portée par une réflexion ambitieuse faisant fusionner l'architecture, l'art et la vie.

Musée d'Orsay, 1, rue de la Harpe, Paris 7^e. Tél. : 40-49-48-14. Tous les jours sauf lundi de 9 heures à 18 heures, jeudi de 10 heures à 21 h 45, dimanche de 9 heures à 18 heures. Jusqu'au 26 juillet. 32 F. (billets jumelés musée-exposition : 45 F.).

Le Dessin et l'Architecte

L'Académie d'architecture, qui passait plus ou moins justement pour être poussiéreuse, a précisément tiré parti de sa poussière pour en exhumier, à l'occasion de ses cent cinquante ans, une remarquable collection de dessins significatifs de l'ambivalence du métier, entre artiste et technicien. Le pavillon de l'Arsenal, organisme le plus actif de la capitale en matière d'architecture, a achevé de dépoussiérer l'ensemble pour en faire une belle et dynamique exposition.

Pavillon de l'Arsenal, 21, boulevard Morland, Paris 4^e. Tél. : 42-78-26-53. Tous les jours sauf lundi de 10 h 30 à 18 h 30, dimanche de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 6 septembre.

Annie Leibovitz

Vingt ans dans la vie d'une photographe américaine. Des manifestations pacifistes contre la guerre du Vietnam aux portraits de New York, en passant par le rock (les plus beaux portraits des Stones, avec ceux de David Bailey), jusqu'au monde du show business et les excès de l'Amérique réactionnaire.

Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris 16^e. Tél. : 47-23-36-53. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 17 heures. Jusqu'au 27 juillet. 28 F.

Les Vikings

Les Vikings étaient-ils ces brutes assoiffées de sang et de pillage que nous décrivait les chroniqueurs médiévaux ? Une exposition ambitieuse, organisée avec le concours des musées de Stockholm, d'Oslo et de Copenhague, nous présente des commerçants doués pour le négoce.

des navigateurs habiles, des artisans inventifs et des poètes à l'imagination fertile. Une civilisation qui, très tôt, a su intégrer les apports extérieurs.

Grand-Palais, galeries nationales, av. Winston-Churchill, pl. Clemenceau, av. Eisenhower, Paris 8^e. Tél. : 44-13-17-17. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 12 juillet. 40 F.

Manifeste

« Manifeste » est une exposition pluridisciplinaire proposant une mise en perspective de 30 ans de création (1960-1990) : musique, cinéma, littérature, vidéo, architecture. Mais ce sont les arts plastiques qui se taillent la part du lion : presque tous les espaces du Centre Pompidou sont réquisitionnés pour la présentation d'une partie des réserves du Musée national d'art moderne. Le Centre de création industrielle profite de l'occasion pour montrer la collection de design qu'elle vient de réunir.

Centre Georges-Pompidou, place Georges Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi, de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 28 septembre.

Moore à Bagatelle

Henry Moore aimait installer d'énormes sculptures dans la campagne anglaise autour de sa maison de Perry Green. On ne s'attendait donc pas de voir ses œuvres monumentales créées entre les années 60 et 80 envahir le parc de Bagatelle. Il s'agit de la première rétrospective parisienne importante consacrée à Moore depuis 1977.

Parc de Bagatelle, bois de Boulogne, Paris 16^e. Tél. : 42-67-97-00. Tous les jours de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 3 octobre. 6 F. (entrée du parc).

Gustav-Adolf Mossa

Peintre méconnu, Gustav Mossa (1883-1971) - qui se donna un prénom plus exotique, Gusta-Adolf - est l'un des derniers symbolistes. Entre 1904 et 1914, il multiplie les allégories (la vie, l'amour, la mort). Sa production s'effrita après la première guerre mondiale.

Pavillon des Arts, 101, rue Boursarieu, Paris 1^{re}. Tél. : 42-33-82-50. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 11 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 27 septembre. 30 F.

Hello Olitica

Marqué comme nombre de ses contemporains par l'édification de Brasilia au cours des années 50, Hello Olitica était un touche-à-tout. Ses peintures, sculptures, ses installations l'avaient imposé comme l'un des chefs de file de l'avant-garde brésilienne. Il était, en revanche, peu connu de ce côté de l'Atlantique.

Galerie nationale du Jeu de Paume, place de la Concorde, Paris 1^{re}. Tél. : 42-60-63-68. Tous les jours sauf lundi, mardi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche de 10 heures à 19 heures, mardi jusqu'à 21 h 30. Vendredi, samedi de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 23 août. 30 F.

Dominique Perrault

Trente-neuf projets de Dominique Perrault, architecte âgé de trente-neuf ans, présentés sur le devant de la scène par la Bibliothèque de France (BdF) sont exposés par l'Institut français d'architecture (IFA) permettant de découvrir toutes les facettes, transparentes ou non, du travail de ce jeune maître d'œuvre.

Institut français d'architecture, 6 bis, rue de Tournon, Paris 6^e. Tél. : 46-33-90-36. Tous les jours sauf lundi, mardi de 12 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 27 septembre.

Séville : le pari andalou

La Maison de l'architecture présente les principales réalisations de l'exposition universelle de Séville à travers plans, élévations, dessins, photos et dioramas. Six pavillons nationaux, trois pavillons thématiques, les avenues et les jardins d'Expo'92. Une centaine de photos récentes de l'exposition séro-latine de 1992.

Maison de l'architecture, 7, rue Chaligny, Paris 10^e. Tél. : 47-23-51-54. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 13 heures à 18 heures, samedi de 11 heures à 17 heures. Jusqu'au 15 septembre.

Galeries

Erik Dietman

Dietman, un artiste dans le genre plutôt indiscipliné, est présent, ce temps-ci. En particulier à la galerie Claudine Papiillon en une exposition intitulée « Ronces et arbres, cultures du frère de Dieu ». Soit des sculptures récentes, qui pèsent leur poids de (marbre ou de) bronze.

Galerie Claudine Papiillon, 59, rue de Turenne, Paris 3^e. Tél. : 40-29-98-80. Tous les jours sauf dimanche, lundi de 13 heures à 19 heures. Jusqu'au 11 juillet.

Erotiques

De Vito Acconci à Zush, vingt-huit artistes venus de six pays traitent de l'érotisme et de la sexualité sous toutes ses formes. Peintures, sculptures, « performances » ne sont que quelques-uns des supports choisis. Vaste programme.

A. B. Galerie, 24, rue Keller, Paris 11^e. Tél. : 48-08-90-50. Tous les jours de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 25 juillet.



Le sculpteur Etienne Martin photographié en 1957 par Denise Colomb, dont la rétrospective a lieu au Palais de Tokyo à Paris jusqu'au 23 août (tél. : 47-20-32-34).

Hélion

On a beaucoup salué le retour d'Hélion à l'art figuratif, au point d'en oublier sa traversée, pourtant déifiante, de l'abstraction, pendant dix ans, dans les années 30. Que la galerie Marwan Hoss évoque en une cinquantaine d'œuvres, également sur papier et de 1930 à 1950, de Julio Gonzalez et de Joachim Torres Garcia, deux amis d'Hélion.

Galerie Marwan Hoss, 12, rue d'Alger, Paris 1^{re}. Tél. : 42-96-37-88. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 h 30, samedi de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 17 juillet.

Rebecca Horn, Jean-Pierre Bertrand

Jean-Pierre Bertrand est au rez-de-chaussée avec des barres, du rouge, du Plexiglas et du vide. L'artiste, ces temps-ci, durcit son discours ou son refus de discours sur la peinture. Rebecca Horn est à l'étage, avec des multiples présentés pour la première fois. Il y en a, neuf, neuf vitrines, qui, depuis 1972, résumant l'univers poétique de l'artiste.

Galerie de France, 52, rue de la Vierge, Paris 4^e. Tél. : 42-74-38-00. Tous les jours de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 31 juillet.

Pierre Klossowski

Pierre Klossowski évoque à propos de son œuvre graphique la « survivance magique du mauvais goût ». On pourra en juger à la Galerie Beaubourg, qui présente pour la première fois son œuvre sculptée. Deux grands groupes réalisés entre 1990 et 1992.

Galerie Beaubourg, 23, rue du Renard, Paris 4^e. Tél. : 42-71-20-50. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 19 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 31 juillet.

Stanislav Kolibal

Les petits « dessins-espace » du Tchèque Stanislav Kolibal sont devenus grands. Les boîtes en carton et pièces de contreplaqué se sont peu à peu mêlées à l'aluminium et aux matières transparentes. Un art d'une beauté formelle très pure se dégage de ces grandes structures géométriques.

Galerie Jacqueline Moussion, 110-123, rue Vieille-du-Temple, Paris 3^e. Tél. : 40-87-75-91. Tous les jours sauf dimanche, lundi de 10 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 31 juillet.

Gaston Lachaise

L'occasion de découvrir un sculpteur peu connu en France, où il est né, mais qu'il a quitté en 1906 pour aller vivre et travailler aux Etats-Unis. Il s'y est rendu célèbre avec ses nus opulents d'esprit contraire au puritanisme ambiant. La nouvelle galerie Gérard Piltzer expose en même temps une série de photographies d'Irving Penn, qui traite du nu, aussi.

Galerie Gérard Piltzer, 78, avenue des Champs-Élysées, Paris 8^e. Tél. : 43-58-90-07. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 15 juillet.

Sandy Skoglund

Sur fond de vie quotidienne, Sandy Skoglund envahit son cadre de chats radioactifs verts, de poissons rouges flottant dans l'espace, d'écureuils noirs, de chiens bleus et de renards rouges : les photos-visions de cette artiste américaine débarquent à Paris, mi-drols, mi-cauchemardesques. Des installations minutieuses, précises et spectaculaires pour traduire l'absurdité du monde réel et le dialogue réalité-fiction.

Espace photographique de Paris. Nouveau Forum des Halles, 4-8, Grande Galerie, place Carpe, Paris 1^{re}. Tél. : 40-26-57-12. Ouvert tous les jours, sauf le lundi de 13 heures à 18 heures (19 heures le samedi et le dimanche). Jusqu'au 2 août.

LA SÉLECTION

partir de 1974. Ces exceptionnels soldats sont vieux de 2000 ans.

Eglise Saint-Pierre-aux-Nonnains, 57000. Tél. : 87-37-57-47. Jusqu'au 15 septembre.

Meymac

Jésus Rafael Soto

Ce Vénézuélien de Paris, ou Parisien de Caracas, est l'un des plus éminents représentants de l'art cinétique et de son extension dans l'environnement urbain. Le point sur son œuvre n'avait pas été fait depuis longtemps, aussi cette rétrospective tombe bien, qui réunit quelque quatre-vingts œuvres depuis les années 50, dont un « pénétreur ».

Centre d'art contemporain, abbaye Saint-André, 19250. Tél. : 56-56-23-30. Tous les jours sauf mardi de 14 heures à 18 heures, samedi, dimanche de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, du juillet à septembre (il de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 27 septembre. 15 F.

Nancy

Jacques Callot

La célébration du quatrième centenaire de la naissance de Jacques Callot est le prétexte d'une rétrospective très complète du grand graveur des guerres comme des grands de son monde. Elle est présentée au Palais ducal, rénové pour la circonstance.

Musée historique lorrain, 84, Grande-Rue, 54000. Tél. : 83-32-18-74. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 14 septembre.

L'art en Lorraine au temps de Jacques Callot

Parallèlement à la célébration de Jacques Callot, un panorama de la peinture en Lorraine, au XVII^e siècle, est orchestré par Jacques Thillier. On y découvre Jacques Bellange, Jean le Clerc, Georges Lallemant, Claude Deruet et quinze tableaux du plus grand de tous : Georges La Tour.

Musée des beaux-arts, place Stanislas, 54000. Tél. : 83-85-30-00. Tous les jours sauf mardi de 10 h 30 à 18 heures, lundi de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 15 septembre.

Nantes

Sir Edward Burne-Jones

Le musée de Nantes vient de faire l'acquisition d'un portrait peint par Burne-Jones, et se trouve désormais le seul musée français à posséder une œuvre de cet artiste. Pour fêter l'événement, il propose cent dix de ses dessins, qui proviennent des collections du Fitzwilliam Museum de Cambridge. Une rareté.

Musée des beaux-arts, 10, rue Georges-Clémenceau, 44000. Tél. : 40-74-53-24. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 13 heures à 17 h 45, dimanche de 11 heures à 17 heures. Jusqu'au 27 juillet.

Nîmes

Henri Matisse

Du Cateau-Cambrésis à Vence, en passant par Paris, les occasions ne manquent pas de revoir, cet été, certains aspects de l'œuvre de Matisse. A commencer par les sculptures. Dont la quasi-totalité est exposée à Nîmes : soixante pièces, ainsi qu'une trentaine de gravures.

Musée des beaux-arts, rue Cité-Foulc, 30033. Tél. : 88-78-73-47. Tous les jours de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures sauf le dimanche et lundi uniquement l'après-midi. Jusqu'au 30 août.

Noyon

Jacques Sarazin, sculpteur du roi

Si Jacques Sarazin, qui était né à Noyon, a bénéficié de la faveur de Louis XIII et, de son vivant, a joué d'une grande renommée, aujourd'hui on l'a oublié. Injustement. Ce premier hommage comporte une soixantaine d'œuvres originales et de nombreuses reproductions de sculptures monumentales intransportables.

Musée du Noyonnais, 7, rue de l'Évêché, 80400. Tél. : 44-09-43-41. Tous les jours sauf mardi et jours fériés de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 15 août. 15 F.

Tanlay

Bernard Réquichot

« Je travaille l'ensemble de mes années » écrivait Réquichot, artiste déchu, dont la brève carrière - il est mort à trente-deux ans, en 1961 - est ponctuée d'œuvres arrachées au corps : collages, reliquaires, et mises en boîtes chargées de matières provoquant fascination et répulsion.

Centre d'art contemporain du château de Tanlay, 90400. Tél. : 88-78-78-33. Tous les jours de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 4 octobre. 10 F.

La sélection « Arts » a été établie par :
Général Brouette
« Architecture » :
Frédéric Edelmann
« Photo » :
Michel Gauthier

DE LA SEMAINE

DISQUES

Classique

Charles Panzéra chante la mélodie française

Fauré : mélodies épiques, de Bonno Chanson, l'Horizon chimérique; Duparc : Mélodies, etc.

Charles Panzéra (baryton), Magdeleine Panzéra-Baillet (piano), Orchestre Grandpierre, Piero Coppola (direction). Répertoire de 78 tours ? Paradoxe de 33 tours EMI parus exclusivement au Japon ? Enregistrés où et quand ? Le plus grand mystère plane sur ces deux CD, parus dans un catalogue spécialisé des curiosités (les Godowsky, les Reubke du pianiste néerlandais Geoffrey Douglas Mage) et que ne commente, en l'absence de toute date, de lieu d'origine, d'éclaircissements même sur l'intérêt, qu'un texte, fort documenté au demeurant, sur Fauré et Duparc. On aurait presque pu s'en passer. Quel rapport entre cette édition récente et les deux microsillons parus autrefois chez EMI dans la collection « Références », non reportés sur disques argentés, mais qui comportaient déjà, sans erreur, la *Sérénade de Méphisto* de Fauré, le même extrait de l'acte II de *Phélie* (qui chante Mélisande ?), le même *Temps des lilas* de Chanson, les mêmes Duparc orchestrés, mais pas la superbe *Forêt de Caplet*, forêt à peu près oubliée malheureusement par un bruit de surface infernal.

Restons-en à la satisfaction de retrouver, au sommet de ce superbe récital français, l'Horizon chimérique de Fauré exécuté avec un raffinement ultime par le baryton franco-belge qui en fut le dédicataire : « l'art de dire » cette musique ébérée n'a jamais été égalé. Ailleurs, la même distinction, la même simplicité, un certain manque de souffle par ci par là (le *Testament* de Duparc), mais parfaitement assumé, un art consommé pour donner l'illusion du phrasé quand le legato ne

suit pas, et cette douleur cachée, cette nostalgie un peu alanguie du timbre dans l'air. Ombre qui signe cette belle voix, capable, ou à peu près, de résister à des prises de son calamiteuses.

1 coffret de 2 CD Lys, catalogue Dante, distribution Média 7, LY500394.

Beethoven

Les Cinq Sonates pour violoncelle et piano. Pieter Wispelwey (violoncelle), Paul Komen (piano forte).

Tout est vivacité, clarté, prairie dans cet enregistrement des cinq sonates, « le plus beau programme pour le violoncelle et le piano », comme le signale l'un des interprètes dans le livret. Car toute l'évolution de l'écriture beethovenienne est ici résumée en deux heures de musique parfaite, de la jeunesse extravertie des deux sonates de l'opus 5, à la maturité sûre d'elle-même et si gaie (sonate opus 69) ; la même assurance, la même allégresse résonnant comme en sourdine dans les deux volets de l'opus 102, frère des sonates pour piano, opus 101 et opus 109. La vie bouillonne encore, mais le silence gagne, les coups de cafard sont sautés, la résignation n'est pas loin (adagio si schubertien, sur un motif mélancolique, de la 3^e Sonate).

Paul Komen joue un piano forte Broadwood de 1823 : savoir qu'un Broadwood avait été offert à Beethoven en 1818. Le violoncelle dix-huitième de Pieter Wispelwey est aussi de marque anglaise. Les deux timbres de ces compatriotes - piano féminin, jamais aigrelet ; violoncelle viril, jamais ronflant - se marient beaucoup mieux que ceux de Christophe Coin et de Patrick Cohen (Harmonia Mundi). Elève d'Amner Bijlma, Wispelwey est une star aux Pays-Bas où il a reçu l'équivalent de nos prix nationaux cette année. Il joue le violoncelle le plus juste, le plus inspiré, techniquement le plus accompli que l'on puisse souhaiter. Réjouissante découverte.

1 coffret de 2 CD, Chocoré Classics, catalogue.

Wiener

Concertos pour accordéon et pour piano principal : Sonate pour violoncelle et piano. Gilbert Roussel (accordéon), Jean Wiener et Jacqueline Robin (piano), Pierre Fournier (violoncelle), orchestre sous la direction d'André Clément.

Jean Wiener aurait-il un peu de malice, un peu le sens des affaires, qu'il serait devenu le Leonard Bernstein, le John Addams français. Pianiste de bar formidable, mais vrai pianiste aussi, compositeur tenté par la comédie musicale et le jazz, comme le premier ; comme le second, remède aux grands anciens, grand pasticheur devant l'éternel. Mais le petit homme discret, fidèle à ses deux idoles (« Monsieur Jésus et Monsieur Léonine »), préfère s'accrocher à son rêve : écrire

de la musique savante pour le public des bals popus. Pas si savante que cela, Dieu merci. Wiener allait surtout signer 319 musiques de films, sans cesse de se revendiquer pauvre comme Job et membre du PCF. La sonate douce-amère et fort docte, que Wiener a dédiée à Rostropovitch en 1968 (le violoncelle n'était alors qu'un futur dissident), vient ici rejoindre les deux concertos rigolos coupés sur un vieux microillon. Le tout peut s'écouter.

1 CD Arion ABN 68186.

A. R.

Jazz

Chet Baker

With Strings.

Qu'il s'agisse de Billie Holiday, de Charlie Parker ou de Chet, la question des cordes en jazz ne doit pas se poser. On est plus ou moins dans la maison du pendu. Quand les grands musiciens désirent enregistrer avec des violons, ça ne manque pas : le vaste public, pour peu qu'il ait connaissance, aime bien (ça le rassure), l'auditoire spécialisé déteste (ça le rassure), l'amateur éclairé fait la fine bouche (ça le rassure), quant à l'amusant, il aime.

Précisément : *love* est le mot qui revient dans tous les titres, ou presque, de ce disque historique. Au côté de Chet Baker, il y a Zoot Sims, avec

des envolées et des contrepoints incroyables, Russ Freeman, Joe Mondragon et Shelly Manne. Les enregistrements pour violons et violoncelles sont signés Johnny Mandel, Jacques Montrose, Marty Paich et Shorty Rogers, autant dire la fine fleur californienne de l'époque. Les séances datent de fin 1953 (30 et 31 décembre) et de février 1954 (le 20). Un grand disque sentimental.

1 CD Columbia 466 968-2.

Rock

10CC

Meanwhile.

Après une longue période de latence, 10 CC revient toujours, réduit à l'état de duo (Eric Stewart et Graham Gouldman). Kevin Godley et Lol Creme, qui se consacrent depuis plusieurs années à la vidéo, font une apparition symbolique, mais l'essentiel du disque (compositions, voix, instrumentations) est dû à Stewart et Gouldman.

Aux origines du groupe, vers 1972, 10CC comptait parmi les groupes qui aidaient à supporter le sérieux et la folie des grands titres qui gangrènaient le rock. Mais, à force de pasticher, de moquer les grands classiques de la pop (dont le prototype fut le merveilleux *I'm Not In Love*, parfaite chanson de désamour avec ses 256 prises de voix, mixées les unes

sur les autres), 10CC se prit au jeu (de toute façon Graham Gouldman était un vieux routier du genre, auteur, entre autres, du *For Your Love* des Yardbirds) et finit, au moment de l'irruption du punk, par ne plus être qu'un groupe de pop commerciale parmi d'autres.

On sent par moments, sur *Meanwhile*, une résurgence de l'humour original, mais, la plupart du temps, l'addition de mélodies calculées plutôt qu'écrites, de voix neutres et claires et d'arrangements immaculés écrase à force de perfection raisonnable. A sauver tout de même, *Something Special* pour la magnifique partie de piano due au bon docteur John Mac Rebennack.

Polydor 513 279-2.

Ringo Starr

Time Takes Time.

Critiquer ce disque, c'est un peu comme compter les fautes d'orthographe sur la lettre d'un ami perdu de vue depuis longtemps. Les personnes qui ne savaient pas encore que Ringo Starr n'est ni Frank Sinatra ni Billy Cobham, qu'il n'est jamais arrivé à écrire une chanson complète, se fichent de toute façon de savoir qu'il vient de sortir son premier vrai album depuis onze ans. Les autres seront heureux d'apprendre que *Time Takes Time* (titre mitterrandien qui peut se traduire par « il faut du temps au temps ») réunit une brochette de producteurs qui

garantit le sérieux de l'entreprise (Don Was, Jeff Lynne, Peter Asher et Phil Ramone), que la liste des invités, sans ressembler au Bottin mondain fait plaisir à entendre (Tom Petty, Harry Nilsson et, surtout, sur la plupart des titres, l'excellent pianiste des Heartbreakers, Benmont Tench) et qu'une bonne moitié des chansons sont tout à fait audibles, le reste relevant plutôt du remplissage.

On notera à la fois l'absence de tout Beatie et les références multiples au passé (*Golden Blunders* et *The Weight of the World* en écho à *Golden Summers* et *Carry That Weight*). Tous les producteurs maîtrisent étonnamment les allusions (harmonies vocales célestes, arpeges de Rickenbacker) et Ringo, comme émerveillé de ne pas avoir tout dit, plane au-dessus de ce disque comme un vieux chérubin.

Private 282902, distribution BMG.

T. S.

Chanson

Laurent Voulzy

Caché derrière.

Cet album, on l'attend depuis bientôt dix ans. Laurent Voulzy est une espèce de Phil Spector mâtiné de Brian Wilson, la foie en moins, le charme en plus. Caché derrière les consoles de ses studios, on le suppose incapable de laisser une chanson tranquille, à force d'exigence. La beauté de cette exigence est de s'exercer à l'endroit d'un objet qui ne mérite pas tant, la chanson pop pour les hit-parades. Voulzy veut en faire un moment de perfection, à force de comprimer les scores du monde moderne. C'est une méthode qu'il applique aussi dans sa collaboration avec Alain Souchon. Mais la personnalité de ce dernier, son poids d'acteur, d'homme de scène font que ces chansons deviennent des morceaux de Souchon.

Voulzy le proclame : il reste caché derrière. On regarde donc passer ces dix bulles de verre, ces dix moments dont le pire reste un exercice de style et les meilleurs l'essence même d'un style. Quand la chanson est un peu faible, quand il risque la redite, Voulzy a recours à des trucs qui ont déjà servi à d'autres, à Sting ou à Peter Gabriel. Quand il est porté par une mélodie (*Bungalow vide*, *Paradoxe système*, *Carib Islander*), par les harmonies aériennes (comme un chœur de petits garçons d'Oxford transportés en Californie), par les guitares douces réenregistrées à l'infinité et les basses qui secouent paisiblement, Laurent Voulzy échappe à la pesanteur.

BMG/Arleta 282970.

T. S.

« Brasileiro », le dernier album de Sergio Mendes

Du renouvellement des sources

SERGIO MENDES avait déserté, happé par les Etats-Unis, après un mémorable concert donné en 1968 au Carnegie Hall avec ses amis de la bohème de Rio-de-Janeiro, Tom Jobim, Vinícius de Moraes, Baden Powell, en plein essor de la bossanova. Le Brésil, vexé, lui avait tourné le dos, avait d'écouter à sa musique l'épique définitive, et décidé, grueuse, de « pop-américanisée ». Il vendit quelques millions de disques de par le monde, se fit en Californie. Le Brésil s'en passa, la France l'aimait et tout le monde était content. « J'avais rencontré aux Etats-Unis le marché idéal, la technologie, le complément de l'inspiration romantique qui nous est naturelle. »

C'est en artiste international, donc aux premières loges de l'observatoire des tendances du marché mondial, que Sergio Mendes constate « la vide, la monotonie, la stagnation du panorama musical des années 80 ». C'est en artiste international qu'il s'en va donc, comme d'autres, puiser au sud - chez lui, pourquoi pas - un nouveau souffle. *Brasileiro*, enregistré pour les trois quarts au Brésil, mêlé à Los Angeles, est le plus brésilien des albums de Sergio Mendes, lui qui nous avait habitués à une variété agréable de fond sonore, avec coulis de choeurs et synthétiseurs, le tout suffisamment musclé en bossa-samba pour plaire à tous. « Je voulais cette fois réaliser un album totalement ancré, qui décrive les mille et un styles de la musique brésilienne. »

Si les honneurs de l'ouverture sont laissés à la puissance de cent percussionnistes choisis dans les écoles de sambas de Rio, l'album est très fortement marqué par le style, l'influence, le goût bahianais. Car, à son entreprise de reconstruction identitaire, Sergio Mendes a associé le percussionniste, auteur, compositeur,

arrangeur, bahianais, jeune et très doué, Carlinhos Brown (cf. *Black Bahia*, avec Wayne Shorter, chez Island) et sa troupe de joyeux cœurs, le Vai Quam Vem, adeptes de la samba-reggae née à Salvador il y a quelques années.

On ne peut en tout cas pas dire que Sergio Mendes ait manqué de goût dans sa descente aux Brésils profonds : d'invités en auteurs et compositeurs choisis (Hermato Pascoal aux claviers, Gracinha Leporeira au chant, Ivan Lins, Victor Martins, Joao Bosco à la guitare, Belchior, Guinga, Alcir Blanc), il se promène avec des yeux d'innocent. De rythmes afro en mélodies nordistes, de blocs de samba en repousse d'occasion (*What is this?*), petites perles de naturel en anglais et portugais). *Brasileiro* balaie les images avec une belle énergie. « *Elektra*, ma compagnie de disques, m'avait donné carte blanche. J'avais toute liberté pour écouter, saisir ce qui passait. Je suis allé à Bahia pour la Semaine de l'art. J'ai rencontré Carlinhos Brown, mais aussi Carmen Alice. Elle est professeur d'anglais à Salvador. Tous les matins, elle écoute du rap sur la radio américaine. Puis elle chante tout ça avec du berimbau, du surdo, des voix de terre. Il y a là dedans comme un chant tribal. » En revenant au pays, Sergio le régent met en évidence des qualités - la musicalité, le goût, le curiosité - mal gérées jusqu'alors. Reste à savoir si *Brasileiro*, avec ses quatorze titres explorateurs, comble sur les marchés internationaux une fortune aussi régulière que ses vingt-deux prédécesseurs.

VÉRONIQUE MORTAIGNE

* 1 CD Elektra 7559-61315 distribué par WEA.

VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale • Orchestre - P.M.R. : prix moyen du repas - J., H. : ouvert jusqu'à... heures.

DINERS

RIVE DROITE	
TV COZ 35, rue Saint-Georges, 9 ^e 48-78-42-95/34-61	ARRIVAGE JOURNALIER DE POISSONS FRAIS, CRUSTACÉS, PLATEAU DE FRUITS DE MER, CARTE 300 F. Menu de la mer, le soir, 150 F TC.
LE BELAIS D'ÉPIQUEUR 6, place de la République, 11 ^e 47-00-44-10	T.J.L. service cont. de 11 h à 2 heures du mat. Hôtesses et fruits de mer toute l'année. Poissons du marché. Choucroute. Menu-carte 160 F (ent., plat, dessert, café, vin comp.). Repas d'aff.
LE CORSAIRE 1, bd Exelmans, 16 ^e 45-20-87-83 et 45-25-53-25	Le restaurant où vous ne serez jamais déçu. Spécialités de poissons, viandes, plats français. Cuisine faite par le patron. Menu-carte à 85 F et 150 F. Fermé samedi.
RIVE GAUCHE	
NOS ANCIENS LES CAULOS 46-11-46-07 et 66-12-39, rue Saint-Louis-en-Île, 4 ^e	Unique au monde. Cadre fin 17 ^e . Ambiance exceptionnelle. Menu 6 plats : 180 F tout compris. Vin à discrétion. Tous les soirs. Dimanche midi et soir.
LE MAHARAJAH Plats à emporter : moins 30 % 43-54-26-07	L'INDE SUCCULENTE en 72, bd St-Germain, 5 ^e , M ^{te} Maubert, T.L.I. NON-STOP de 12 h à 23 h 30, ven., sam., accueil jous, 1 h. CADRE LUXUEUX. Env. 160 F, climatisé.
SRI RAM 15, rue Jules-Chartain, 6 ^e 43-25-12-84	1. 23 h 30. Spécialité TANDOORI, CURRY, BIRIANI. Menu midi 49 F et 69 F. Soir 99 F. Ambiance et musique indienne. M ^{te} Verin, N.-D.-des-Champs. Carte : 120 F env. Climat.
RESTAURANT THOUILLER 47-45-49-73 75, rue Saint-Dominique, 7 ^e	Spécialité de confit de canard et de cassoulet au confit de canard. Service jusqu'à 23 h 30. TOUS LES JOURS. Dim. service continu de 12 h à 23 h 30. SALONS CLIMATISÉS.

SOUPERS APRÈS MINUIT

LES GRANDES MARCHES

AU FIED DE L'OPÉRA-BASTILLE
La bonne adresse du quartier.
HUITRES toute l'année.
POISSONS DU MARCHÉ.
Plats traditionnels. Vins à découvrir.
DECOR « brasserie de long ». TERRASSE ENSOLEILLÉE.
T.J. de 11 h 30 à 2 heures du matin.
6, place de la Bastille. 43-42-90-32.

FESTIVAL
Montpellier-Danse 92

DANSE ET MUSIQUE

DANS LES PAS
DE TRISHA
BROWN

Forsythe, Saporta, Sankal Juku, Guesh Patti, ça fait riche, et ça l'est. Pourtant, Montpellier-Danse n'est pas une accumulation de spectacles. Cette année, du 24 juin au 11 juillet, c'est la fête de la Méditerranée, de son histoire, de sa culture. Point de départ: les trajets des juifs chassés d'Espagne en 1492. Maghreb, Empire ottoman, Israël. Un festival où le désir préside au choix. Comme celui d'accueillir la chorégraphe américaine Trisha Brown qui est venue travailler avec les danseurs de la compagnie Bagouet. Tout cela donne forcément l'envie d'y aller.

Une compagnie Bagouet est entre les mains expertes de Trisha Brown pour une création nommée *One Story as in Falling*. Dominique Bagouet, Montpellier-Danse, dirige un des premiers centres chorégraphiques nationaux. Il a donc pris six mois de congé sabbatique tandis que l'Américaine débarquait dans la ville du maire le plus célèbre de France. On avait cru comprendre qu'elle allait chorégraphier pour ses danseurs et ceux de Bagouet réunis. En fait, seuls deux membres de la compagnie américaine participent au ballet.

Trisha Brown est la femme la plus raffinée, la plus sérieuse, la plus drôle, la plus réservée qui soit. On avait oublié sa voix exquise, sa minceur, ses cheveux métalliques et ses yeux inattendus, bleu clair. En survêtement gris, Trisha Brown regarde les six danseurs de Dominique Bagouet avec lesquels elle vient de travailler pendant trois mois. Il fait chaud dans le studio situé au quatrième étage de l'Opéra-Comédie.

Cinq garçons et une fille seulement (Hélène Cathala) marchent en carré, serrés les uns contre les autres. Parfois l'un se détache du groupe, animé d'une démarche de coureur à pied, coudes aux côtes. On est loin des corps lancés à toute vitesse dans l'espace, une des caractéristiques du mouvement brownien, comme certains ont baptisé l'originalité du travail de la chorégraphe. Le rythme est lent, on n'en croit pas ses yeux. Le silence est total, l'attention extrême. Les répétitions

terminées, les danseurs, avec un ensemble touchant, se placent en arc de cercle autour de Trisha Brown, quêtant un conseil, une remarque. Elle ne leur dit rien, sourit, et agite la main : « Bye, bye! »

« Les danseurs de Dominique Bagouet ont cette qualité qui m'est indispensable : la neutralité qui sait comment induire des personnages par l'abstraction, explique la chorégraphe. L'appréhension l'honnêteté avec laquelle ils abordent un travail dont ils n'ont pas l'habitude. Ils commencent à comprendre ma danse qui procède d'une histoire qui leur est étrangère. Il me faut trouver l'équilibre - difficile - entre ce que je demande et la manière dont leur imaginaire le traduit. D'autant plus délicat qu'actuellement je suis intéressée par des sec-

teurs qui me sont inconnus. Je cherche une voie, disons plutôt un aéroplane, pour ramener ma danse vers la terre, vers plus de simplicité, avec, peut-être, plus de délicatesse... »

— Que vous apportent ces nouveaux danseurs, la ville de Montpellier ?

— J'ai choisi ceux qui voulaient tenter l'expérience avec moi, mais aussi ceux qui convenaient à la chorégraphie que j'avais en tête. Ne pas être choisis est dur à admettre. Je sais ce que c'est : pendant vingt ans, j'ai dû lutter pour être reconnue ! L'essentiel est de se situer en tant que danseur, en toutes circonstances. Les danseuses ont profité de ce changement dans la compagnie Bagouet pour faire des bébés, d'autres sont parties pour s'essayer à la chorégraphie. Je ne pense pas que j'aurais fait la même pièce s'il s'agissait de mes danseurs : tout ici m'influence; la langue, le mode de vie, le fait d'être coupée de ma culture, la simplicité. L'énergie de ce bord de mer n'a rien à voir avec celle de New-York. J'habite à Antigone, le quartier de Bofill, une résidence où je peux cuisiner : c'est très pratique.

— Où en êtes-vous dans la recherche de vos scénarios venus aux États-Unis, après avoir embarqué à Marseille ?

— Le nom de mon père est Martel-Brown. On cherche au niveau de mes arrière-grands-parents. On vient de trouver un nouvel indice : une aïeule qui s'appelle Aurélie Richemond. Avec ma sœur - elle assistera à la première du spectacle - après la tournée qui suit les représentations de Montpellier, nous irons à Marseille. L'enquête continue.

— Pourquoi votre nouvelle création s'adresse-t-elle essentiellement aux danseurs de Bagouet ?

— Ce projet, auquel on pense depuis des années, a changé dans sa réalisation. Initialement, on devait réunir les deux compagnies, bâtir un ballet pour un grand

nombre de danseurs. Mais le temps a manqué, l'argent aussi. Travail prévu pour un an, il s'est réduit à trois mois. Nous avons travaillé en trois étapes. Une première initiation à mon langage chorégraphique a eu lieu à Montpellier, puis les danseurs de Bagouet nous ont rejoints à Chicago, où ma compagnie était en résidence. Et nous nous sommes retrouvés ici.

— Jusqu'à maintenant, j'aime beaucoup le travail que nous avons fait. Il m'était impossible d'écrire une pièce qui n'appartiendrait pas aux danseurs de Dominique. Je suis heureuse de leur laisser en souvenir quelque chose de beau. L'année prochaine, je reprendrai le matériau de base pour une création avec mes danseurs. Au cours de ce festival, ma compagnie reprend *Forty Feet*, créée en 1990, et *For MG: The Movie*, de 1991, qui, avec *One Story as in Falling*, sont trois ballets qui peuvent se regarder comme une trilogie : ils traitent de ce que j'appelle le « savoir instinctif ».

— Il est important, étant données les conditions de travail des artistes aux États-Unis, que le National Endowment For The Arts (NEA) nous soutienne, ainsi que le Chicago Dance Center, et la Fondation Gould. Être un artiste aujourd'hui dans mon pays est un acte politique, un acte de survie. Je rêve qu'on invite, à notre tour, Dominique Bagouet à New-York (1).

— Quels sont les artistes qui vous entourent pour cette création ?

— Alvin Curran, musicien du groupe Ars Electronica, qui vit en Italie. Il est titulaire de la chaire Darius Milhaud au Mills College, en Californie. Le scénographe s'appelle Roland Aeschlimann, il est suisse. Sa proposition de lignes au sol recoupe les préoccupations de mes débuts. Un heureux présage. Pour les danseurs, il a imaginé des pantalons et des vestes, en lourde soie jaune italienne, qui suivent le mouvement comme des ombres. Et Spencer Brown est aux lumières.

Propos recueillis par
DOMINIQUE FRÉTARD

(1) Le financement, chère française, vient essentiellement de la Compagnie Bagouet, du Festival Montpellier Danse, du ministère de la culture, du Hebel Theater et de la Fondation Cartier.

* Du 25 au 27, 22 heures, cour des Ursulines. Tournée : les 1, 2 et 3 juillet, Francfort, Schauspielhaus. Du 8 au 12, Festival Romaneurope, Villa Medici.



Jean-Paul Montanari.

LES FIDÉLITÉS
DE JEAN-PAUL MONTANARI

Jean-Paul Montanari, directeur de Montpellier-Danse depuis 1983, a retrouvé la source depuis que le festival est devenu une aventure qui lui permet de croire en lui et à ce qu'il croit : la fraternité et la différence. L'an dernier, il accueillait l'Afrique. Cette année, il convie la culture méditerranéenne, arabe et juive. Lui-même est juif d'Algérie où vit encore sa grand-mère, qui ne parle que l'arabe. Cet amour des origines, partagé par un grand nombre, ne lui fait pas oublier qu'un festival doit s'ouvrir sur un vaste public. Comment se tromper en invitant William Forsythe, Sankal Juku, Karine Saporta ou Guesh Patti ? Sans oublier l'importance de la présence de Trisha Brown et du centre chorégraphique de Dominique Bagouet.

On reproche à Montanari d'être trop « personnel ». C'est toujours mieux que d'être fade ou de jouer l'accumulation de spectacles. Georges Frêche, le maire de la ville, après des orages, défend à fond son poulain. Sincères et malins, les deux hommes ? Évidemment. Rencontre avec Montanari, place de la Canédie.

« Pour le Festival 92, la ville et le ministère sont montés au créneau, car, comme partout, le mécénat et le sponsoring sont en baisse. Environ 1 million de francs de moins pour nous, soit un budget général de 11 millions au lieu de 12. Ainsi le programme de musiques de l'Empire ottoman, axe principal du festival, a été réduit de près de la moitié. Pour la venue de Forsythe, l'Opéra du Cornum partage, heureusement, les frais avec nous : 400 000 francs chacun. C'est François Vidal, centralien, qui vient de prendre les commandes du Cornum... Il est maintenant possible qu'une convention soit passée avec la région, puisque le conseil n'a pas été élu, cette fois-ci, avec l'aide du Front national.

» Autour du thème « Méditerranée, ma mère », Catherine Clément, qui quitte le Verger d'Avignon - signe des temps ? - pour les Jardins de la Drac, animera un colloque intitulé « Conversations 1492-1992 : cinq siècles de fidé-

lité » (le 1^{er} juillet, de 10 heures à 13 heures, et de 15 heures à 18 heures). Elle a choisi Karine Saporta après avoir vu la *Tempête*, à Avignon, l'an dernier. La chorégraphe s'est inspirée du livre de la romancière, la *Senora*, pour chorégraphier la *Rêve d'Esther*. Le choix de Daniel Mesguich revient aussi à Catherine Clément. Elle a voulu qu'il lise le *Fou d'Else*, d'Aragon (le 4 juillet à 22 heures, au Cloître). Savez-vous qu'en 1985, en plein cœur de Montpellier, on a découvert un bain juif datant du XII^e siècle : il faut que vous le visitiez ! Les architectes pensent qu'il y avait au-dessus une mosquée.

» Tous, ici, nous nous réjouissons de la venue de Trisha Brown. Cet échange s'est révélé très productif pour Dominique Bagouet, qui avait besoin d'un temps de réflexion. Il a enseigné à l'Opéra de Bucarest, donné des cours à des compagnies contemporaines naissantes. Des projets magnifiques ont émergé : il sera à Avignon en 1993, dans la Cour d'honneur, avec un ballet, *Seul déployé*, créé sur une musique de Frédéric Dureux, et à Montpellier-Danse, avec *Noces d'or*, en collaboration avec le même compositeur.

» Dans le quartier de La Paillade (zone d'urbanisme intense à la périphérie de la ville), où le festival s'est étendu depuis 1991, le chorégraphe américain, Doug Elkins, revient travailler avec le groupe de rapers BMCR, formé de tous les jeunes qui se sont accrochés, tout au cours de l'année, pour que la danse continue. Bernard Glandier, de la compagnie Bagouet, leur a donné des cours et Elkins est venu, à Pâques, pour les entraîner : il va créer une pièce avec eux. Le Chai de La Paillade est peu à peu transformé en théâtre de quartier digne de ce nom. Cette implantation de Montpellier-Danse nous réjouit.

» Pour l'instant, je suis plongé dans les textes de la littérature soufie. Le voyage commence seulement. Est-ce le début de la sagesse ?

D. F.



Sankal Juku.



Trisha Brown.

LES VERTUS
DU PHILOSÉMITISME

Le cinquième centenaire de la découverte de l'Amérique au Festival de Montpellier-Danse veut être une fête « décalée ». Ni commémorations sud-américaines à la gloire des Espagnols, ni lamentes à propos de l'expulsion des juifs par les Rois catholiques. Mais un rappel formidablement optimiste de l'histoire du bassin méditerranéen, un pied-de-nez philosophico-rassurant en faveur de l'ouverture et du brassage des cultures, où l'on voit le communisme juif, du Maghreb jusqu'à l'Empire ottoman, où ils furent accueillis après la chute de Grenade en 1492, dernier bastion de culture arabe en Espagne.

Line Monty, Lil Boniche et Rainette l'Oranaise, à qui a été confiée la soirée d'ouverture, le 24 juin, ont le cœur et la sève de l'Algérie d'avant l'indépendance. La première, chanteuse de charme, balance entre réalisme et glamour ; le second, fils de la Casbah d'Alger, a hérité de la familiarité festive du « francarabe », que symbolise dans les esprits le « Chai », le café, où je t'embrasse regard et bien senti. La troisième, Rainette l'Oranaise, a étudié les classiques arabes. Elle s'accompagne au luth et chante un répertoire au principe inaccessible aux juifs. Éclipsée à Paris depuis 1982, ils reprennent de l'activité depuis deux ans, en même temps que l'on vient de rééditer en CD l'essentiel de leur répertoire. [Trésors de la chanson judéo-arabe, Blue Silver/Médisa].

Les juifs d'Espagne, après une longue pérégrination sur les rivages méditerranéens, arrivèrent en Turquie, encouragés par les sultans ottomans qui cherchaient à renforcer leur pouvoir économique et administratif. Ils retrouvèrent des communautés installées là précédemment. On y parle le ladino, un castillan médiéval mêlé de locutions hébraïques. Le musicien turc Kudsi Erguner, joueur de nay - la flûte de roseau du Proche-Orient - a construit pour Montpellier-Danse un programme éclairant cet environnement. On l'a trouvé en arrivant ces juifs venus d'Espagne ? Les adeptes du soufisme, école mystique de l'islam (le 30 juin, le Festival présente une soirée, cérémonie des derviches Bektachi d'Istanbul ; le 11 juillet, musique soufi de Turquie par l'ensemble des frères Erguner). Des barzans, haut lieu d'effacement, mais aussi d'expression artistique (le 2 juillet, Musiques et chants de haïkan, par l'ensemble ottoman de femmes d'Istanbul, une première en France). Des tziganes, héritiers des tribus nomades venues du nord du continent indien, instrumentistes virtuoses (le 7 juillet, les frères Erkose, clarinette, luth et violon). Ressemblent à Montpellier.

LES AUDACIEUX
MÉLANGES

— Grand Ballet classique de Moscou, le Lac des Cygnes, le 26 juin, Cour Jacques-Cœur, 22 heures. Pour répondre à l'attente de tous ceux pour lesquels un festival de danse n'est rien sans pointes classiques !

— Brigitte Farges, *J'adore et j'en peux plus*, les 28 et 29, au Chai de La Paillade, 21 heures. On a vu cette pièce au moment de sa création : elle ressemblait au tigre, qui n'est pas fameux ! On dit que la chorégraphie a beaucoup évolué depuis.

— Batsheva Dance Company, Kyr et Arbos, le 29, Cour Jacques-Cœur, 22 heures. Cette compagnie, créée en 1964 par Martha Graham, n'avait plus grande réputation. Dominique Bagouet affirme qu'elle est à nouveau dans la course.

— Ballet de Francfort/William Forsythe, *Limbo's Theorem*, du 1^{er} au 3 juillet, Cornum-Opéra Barloz, 21 heures. Le plaisir absolu.

— Karine Saporta, *le Rêve d'Esther*, les 3 et 4 juillet, Cour Jacques-Cœur, 22 heures. Pour la première fois, Saporta travaille avec des danseurs classiques, ceux du Ballet de l'Opéra de Rouen.

— Cécile Proust, *Jibis*, le 4, Chai de La Paillade, 21 heures. Une chorégraphie à découvrir.

— Lior Orr et Nir Ben Gal, *Circle's of Lust*, le 8, Cour des Ursulines, 22 heures. Aperçus à Bagnolet en 1988, ils n'ont pas laissé un souvenir frappant.

— Soirée « Petites danses », solos, Le Cloître, les 7 et 8, 22 heures. Trois jeunes chorégraphes israéliens, inconnus en France.

— Sankal Juku, *Omote*, les 8 et 9, Cour Jacques-Cœur, 22 heures : le bato japonais à son apogée.

— Guesh Patti, *Gobe*, du 9 au 11, Opéra Comédie, 21 heures. Patti le chanteuse laisse perplexe. Daniel Lartiu veille sur Patti la danseuse.

— Doug Elkins, *Création 92* et autres, le 10, Chai de La Paillade, 21 heures : on aime énormément le travail de mosaïque culturelle de ce jeune Américain. Sa compagnie a du poids et de l'intelligence.



V. Mo.

Guesh Patti.